

SÉANCE ORDINAIRE

SÉANCE DU 21 NOVEMBRE 2022

Présidence de M. Florian Bercault, maire

À la date mentionnée ci-dessus, le Conseil municipal, légalement convoqué le 14 novembre 2022, conformément au code général des collectivités territoriales, s'est réuni en séance ordinaire, à dix-huit heures zéro minute, dans la salle de l'Hôtel de Ville de Laval, sous la Présidence de Monsieur Florian Bercault, maire.

Étaient présents

Florian Bercault, maire, Bruno Bertier, Isabelle Eymon, Georges Poirier, Marjorie François, Marie-Laure Le Mée Clavreul, Bruno Flécharde, Camille Pétron, Antoine Caplan, Christine Droguet, Geoffrey Begon, Céline Loiseau, adjoints, Béatrice Ferron, Michel Neveu, Solange Bruneau, Éric Paris (à partir de 18h32), Georges Hoyaux, Laurent Paviot, Catherine Roy, Nadège Davoust, Caroline Garnier, Sébastien Buron, Geneviève Pham-Sigmann, Guillaume Agostino, Kamel Ogbi, Rihaoui Chanfi, Ludivine Leduc, Lucie Chauvelier, Didier Pillon (à partir de 18h30), Samia Sultani, Gwendoline Galou, Vincent d'Agostino, Chantal Grandière, Lucile Perin et Henri Renié (à partir de 18h06), conseillers municipaux.

Étaient représentés

Patrice Morin a donné pouvoir à Bruno Bertier, Marie Boisgontier a donné pouvoir à Bruno Flécharde, Jonathan Guilemin a donné pouvoir à Camille Pétron, Noémie Coquereau a donné pouvoir à Isabelle Eymon, Paul Le Gal-Huamé a donné pouvoir à Marie-Laure Le Mée Clavreul, Didier Pillon a donné pouvoir à Lucile Perin (jusqu'à 18h30), Marie-Cécile Clavreul a donné pouvoir à Samia Sultani, Pierrick Guesné a donné pouvoir à Henri Renié et James Charbonnier a donné pouvoir à Vincent d'Agostino.

Camille Pétron et Vincent d'Agostino sont désignés secrétaires.

La séance est ouverte à 18 h 05.

M. le Maire : *Bonsoir à toutes et à tous. Je vais laisser vous installer, s'il vous plaît. Bon, il est 18 heures passées, donc je vais commencer par l'appel.*

COMPTE-RENDU DES DÉCISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE EN VERTU DES DISPOSITIONS DES ARTICLES L2122-22 ET L2122-23 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES (DÉLÉGATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE).

M. le Maire : *Donc vous avez les comptes-rendus des décisions municipales. Est-ce qu'il y a des observations, des questions ? Non ?*

| |
|---------------------------|
| QUESTIONS DU MAIRE |
|---------------------------|

MODIFICATION DE REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DES CONSEILS D'ÉCOLE DE LA MATERNELLE PAULINE KERGOMARD ET DE L'ÉLÉMENTAIRE EUGÈNE HAIRY

Rapporteur : le maire

Conformément à l'article D411-1 du code de l'éducation, chaque conseil d'école comprend le maire ou son représentant, ainsi qu'un conseiller municipal désigné par le conseil.

Par délibération en date du 17 juillet 2020, la ville de Laval a désigné ses représentants au sein de chaque d'école de la ville.

Madame Camille Pétron, actuellement désignée représentante de la ville au sein des conseils d'école de la maternelle Pauline Kergomard et de l'élémentaire Eugène Hairy, a fait part de sa volonté d'être remplacée dans ses fonctions.

Aussi est-il proposé d'approuver les désignations suivantes :

ÉCOLES MATERNELLES

Est désigné au sein du conseil d'école de l'école Pauline Kergomard :
Laurent Paviot (en remplacement de Camille Pétron).

ÉCOLES ÉLÉMENTAIRES

Est désigné au sien du conseil d'école de l'école Eugène Hairy:
Laurent Paviot (en remplacement de Camille Pétron).

M. le Maire : *On passe aux questions du maire, avec une modification des représentants du conseil municipal au sein des conseils d'école de la maternelle Pauline Kergomard et de l'école élémentaire Eugène Hairy. Donc il vous est proposé que Laurent Paviot prenne la place de Camille Pétron. Est-ce qu'il y a des questions ou des observations ? Eh bien je soumetts aux voix. Est-ce que tout le monde a pu voter ? Donc c'est adopté à l'unanimité, merci.*

N° S516 - I

MODIFICATION DE REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DES CONSEILS D'ÉCOLE DE LA MATERNELLE PAULINE KERGOMARD ET DE L'ÉLÉMENTAIRE EUGÈNE HAIRY

Rapporteur : le maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-33,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 17 juillet 2020 relative à la désignation des représentants du conseil municipal dans des organismes extérieurs,

Vu la volonté de Madame Camille Pétron d'être remplacée dans ses fonctions au sein des conseils d'école de la maternelle Pauline Kergomard et de l'élémentaire Eugène Hairy où elle avait été désignée pour représenter la ville,

Qu'il convient de pourvoir à son remplacement,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La délibération du conseil municipal du 17 juillet 2020 relative à la désignation des représentants du conseil municipal dans les organismes extérieurs est abrogée partiellement pour ce qui concerne les écoles maternelle Pauline Kergomard et élémentaire Eugène Hairy.

Article 2

Conformément à l'article D411-1 du code de l'éducation, chaque conseil d'école comprend le maire ou son représentant ainsi qu'un conseiller municipal désigné par le conseil.

ÉCOLE MATERNELLE

Est désigné au sein du conseil d'école de l'école Pauline Kergomard :

Laurent Paviot (en remplacement de Camille Pétron).

ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE

Est désigné au sien du conseil d'école de l'école Eugène Hairy :

Laurent Paviot (en remplacement de Camille Pétron).

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : *On passe à une délibération, et non des moindres, puisque c'est l'octroi d'une protection fonctionnelle à Monsieur Bruno Bertier, ce qui est l'occasion pour moi de rappeler les fondamentaux de notre démocratie, qu'elle soit à l'échelle locale ou nationale.*

Effectivement, il y a des lignes rouges à ne pas franchir en matière du respect des élus. Les élus sont les représentants du peuple, élus au suffrage universel et sont, quel que soit leur mandat ou leur couleur politique, des chevilles ouvrières de la vie en société. L'engagement politique et citoyen est noble et bien souvent une abnégation. Il exige lui-même un devoir d'exemplarité et de bienveillance pour préserver la confiance de leurs institutions et lutter contre l'abstention massive. C'est ce à quoi nous nous attachons toutes et tous ici. Il n'y a donc pas de place à Laval, comme partout ailleurs, pour la violence et les injures. La lutte contre toutes les formes de discrimination est un combat de tous les instants, que ce soit dans l'espace public ou encore plus sur les réseaux sociaux. Ceux qui s'adonnent à de telles violences verbales ou physiques doivent être sanctionnés par la justice. J'adresse donc, au nom du conseil municipal, mon soutien plein et entier à Bruno Bertier, premier adjoint, victime d'injures de la part d'un Lavallois bien connu pour ses outrages passés. Donc la protection fonctionnelle de la collectivité qui vous est ici proposée témoigne de notre volonté de faire bloc face à ces agissements. Sachons faire valoir notre humanisme face aux atteintes à la dignité des personnes, et rendre hommage à tous les élus qui s'engagent. Donc je vous invite à voter collectivement pour cette protection fonctionnelle.

OCTROI DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE À MONSIEUR BRUNO BERTIER

Rapporteur : le maire

I - Présentation de la décision

Depuis le début de la campagne électorale municipale de 2020, Monsieur Bruno Bertier est victime de propos injurieux et homophobes répétés de la part de Monsieur Jean-Christophe Gruau.

Monsieur Bruno Bertier, en sa qualité de premier adjoint, a déposé plainte contre Monsieur Jean-Christophe Gruau pour harcèlement moral et injures homophobes à cause de l'accumulation de ces faits, et plus particulièrement en raison des propos tenus suite à la décision de la collectivité de mettre en place des passages piétons arc-en-ciel dans le cadre de la journée mondiale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie.

La plainte a été reçue et transmise au parquet qui a entendu poursuivre l'auteur des faits.

Dans le cadre de cette affaire, l'auteur des faits est convoqué devant le Tribunal Judiciaire de Laval le 24 novembre 2022.

Il ressort de ces constatations que les propos, objet de la plainte, ont été tenus en raison de la qualité d'adjoint au maire de Monsieur Bruno Bertier.

La protection fonctionnelle des élus municipaux est régie par deux articles du code général des collectivités territoriales (CGCT) :

- l'article L2123-34 du CGCT : « [...] *La commune est tenue d'accorder sa protection au maire, à l'élu municipal le suppléant ou ayant reçu une délégation ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions. [...] » ;*
- l'article L 2123-35 du CGCT : « [...] *La commune est tenue de protéger le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté. [...] ».*

Il appartient au conseil municipal, par délibération, d'accorder le bénéfice de la protection fonctionnelle.

Sur cette base, la ville est tenue de protéger les élus précités contre les menaces, violences, voies de fait, injures, diffamations ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions, dès lors que l'attaque portée concerne l'exercice des fonctions et qu'il ne s'agit pas d'une faute personnelle détachable de l'exercice des fonctions.

II - Impact budgétaire et financier

La ville de Laval a l'obligation légale de protéger le maire ou les élus municipaux des menaces, violences ou outrages subis dans le cadre de leur fonction, en réparant, le cas échéant, le préjudice subi.

L'impact financier de la présente décision résultera dans la prise en charge financière des frais d'avocat. Ces frais sont d'un taux horaire de 360 € TTC.

Il vous est proposé d'approuver la présente délibération et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

M. le Maire : *Monsieur d'Agostino.*

Vincent d'Agostino : *Bonsoir Monsieur le Maire, bonsoir chers collègues. Tout d'abord on souhaite s'associer avec tout le conseil municipal. Sachez que l'opposition est entièrement aux côtés de Monsieur Bertier, dont nous voudrions lui assurer notre soutien plein et entier dans cette démarche. L'unanimité du conseil municipal, je pense, a voté ou votera cette décision municipale. Juste une petite question, nous voulions savoir est-ce que cela a été provisionné d'une certaine manière ou d'une autre financièrement ? Est-ce que cela a été borné dans le temps ? Est-ce que cela peut, c'est le problème des décisions de justice, aller plus loin dans l'exercice du présent mandat ? Et puis enfin, au niveau du choix de l'avocat, est-ce qu'il y a eu une consultation publique pour le choix de l'avocat qui représentera Monsieur Bertier dans sa lutte et son combat ? Merci Monsieur le Maire.*

M. le Maire : *Pour ces questions-là, effectivement tout est dans la délibération. L'impact financier de la présente décision résultera de la prise en charge financière des frais d'avocat. Donc il n'y a pas le chiffrage exact, mais il y a le taux horaire de 360 euros. Voilà, les frais de procédure sont pris à la charge.*

Peut-être qu'Antoine Caplan, sur le volet provision ?

Antoine Caplan : *Non, moi, je voudrais rassurer les collègues de l'opposition. On a des lignes de crédit au budget qui concernent les assurances, les dommages, les contentieux. S'il y a nécessité bien évidemment d'avoir des crédits supplémentaires, cela pourra être proposé à travers des DM ou à travers les budgets, mais à l'heure où on parle, ce n'est pas un sujet budgétaire. Je pense qu'il faut d'abord et avant tout apporter notre soutien au collègue, à Bruno Bertier, qui fait face à des attaques inadmissibles, et la question financière, elle est secondaire et on est bien évidemment totalement dans le cadre juridique prévu par la protection fonctionnelle. Le choix de l'avocat est fait par le fonctionnaire ou l'élu, et puis après il y a une procédure qui s'ouvre, qui peut se faire à travers une première décision de justice, puis des appels, donc on ne connaît pas par définition le coût à date. Mais on aura l'occasion si besoin d'en reparler à l'issue de cette procédure, mais d'abord plein soutien à notre collègue.*

Vincent d'Agostino : *C'est le cas.*

M. le Maire : *Merci. Mais pas de suspicion. Oui, Madame Soutani.*

Samia Soutani : *Si je peux me permettre, il l'a précisé Vincent d'Agostino, le soutien, il est plein, entier. J'ai subi des attaques racistes pendant tout l'exercice de mon mandat, donc il n'y a pas de sujet là-dessus. Le soutien, il est total. Je pense que le contribuable est en mesure, en droit de demander de la transparence sur les montants, la durée de la prise en charge de cette procédure. Il faut avoir un minimum de visibilité, de mon point de vue, pour rassurer aussi sur ce que cela va coûter à la collectivité. Donc cela ne part pas sur les indemnités de Monsieur Bertier mais sur, encore une fois, le budget de la ville et donc en conséquence sur l'argent du contribuable, donc il faut juste peut-être border les choses de manière à présenter peut-être une enveloppe dédiée à cette procédure, ou voir par rapport au budget à provisionner par rapport à cette procédure, parce que c'est plus de 300 euros de l'heure, donc ce n'est pas rien. Cela peut monter très très vite, les procédures peuvent durer des années, donc ce n'est pas une heure quand on passe au Tribunal, ce n'est pas une heure, c'est plutôt trois heures, quatre heures, cinq heures. Donc je pense qu'il faut peut-être border les choses de manière à ce qu'il y ait de la transparence dans cette action et cette procédure, parce qu'elle est légitime, bien évidemment, et on la soutient, mais par rapport à la transparence par rapport à l'argent du contribuable, je pense qu'il faut préciser les choses un peu plus que cela.*

M. le Maire : *Il est vrai que je ne m'attendais pas à des questions aussi précises vu, quand même, la situation. Je rappelle que la protection fonctionnelle, tout comme le droit à la formation, est un droit essentiel. Il s'agit du respect de la dignité et d'actes graves, donc effectivement, c'est une procédure normale. Antoine Caplan a bien précisé, et arrêtez avec votre transparence.*

On vote des budgets dans cette collectivité qui sont transparents, nos comptes administratifs, ils sont disponibles, donc la transparence, elle est totale, mais aujourd'hui il y a une procédure à date. Il s'agit de soutenir ce qui est le droit normal pour tout agent ou élu de la collectivité, point. Donc si vous voulez plus d'informations, on verra au moment du budget où est-ce que cela nous amène, mais on sera vigilant évidemment. Mais il y a une procédure en cours, on est bien obligé d'accorder cette protection fonctionnelle à un élu qui se fait injurier publiquement.

Samia Soutani : *C'était une intervention qui devait durer quelques minutes. Ce que vous avez aujourd'hui comme information, c'est uniquement le coût de l'heure de l'avocat. Est-ce que c'est tout ce que vous avez comme information ? Très bien.*

M. le Maire : *Donc est-ce qu'on peut voter la délibération ?*

M. .? : *On a déjà voté.*

M. le Maire : *Oui, tout le monde a voté ? Bon et bien très bien. Merci beaucoup. Donc on va demander à Bruno Bertier de revenir en séance.*

N° S516 - II

OCTROI DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE À MONSIEUR BRUNO BERTIER

Rapporteur : le maire

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29, L2123-34 et L2123-35,

Considérant que Monsieur Bruno Bertier, en sa qualité d'adjoint au maire, a été victime d'injures et de harcèlement de la part de Monsieur Jean-Christophe Gruau,

Qu'une plainte a été déposée le 27 mai 2022 pour ces faits par Monsieur Bruno Bertier,

Que l'auteur présumé de ces faits est convoqué à l'audience du 24 novembre 2022 devant le Tribunal Judiciaire,

Que Monsieur Bruno Bertier a sollicité la protection fonctionnelle le 10 octobre 2022 pour être accompagné dans cette affaire, et plus particulièrement au cours des différentes audiences pour faire valoir ses droits,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La protection fonctionnelle est accordée à Monsieur Bruno Bertier dans le cadre de cette affaire de harcèlement moral et d'injures homophobes.

Article 2

La protection fonctionnelle accordée dans ce cadre est valable pour l'ensemble de la procédure, en première instance, en appel et en cassation et depuis la date des premières injures.

L'ensemble des frais découlant de cette affaire seront pris en charge par la ville de Laval, soit directement, soit par remboursement sur présentation des factures régularisées dans l'hypothèse où des sommes auraient été engagées avant la prise de la présente délibération.

Article 3

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout acte en lien avec la présente délibération.

Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Bruno Bertier, en tant qu'élu intéressé, s'est retiré de la séance et n'a donc pas pris part au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p style="text-align: center;">RESSOURCES HUMAINES, TECHNIQUES ET FINANCIÈRES</p> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|

M. le Maire : *Et on passe au sujet de ressources humaines, techniques et financières avec une décision modificative, concernant le budget de la ville de Laval. Juste pour dire en introduction quand même que nous avons effectivement une certaine inquiétude, au regard de la crise énergétique et de l'envolée des prix, évidemment, de l'énergie, une inquiétude vis-à-vis de l'inflation, qui est une période qui peut s'avérer tourmentée évidemment, et puis s'inquiéter, voilà, de l'indécision, de l'imprécision de l'État quant au soutien à accorder aux collectivités territoriales. Et c'est bien dans ce contexte que nous abordons cette décision modificative, et évidemment à venir, la préparation budgétaire. En tout cas les signes de l'État sont attendus. J'espère que le Congrès des maires de France sera l'occasion pour l'État de réaffirmer sous soutien plein et entier, en tout cas les mesures de baisse d'impôts à venir, notamment concernant la CVAE, sont peu réjouissantes pour nos collectivités. Et je laisse la parole à Antoine Caplan, concernant la décision modificative.*

DÉCISION MODIFICATIVE N° 2 POUR L'EXERCICE 2022

Rapporteur : Antoine Caplan

I - Présentation de la décision

Une décision modificative permet à l'assemblée délibérante, dans le cadre du budget primitif en cours, d'autoriser de nouvelles dépenses et de prendre en compte de nouvelles recettes. Le conseil municipal peut également supprimer des crédits de dépenses antérieurement votés et le cas échéant les redéployer vers de nouvelles opérations.

La décision modificative n° 2 a pour objectif de redéployer ou de réajuster certaines inscriptions budgétaires en tenant compte de l'exécution de certains projets pour cette année 2022.

Section de fonctionnement :

Dépenses

Chapitre 011 "Charges à caractère général" : + 557 m€

Des ajustements de crédits sont nécessaires pour prendre en compte les dépenses ci-dessous :

. Bilan financier 2021 mutualisation : + 272 m€

Le processus de mutualisation a été initié en 2015 entre la ville de Laval et Laval Agglomération. Chaque année, un bilan est établi permettant de refacturer des dépenses liées à cette mutualisation selon des clés de répartition définies par délibération du 26 septembre 2022.

. Carburant : + 100 m€

. Étude petite enfance : + 48 m€

Un cabinet a été missionné pour déterminer les besoins d'accueil des enfants de 0 à 4 ans et émettre des préconisations pour la construction d'un nouvel équipement.

. Étude réseau de chaleur : + 40 m€

Il s'agit de réaliser une étude pour faire évoluer le réseau de chaleur, financée au moins à 50 % par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

. Grande roue des Lumières de Laval : + 26 m€

Cette opération bénéficie d'une opération de mécénat.

. Traitement des déchets du centre technique municipal :
+ 21 m€

Cette inscription est liée à l'augmentation des coûts d'élimination des déchets.

. Redevance d'occupation du parking rue du dépôt : + 17 m€

La décision municipale du 21 février 2022 a prolongé, jusqu'en 2023, la mise à disposition, par la SNCF, du parking de la rue du dépôt, au nord de la gare.

. AMO DSP stationnement : + 13,5 m€

Le contrat actuel de délégation de service public pour la gestion du stationnement de la ville est prolongé de 12 mois et un nouveau marché est nécessaire afin de procéder à l'actualisation de la modélisation financière et du contrat de délégation.

. Prestation propreté : + 9 m€

Cette inscription est liée au besoin de renforcer l'entretien du square de Boston pendant la période estivale.

. Redevance ordures ménagères : + 6,5 m€

L'ajustement de crédits s'explique par l'augmentation du nombre de points de collecte ainsi que des tarifs de la redevance.

. Sinistre portail cimetière : + 5 m€

Un véhicule a endommagé le portail d'entrée du cimetière des Faluères et la compagnie d'assurance a indemnisé la ville permettant d'effectuer les réparations.

. Modification du programme des horodateurs : + 4 m€

Une révision est nécessaire pour augmenter le nombre de paliers entre le paiement conseillé et le forfait post stationnement.

. Fournitures des bibliothèques : - 2 m€

Ces crédits sont à redéployer en section d'investissement.

. Remboursement de la subvention « Bâtir pour grandir » :- 3 m€

Chapitre 014 "Atténuations de produits" : + 22 m€

Il est nécessaire de rajouter 22 m€ en dépenses suite à la notification du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) en date du 3 octobre 2022.

Chapitre 65 "Autres charges de gestion courante" : + 100 m€

. Subvention CCAS : + 100m€

Cette augmentation de la subvention est nécessaire pour prendre en compte l'évolution du point d'indice de 3,5 % et le complément Ségur des aides à domicile, financé à hauteur de 54 % par le département.

Chapitre 66 "Charges financières" : - 40 m€

Des crédits avaient été provisionnés pour activer une ligne de trésorerie dont la ville n'a plus l'utilité.

Chapitre 67 "Autres charges exceptionnelles" : - 2 m€

. Remboursement subvention « Bâtir pour grandir » : + 3 m€

Suite à l'annulation du projet, il convient de rembourser l'État de la subvention perçue en 2021.

. Neutralisation des parcs de stationnement : - 5 m€

Dans le cadre de la neutralisation des parkings de la place du 11 novembre et de la médaille militaire, il n'y aura pas de versement d'indemnités au délégataire.

Chapitre 68 "Dotations aux amortissements et provisions" : + 132 m€

. Provision Ferrié : + 119 m€

L'acte d'acquisition du site du quartier Ferrié comprend une clause par laquelle, en cas de cession, 50 % de la plus-value est reversée à l'État.

Par délibération du 27 juin 2022, la cession du bâtiment 14 a été approuvée pour un montant de 370 m€, à laquelle il faut déduire le montant des travaux réalisés par l'Association de Développement d'Activités Sociales et Solidaires pour une somme de 132 m€. Il convient donc de provisionner 119 m€.

. Provision clients douteux : + 10 m€

. Provision compte épargne temps : + 3 m€

Ce complément de provision permet de pouvoir éventuellement compenser financièrement les agents qui auraient épargné plus de 15 jours de congés.

Recettes

Chapitre 70 "Produits des services, du domaine et ventes diverses" : + 60 m€

Suite à l'augmentation des prix, il convient de rajouter des crédits pour la vente de carburant à Laval Agglomération et au Centre communal d'action sociale.

Chapitre 73 "Impôts et taxes" : + 576 m€

. Dotation de solidarité communautaire : + 479 m€

Par délibération du conseil communautaire en date du 30 juin 2022, Laval Agglomération, en concertation avec ses communes membres, a décidé de se doter d'un nouveau pacte financier et fiscal et de le mettre en œuvre dès 2022.

Afin de renforcer la solidarité au sein du territoire, il a donc été proposé d'augmenter l'enveloppe de dotation de solidarité disponible et de diminuer de 5 % les attributions de compensation.

. Attribution de compensation : - 164 m€

Cette diminution résulte du pacte fiscal et financier qui prévoit une minoration des attributions de compensation de 5 % pour l'ensemble des communes de l'agglomération actée en conseil communautaire du 30 juin 2022.

. Droits de mutation : + 213 m€

Le montant prévisionnel perçu en fin d'exercice est estimé à 2 300 m€. 1,7 M€ avaient été inscrits, de manière prudentielle, au budget primitif.

. Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) : + 48 m€.

Chapitre 74 "Dotations, subventions et participations" : + 88 m€

. Mécénat grande roue des Lumières de Laval : + 26 m€.

. Subvention de l'État pour les petits déjeuners dans les écoles : + 22 m€

Une convention en date du 3 janvier 2022 a été signée entre le recteur de l'académie de Nantes et le maire de la ville de Laval.

. Subvention de l'État pour l'étude sur le réseau de chaleur : + 20 m€.

. Subvention de l'État pour le centre de vaccination : + 20 m€
La subvention reçue par l'Agence régionale de santé s'élève, en 2022, à 302 m€, budgété à 282 m€.

Chapitre 77 "Autres produits exceptionnels" : + 492 m€

. Complément de prix Saint-Julien : + 480 m€

Le prix de vente de Saint-Julien est de 2 301 m€ dont 1 821 m€ ont été comptabilisés à ce jour.

. Remboursement sinistre bibliothèque suite à un dégât des eaux : + 7 m€

Un dégât des eaux est intervenu à la médiathèque du Palindrome. La compagnie d'assurance a indemnisé une partie des collections.

. Remboursement sinistre portail du cimetière : + 5 m€

La compagnie d'assurances a indemnisé la ville à la suite du préjudice.

Chapitre 78 "Reprise sur amortissement et provisions" : + 33 m€

. Reprise sur provisions « la Belle Ouvrage » : + 17 m€

Suite au paiement par le mandataire, il convient de reprendre une partie de la provision constituée en 2016 afin de couvrir la charge qui pourrait incomber à la commune suite à la procédure de sauvegarde de l'association pour laquelle la ville avait octroyé une garantie pour deux emprunts.

. Reprise sur provisions redevance assainissement : + 9 m€

L'affaire étant jugée et la créance recouvrée, il convient de reprendre la provision constituée en 2016 pour faire face à la contestation du montant de la redevance d'assainissement due par une société.

. Reprise provisions clients douteux : + 7 m€

Certaines créances ont été, soit recouvrées auprès de divers usagers, soit admises en non valeurs.

Section d'investissement :
Dépenses

À ce stade de l'année, certains crédits d'investissement ne seront pas dépensés en 2022. Il convient alors de les redéployer au sein d'autres opérations et de les réinscrire pour certains au BP 2023.

Chapitre 5001 "Plan qualité voirie" : + 102m€

. Effacement de réseau : + 87 m€

Des travaux d'enfouissement des réseaux électriques et télécom aériens du boulevard Ampère, situé zone industrielle des Touches, sont réalisés par la ville de Laval. Cette zone d'intérêt communautaire entraîne un remboursement par Laval Agglomération.

. Travaux suite incendie dans le quartier Saint-Nicolas en avril 2022 : + 15 m€

Chapitre 5002 "Plan végétalisation" : + 7 m€

. Équipement espaces verts suite au matériel volé en mai 2022 : + 13 m€.

. Vestiaires Perrine : - 6 m€

Les travaux étant terminés, il y a lieu de redéployer les crédits disponibles.

Chapitre 5003 "Plan qualité équipements culturels" : - 20 m€

Les crédits de maîtrise d'œuvre du Vieux-Château et de la Porte Beucheresse sont engagés à un niveau moindre que prévu au budget primitif.

Chapitre 5004 "Plan qualité équipements sportifs" : + 69 m€

. Fonds de concours à verser à Laval Agglomération pour + 70 m€.

La ville de Laval n'avait pas versé à Laval Agglomération la totalité de sa participation pour l'aménagement d'un terrain synthétique au Bourny.

. Plan qualité gymnases : -1 m€

Chapitre 5007 "Plan qualité bâtiments publics et transition énergétique" : - 248 m€

. Reprise de charpente du gymnase Gaston Lesnard : + 90 m€

. Maîtrise d'œuvre pour la rénovation du centre administratif municipal : + 6 m€

. Porte Beucherresse Vieux-Château : - 144 m€

. Centre administratif municipal : - 200 m€

Chapitre 5008 "Programme accessibilité" : - 140 m€

. Accessibilité des bâtiments municipaux : - 140 m€

Chapitre 5009 "Dotations équipements" : + 154 m€

. Bilan financier 2021 de la mutualisation : + 113 m€

Les équipements mutualisés doivent faire l'objet d'une refacturation entre la ville et l'agglomération selon des clés de répartition.

. Parc véhicules : + 70 m€

Il est nécessaire de remplacer le véhicule du service des sports qui a été incendié en avril 2022 et d'acquérir une tondeuse pour les espaces verts,

. Équipement matériel sportif : + 20 m€

Acquisition de tables de ping-pong gymnase Viloiseau et de paniers de basket René Le Coz.

. Acquisition livres pour la bibliothèque suite à un dégât des eaux : + 7 m€.

. Véhicules et matériel mutualisés : - 56 m€.

Chapitre 5010 "Divers aménagements urbains" : - 344 m€

. Rue de la Tuilerie : - 120 m€.

. Sécurisation falaise du Vieux Saint-Louis : - 100 m€.

. Rue de la Gaucherie : - 50,5 m€.

. Îlot Val de Mayenne : - 39 m€.

. Extension ERDF : - 25 m€.

. Subventions façades : - 7 m€.

. Parking Jean Macé-démolition : -2,5 m€.

Chapitre 5011 "Aménagements centre-ville" :- 60 m€

Chapitre 5020 "Salle polyvalente" : - 141 m€

Chapitre 5022 "Divers travaux" : + 192 m€

Chapitre 5025 "PRU Pommeraies" : + 35 m€

Chapitre 5031 "Rénovation d'écoles" : + 42 m€

Il s'agit de crédits de maîtrise d'œuvres pour la rénovation de l'école de la Senelle.

Chapitre 5100 "Eaux pluviales" : - 19 m€

Chapitre 27 "Autres immobilisations financières" : + 44 m€

Il s'agit d'une avance consentie à Laval Mayenne Aménagements pour les loyers non occupés au sein de la maison de santé pluridisciplinaire Jules Ferry.

En effet, les conditions financières de la convention en date du 2 mai 2017 précisent qu'afin d'assurer le taux de remplissage de 90 %, la commune doit verser une avance qui sera remboursée au plus tard au 31 décembre 2033.

Recettes

Chapitre 024 "Produits des cessions" : - 1 210 m€

Les reports des cessions de la rue du Val de Mayenne et de la place de Hercé conduisent à réviser l'objectif de recettes à 490 m€.

Chapitre 10 "Dotations, fonds divers et réserves" : + 150 m€

Il s'agit d'un complément sur le FCTVA.

Chapitre 5001 "Plan qualité voirie" : + 166 m€

Cette recette est relative au programme d'effacement de réseaux remboursé par Laval Agglomération (rue Étienne Lenoir et boulevard Ampère).

Chapitre 5029 "Espace associatif" : + 87 m€

Un acompte de 30 % a été versé par l'État dans le cadre du DSIL pour l'aménagement de l'espace associatif au quartier Ferrié.

II - Impact budgétaire et financier

Les crédits sont votés par chapitre et déclinés par article conformément à l'instruction budgétaire et comptable M14,

Il vous est proposé d'approuver la décision modificative numéro 2 pour l'exercice 2022.

Antoine Caplan : *Merci Monsieur le Maire. Effectivement, nous vous présentons aujourd'hui cette proposition de décision modificative numéro 2 pour l'exercice budgétaire 2022. On avait adopté lors du conseil municipal de septembre une première décision de modification du budget, notamment pour prendre en compte les surcoûts de l'inflation, du coût de l'énergie, on en parle beaucoup depuis plusieurs semaines, beaucoup aussi sur l'impact que cela suppose pour les ménages et les entreprises, et les collectivités dans lesquelles nous travaillons sont également directement impactées, donc on avait fait cet effort en DM 1. L'objectif de cette deuxième décision de modification, il est toujours bien sûr d'ajuster nos crédits à la hausse, à la baisse, en fonctionnement comme en investissement, pour pouvoir répondre à des besoins nouveaux.*

Alors nous augmentons nos charges à caractère général, c'est-à-dire nos achats de biens et de services de 557 000 euros, pour financer notamment les services mutualisés avec Laval Agglomération, c'est 272 000 euros supplémentaires, du fait notamment des surcoûts liés à ces services mutualisés, là aussi notamment liés au coût de l'énergie. On finance également des études pour mieux mesurer le besoin d'accueil pour la petite enfance, à hauteur 48 000 euros. On finance également une autre étude, on en a parlé également à plusieurs reprises au conseil municipal, notamment à l'occasion des rapports annuels, pour faire évoluer notre réseau de chaleur et le rendre moins dépendant du gaz naturel. Et puis, nous finançons la prolongation de l'assistance à maîtrise d'ouvrage, pour le renouvellement de la DSP de stationnement, à hauteur d'un peu plus de 13 000 euros. Nous avons également, je le disais en introduction, des surcoûts qui sont liés à l'inflation. Nous inscrivons 100 000 euros pour les coûts de carburant, nous avons une recette, non pas à la hauteur de 100 000 euros, mais une recette qui vient compenser cette augmentation de la part, notamment, de l'agglomération parce que c'est une dépense qu'on mutualise également. 100 000 euros pour permettre également au CCAS de financer l'augmentation du point d'indice des agents de 3,5, qui a été décidé par l'État, l'été dernier, qui est finalement assez peu par rapport à l'inflation elle-même qui dépasse les 7 %. Et puis, ces 100 000 euros en faveur du CCAS vont permettre de financer aussi les mesures en faveur de celles et ceux que nous appelons les oubliés du Ségur et même les oubliés des oubliés du Ségur, en l'occurrence les aides à domicile, puisque depuis le 1^{er} avril, elles ont bénéficié d'une revalorisation qui est maintenant vraiment une augmentation de leur salaire, augmentation qui est prise en charge environ pour la moitié par le Département, mais nous espérons une prise en charge totale, parce que c'est dans la responsabilité du Département, je me tourne vers Marjorie François qui suit cela de près en tant que présidente du CCAS. Et puis, il y a eu également des revalorisations pour les agents des EHPAD et du SSIAD, et là aussi, nous l'attendons de la part de l'État, en l'occurrence de l'Agence régionale de santé, des mesures pour venir finalement compenser ces augmentations qui sont totalement légitimes, parfaitement nécessaires, mais qui relèvent de la responsabilité de l'État, et nous attendons l'État sur ces surcoûts. Dans cette DM, nous constituons également des provisions. On verra tout à l'heure, donc je ne rentre pas dans le détail, puisque nous aurons des délibérations qui sont liées à ces provisions. Et puis, cela c'est le volet « bonnes nouvelles », nous enregistrons des recettes nouvelles, notamment des recettes fiscales. On avait inscrit au budget primitif 1,7 million pour les droits de mutation, ces frais de notaire que nos concitoyens paient au moment d'un achat immobilier, et la dynamique du marché de l'immobilier fait qu'on peut espérer en fin d'année budgétaire une recette de 2,4 millions d'euros, c'est-à-dire 700 000 euros supplémentaires, ce qui est significatif à notre échelle, ce qui l'est encore plus pour les Départements, puisque c'est le Département qui perçoit les 2/3 de ces frais de mutation, donc c'est des recettes qui sont très importantes de l'autre côté de la Mayenne. Et nous, nous inscrivons ici dans cette DM, 213 000 euros au titre de ces droits de mutation, 213 000 euros supplémentaires. On bénéficie également d'un soutien plus important de Laval Agglomération à la ville de Laval dans le cadre, on en a déjà parlé ici, d'un nouveau pacte fiscal et financier. C'est concrètement 130 000 euros supplémentaires pour la ville de Laval grâce à une plus grande solidarité des communes les plus favorisées, les plus riches, de notre agglomération, grâce aussi à un soutien plus important de l'agglomération au titre de la solidarité vis-à-vis de toutes les communes, et en particulier de la commune centre que nous sommes.

On perçoit également, et on les inscrit, les subventions de l'État pour le dispositif petit-déjeuner à l'école, qui est porté par Catherine Roy et Marie-Laure Le Mée Clavreul, 22 000 euros, des crédits de subventions de la part de l'ADEME pour l'étude sur les réseaux de chaleur dont j'ai parlé tout à l'heure, 20 000 euros, et puis des queues de crédits, des queues de subventions pour le centre de vaccination, à hauteur de 20 000 euros. On reprend un certain nombre de provisions, là aussi je n'y reviens pas, on le verra dans d'autres délibérations. Et puis la grande nouveauté de cette DM 2, par rapport à celle que pouvait adopter et proposait la ville de Laval au conseil municipal, c'est que nous avons demandé aux directions de nous restituer les crédits qu'elles ne seront pas en capacité d'engager ou de mandater d'ici la fin de l'année. C'est un pilotage budgétaire plus actif qui nous est demandé par la Chambre régionale des comptes, qui en a fait d'ailleurs une recommandation explicite à Laval Agglomération, c'est aussi une pratique de nombreuses collectivités. Nous, on ne le faisait pas jusqu'à présent, ce qui ne permettait pas aux élus que nous sommes de suivre vraiment au fil de l'eau l'évolution et l'exécution du budget. On le fait à travers la commission ressource, à chaque fois qu'on se réunit, on regarde l'exécution du budget. Voilà, donc nous on rentre un peu plus en avant dans ce pilotage direct du budget, et puis c'est ce qui nous permet aussi de retrouver une marge de manœuvre pour financer les investissements urgents avant la fin de l'exercice. Donc c'est ce qu'on fait là, on inscrit les crédits supplémentaires pour l'effacement des réseaux, 87 000 euros. On a engagé des travaux suite à un incendie à Saint-Nicolas pour 15 000 euros. On dote nos équipes des espaces verts de nouveaux équipements à hauteur de 13 000 euros. On a repris la charpente, je me tourne vers ma voisine de droite, on a inscrit des crédits pour la charpente du gymnase Gaston Lesnard à hauteur de 90 000 euros. Malheureusement, on aura besoin de beaucoup plus parce que ce gymnase est aujourd'hui fermé, on a pris un arrêté de péril, parce qu'il y a une détection de champignon sur les charpentes, donc le gymnase est fermé. Vous connaissez l'état de notre patrimoine et en particulier de notre patrimoine sportif. Là, on a un bon exemple d'équipement municipal qui n'a pas été entretenu comme il aurait dû l'être les années passées. On n'a pas forcément été soutenu par la collectivité qui loue ce gymnase à la bonne hauteur. En tout cas, on inscrira des crédits supplémentaires probablement au budget de l'année prochaine, mais tout cela relève aussi de discussion avec la Région. On a acheté également un nouveau véhicule et une tondeuse à hauteur de 70 000 euros. On finance tous ces nouveaux investissements par des opérations que nous reportons dans quelques mois, donc on désinscrit les crédits pour les réinscrire l'année d'après, c'est le cas par exemple pour la rénovation du centre administratif municipal où on a des problématiques pour reloger les services, donc les 200 000 euros qu'on avait inscrit au BP, on les réinscrira l'année prochaine. On a également reporté des crédits pour la maîtrise d'œuvre pour la rénovation de la porte Beucheresse à hauteur de 144 000 euros, parce qu'on avait des discussions avec la DRAC sur cet investissement, les discussions aboutissent, et c'est tant mieux, mais on a eu un retard et donc on réinscrira l'année prochaine. Et puis on réinscrira des travaux de reprise de murs, de falaises, des travaux de voirie aussi, rue de la Tuilerie à hauteur d'un peu plus de 120 000 euros. Au total, les mouvements de cette DM s'élèvent à 1,2 million d'euros en fonctionnement et 327 000 euros en investissement.

Un mot peut-être, parce que c'est l'occasion de le dire ici, sur nos inquiétudes autour de la préparation du budget 2023, même si on terminera l'année avec une capacité d'auto-financement positive, capacité d'auto-financement nette positive, c'est-à-dire des excédents, c'est en tout cas ce qu'on projette au moment du compte administratif au printemps prochain, on verra s'il n'y a pas de mauvaises nouvelles d'ici là, mais à priori on dépasserait le million d'euros d'excédent, ce qui est moins que l'année dernière, on était à un peu plus de 2 millions d'euros, mais ce qui reste significatif quand même pour la ville de Laval, puisque deux années d'excédents, ce n'était pas arrivé depuis à mon avis plus de dix ans. Donc cela montre que les efforts de maîtrise de nos dépenses de fonctionnement paient. Moi je voudrais vraiment remercier tous les services, tous les collègues ici présents, parce qu'on est dans une collectivité qui sait ce que représente l'argent public, qui sait dans quelle difficulté financière on est, et donc il y a ce sérieux budgétaire au fur et à mesure des jours et des semaines, et cela nous permet de tenir nos objectifs. On bénéficie, je l'ai dit aussi, de la bonne dynamique du marché de l'immobilier. Et puis malheureusement, c'est Bruno Bertier qui pourrait en parler mieux que nous, on a aussi un certain nombre de vacances de postes dans nos services qui font qu'on n'a pas toutes les dépenses qu'on avait prévues en masse salariale. Là, c'est une vraie problématique qui fragilise nos services et je sais que Bruno Bertier, Laurent Paviot et la direction des ressources humaines y travaillent d'arrache-pied. On a commencé, avec les services et avec les élus, la préparation du budget 2023. C'est une préparation, je le disais, qui est complexe parce qu'on a énormément d'incertitudes autour du contexte de l'année prochaine : d'abord bien sûr sur les prix de l'énergie, on discute quasiment de façon hebdomadaire avec nos fournisseurs sur l'évolution des prix de l'énergie, gaz et électricité, et aujourd'hui, c'est le flou complet. On peut dire d'ailleurs que les marchés sont quand même totalement désorganisés par des réformes successives qui sont venues casser les services publics de l'énergie, et on en paie aujourd'hui les conséquences. On peut regretter aussi que l'État ne joue pas totalement son rôle face à ces incertitudes, parce qu'il refuse toujours d'indexer les dotations, c'est-à-dire que clairement l'État profite de l'inflation pour faire des économies sur les collectivités territoriales, et cela, on ne peut pas l'accepter je crois, quelles que soient nos sensibilités politiques. L'État doit indexer ses dotations, notamment dans cette période où on a des augmentations des prix à hauteur de 7 % et plus. Et puis, on refuse catégoriquement ces contrats de confiance qu'on nous promet, qui sont tout sauf des contrats, et qui ne permettent d'avoir une confiance entre l'État et les collectivités, parce que clairement l'État nous dit maintenant il faudra diminuer vos dépenses, il faudra faire des économies sur vos services publics, et cela, nous qui en plus faisons part d'un sérieux budgétaire que chacun peut voir dans nos comptes administratifs, on ne peut pas accepter de la part de l'État des leçons alors que lui-même serait incapable de s'appliquer ses contrats de confiance. Donc grande vigilance sur ce point, le texte projet de loi finance n'est pas adopté, mais en tout cas on sera vraiment à l'offensive contre ces contrats de confiance qui sont vraiment un coup de canif de la confiance, justement, entre l'État et les collectivités. Voilà, donc on aborde, vous l'avez vu, avec beaucoup d'offensive et de pugnacité ce budget 2023, avec la précision importante que bien évidemment, on tiendra l'objectif et tiendra l'engagement de ne pas augmenter les taux d'imposition l'année prochaine. Et on utilisera ces réserves budgétaires qu'on a su constituer l'année dernière et cette année pour financer ces surcoûts d'énergie et puis pour pouvoir continuer à investir, parce que c'est cela la priorité de la ville de Laval, investir pour notre patrimoine, notre voirie, nos bâtiments publics qui en ont bien besoin.

M. le Maire : *Merci. Est-ce qu'il y a des questions sur cette décision modificative ? Oui, Monsieur Renié.*

Henri Renié : *Bonsoir à tous. Plus une explication, parce qu'en cohérence avec notre vote sur le budget 2022, on s'abstiendra sur cette décision modificative. Cela aurait été très intéressant mais fastidieux ce soir de lire ligne à ligne, pour comprendre l'ensemble des écarts de réalisations. Nous, ce qu'on souhaitait, c'était simplement mettre en avant deux points principaux. On a eu l'occasion d'en échanger en commission, on a pu aussi aborder ces sujets dans les fameuses tribunes de l'opposition de cette année. Premier point, tout d'abord quand on regarde le budget et sa réalisation, il y a des fausses économies, ou plutôt des économies que nous ne souhaiterions tous pas faire. Je pense ici à tout ce qui est masse salariale, avec le traitement de nos agents. En effet, il y a trop de nombreux postes d'agents qui sont vacants. C'est un fait, cette situation, elle a des conséquences tant pour la qualité de service aux Lavalloises et Lavallois que pour la qualité des conditions de travail, et cela je pense qu'on en convient tous. Alors cette situation, on se l'est déjà dit plusieurs fois, elle n'est pas nouvelle, mais cela ne peut pas être une excuse, on peut le constater, on peut le regretter, mais ce n'est pas suffisant. Donc là-dessus, quel est le plan d'action ? Quels sont peut-être les résultats existants ? Vers où va-t-on, s'il faut qu'on aille quelque part ? Il y a un exemple qu'on évoquera après, c'est la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, il n'y a pas moins de 80 projets, c'est impressionnant, et l'enjeu va être de suivre l'avancée de ces projets pour éviter que certains ne restent au congélateur, mais surtout d'en mesurer des résultats concrets. Alors, ce que je pouvais noter dans nos échanges en commissions, c'est notamment qu'il y a une question de qualité de vie au travail, d'attractivité des collectivités, et là-dessus on souhaite insister parce qu'attirer, fidéliser les talents, offrir des parcours et aussi des passerelles aux agents en place, c'est indispensable et il est à présent grand temps de dépasser les bonnes intentions et de concrétiser. Donc vous avez tous nos encouragements sur ce point, surtout c'est plus que nécessaire. L'autre point, et cela, je pense que vous l'avez évoqué en préambule, à la fois Monsieur le Maire et Antoine Caplan, alors ce n'est plus un bruit de fond, c'est une réalité, le budget de la ville est impacté par l'inflation, notamment les coûts de l'énergie, ce n'est que le début, et là-dessus on souhaite insister, parce que la sobriété devra dépasser les ajustements budgétaires qu'on peut avoir aujourd'hui, elle devra dépasser les mesures de bon sens, qui sont pour autant nécessaires, et s'ancrer dans des investissements. Là-dessus, alors je ne sais pas où tout peut se ranger dans le budget, mais par exemple le taux de réalisation du plan de qualité des bâtiments publics, qui ne concerne pas que la porte Beucheresse, on en a parlé tout à l'heure, n'est sur ce plan pas forcément un bon signal. Des arbitrages sur les budgets à venir seront aussi probablement impératifs. On a bien compris que vous étiez inquiets, qu'il allait falloir en parler, que vous n'avez peut-être pas toutes les réponses maintenant, cela peut s'entendre, mais on est vraiment intéressé par comment vous l'anticiperez, quels arbitrages se profilent dans le budget à venir, au-delà de l'impact de l'État, c'est aussi un fait, mais on ne pourra pas se réfugier uniquement derrière cela. Et cela bien évidemment, à la fois sans augmenter les impôts, et vous avez renouvelé votre engagement là-dessus, ni dégrader le service public rendu aux Lavalloises et aux Lavallois. Voilà pour les deux points qu'on retient sur les taux de réalisation du budget et ce qui se profile. Merci beaucoup.*

M. le Maire : *Merci pour vos questions. Je laisse la parole à Antoine Caplan.*

Antoine Caplan : *Merci Monsieur le Maire et merci pour vos questions. Sur le premier point sur les vacances de postes, je laisserai mes collègues qui sont en charge de la gestion des ressources humaines vous répondre. Je trouve quand même que vous avez, pas du culot, parce que vous n'étiez pas élu dans l'équipe précédente, mais il faut quand même dire que beaucoup de nos services ont été extrêmement fragilisés dans le mandat précédent, je pense notamment aux équipes des espaces verts, il y a eu énormément de suppressions de postes, 25 %. Tout cela ne concourt pas non plus à l'attractivité de notre collectivité, tout cela ne concourt pas non plus au bien-être de nos équipes, et d'une certaine manière on en paie le prix aujourd'hui et c'est important de le rappeler. Après, voilà, il y a un travail de fond énorme qui est engagé, je laisserai mes collègues en parler, ils le feront mieux que moi, mais en tout cas voilà, on a l'impression beaucoup, et pour les bâtiments c'est le cas également, de réparer ce qui était cassé. Pendant des années, notre patrimoine municipal n'a pas été investi, rénové comme il l'aurait dû, ce qui fait qu'aujourd'hui nous sommes beaucoup plus fragiles, beaucoup plus sensibles à l'augmentation du prix de l'énergie, parce que précisément nos bâtiments sont moins bien isolés qu'ils le devraient. Aujourd'hui on a des obligations, et c'est bien normal, de rénovation de notre patrimoine, c'est le fameux décret tertiaire qui nous oblige à diminuer ces factures. Aujourd'hui il faudrait des millions d'euros voire des dizaines de millions d'euros pour tout rénover. Beaucoup de collectivités sont dans ce cas-là, mais nous, nous avons pris quelques années de retard. On essaye de les rattraper, on a lancé des audits énergétiques de tous nos bâtiments, on a les résultats et on est en train de les traiter. On va, l'année prochaine, engager l'élaboration d'un schéma directeur de nos bâtiments pour pouvoir prioriser les rénovations. On inscrit 800 000 euros chaque année pour ces rénovations, et on a fait en 2022 un effort supplémentaire, avec une opération coup de poing, pour rénover davantage de bâtiments, et on veut continuer cet effort. On est en train de contractualiser avec la Caisse des Dépôts et Consignations pour qu'ils puissent nous financer, à travers un emprunt à un taux très faible, des investissements de rénovation énergétique. On pense, on proposera cela probablement en début d'année prochaine, 700 000 euros d'investissement pour pouvoir changer nos lampes, nos chaudières, voilà, ce sont des investissements très concrets. Et puis on a tout le plan de sobriété, Guillaume Agostino, Geoffrey Begon le suivent, pour diminuer nos consommations sur l'éclairage public, dans nos bâtiments aussi, donc on est très très vigilant sur ces cas-là. Mais cela passera par de l'investissement, donc notre priorité, elle est là aujourd'hui, l'investissement, d'aller chercher aussi de nouvelles sources d'énergie. On travaille avec la SEM Énergie sur le développement photovoltaïque dans notre ville, là aussi on a pris beaucoup de retard. On peut développer des ombrières sur nos parkings, du photovoltaïque sur nos écoles, on a commencé à le faire à Thévalles, cela sera bientôt le cas à Pagnol. Donc voilà, on fait ces investissements pour derrière, pouvoir autoconsommer l'électricité qu'on produit et donc être moins dépendant du prix des marchés dont on nous dit qu'ils continueront à augmenter fortement dans les prochaines années. Donc ces efforts-là, on les fait. On a, grâce à cette bonne gestion depuis le début du mandat, des marges de manœuvre financières qui n'existaient pas jusqu'à présent, donc voilà, on peut les utiliser pour faire face à deux, trois années, aller, on va dire deux années difficiles.*

En 2025 nous n'aurons plus à payer l'emprunt toxique. On paie aujourd'hui 1,1 million d'euros chaque année en novembre, je pense que le paiement a dû être fait ou sera fait dans les prochains jours, à Depfa Banque, on ne l'aura plus en 2025, donc on va retrouver là un bol d'air, une marge de manœuvre pour pouvoir continuer à investir en faveur de la sobriété écologique et la transition énergétique.

M. le Maire : *Laurent Paviot.*

Laurent Paviot : *Merci Monsieur le Maire. Sur la partie volet RH, je vous répondrai sur quelques éléments. Oui, effectivement aujourd'hui nous avons une centaine d'emplois vacants. Avec les services, nous sommes en train de faire un travail très très pointu qui est aussi lié à la projection sur la nouvelle organisation, donc tout cela va être avec des phases d'atterrissage. Et puis pour les actions déjà menées, je me permettrai de rappeler que le RIFSEEP est tout de même un élément d'attractivité que nous avons mis en place tout de même, on ne va pas dire à marche forcée puisqu'il y a eu un consensus de l'ensemble des organisations professionnelles, et c'était indispensable aussi pour redonner de la visibilité sur notre collectivité. Renforcement du service recrutement RH, c'est tout de même le premier pilier que nous avons aujourd'hui pu renforcer. Et puis vous allez voir arriver très prochainement une marque employeur, également pour donner de la visibilité à notre collectivité, et je dirais même l'implication du service RH dans les job-dating et dans les différents éléments qui peuvent être faits pour effectivement résorber au mieux ces vacances d'emplois qu'effectivement nous partageons tous et que nous regrettons. Voilà.*

M. le Maire : *Merci beaucoup. Moi, je partage les questions légitimes et les inquiétudes dans un contexte quand même post-crise sanitaire, avec un décrochage des salaires, notamment des fonctionnaires. Quand on revalorise de 3,5 points, alors que l'inflation sur deux ans est à +10 %, il y a quand même une équation insoluble. Il y a un petit discours anti-fonctionnaires territoriaux, puisque les collectivités territoriales seraient visiblement trop dépensières, qu'il faut les contraindre dans la dépense, notamment de la masse salariale. Donc l'inquiétude, elle est partagée, mais je crois qu'on n'est pas resté en reste, comme l'a très bien expliqué Laurent Paviot, et le plan d'action, notamment les lignes directrices de la gestion vont nous y aider. Et je ne mettrai pas quand même sous silence l'inaction de l'État sur ce sujet-là. On ne peut pas dire d'un revers de la main, en disant il faut excuser l'État. Non, je suis désolé. Quand vous avez une énergie qui fait +10, +20, +30 %, moi j'ai visité de nombreuses entreprises ces dernières semaines, avec des factures d'énergie qui font X5, quand vous avez des PME mayennaises qui font 20 millions d'euros de chiffre d'affaires, 1 million d'énergie et que la facture va passer à 5 millions, vous imaginez, 25 % du chiffre d'affaires va aller dans la facture énergétique. Comment ils s'en sortent ? On est dans le même cas pour les collectivités territoriales. Quand vous avez vos recettes qui baissent parce que vous êtes de moins en moins dépendants de vos recettes territoriales, voire qui disparaissent et qui ne sont pas compensées à la hauteur de l'inflation et qu'il y a des dépenses qui augmentent, parce que la denrée alimentaire augmente, parce qu'il y a un glissement de tâches des collectivités, ou en tout cas de l'État vers la ville, comment on fait ? Quand l'inflation est de plus de 10 %, je le rappelle, en deux ans, comment on fait ?*

En tout cas effectivement il va falloir, vous devancez le débat budgétaire qui nous préoccupe depuis maintenant de nombreux mois, être très vigilants en fonctionnement sur les compensations de l'État, et en investissement, et je crois qu'on a un bilan qui va dans le bon sens. On est l'une des premières collectivités à avoir mis des panneaux photovoltaïques sur les écoles. Je crois qu'on a déjà enclenché, il va falloir accélérer, on a lancé depuis deux ans des audits énergétiques des bâtiments, comme l'a rappelé Antoine Caplan. Donc le plan qualité d'investissement qu'on vous présentera dans les prochaines semaines, je pense sera de nature à vous rassurer, mais les inquiétudes sont bien présentes évidemment sur ces questions à la fois de ressources humaines et financières.

S'il n'y a pas d'autres questions, je vous propose de soumettre au vote cette décision. Donc c'est adopté, avec 32 votes favorables et 10 abstentions, merci.

N° S516 - RHTF - 1

DÉCISION MODIFICATIVE N°2 POUR L'EXERCICE 2022

Rapporteur : Antoine Caplan

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2311-1 et suivants,

Vu le vote du budget primitif pour l'année 2022 adopté par délibération du conseil municipal du 21 mars 2022,

Vu la décision modificative n°1 adoptée par délibération du conseil municipal du 26 septembre 2022,

Considérant qu'il y a lieu de modifier les répartitions budgétaires par chapitre,

Sur proposition de la commission ressources humaines, techniques et financières,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La décision modificative n°2 se présente de la manière suivante :

BUDGET PRINCIPAL**SECTION DE FONCTIONNEMENT****DEPENSES**

| chapitre | compte | montant |
|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|------------------|
| 011-CHARGES A CARACTERE GENERAL | 60622-CARBURANTS | 100 000 |
| | 60628-AUTRES FOURNITURES NON STOCKEES | 5 000 |
| | 6068-AUTRES MATIERES ET FOURNITURES | -2 000 |
| | 6132-LOCATIONS IMMOBILIERES | 17 000 |
| | 617-ETUDES ET RECHERCHES | 61 500 |
| | 6226-HONORAIRES | 40 000 |
| | 6228-DIVERS REMUNERATIONS D'INTERMEDIAIRES ET HONORAIRES | -3 000 |
| | 6284-REDEVANCES POUR SERVICE RENDU | 6 500 |
| | 62876-REMBOURSEMENT DE FRAIS AU GFP DE RATTACHEMENT | 272 000 |
| | 6288-AUTRES SERVICES EXTERIEURS | 60 000 |
| TOTAL CHAPITRE 011 | | 557 000 |
| 014-ATTENUATIONS DE PRODUITS | 739223-FONDS DE PEREQUATION DES RESSOURCES COM ET INTERCOMMUNALES | 22 000 |
| TOTAL CHAPITRE 014 | | 22 000 |
| 65-AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE | 657362-SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AUX CCAS | 100 000 |
| TOTAL CHAPITRE 65 | | 100 000 |
| 66-CHARGES FINANCIERES | 6615-INTERETS DES COMPTES COURANTS ET DE DEPOTS CREDITEURS | -40 000 |
| TOTAL CHAPITRE 66 | | -40 000 |
| 67-CHARGES EXCEPTIONNELLES | 673-TITRES ANNULES SUR EXERCICES ANTERIEURS | 3 000 |
| | 678-AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES | -5 000 |
| TOTAL CHAPITRE 67 | | -2 000 |
| 68-DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS | 6815-DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES DE FONCTIONNEMENT | 3 000 |
| | 6817-DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCULANTS | 10 000 |
| | 6865-DOTATIONS AUX PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES FINANCIERS | 119 000 |
| | TOTAL CHAPITRE 68 | |
| 042-OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 678-AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES | 480 000 |
| TOTAL CHAPITRE 042 | | 480 000 |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | 1 249 000 |

RECETTES

| chapitre | compte | montant |
|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| 70-PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES | 70873-REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR LES CCAS | 15 000 |
| | 70876-REMBOURSEMENT DE FRAIS PAR LE GFP DE RATTACHEMENT | 45 000 |
| TOTAL CHAPITRE 70 | | 60 000 |
| 73-IMPOTS ET TAXES | 73211-ATTRIBUTION DE COMPENSATION | -164 000 |
| | 73212-DOTATION DE SOLIDARITE COMMUNAUTAIRE | 479 000 |
| | 73223-FONDS DE PEREQUATION DES RESSOURCES COMMUNALES ET INTERCOMMUNALES | 48 000 |
| | 7381-TAXE ADDITIONNELLE AUX DROITS DE MUTATION OU TAXE DE PUBLICITE FONCIERE | 213 000 |
| TOTAL CHAPITRE 73 | | 576 000 |
| 74-DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS | 74718-AUTRES PARTICIPATIONS ETAT | 62 000 |
| | 7478-PARTICIPATIONS AUTRES ORGANISMES | 26 000 |
| TOTAL CHAPITRE 74 | | 88 000 |
| 77-PRODUITS EXCEPTIONNELS | 7788-PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS | 492 000 |
| TOTAL CHAPITRE 77 | | 492 000 |
| 78-REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS | 7815-REPRISES SUR PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES DE FONCTIONNEMENT COURANT | 9 000 |
| | 7817-REPRISES SUR PROVISIONS POUR DEPRECIATION DES ACTIFS CIRCULANTS | 7 000 |
| | 7865-REPRISES SUR PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES FINANCIERES | 17 000 |
| | TOTAL CHAPITRE 78 | |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | | 1 249 000 |

SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES

| chapitre | compte | montant |
|---------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|
| 27-AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 2764-CREANCES SUR DES PARTICULIERS ET AUTRES PERSONNES DE DROIT PRIVE | 44 000 |
| TOTAL CHAPITRE 27 | | 44 000 |
| 5001-PLAN QUALITE VOIRIE | 2041582-SUBVENTIONS EQUIPT VERSEES AUX AUTRES COLLECTIVITES- BATIMENTS ET INSTALLATIONS | 87 000 |
| | 2315-IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES | 15 000 |
| TOTAL CHAPITRE 5001 | | 102 000 |
| 5002-PLAN VEGETALISATION | 2188-AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 13 000 |
| | 2313-IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS | -6 000 |
| TOTAL CHAPITRE 5002 | | 7 000 |
| 5003-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS | 2313-IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS | -20 000 |
| TOTAL CHAPITRE 5003 | | -20 000 |
| 5004-PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS | 2041512-SUBVENTIONS EQUIPT VERSEES AUX GROUPT COLLECTIVITES-BATIMENTS ET INSTALLATIONS | 70 000 |
| | 2313-IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS | -1 000 |
| TOTAL CHAPITRE 5004 | | 69 000 |
| 5007-PLAN QUALITE BATIMENTS PUBLICS ET TRANSITION ENERGETIQUE | 2313-IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS | -248 000 |
| TOTAL CHAPITRE 5007 | | -248 000 |
| 5008-PROGRAMME ACCESSIBILITE | 2313-IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS | -140 000 |
| TOTAL CHAPITRE 5008 | | -140 000 |
| 5009-DOTATION EQUIPEMENTS | 2041511-SUBVENTIONS EQUIPT VERSEES-GPT DE COLLECTIVITES- BIENS MOBILIER, MAT. ET ETUDES | 113 000 |
| | 2182-MATERIEL DE TRANSPORT | 20 000 |
| | 2188-AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 21 000 |
| TOTAL CHAPITRE 5009 | | 154 000 |
| 5010-DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS | 204182-SUBVENTIONS EQUIPT VERSEES-AUTRES ORG. PUBLICS-BATIMENTS ET INSTALLATIONS | -25 000 |
| | 20422-SUBV. EQUIPT VERSEES-PERSONNES DE DROIT PRIVE-BATIMENTS ET INSTALLATIONS | -7 000 |
| | 2315-IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES | -312 000 |
| TOTAL CHAPITRE 5010 | | -344 000 |
| 5011-AMENAGEMENTS CENTRE VILLE | 2031-FRAIS D'ETUDES | -40 000 |
| | 2315-IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES | -20 000 |
| TOTAL CHAPITRE 5011 | | -60 000 |
| 5020-SALLE POLYVALENTE | 2188-AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES | -68 000 |
| | 2313-IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS | -73 000 |
| TOTAL CHAPITRE 5020 | | -141 000 |
| 5022-DIVERS TRAVAUX | 2313-IMMOBILISATIONS EN COURS CONSTRUCTIONS | 192 000 |
| TOTAL CHAPITRE 5022 | | 192 000 |
| 5025-PRU POMMERAIES | 2315-IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES | 35 000 |
| TOTAL CHAPITRE 5025 | | 35 000 |
| 5031-RENOVATION D ECOLES | 2031-FRAIS D'ETUDES | 42 000 |
| TOTAL CHAPITRE 5031 | | 42 000 |
| 5100-EAUX PLUVIALES | 2315-IMMOBILISATIONS EN COURS INSTALLATIONS MATERIEL ET OUTILLAGE TECHNIQUES | -19 000 |
| TOTAL CHAPITRE 5100 | | -19 000 |
| TOTAL DEPENSE D'INVESTISSEMENT | | -327 000 |

RECETTES

| chapitre | compte | montant |
|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| 024-PRODUITS DES CESSIONS | 024-PRODUITS DES CESSIONS D'IMMOBILISATIONS | -1 210 000 |
| TOTAL CHAPITRE 024 | | -1 210 000 |
| 040-OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS | 1021-DOTATION | 480 000 |
| TOTAL CHAPITRE 040 | | 480 000 |
| 10-DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES | 10222-F.C.T.V.A. | 150 000 |
| TOTAL CHAPITRE 10 | | 150 000 |
| 5001-PLAN QUALITE VOIRIE | 13251-SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT RATT AUX ACTIFS NON AMORT - GFP DE RATTACHEMENT | 166 000 |
| TOTAL CHAPITRE 5001 | | 166 000 |
| 5029-ESPACE ASSOCIATIF | 1347-DOTATION DE SOUTIEN A L INVESTISSEMENT LOCAL | 87 000 |
| TOTAL CHAPITRE 5029 | | 87 000 |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT | | -327 000 |

Article 2

La décision modificative n°2 pour l'année 2022 est approuvée.

Article 3

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés, dix conseillers municipaux s'étant abstenus (Didier Pillon, Marie-Cécile Clavreul, Pierrick Guesné, Samia Sultani, Gwendoline Galou, Vincent D'Agostino, James Charbonnier, Chantal Grandière, Lucile Périn et Henri Renié).

REPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE - VILLE DE LAVAL (1)
AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 21530130000012

POSTE COMPTABLE : SGC DE LAVAL

M. 14

Décision modificative 2 (3)
Voté par nature

BUDGET : LAVAL (4)

ANNEE 2022

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Préciser s'il s'agit du budget supplémentaire ou d'une décision modificative.

(4) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

| | |
|--------------------------------------------------------|------------|
| A - Informations statistiques, fiscales et financières | Sans Objet |
| B - Modalités de vote du budget | 4 |

II - Présentation générale du budget

| | |
|-------------------------------------------------------------|----|
| A1 - Vue d'ensemble - Sections | 5 |
| A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres | 6 |
| A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres | 8 |
| B1 - Balance générale du budget - Dépenses | 10 |
| B2 - Balance générale du budget - Recettes | 12 |

III - Vote du budget

| | |
|-----------------------------------------------------------------|----|
| A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses | 14 |
| A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes | 17 |
| B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses | 19 |
| B2 - Section d'investissement - Détail des recettes | 21 |
| B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles | 23 |

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| A1 - Présentation croisée par fonction (1) | 47 |
| A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement | 52 |
| A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement | 74 |
| A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie | Sans Objet |
| A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette | Sans Objet |
| A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux | Sans Objet |
| A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours | Sans Objet |
| A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture | Sans Objet |
| A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme | Sans Objet |
| A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes | Sans Objet |
| A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements | Sans Objet |
| A4 - Etat des provisions | 106 |
| A5 - Etalement des provisions | 107 |
| A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses | 108 |
| A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes | 109 |
| A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) | Sans Objet |
| A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) | Sans Objet |
| A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) | Sans Objet |
| A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) | Sans Objet |
| A8 - Etat des charges transférées | Sans Objet |
| A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers | Sans Objet |

B - Engagements hors bilan

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------|------------|
| B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) | Sans Objet |
| B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt | Sans Objet |
| B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail | Sans Objet |
| B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé | Sans Objet |
| B1.5 - Etat des autres engagements donnés | Sans Objet |
| B1.6 - Etat des engagements reçus | Sans Objet |
| B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) | 111 |
| B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents | 112 |
| B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents | 114 |
| B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale | Sans Objet |

C - Autres éléments d'informations

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| C1 - Etat du personnel | Sans Objet |
| C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) | Sans Objet |
| C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement | Sans Objet |
| C3.2 - Liste des établissements publics créés | Sans Objet |
| C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe | Sans Objet |
| C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe | Sans Objet |

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

| | |
|------------------------------------------------------------|------------|
| D1 - Décision en matière de taux de contributions directes | Sans Objet |
| D2 - Arrêté et signatures | 115 |

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « Informations générales » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

| | |
|------------------------------------|----------|
| I – INFORMATIONS GENERALES | I |
| MODALITES DE VOTE DU BUDGET | B |

| |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement. - avec (2) les programmes d'équipement. - au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement. - avec (3) vote formel sur chacun des chapitres. <p>La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :</p> <p>II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».</p> <p>III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .</p> <p>IV – La comparaison s'effectue par rapport au budget de l'exercice (5).</p> <p>V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.</p> |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement) ;
- budgétaires (délibération n° du).

(5) Budget de l'exercice = budget primitif + budget supplémentaire + décision modificative, s'il y a lieu.

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :

- sans reprise des résultats de l'exercice N-1 ;
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1 ;
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

| | |
|---------------------------------------------|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| VUE D'ENSEMBLE | A1 |

FONCTIONNEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT |
|------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|---------------------------------------------|
| V O T E | CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1) | 1 249 000,00 | 1 249 000,00 |
| + | | + | + |
| R E P O R T S | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| | 002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2) | (si déficit) 0,00 | (si excédent) 0,00 |
| = | | = | = |
| TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3) | | 1 249 000,00 | 1 249 000,00 |

INVESTISSEMENT

| | | DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT |
|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------|
| V O T E | CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068) | -327 000,00 | -327 000,00 |
| + | | + | + |
| R E P O R T S | RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2) | 0,00 | 0,00 |
| | 001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2) | (si solde négatif) 0,00 | (si solde positif) 0,00 |
| = | | = | = |
| TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3) | | -327 000,00 | -327 000,00 |

TOTAL

| | | |
|----------------------------|-------------------|-------------------|
| TOTAL DU BUDGET (3) | 922 000,00 | 922 000,00 |
|----------------------------|-------------------|-------------------|

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

| | |
|----------------------------------------------|-----------|
| II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| SECTION DE FONCTIONNEMENT - CHAPITRES | A2 |

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|------------------------|---------------------|----------------------------|
| 011 | Charges à caractère général | 12 001 149,59 | 0,00 | 557 000,00 | 557 000,00 | 12 558 149,59 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 36 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 36 000 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 41 000,00 | 0,00 | 22 000,00 | 22 000,00 | 63 000,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 6 312 000,00 | 0,00 | 100 000,00 | 100 000,00 | 6 412 000,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses de gestion courante | | 54 354 149,59 | 0,00 | 679 000,00 | 679 000,00 | 55 033 149,59 |
| 66 | Charges financières | 2 639 000,00 | 0,00 | -40 000,00 | -40 000,00 | 2 599 000,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 586 000,00 | 0,00 | -2 000,00 | -2 000,00 | 584 000,00 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (4) | 10 000,00 | 0,00 | 132 000,00 | 132 000,00 | 142 000,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 968 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 968 000,00 |
| Total des dépenses réelles de fonctionnement | | 58 557 149,59 | 0,00 | 769 000,00 | 769 000,00 | 59 326 149,59 |
| 023 | Virement à la section d'investissement (5) | 11 463 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 463 000,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections (5) | 2 095 000,00 | 0,00 | 480 000,00 | 480 000,00 | 2 575 000,00 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses d'ordre de fonctionnement | | 13 558 000,00 | 0,00 | 480 000,00 | 480 000,00 | 14 038 000,00 |
| TOTAL | | 72 115 149,59 | 0,00 | 1 249 000,00 | 1 249 000,00 | 73 364 149,59 |

+

| | |
|-----------------------------------------------|-------------|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2) | 0,00 |
|-----------------------------------------------|-------------|

=

| | |
|------------------------------------------------------|----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 73 364 149,59 |
|------------------------------------------------------|----------------------|

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|------------------------|---------------------|----------------------------|
| 013 | Atténuations de charges | 175 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 175 000,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 6 728 000,00 | 0,00 | 60 000,00 | 60 000,00 | 6 788 000,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 39 778 000,00 | 0,00 | 576 000,00 | 576 000,00 | 40 354 000,00 |
| 74 | Dotations et participations | 17 248 000,00 | 0,00 | 88 000,00 | 88 000,00 | 17 336 000,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 371 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 371 000,00 |
| Total des recettes de gestion courante | | 64 300 000,00 | 0,00 | 724 000,00 | 724 000,00 | 65 024 000,00 |
| 76 | Produits financiers | 154 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 154 000,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 26 000,00 | 0,00 | 492 000,00 | 492 000,00 | 518 000,00 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (4) | 0,00 | 0,00 | 33 000,00 | 33 000,00 | 33 000,00 |
| Total des recettes réelles de fonctionnement | | 64 480 000,00 | 0,00 | 1 249 000,00 | 1 249 000,00 | 65 729 000,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections (5) | 229 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 229 000,00 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'ordre de fonctionnement | | 229 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 229 000,00 |
| TOTAL | | 64 709 000,00 | 0,00 | 1 249 000,00 | 1 249 000,00 | 65 958 000,00 |

+

| | |
|-----------------------------------------------|---------------------|
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2) | 7 406 149,59 |
|-----------------------------------------------|---------------------|

=

| | |
|------------------------------------------------------|----------------------|
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 73 364 149,59 |
|------------------------------------------------------|----------------------|

Pour information :

| | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6) | 13 809 000,00 | Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement. |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) La colonne RAR n'est à renseigner qu'en l'absence de reprise anticipée du résultat lors du vote du budget primitif.

(3) Il s'agit des nouveaux crédits votés lors de la présente délibération, hors RAR.

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DM - 2022

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) $DF\ 023 = RI\ 021$; $Dl\ 040 = RF\ 042$; $RI\ 040 = DF\ 042$; $Dl\ 041 = RI\ 041$; $DF\ 043 = RF\ 043$.

(6) Solde de l'opération $DF\ 023 + DF\ 042 - RF\ 042$ ou solde de l'opération $RI\ 021 + RI\ 040 - Dl\ 040$.

| | |
|---------------------------------------------|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES | A3 |

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice (1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|-------|----------------------------------------------------|-------------------------------|---------------------------------|------------------------|--------------------|----------------------------|
| 010 | Stocks (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 12 208,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 208,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 590 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 590 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | 21 385 087,43 | 0,00 | -371 000,00 | -371 000,00 | 21 014 087,43 |
| | Total des dépenses d'équipement | 21 987 295,43 | 0,00 | -371 000,00 | -371 000,00 | 21 616 295,43 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 11 783 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 783 000,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 44 000,00 | 44 000,00 | 44 000,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses financières | 11 843 000,00 | 0,00 | 44 000,00 | 44 000,00 | 11 887 000,00 |
| 45... | Total des opé. pour compte de tiers(8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des dépenses réelles d'investissement | 33 830 295,43 | 0,00 | -327 000,00 | -327 000,00 | 33 503 295,43 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections (4) | 229 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 229 000,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (4) | 1 000 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 |
| | Total des dépenses d'ordre d'investissement | 1 229 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 1 229 000,00 |
| | TOTAL | 35 059 295,43 | 0,00 | -327 000,00 | -327 000,00 | 34 732 295,43 |

+

| | |
|----------------------------------------------------------------|-------------|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2) | 0,00 |
|----------------------------------------------------------------|-------------|

=

| | |
|-----------------------------------------------------|----------------------|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 34 732 295,43 |
|-----------------------------------------------------|----------------------|

RECETTES D'INVESTISSEMENT

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice(1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|-------|----------------------------------------------------|------------------------------|---------------------------------|------------------------|----------------------|----------------------------|
| 010 | Stocks (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 3 251 131,74 | 0,00 | 253 000,00 | 253 000,00 | 3 504 131,74 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors165) | 10 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000 000,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes d'équipement | 13 251 131,74 | 0,00 | 253 000,00 | 253 000,00 | 13 504 131,74 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068) | 970 000,00 | 0,00 | 150 000,00 | 150 000,00 | 1 120 000,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés (9) | 3 986 859,54 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 986 859,54 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 000,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 89 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 89 000,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 1 700 000,00 | 0,00 | -1 210 000,00 | -1 210 000,00 | 490 000,00 |
| | Total des recettes financières | 6 753 859,54 | 0,00 | -1 060 000,00 | -1 060 000,00 | 5 693 859,54 |
| 45... | Total des opé. pour le compte de tiers (8) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Total des recettes réelles d'investissement | 20 004 991,28 | 0,00 | -807 000,00 | -807 000,00 | 19 197 991,28 |
| 021 | Virement de la sect° de fonctionnement (4) | 11 463 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 11 463 000,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections (4) | 2 095 000,00 | | 480 000,00 | 480 000,00 | 2 575 000,00 |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DM - 2022

| Chap. | Libellé | Budget de l'exercice(1) I | Restes à réaliser N-1 (2) II | Propositions nouvelles | VOTE (3) III | TOTAL IV = I + II + III |
|----------------------------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------------|------------------------|--------------------|----------------------------|
| 041 | Opérations patrimoniales (4) | 1 000 000,00 | | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 |
| Total des recettes d'ordre d'investissement | | 14 558 000,00 | | 480 000,00 | 480 000,00 | 15 038 000,00 |
| TOTAL | | 34 562 991,28 | 0,00 | -327 000,00 | -327 000,00 | 34 235 991,28 |

+

| | |
|----------------------------------------------------------------|-------------------|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2) | 496 304,15 |
|----------------------------------------------------------------|-------------------|

=

| | |
|-----------------------------------------------------|----------------------|
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | 34 732 295,43 |
|-----------------------------------------------------|----------------------|

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|
| AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10) | 13 809 000,00 |
|------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération DF 023 + DF 042 - RF 042 ou solde de l'opération RI 021 + RI 040 - DI 040.

| | |
|---------------------------------------------|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| BALANCE GENERALE DU BUDGET | B1 |

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|-------------------------------------------|-----------------------------------------------|------------------------|------------------------|---------------------|
| 011 | Charges à caractère général | 557 000,00 | | 557 000,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 22 000,00 | | 22 000,00 |
| 60 | <i>Achats et variation des stocks (3)</i> | | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 100 000,00 | | 100 000,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus (4) | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | -40 000,00 | 0,00 | -40 000,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | -2 000,00 | 480 000,00 | 478 000,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 132 000,00 | 0,00 | 132 000,00 |
| 71 | <i>Production stockée (ou déstockage) (3)</i> | | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| 023 | <i>Virement à la section d'investissement</i> | | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses de fonctionnement – Total | | 769 000,00 | 480 000,00 | 1 249 000,00 |

+

| | |
|-------------------------------------------|-------------|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|-------------------------------------------|-------------|

=

| | |
|------------------------------------------------------|---------------------|
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 1 249 000,00 |
|------------------------------------------------------|---------------------|

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|------------------------------------------|----------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|--------------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 15 | <i>Provisions pour risques et charges (5)</i> | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (8) 0,00 | | 0,00 |
| | Total des opérations d'équipement | -371 000,00 | | -371 000,00 |
| 198 | <i>Neutral. amort. subv. équip. versées</i> | | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (6) | (9) 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (6) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 44 000,00 | 0,00 | 44 000,00 |
| 28 | <i>Amortissement des immobilisations (reprises)</i> | | 0,00 | 0,00 |
| 29 | <i>Prov. dépréciat° immobilisations (5)</i> | | 0,00 | 0,00 |
| 39 | <i>Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)</i> | | 0,00 | 0,00 |
| 45... | Total des opérations pour compte de tiers (7) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 481 | <i>Charges à rép. sur plusieurs exercices</i> | | 0,00 | 0,00 |
| 49 | <i>Prov. dépréc. comptes de tiers (5)</i> | | 0,00 | 0,00 |
| 59 | <i>Prov. dépréc. comptes financiers (5)</i> | | 0,00 | 0,00 |
| 3... | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | | 0,00 |
| Dépenses d'investissement – Total | | -327 000,00 | 0,00 | -327 000,00 |

+

| | |
|------------------------------------------------------------|-------------|
| D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|------------------------------------------------------------|-------------|

=

| | |
|-----------------------------------------------------|--------------------|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | -327 000,00 |
|-----------------------------------------------------|--------------------|

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.
- (5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
- (7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

| | |
|---------------------------------------------|-----------|
| II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET | II |
| BALANCE GENERALE DU BUDGET | B2 |

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

| | FONCTIONNEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|-------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------|------------------------|---------------------|
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | | 0,00 |
| 60 | Achats et variation des stocks (3) | | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 60 000,00 | | 60 000,00 |
| 71 | Production stockée (ou déstockage) | | 0,00 | 0,00 |
| 72 | Production immobilisée | | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 576 000,00 | | 576 000,00 |
| 74 | Dotations et participations | 88 000,00 | | 88 000,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 492 000,00 | 0,00 | 492 000,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 33 000,00 | 0,00 | 33 000,00 |
| 79 | Transferts de charges | | 0,00 | 0,00 |
| Recettes de fonctionnement – Total | | 1 249 000,00 | 0,00 | 1 249 000,00 |

+

| | |
|-------------------------------------------|-------------|
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|-------------------------------------------|-------------|

=

| | |
|------------------------------------------------------|---------------------|
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 1 249 000,00 |
|------------------------------------------------------|---------------------|

| | INVESTISSEMENT | Opérations réelles (1) | Opérations d'ordre (2) | TOTAL |
|------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|--------------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068) | 150 000,00 | 480 000,00 | 630 000,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 253 000,00 | 0,00 | 253 000,00 |
| 15 | Provisions pour risques et charges (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | (6) 0,00 | | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | (7) 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participations et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28 | Amortissement des immobilisations | | 0,00 | 0,00 |
| 29 | Prov. pour dépréciat° immobilisations (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 39 | Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 45... | Opérations pour compte de tiers (5) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 481 | Charges à rép. sur plusieurs exercices | | 0,00 | 0,00 |
| 49 | Prov. dépréc. comptes de tiers (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 59 | Prov. dépréc. comptes financiers (4) | | 0,00 | 0,00 |
| 3... | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la sect° de fonctionnement | | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | -1 210 000,00 | | -1 210 000,00 |
| Recettes d'investissement – Total | | -807 000,00 | 480 000,00 | -327 000,00 |

+

| | |
|------------------------------------------------------------|-------------|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE | 0,00 |
|------------------------------------------------------------|-------------|

+

| | |
|-----------------------------------|-------------|
| AFFECTATION AU COMPTE 1068 | 0,00 |
|-----------------------------------|-------------|

=

| | |
|-----------------------------------------------------|--------------------|
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | -327 000,00 |
|-----------------------------------------------------|--------------------|

- (1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
- (2) Voir liste des opérations d'ordre.
- (3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).
- (6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.
- (7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

| III – VOTE DU BUDGET | | | | III |
|-------------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------|----------------------------|-------------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES | | | | A1 |
| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
| 011 | Charges à caractère général | 12 001 149,59 | 557 000,00 | 557 000,00 |
| 6042 | Achats prestat° services (hors terrains) | 349 680,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60611 | Eau et assainissement | 189 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60612 | Energie - Electricité | 1 977 931,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60613 | Chauffage urbain | 241 704,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60621 | Combustibles | 23 700,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60622 | Carburants | 570 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| 60623 | Alimentation | 11 840,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60624 | Produits de traitement | 26 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60628 | Autres fournitures non stockées | 420 120,00 | 5 000,00 | 5 000,00 |
| 60631 | Fournitures d'entretien | 161 750,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60632 | Fournitures de petit équipement | 438 250,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60633 | Fournitures de voirie | 141 900,00 | 0,00 | 0,00 |
| 60636 | Vêtements de travail | 48 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6064 | Fournitures administratives | 102 600,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6065 | Livres, disques, ... (médiathèque) | 27 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6067 | Fournitures scolaires | 158 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6068 | Autres matières et fournitures | 48 200,00 | -2 000,00 | -2 000,00 |
| 6078 | Autres marchandises | 1 179 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 611 | Contrats de prestations de services | 530 300,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6132 | Locations immobilières | 233 350,00 | 17 000,00 | 17 000,00 |
| 6135 | Locations mobilières | 480 465,00 | 0,00 | 0,00 |
| 614 | Charges locatives et de copropriété | 41 800,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61521 | Entretien terrains | 83 300,00 | 0,00 | 0,00 |
| 615221 | Entretien, réparations bâtiments publics | 90 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61551 | Entretien matériel roulant | 35 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 61558 | Entretien autres biens mobiliers | 72 750,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6156 | Maintenance | 385 300,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6161 | Multirisques | 141 900,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6168 | Autres primes d'assurance | 131 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 617 | Etudes et recherches | 108 604,83 | 61 500,00 | 61 500,00 |
| 6182 | Documentation générale et technique | 24 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6184 | Versements à des organismes de formation | 117 103,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6185 | Frais de colloques et de séminaires | 1 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6226 | Honoraires | 183 089,00 | 40 000,00 | 40 000,00 |
| 6227 | Frais d'actes et de contentieux | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6228 | Divers | 481 341,00 | -3 000,00 | -3 000,00 |
| 6231 | Annonces et insertions | 23 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6232 | Fêtes et cérémonies | 53 100,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6233 | Foires et expositions | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6236 | Catalogues et imprimés | 7 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6237 | Publications | 270 200,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6241 | Transports de biens | 91 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6244 | Transports administratifs | 4 700,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6247 | Transports collectifs | 123 800,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6251 | Voyages et déplacements | 18 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6255 | Frais de déménagement | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6256 | Missions | 13 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6257 | Réceptions | 46 050,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6261 | Frais d'affranchissement | 72 850,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6262 | Frais de télécommunications | 115 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 627 | Services bancaires et assimilés | 11 948,75 | 0,00 | 0,00 |
| 6281 | Concours divers (cotisations) | 37 300,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6284 | Redevances pour services rendus | 91 000,00 | 6 500,00 | 6 500,00 |
| 62876 | Remb. frais à un GFP de rattachement | 676 300,00 | 272 000,00 | 272 000,00 |
| 6288 | Autres services extérieurs | 862 223,01 | 60 000,00 | 60 000,00 |
| 63512 | Taxes foncières | 180 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 63513 | Autres impôts locaux | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6355 | Taxes et impôts sur les véhicules | 3 700,00 | 0,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel. frais assimilés | 36 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6216 | Personnel affecté par GFP de rattachemen | 378 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6218 | Autre personnel extérieur | 58 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6336 | Cotisations CNFPT et CDGFPT | 186 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64111 | Rémunération principale titulaires | 17 087 300,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64112 | NBI, SFT, indemnité résidence | 476 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64118 | Autres indemnités titulaires | 3 417 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64131 | Rémunérations non tit. | 4 101 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64171 | Apprentis - rémunérations | 82 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6451 | Cotisations à l'U.R.S.S.A.F. | 4 085 000,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|--------------------------|----------------------------|---------------------|
| 6453 | Cotisations aux caisses de retraites | 5 634 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6454 | Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C. | 159 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6457 | Cotis. sociales liées à l'apprentissage | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 64731 | Allocations chômage versées directement | 13 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6475 | Médecine du travail, pharmacie | 154 200,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6488 | Autres charges | 167 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 41 000,00 | 22 000,00 | 22 000,00 |
| 7391171 | Dégrèvement taxe FNB jeunes agriculteurs | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 739223 | Fonds péréquation ress. com. et Intercom | 39 000,00 | 22 000,00 | 22 000,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 6 312 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| 6531 | Indemnités | 440 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6532 | Frais de mission | 4 040,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6533 | Cotisations de retraite | 140 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6535 | Formation | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6541 | Créances admises en non-valeur | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6542 | Créances éteintes | 10 955,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6558 | Autres contributions obligatoires | 1 032 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 657362 | Subv. fonct. CCAS | 2 082 000,00 | 100 000,00 | 100 000,00 |
| 6574 | Subv. fonct. Associat*, personnes privée | 2 574 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65888 | Autres | 5,00 | 0,00 | 0,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656) | | 54 354 149,59 | 679 000,00 | 679 000,00 |
| 66 | Charges financières (b) | 2 639 000,00 | -40 000,00 | -40 000,00 |
| 66111 | Intérêts réglés à l'échéance | 1 462 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66112 | Intérêts - Rattachement des ICNE | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6615 | Intérêts comptes courants et de dépôts | 40 000,00 | -40 000,00 | -40 000,00 |
| 6688 | Autres | 1 122 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles (c) | 586 000,00 | -2 000,00 | -2 000,00 |
| 673 | Titres annulés (sur exercices antérieurs) | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 67441 | Subv. budgets annexes et régies (AF) | 484 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 102 000,00 | -5 000,00 | -5 000,00 |
| 68 | Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6) | 10 000,00 | 132 000,00 | 132 000,00 |
| 6815 | Dot. prov. pour risques fonct. courant | 5 000,00 | 3 000,00 | 3 000,00 |
| 6817 | Dot. prov. dépréc. actifs circulants | 5 000,00 | 10 000,00 | 10 000,00 |
| 6865 | Dot. prov. risques et charges financiers | 0,00 | 119 000,00 | 119 000,00 |
| 022 | Dépenses imprévues (e) | 968 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e | | 58 557 149,59 | 769 000,00 | 769 000,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 11 483 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérat* ordre transfert entre sections (7) (8) (9) | 2 095 000,00 | 480 000,00 | 480 000,00 |
| 678 | Autres charges exceptionnelles | 0,00 | 480 000,00 | 480 000,00 |
| 6811 | Dot. amort. et prov. Immos incorporelles | 2 039 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6862 | Dot. amort. charges financ. à répartir | 56 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT | | 13 558 000,00 | 480 000,00 | 480 000,00 |
| 043 | Opérat* ordre intérieur de la section (10) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE | | 13 558 000,00 | 480 000,00 | 480 000,00 |
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre) | | 72 115 149,59 | 1 249 000,00 | 1 249 000,00 |

+

| | |
|-----------------------------------|-------------|
| RESTES A REALISER N-1 (11) | 0,00 |
|-----------------------------------|-------------|

+

| | |
|------------------------------------------------|-------------|
| D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11) | 0,00 |
|------------------------------------------------|-------------|

=

| | |
|------------------------------------------------------|---------------------|
| TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 1 249 000,00 |
|------------------------------------------------------|---------------------|

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

| | |
|------------------------------------|------------|
| Montant des ICNE de l'exercice | 534 971,08 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 519 971,08 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | 15 000,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

- (3) Hors restes à réaliser.
- (4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (5) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.
- (6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.
- (7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.
- (8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
- (9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (11) Inscrite en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

| III – VOTE DU BUDGET | | | | III |
|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------|--------------------------|----------------------------|---------------------|
| SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES | | | | A2 |
| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
| 013 | Atténuations de charges | 175 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 6419 | Remboursements rémunérations personnel | 175 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits services, domaine et ventes div | 6 728 000,00 | 60 000,00 | 60 000,00 |
| 70311 | Concessions cimetières (produit net) | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70323 | Redev. occupat° domaine public communal | 158 200,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70383 | Redevance de stationnement | 700 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70384 | Forfait de post-stationnement | 640 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70388 | Autres redevances et recettes diverses | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 704 | Travaux | 33 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7062 | Redevances services à caractère culturel | 36 800,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70631 | Redevances services à caractère sportif | 8 800,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70632 | Redevances services à caractère loisir | 953 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7066 | Redevances services à caractère social | 827 400,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7067 | Redev. services périscolaires et enseign | 1 450 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70688 | Autres prestations de services | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7078 | Autres marchandises | 337 800,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7083 | Locations diverses (autres qu'immeubles) | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70846 | Mise à dispo personnel GFP rattachement | 363 900,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70848 | Mise à dispo personnel autres organismes | 190 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70873 | Remb. frais par les C.C.A.S. | 46 000,00 | 15 000,00 | 15 000,00 |
| 70875 | Remb. frais par les communes du GFP | 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70876 | Remb. frais par le GFP de rattachement | 753 600,00 | 45 000,00 | 45 000,00 |
| 70878 | Remb. frais par d'autres redevables | 122 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 39 778 000,00 | 576 000,00 | 576 000,00 |
| 73111 | Impôts directs locaux | 32 634 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73211 | Attribution de compensation | 3 240 000,00 | -164 000,00 | -164 000,00 |
| 73212 | Dotations de solidarité communautaire | 0,00 | 479 000,00 | 479 000,00 |
| 73223 | Fonds péréquation ress. com. et intercom | 691 000,00 | 48 000,00 | 48 000,00 |
| 7336 | Droits de place | 68 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7338 | Autres taxes | 30 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7343 | Taxes sur les pylônes électriques | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7351 | Taxe consommation finale d'électricité | 900 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7368 | Taxes locales sur la publicité extérieure | 500 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7381 | Taxes additionnelles droits de mutation | 1 700 000,00 | 213 000,00 | 213 000,00 |
| 74 | Dotations et participations | 17 248 000,00 | 88 000,00 | 88 000,00 |
| 7411 | Dotations forfaitaire | 7 607 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74123 | Dotations de solidarité urbaine | 2 280 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74127 | Dotations nationales de péréquation | 800 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 744 | FCTVA | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74718 | Autres participations Etat | 955 200,00 | 62 000,00 | 62 000,00 |
| 7472 | Participat° Régions | 32 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7473 | Participat° Départements | 64 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74741 | Participat° Communes du GFP | 17 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74748 | Participat° Autres communes | 15 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7478 | Participat° Autres organismes | 4 006 200,00 | 26 000,00 | 26 000,00 |
| 74834 | Etat - Compens. exonérat° taxes foncière | 1 416 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7484 | Dotations de recensement | 9 600,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7485 | Dotations pour les titres sécurisés | 40 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 371 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 752 | Revenus des immeubles | 259 300,00 | 0,00 | 0,00 |
| 757 | Redevances versées par fermiers, conces. | 111 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7588 | Autres produits div. de gestion courante | 700,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES | | 64 300 000,00 | 724 000,00 | 724 000,00 |
| (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013 | | | | |
| 76 | Produits financiers (b) | 154 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7621 | Prod. Immo. fin. - encaissées à échéance | 42 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 7622 | Prod. Immo. fin. - rattachement ICNE | -2 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76811 | Sortie empr. risque avec IRA capital. | 114 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels (c) | 26 000,00 | 492 000,00 | 492 000,00 |
| 7788 | Produits exceptionnels divers | 26 000,00 | 492 000,00 | 492 000,00 |
| 78 | Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5) | 0,00 | 33 000,00 | 33 000,00 |
| 7815 | Rep. prov. charges fonctionnt courant | 0,00 | 9 000,00 | 9 000,00 |
| 7817 | Rep. prov. dépréc. actifs circulants | 0,00 | 7 000,00 | 7 000,00 |
| 7865 | Rep. prov. risques et charges financiers | 0,00 | 17 000,00 | 17 000,00 |
| TOTAL DES RECETTES REELLES | | 64 480 000,00 | 1 249 000,00 | 1 249 000,00 |
| = a + b + c + d | | | | |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8) | 229 000,00 | 0,00 | 0,00 |

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------------|-------------------------------|---------------------|
| 722 | Immobilisations corporelles | 210 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 777 | Quote-part subv invest transf cpte résul | 19 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section (9) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DES RECETTES D'ORDRE | | 229 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre) | | 64 709 000,00 | 1 249 000,00 | 1 249 000,00 |

+

| | |
|-----------------------------------|-------------|
| RESTES A REALISER N-1 (10) | 0,00 |
|-----------------------------------|-------------|

+

| | |
|------------------------------------------------|-------------|
| R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10) | 0,00 |
|------------------------------------------------|-------------|

=

| | |
|------------------------------------------------------|---------------------|
| TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES | 1 249 000,00 |
|------------------------------------------------------|---------------------|

Détail du calcul des ICNE au compte 7622 (11)

| | |
|------------------------------------|-----------|
| Montant des ICNE de l'exercice | 19 443,11 |
| Montant des ICNE de l'exercice N-1 | 21 443,11 |
| = Différence ICNE N – ICNE N-1 | -2 000,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040*.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(11) Le montant des ICNE de l'exercice correspond au montant de l'étape en cours cumulé aux crédits de l'exercice. Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 7622 sera négatif.

| III – VOTE DU BUDGET | | | | III |
|-------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------|----------------------------|--------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES | | | | B1 |
| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204) | 12 208,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2033 | Frais d'insertion | 12 208,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées (hors opérations) | 590 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2046 | Attrib. de compensation d'investissement | 590 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours (hors opérations) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5001 | Opération d'équipement n° 5001 (5) | 1 371 482,69 | 102 000,00 | 102 000,00 |
| 5002 | Opération d'équipement n° 5002 (5) | 932 453,39 | 7 000,00 | 7 000,00 |
| 5003 | Opération d'équipement n° 5003 (5) | 83 631,26 | -20 000,00 | -20 000,00 |
| 5004 | Opération d'équipement n° 5004 (5) | 27 875,89 | 69 000,00 | 69 000,00 |
| 5005 | Opération d'équipement n° 5005 (5) | 43 952,71 | 0,00 | 0,00 |
| 5006 | Opération d'équipement n° 5006 (5) | 44 199,26 | 0,00 | 0,00 |
| 5007 | Opération d'équipement n° 5007 (5) | 3 680 865,03 | -248 000,00 | -248 000,00 |
| 5008 | Opération d'équipement n° 5008 (5) | 382 972,89 | -140 000,00 | -140 000,00 |
| 5009 | Opération d'équipement n° 5009 (5) | 2 842 811,34 | 154 000,00 | 154 000,00 |
| 5010 | Opération d'équipement n° 5010 (5) | 1 978 466,02 | -344 000,00 | -344 000,00 |
| 5011 | Opération d'équipement n° 5011 (5) | 1 209 397,40 | -60 000,00 | -60 000,00 |
| 5012 | Opération d'équipement n° 5012 (5) | 1 593 807,85 | 0,00 | 0,00 |
| 5013 | Opération d'équipement n° 5013 (5) | 500 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5014 | Opération d'équipement n° 5014 (5) | 333 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5020 | Opération d'équipement n° 5020 (5) | 360 000,00 | -141 000,00 | -141 000,00 |
| 5022 | Opération d'équipement n° 5022 (5) | 4 459 000,00 | 192 000,00 | 192 000,00 |
| 5024 | Opération d'équipement n° 5024 (5) | 99 414,44 | 0,00 | 0,00 |
| 5025 | Opération d'équipement n° 5025 (5) | 66 334,85 | 35 000,00 | 35 000,00 |
| 5027 | Opération d'équipement n° 5027 (5) | 25 715,45 | 0,00 | 0,00 |
| 5029 | Opération d'équipement n° 5029 (5) | 756 719,37 | 0,00 | 0,00 |
| 5030 | Opération d'équipement n° 5030 (5) | 53 635,40 | 0,00 | 0,00 |
| 5031 | Opération d'équipement n° 5031 (5) | 120 421,80 | 42 000,00 | 42 000,00 |
| 5032 | Opération d'équipement n° 5032 (5) | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5100 | Opération d'équipement n° 5100 (5) | 218 930,39 | -19 000,00 | -19 000,00 |
| Total des dépenses d'équipement | | 21 987 295,43 | -371 000,00 | -371 000,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 11 783 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 6 035 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 | Opérat° afférentes à l'emprunt | 690 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 166 | Refinancement de dette | 5 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16818 | Emprunts - Autres prêteurs | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 44 000,00 | 44 000,00 |
| 2764 | Créances sur personnes de droit privé | 0,00 | 44 000,00 | 44 000,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des dépenses financières | | 11 843 000,00 | 44 000,00 | 44 000,00 |
| Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DEPENSES REELLES | | 33 830 295,43 | -327 000,00 | -327 000,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections (7) | 229 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Reprises sur autofinancement antérieur (8) | 19 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13911 | Etat et établissements nationaux | 17 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13918 | Autres subventions d'équipement | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Charges transférées (9) | 210 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 12 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 161 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 37 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (10) | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DEPENSES D'ORDRE | | 1 229 000,00 | 0,00 | 0,00 |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DM - 2022

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|--------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------------|
| TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre) | | 35 059 295,43 | -327 000,00 | -327 000,00 |
| | | | | + |
| | | | RESTES A REALISER N-1 (11) | 0,00 |
| | | | | + |
| | | | D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11) | 0,00 |
| | | | | = |
| | | | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | -327 000,00 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042*.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

| III – VOTE DU BUDGET | | | | III |
|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|----------------------|
| SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES | | | | B2 |
| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement (hors 138) | 3 251 131,74 | 253 000,00 | 253 000,00 |
| 1311 | Subv. transf. Etat et établ. Nationaux | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1318 | Autres subventions d'équipement transf. | 44 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 495 027,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 197 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 342 870,39 | 0,00 | 0,00 |
| 13251 | Subv. non transf. GFP de rattachement | 300 000,00 | 166 000,00 | 166 000,00 |
| 1327 | Subv. non transf. Budget communautaire | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 44 100,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1342 | Amendes de police non transférable | 400 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1347 | Dot. de soutien à l'investissement local | 1 426 134,35 | 87 000,00 | 87 000,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées (hors 165) | 10 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 5 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 166 | Refinancement de dette | 5 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles (sauf 204) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Total des recettes d'équipement | | 13 251 131,74 | 253 000,00 | 253 000,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 4 956 859,54 | 150 000,00 | 150 000,00 |
| 10222 | FCTVA | 700 000,00 | 150 000,00 | 150 000,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 270 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1068 | Excédents de fonctionnement capitalisés | 3 986 859,54 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent^o invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 165 | Dépôts et cautionnements reçus | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat^o (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat^o et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 89 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27638 | Créance Autres établissements publics | 89 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 1 700 000,00 | -1 210 000,00 | -1 210 000,00 |
| Total des recettes financières | | 6 753 859,54 | -1 060 000,00 | -1 060 000,00 |
| Total des recettes d'opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL RECETTES REELLES | | 20 004 991,28 | -807 000,00 | -807 000,00 |
| 021 | Virement de la sect^o de fonctionnement | 11 463 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat^o ordre transfert entre sections (6) (7) (8) | 2 095 000,00 | 480 000,00 | 480 000,00 |
| 1021 | Dotation | 0,00 | 480 000,00 | 480 000,00 |
| 2802 | Frais liés à la réalisation des document | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28031 | Frais d'études | 94 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28033 | Frais d'insertion | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804112 | Subv. Etat : Bâtiments, installations | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28041511 | GFP rat : Bien mobilier, matériel | 49 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28041512 | GFP rat : Bâtiments, installations | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28041582 | GFP : Bâtiments, installations | 19 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28041583 | GFP : Projet infrastructure | 31 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804182 | Autres org pub - Bâtiments et installat ^o | 7 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804183 | Autres org pub-Proj infrastruct int nat. | 64 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 280422 | Privé : Bâtiments, installations | 133 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804412 | Sub nat org pub - Bâtiments, installat ^o | 112 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804422 | Sub nat privé - Bâtiments et installat ^o | 18 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28046 | Attributions compensation investissement | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28051 | Concessions et droits similaires | 190 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28121 | Plantations d'arbres et d'arbustes | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281312 | Bâtiments scolaires | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281318 | Autres bâtiments publics | 12 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28135 | Installations générales, agencements, .. | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281568 | Autres matériels, outillages incendie | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28158 | Autres installat ^o , matériel et outillage | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28182 | Matériel de transport | 262 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28183 | Matériel de bureau et informatique | 282 000,00 | 0,00 | 0,00 |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DM - 2022

| Chap / art (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (2) | Propositions nouvelles (3) | Vote (4) |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|--------------------------|----------------------------|--------------------|
| 28184 | Mobilier | 90 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28188 | Autres immo. corporelles | 617 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 4817 | Pénalités de renégociation de la dette | 56 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT | | 13 558 000,00 | 480 000,00 | 480 000,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales (9) | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2033 | Frais d'insertion | 25 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2118 | Autres terrains | 975 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL RECETTES D'ORDRE | | 14 558 000,00 | 480 000,00 | 480 000,00 |
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre) | | 34 562 991,28 | -327 000,00 | -327 000,00 |

+

| | |
|-----------------------------------|-------------|
| RESTES A REALISER N-1 (10) | 0,00 |
|-----------------------------------|-------------|

+

| | |
|-----------------------------------------------------------------|-------------|
| R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10) | 0,00 |
|-----------------------------------------------------------------|-------------|

=

| | |
|-----------------------------------------------------|--------------------|
| TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES | -327 000,00 |
|-----------------------------------------------------|--------------------|

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5001 (1)
LIBELLE : PLAN QUALITE VOIRIE

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|----------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|---------------------|------------------------------|
| DEPENSES | | 4 419 333,39 | a 0,00 | 102 000,00 | b 102 000,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 391 932,77 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 391 932,77 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 167 998,54 | 0,00 | 87 000,00 | 87 000,00 | 0,00 |
| 2041582 | Autres grpts - Bâtiments et installat° | 59 520,61 | 0,00 | 87 000,00 | 87 000,00 | 0,00 |
| 204182 | Autres org pub - Bâtiments et installat° | 108 477,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 881 555,97 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2182 | Matériel de transport | 210 775,91 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 670 780,06 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 2 977 846,11 | 0,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 0,00 |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 2 977 846,11 | 0,00 | 15 000,00 | 15 000,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|----------------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 166 000,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 166 000,00 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 0,00 | 0,00 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 0,00 | 0,00 |
| 13251 | Subv. non transf. GFP de rattachement | 0,00 | 166 000,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| RESULTAT = (c + d) - (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | 64 000,00 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5002 (1)
LIBELLE : PLAN VEGETALISATION

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|-----------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|-------------------|------------------------------|
| DEPENSES | | 1 071 883,63 | a 0,00 | 7 000,00 | b 7 000,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 22 294,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 22 294,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 248 081,32 | 0,00 | 13 000,00 | 13 000,00 | 0,00 |
| 2121 | Plantations d'arbres et d'arbustes | 3 128,08 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 244 953,24 | 0,00 | 13 000,00 | 13 000,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 801 507,51 | 0,00 | -6 000,00 | -6 000,00 | 0,00 |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 472 575,72 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 328 931,79 | 0,00 | -6 000,00 | -6 000,00 | 0,00 |
| 238 | Avances versées commandes immo. incorp. | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|-------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 0,00 | 0,00 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 0,00 | 0,00 |
| 1347 | Dot. de soutien à l'investissement local | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-------------------------------------------|------------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) | -7 000,00 |
| Excédent de financement si positif | |
| Besoin de financement si négatif | |

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5003 (1)
LIBELLE : PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-------------|--------------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|--------------|---------------------------------|
| | DEPENSES | 595 853,95 | a 0,00 | -20 000,00 | b -20 000,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 22 304,25 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 22 304,25 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 573 549,70 | 0,00 | -20 000,00 | -20 000,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 567 249,70 | 0,00 | -20 000,00 | -20 000,00 | 0,00 |
| 238 | Avances versées commandes immo. incorp. | 6 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | RECETTES (répartition) (Pour information) | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|------|----------------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| | TOTAL RECETTES AFFECTEES | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-------------------------------------------|------------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) | 20 000,00 |
| Excédent de financement si positif | |
| Besoin de financement si négatif | |

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5004 (1)
LIBELLE : PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|-------------|------------------------------|
| DEPENSES | | 1 204 753,48 | a 0,00 | 69 000,00 | b 69 000,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 31 000,00 | 0,00 | 70 000,00 | 70 000,00 | 0,00 |
| 2041512 | GFP rat : Bâtiments, installations | 0,00 | 0,00 | 70 000,00 | 70 000,00 | 0,00 |
| 20422 | Privé : Bâtiments, installations | 31 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 34 708,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 34 708,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 1 139 044,99 | 0,00 | -1 000,00 | -1 000,00 | 0,00 |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 59 297,59 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 1 044 853,74 | 0,00 | -1 000,00 | -1 000,00 | 0,00 |
| 2315 | Installat ⁿ , matériel et outillage techni | 34 893,66 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-------------------------------------------|-------------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) | -69 000,00 |
| Excédent de financement si positif | |
| Besoin de financement si négatif | |

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5005 (1)
LIBELLE : PLAN QUALITE ECOLES

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|-----------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|---------------|------------------------------|
| DEPENSES | | 1 260 628,55 | a 0,00 | 0,00 | b 0,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 215 744,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2183 | Matériel de bureau et informatique | 162 441,78 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | Mobilier | 8 168,25 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 45 134,70 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 1 044 883,82 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 54 165,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 990 718,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | 0,00 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5006 (1)
LIBELLE : PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|----------|------------------------------|
| DEPENSES | | 785 163,27 | a 0,00 | 0,00 | b 0,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 295 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20422 | Privé : Bâtiments, installations | 295 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 490 163,27 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 35 527,71 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 453 859,57 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 775,99 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 1311 | Subv. transf. Etat et établ. Nationaux | 0,00 | 0,00 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 0,00 | 0,00 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | 0,00 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5007 (1)
LIBELLE : PLAN QUALITE BATIMENTS PUBLICS ET TRANSITION ENERGETIQUE

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|-------------|------------------------------|
| DEPENSES | | 2 367 820,04 | a | -248 000,00 | b | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 71 028,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 1 506,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 69 522,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 9 386,53 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2041512 | GFP rat : Bâtiments, installations | 9 386,53 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 13 326,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 13 326,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 2 274 078,23 | 0,00 | -248 000,00 | -248 000,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 2 274 078,23 | 0,00 | -248 000,00 | -248 000,00 | 0,00 |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c | d |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 0,00 | 0,00 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 0,00 | 0,00 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 0,00 | 0,00 |
| 1347 | Dot. de soutien à l'investissement local | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-------------------------------------------|-------------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) | 248 000,00 |
| Excédent de financement si positif | |
| Besoin de financement si négatif | |

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5008 (1)
LIBELLE : PROGRAMME ACCESSIBILITE

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|------------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|---------------|---------------------------------|
| DEPENSES | | 514 968,42 | a 0,00 | -140 000,00 | b -140 000,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 514 968,42 | 0,00 | -140 000,00 | -140 000,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 328 065,99 | 0,00 | -140 000,00 | -140 000,00 | 0,00 |
| 2315 | Installat*, matériel et outillage techni | 186 902,43 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | 140 000,00 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5009 (1)
LIBELLE : DOTATION EQUIPEMENTS

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|----------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|---------------------|------------------------------|
| DEPENSES | | 4 685 696,03 | a 0,00 | 154 000,00 | b 154 000,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 669 955,92 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 25 698,43 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2051 | Concessions, droits similaires | 644 257,49 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 190 985,94 | 0,00 | 113 000,00 | 113 000,00 | 0,00 |
| 2041511 | GFP rat : Bien mobilier, matériel | 190 985,94 | 0,00 | 113 000,00 | 113 000,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 3 788 459,47 | 0,00 | 41 000,00 | 41 000,00 | 0,00 |
| 2158 | Autres inst., matériel, outill. techniques | 14 553,28 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2161 | Oeuvres et objets d'art | 44 467,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2162 | Fonds anciens des bibliothèques et musée | 55 590,67 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2182 | Matériel de transport | 1 195 267,82 | 0,00 | 20 000,00 | 20 000,00 | 0,00 |
| 2183 | Matériel de bureau et informatique | 950 733,26 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2184 | Mobilier | 407 273,30 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 1 120 574,14 | 0,00 | 21 000,00 | 21 000,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 36 294,70 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2316 | Restauration collections, oeuvres d'art | 36 294,70 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|----------------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 1311 | Subv. transf. Etat et établ. Nationaux | 0,00 | 0,00 |
| 1318 | Autres subventions d'équipement transf. | 0,00 | 0,00 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 0,00 | 0,00 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 0,00 | 0,00 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | -154 000,00 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5010 (1)
LIBELLE : DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|----------------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|----------------------|---------------------------------|
| DEPENSES | | 2 178 230,51 | a 0,00 | -344 000,00 | b -344 000,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 20 093,56 | 0,00 | -32 000,00 | -32 000,00 | 0,00 |
| 204182 | Autres org pub - Bâtiments et installat° | 16 582,45 | 0,00 | -25 000,00 | -25 000,00 | 0,00 |
| 20422 | Privé : Bâtiments, installations | 3 511,11 | 0,00 | -7 000,00 | -7 000,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 2 046 925,11 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2111 | Terrains nus | 1 636 383,54 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2112 | Terrains de voirie | 9 001,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2138 | Autres constructions | 396 540,57 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 111 211,84 | 0,00 | -312 000,00 | -312 000,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 63 599,68 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 47 612,16 | 0,00 | -312 000,00 | -312 000,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|----------------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 0,00 | 0,00 |
| 13251 | Subv. non transf. GFP de rattachement | 0,00 | 0,00 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-------------------------------------------|-------------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) | 344 000,00 |
| Excédent de financement si positif | |
| Besoin de financement si négatif | |

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5011 (1)
LIBELLE : AMENAGEMENTS CENTRE VILLE

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|---------------------|------------------------------|
| DEPENSES | | 1 824 074,61 | a 0,00 | -60 000,00 | b -60 000,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 599 789,20 | 0,00 | -40 000,00 | -40 000,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 599 789,20 | 0,00 | -40 000,00 | -40 000,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 121 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20422 | Privé : Bâtiments, installations | 121 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 997 542,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2138 | Autres constructions | 997 542,05 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 105 743,36 | 0,00 | -20 000,00 | -20 000,00 | 0,00 |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 105 743,36 | 0,00 | -20 000,00 | -20 000,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 0,00 | 0,00 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 0,00 | 0,00 |
| 1347 | Dot. de soutien à l'investissement local | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | 60 000,00 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

**OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5012 (1)
LIBELLE : PRU SAINT NICOLAS**

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|----------|------------------------------|
| DEPENSES | | 698 694,14 | a 0,00 | 0,00 | b 0,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 47 582,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 47 582,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 651 111,74 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 185 186,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2315 | Installat ^e , matériel et outillage techni | 465 924,78 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | 0,00 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5013 (1)
LIBELLE : ZAC FERRIE

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|----------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|----------|------------------------------|
| DEPENSES | | 939 695,10 | a 0,00 | 0,00 | b 0,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 939 695,10 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2041582 | Autres grpts - Bâtiments et installat° | 20 716,70 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20422 | Privé : Bâtiments, installations | 918 978,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | 0,00 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5014 (1)
LIBELLE : PEM GARE

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|------------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|-------------|---------------------------------|
| DEPENSES | | 3 011 115,12 | a 0,00 | 0,00 | b 0,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 39 311,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 39 311,73 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 2 386 095,22 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204183 | Autres org pub-Proj infrastruct int nat. | 122 022,60 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20422 | Privé : Bâtiments, installations | 2 264 072,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 585 708,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 585 708,17 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 1327 | Subv. non transf. Budget communautaire | 0,00 | 0,00 |
| 1328 | Autres subventions d'équip. non transf. | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | 0,00 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5020 (1)
LIBELLE : SALLE POLYVALENTE

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|---------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|---------------|------------------------------|
| DEPENSES | | 545 259,09 | a 0,00 | -141 000,00 | b -141 000,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | -68 000,00 | -68 000,00 | 0,00 |
| 2188 | Autres immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | -68 000,00 | -68 000,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 545 259,09 | 0,00 | -73 000,00 | -73 000,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 545 259,09 | 0,00 | -73 000,00 | -73 000,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| RESULTAT = (c + d) - (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | 141 000,00 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5022 (1)
LIBELLE : DIVERS TRAVAUX

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|---------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|--------------|---------------------------------|
| DEPENSES | | 0,00 | a 0,00 | 192 000,00 | b 192 000,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 192 000,00 | 192 000,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 0,00 | 0,00 | 192 000,00 | 192 000,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | -192 000,00 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5024 (1)
LIBELLE : SECURISATION ESPACES PUBLICS

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|---------------|------------------------------|
| DEPENSES | | 153 315,58 | a 0,00 | 0,00 | b 0,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 10 387,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2183 | Matériel de bureau et informatique | 10 387,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 142 927,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 43 013,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 99 914,62 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | 0,00 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5025 (1)
LIBELLE : PRU POMMERAIES

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|----------|-------------------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|-------------|------------------------------|
| | DEPENSES | 599 806,77 | a 0,00 | 35 000,00 | b 35 000,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 1 586,52 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 1 586,52 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 598 220,25 | 0,00 | 35 000,00 | 35 000,00 | 0,00 |
| 2312 | Agencements et aménagements de terrains | 9 383,91 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2315 | Installat ^o , matériel et outillage techni | 588 836,34 | 0,00 | 35 000,00 | 35 000,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 1322 | Subv. non transf. Régions | 0,00 | 0,00 |
| 13251 | Subv. non transf. GFP de rattachement | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| RESULTAT = (c + d) - (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | -35 000,00 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5027 (1)
LIBELLE : ECONOMIES D ENERGIE

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|---------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|----------|------------------------------|
| DEPENSES | | 531 641,90 | a 0,00 | 0,00 | b 0,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 531 641,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 531 641,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|-------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 1321 | Subv. non transf. Etat, établ. nationaux | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | 0,00 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5029 (1)
LIBELLE : ESPACE ASSOCIATIF

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|---------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|---------------|---------------------------------|
| DEPENSES | | 30 280,63 | a 0,00 | 0,00 | b 0,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 27 391,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 27 391,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 2 888,70 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 2 888,70 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|------------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 87 000,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 87 000,00 |
| 1347 | Dot. de soutien à l'investissement local | 0,00 | 87 000,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | 87 000,00 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5030 (1)
LIBELLE : GESTION IMMOBILIERE

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|---------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|---------------|------------------------------|
| DEPENSES | | 545 778,00 | a 0,00 | 0,00 | b 0,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 536 010,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21318 | Autres bâtiments publics | 536 010,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 9 768,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2313 | Constructions | 9 768,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | 0,00 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5031 (1)
LIBELLE : RENOVATION D ECOLES

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-------------|---------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------|------------------|---------------------------------|
| | DEPENSES | 11 725,80 | a 0,00 | 42 000,00 | b 42 000,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 11 725,80 | 0,00 | 42 000,00 | 42 000,00 | 0,00 |
| 2031 | Frais d'études | 11 725,80 | 0,00 | 42 000,00 | 42 000,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | -42 000,00 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5032 (1)
LIBELLE : BUDGET PARTICIPATIF

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|----------|------------------------------|
| DEPENSES | | 0,00 | a 0,00 | 0,00 | b 0,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2315 | Installat°, matériel et outillage techni | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c 0,00 | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | 0,00 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

| | |
|------------------------------------------------------|------------|
| III – VOTE DU BUDGET | III |
| DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT | B3 |

**OPERATION D'EQUIPEMENT N°: 5100 (1)
LIBELLE : EAUX PLUVIALES**

Pour vote

| Art. (2) | Libellé (2) | Réalisations cumulées au 01/01/N | Restes à réaliser N-1 (3) (5) | Propositions nouvelles (4) | Vote (4) | Montant pour information (5) |
|-----------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|----------------------------|--------------|------------------------------|
| DEPENSES | | 582 685,47 | a 0,00 | -19 000,00 | b -19 000,00 | b 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 124 248,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2041512 | GFP rat : Bâtiments, installations | 124 248,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 458 437,47 | 0,00 | -19 000,00 | -19 000,00 | 0,00 |
| 2315 | Installat ⁿ , matériel et outillage techni | 458 437,47 | 0,00 | -19 000,00 | -19 000,00 | 0,00 |

| RECETTES (répartition) (Pour information) | | Restes à réaliser N-1 (3) | Recettes de l'exercice |
|----------------------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|------------------------|
| TOTAL RECETTES AFFECTEES | | c | d 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 |
| 1323 | Subv. non transf. Départements | 0,00 | 0,00 |
| 13251 | Subv. non transf. GFP de rattachement | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 |

| | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| RESULTAT = (c + d) – (a + b) Excédent de financement si positif Besoin de financement si négatif | 19 000,00 |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|

(1) Ouvrir un cadre par opération.

(2) Détailler les articles conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) A remplir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

(4) Lorsque l'opération d'équipement constitue un chapitre faisant l'objet d'un vote, ces deux colonnes sont renseignées. Dans ce cas, le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Lorsque l'opération d'équipement est présentée pour information, seules ces deux colonnes sont renseignées.

IV - ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE (1)

| | | | | | | | | | | IV |
|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|----|
| | | | | | | | | | | A1 |

| Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux administrat° publiques | 1 Sécurité et salubrité publiques | 2 Enseignement - Formation | 3 Culture | 4 Sport et jeunesse | 5 Interventions sociales et santé | 6 Famille | 7 Logement | 8 Aménagement et services urbains, environnement | 9 Action économique | TOTAL |
|-----------------------------------------------|----------------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------------------|------------------|---------------------------|--------------------------------------------|----------------|---------------|-----------------------------------------------------------|---------------------------|-------------------|
| | | | | | | | | | | | | |
| INVESTISSEMENT | | | | | | | | | | | | |
| DEPENSES | | | | | | | | | | | | |
| Dépenses réelles | 12 425 000 | 5 012 705 | 9 000 | 1 023 491 | 1 026 826 | 674 681 | 213 207 | 103 187 | 0 | 13 015 200 | 0 | 33 503 295 |
| - Equipements municipaux (2) | | 4 884 705 | 9 000 | 1 023 491 | 1 026 826 | 604 681 | 149 207 | 95 187 | 0 | 11 754 063 | 0 | 19 547 149 |
| - Equip. non municipaux (c/204) (3) | | 128 000 | 0 | 0 | 0 | 70 000 | 20 000 | 0 | 0 | 1 261 147 | 0 | 2 089 147 |
| - Opérations financières | 12 425 000 | | | | | | | | | | | 12 425 000 |
| Dépenses d'ordre | 1 229 000 | | | | | | | | | | | 1 229 000 |
| Total dépenses de l'exercice | 13 654 000 | 5 012 705 | 9 000 | 1 023 491 | 1 026 826 | 674 681 | 213 207 | 103 187 | 0 | 13 015 200 | 0 | 34 732 295 |
| RAR N-1 et reports | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total cumulé dépenses d'investissement | 13 654 000 | 5 012 705 | 9 000 | 1 023 491 | 1 026 826 | 674 681 | 213 207 | 103 187 | 0 | 13 015 200 | 0 | 34 732 295 |
| RECETTES | | | | | | | | | | | | |
| Total recettes de l'exercice | 30 723 860 | 137 778 | 2 000 | 132 300 | 816 056 | 329 898 | 60 000 | 52 000 | 0 | 1 982 100 | 0 | 34 235 991 |
| RAR N-1 et reports | 496 304 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 496 304 |
| Total cumulé recettes d'investissement | 31 220 164 | 137 778 | 2 000 | 132 300 | 816 056 | 329 898 | 60 000 | 52 000 | 0 | 1 982 100 | 0 | 34 732 295 |

FONCTIONNEMENT

| Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux administrat° publiques | 1 Sécurité et salubrité publiques | 2 Enseignement - Formation | 3 Culture | 4 Sport et jeunesse | 5 Interventions sociales et santé | 6 Famille | 7 Logement | 8 Aménagement et services urbains, environnement | 9 Action économique | TOTAL |
|-----------------------------------------|----------------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------------------|--------------|---------------------------|--------------------------------------------|--------------|---------------|-----------------------------------------------------------|---------------------------|------------|
| | | | | | | | | | | | | |
| DEPENSES | | | | | | | | | | | | |
| Total dépenses de l'exercice | 17 808 000 | 13 005 590 | 877 350 | 8 929 550 | 4 885 813 | 8 121 320 | 5 902 956 | 5 473 230 | 0 | 8 290 341 | 70 000 | 73 364 150 |
| RAR N-1 et reports | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total cumulé dépenses de fonctionnement | 17 808 000 | 13 005 590 | 877 350 | 8 929 550 | 4 885 813 | 8 121 320 | 5 902 956 | 5 473 230 | 0 | 8 290 341 | 70 000 | 73 364 150 |
| RECETTES | | | | | | | | | | | | |
| Total recettes de l'exercice | 52 678 600 | 2 164 800 | 55 500 | 2 590 100 | 243 800 | 1 282 600 | 1 756 100 | 3 220 500 | 0 | 1 975 200 | 800 | 66 958 000 |
| RAR N-1 et reports | 7 406 150 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 7 406 150 |
| Total cumulé recettes de fonctionnement | 60 084 750 | 2 164 800 | 55 500 | 2 590 100 | 243 800 | 1 282 600 | 1 756 100 | 3 220 500 | 0 | 1 975 200 | 800 | 73 364 150 |

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale

IV - ANNEXES
PRÉSENTATION CROISÉE PAR FONCTION - VUE D'ENSEMBLE

| Art. (1) | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux administratifs publics | 1 Sécurité et salubrité publiques | 2 Enseignement - Formation | 3 Culture | 4 Sport et jeunesse | 5 Interventions sociales et santé | 6 Famille | 7 Logement | 8 Aménagement services urbains, environnement | 9 Action économique | TOTAL |
|-----------------------|---------------------------------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------|-----------|---------------------|-----------------------------------|-----------|------------|-----------------------------------------------|---------------------|------------|
| INVESTISSEMENT | | | | | | | | | | | | | |
| DEPENSES | | | | | | | | | | | | | |
| | Total dépenses investissement | 13 654 000 | 5 012 705 | 9 000 | 1 023 491 | 1 026 826 | 674 681 | 213 207 | 103 187 | 0 | 13 015 200 | 0 | 34 732 295 |
| | Dépenses réelles | 12 425 000 | 5 012 705 | 9 000 | 1 023 491 | 1 026 826 | 674 681 | 213 207 | 103 187 | 0 | 13 015 200 | 0 | 33 503 295 |
| | D10 Stocks | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | D20 Dépenses imprévues | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 10 Délations, fonds divers et réserves | 60 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 60 000 |
| | 13 Subventions d'investissement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 16 Emprunts et dettes assimilées | 11 775 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 000 | 0 | 0 | 0 | 11 783 000 |
| | 18 Compte de liaison, affectat* (BA, régie) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 20 Immobilisations incorporelles | 0 | 12 208 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 208 |
| | 204 Subventions d'équipement versées | 590 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 590 000 |
| | 21 Immobilisations corporelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 22 Immobilisations reçues en affectation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 23 Immobilisations en cours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 26 Participat* et créances rattachées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | 27 Autres immobilisations financières | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 44 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 44 000 |
| | Opérations d'équipement | 0 | 5 000 497 | 9 000 | 1 023 491 | 1 026 826 | 674 681 | 160 207 | 95 187 | 0 | 13 015 200 | 0 | 21 014 087 |
| | 5001 PLAN QUALITE VOIRIE | 0 | 9 153 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 464 329 | 0 | 1 473 483 |
| | 5002 PLAN VEGETALISATION | 0 | 39 699 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 899 754 | 0 | 939 453 |
| | 5003 PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS | 0 | 0 | 0 | 0 | 63 631 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 63 631 |
| | 5004 PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 92 441 | 4 435 | 0 | 0 | 0 | 0 | 96 876 |
| | 5005 PLAN QUALITE ECOLES | 0 | 0 | 0 | 11 197 | 0 | 0 | 2 217 | 0 | 0 | 30 539 | 0 | 43 953 |
| | 5006 PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 44 199 | 0 | 0 | 0 | 0 | 44 199 |
| | 5007 PLAN QUALITE BATIMENTS PUBLICS ET TRANSITION ENERGETIQUE | 0 | 2 179 317 | 0 | 311 008 | 471 561 | 433 601 | 4 125 | 19 253 | 0 | 14 000 | 0 | 3 432 865 |
| | 5008 PROGRAMME ACCESSIBILITE | 0 | 187 459 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 55 514 | 0 | 242 973 |
| | 5009 DOTATION EQUIPEMENTS | 0 | 1 828 149 | 9 000 | 513 149 | 272 634 | 148 639 | 94 230 | 75 934 | 0 | 55 077 | 0 | 2 996 811 |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DIM - 2022

| Art. (1) | Libellé | 01 Opérations non vendables | 0 Services généraux administratifs publics | 1 Sécurité et salubrité publiques | 2 Enseignement - Formation | 3 Culture | 4 Sport et jeunesse | 5 Interventions sociales et santé | 6 Famille | 7 Logement | 8 Aménagement services urbains, environnement | 9 Action économique | TOTAL |
|----------|----------------------------------------|-----------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------|-----------|---------------------|-----------------------------------|-----------|------------|-----------------------------------------------|---------------------|-----------|
| 5010 | DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 20 000 | 0 | 0 | 1 614 466 | 0 | 1 634 466 |
| 5011 | AMENAGEMENTS CENTRE VILLE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 149 397 | 0 | 1 149 397 |
| 5012 | PRU SAINT NICOLAS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 593 808 | 0 | 1 593 808 |
| 5013 | ZAC FERRIE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 500 000 | 0 | 500 000 |
| 5014 | PEM GARE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 333 000 | 0 | 333 000 |
| 5020 | SALLE POLYVALENTE | 0 | 0 | 0 | 0 | 219 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 219 000 |
| 5022 | DIVERS TRAVAUX | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 651 000 | 0 | 4 651 000 |
| 5024 | SECURISATION ESPACES PUBLICS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 99 414 | 0 | 99 414 |
| 5025 | PRU POMMERAIES | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 101 335 | 0 | 101 335 |
| 5027 | ECONOMIES D ENERGIE | 0 | 0 | 0 | 25 716 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 25 716 |
| 5029 | ESPACE ASSOCIATIF | 0 | 756 719 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 756 719 |
| 5030 | GESTION IMMOBILIERE | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 53 635 | 0 | 53 635 |
| 5031 | RENOVATION D ECOLES | 0 | 0 | 0 | 162 422 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 162 422 |
| 5032 | BUDGET PARTICIPATIF | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 200 000 | 0 | 200 000 |
| 5100 | EAUX PLUVIALES | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 199 930 | 0 | 199 930 |
| | Opérations pour compte de tiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Dépenses d'ordre | 1 229 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 229 000 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 229 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 229 000 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 1 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 000 000 |

| RECETTES | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------------------------------|--|------------|---------|-------|---------|---------|---------|--------|--------|---|-----------|---|------------|
| | | 30 723 860 | 137 778 | 2 000 | 132 300 | 816 085 | 329 898 | 60 000 | 62 000 | 0 | 1 982 100 | 0 | 34 235 991 |
| Total recettes Investissement | | | | | | | | | | | | | |
| Recettes réelles | | 15 665 860 | 137 778 | 2 000 | 132 300 | 816 085 | 329 898 | 60 000 | 62 000 | 0 | 1 982 100 | 0 | 19 197 991 |
| 010 Stocks | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 024 Produits des cessions d'immobilisations | | 490 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 490 000 |
| 10 Dotations, fonds divers et réserves | | 5 105 860 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 105 860 |
| 13 Subventions d'investissement | | 10 000 000 | 137 778 | 2 000 | 132 300 | 816 085 | 329 898 | 60 000 | 44 000 | 0 | 1 982 100 | 0 | 3 504 132 |
| 16 Emprunts et dettes assimilées | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 000 | 0 | 0 | 0 | 10 008 000 |
| 18 Compte de liaison : affectat° (BA, régie) | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 20 Immobilisations incorporelles | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 204 Subventions d'équipement versées | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 21 Immobilisations corporelles | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 22 Immobilisations reçues en affectation | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 23 Immobilisations en cours | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

| Art. (1) | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux administratifs publics | 1 Sécurité et salubrité publiques | 2 Enseignement - Formation | 3 Culture | 4 Sport et jeunesse | 5 Interventions sociales et santé | 6 Famille | 7 Logement | 8 Aménagt et services urbains, environnement | 9 Action économique | TOTAL |
|----------|----------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------------|-----------------------------------|----------------------------|-----------|---------------------|-----------------------------------|-----------|------------|----------------------------------------------|---------------------|------------|
| 26 | Participat* et créances rattachées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 89 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 89 000 |
| | Opérations pour compte de tiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Recettes d'ordre | 15 038 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 038 000 |
| 021 | Virement de la sect* de fonctionnement | 11 463 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 463 000 |
| 040 | Opérat* ordre transfert entre sections | 2 575 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 575 000 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 1 000 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 000 000 |

FONCTIONNEMENT

| DEPENSES | | | | | | | | | | | | | |
|----------------------------------|-----------------------------------------|------------|------------|---------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|---|-----------|--------|------------|
| Total dépenses de fonctionnement | | 17 808 000 | 13 005 590 | 877 350 | 8 929 550 | 4 885 813 | 8 121 320 | 5 902 956 | 5 473 230 | 0 | 8 290 341 | 70 000 | 73 364 150 |
| Dépenses réelles | | 3 770 000 | 13 005 590 | 877 350 | 8 929 550 | 4 885 813 | 8 121 320 | 5 902 956 | 5 473 230 | 0 | 8 290 341 | 70 000 | 59 326 150 |
| 011 | Charges à caractère général | 0 | 5 309 290 | 140 350 | 2 175 050 | 791 783 | 667 650 | 662 206 | 215 950 | 0 | 2 556 891 | 39 000 | 12 558 150 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0 | 6 766 700 | 719 000 | 5 720 000 | 3 424 000 | 6 520 000 | 2 461 000 | 5 191 300 | 0 | 5 198 000 | 0 | 36 000 000 |
| 014 | Atténuations de produits | 61 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 000 | 63 000 |
| 022 | Dépenses imprévues | 968 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 968 000 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0 | 879 600 | 18 000 | 1 034 500 | 670 030 | 930 670 | 2 767 750 | 66 000 | 0 | 16 450 | 29 000 | 6 412 000 |
| 655 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 66 | Charges financières | 2 599 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 599 000 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0 | 50 000 | 0 | 0 | 0 | 3 000 | 12 000 | 0 | 0 | 519 000 | 0 | 584 000 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 142 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 142 000 |
| Dépenses d'ordre | | 14 038 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 14 038 000 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 11 463 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 463 000 |
| 042 | Opérat* ordre transfert entre sections | 2 575 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 575 000 |
| 043 | Opérat* ordre Intérieur de la section | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

RECETTES

| Total recettes de fonctionnement | | 52 578 600 | 2 154 800 | 55 500 | 2 590 100 | 243 800 | 1 282 600 | 1 756 100 | 3 220 500 | 0 | 1 975 200 | 800 | 65 958 000 |
|----------------------------------|------------------------------------------|------------|-----------|--------|-----------|---------|-----------|-----------|-----------|---|-----------|-----|------------|
| Recettes réelles | | 52 659 600 | 1 993 800 | 55 500 | 2 590 100 | 243 800 | 1 282 600 | 1 756 100 | 3 220 500 | 0 | 1 925 200 | 800 | 65 725 000 |
| 013 | Atténuations de charges | 0 | 175 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 175 000 |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 0 | 925 500 | 55 500 | 1 454 000 | 52 800 | 548 700 | 1 168 500 | 814 000 | 0 | 1 768 200 | 800 | 6 768 000 |
| 73 | Impôts et taxes | 40 354 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 40 354 000 |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DM - 2022

| Art. (1) | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 0 Services généraux administrat ^{rs} publiques | 1 Sécurité et salubrité publiques | 2 Enseignement - Formation | 3 Culture | 4 Sport et jeunesse | 5 Interventions sociales et santé | 6 Famille | 7 Logement | 8 Aménagt et services urbains, environnement | 9 Action économique | TOTAL |
|-------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------------------|--------------|---------------------------|--------------------------------------------|--------------|---------------|-------------------------------------------------------|---------------------------|------------|
| 74 | Détachés et participations | 12 118 600 | 135 000 | 0 | 1 136 100 | 172 700 | 733 500 | 587 600 | 2 408 500 | 0 | 46 000 | 0 | 17 336 000 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0 | 259 300 | 0 | 0 | 11 300 | 400 | 0 | 0 | 0 | 100 000 | 0 | 371 000 |
| 76 | Produits financiers | 154 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 154 000 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0 | 499 000 | 0 | 0 | 7 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 000 | 0 | 518 000 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 33 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 33 000 |
| Recettes d'ordre | | 19 000 | 161 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 49 000 | 0 | 229 000 |
| 042 | Opérat ^{rs} ordre transfert entre sections | 19 000 | 161 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 49 000 | 0 | 229 000 |
| 043 | Opérat ^{rs} ordre intérieur de la section | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

| (1) | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 02 Administration générale | 03 Justice | 04 Coopérat° décentralisée, act° européen. | 05 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|-----|------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|---------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------|
| | DEPENSES (2) | | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 17 808 000,00 | 12 906 049,76 | 0,00 | 99 540,00 | 0,00 | 30 813 589,76 |
| 011 | Charges à caractère général | 17 808 000,00 | 12 906 049,76 | 0,00 | 99 540,00 | 0,00 | 30 813 589,76 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 5 304 689,76 | 0,00 | 4 600,00 | 0,00 | 5 309 289,76 |
| 014 | Atténuations de produits | 61 000,00 | 6 724 700,00 | 0,00 | 42 000,00 | 0,00 | 6 766 700,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 968 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 968 000,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 11 463 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 463 000,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 2 575 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 575 000,00 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 826 560,00 | 0,00 | 52 940,00 | 0,00 | 879 600,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 2 599 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 599 000,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 142 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 142 000,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | | | | | | |
| | Recettes de l'exercice | 60 084 749,59 | 2 154 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 62 239 549,59 |
| 013 | Atténuations de charges | 52 678 600,00 | 2 154 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 54 833 400,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 175 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 175 000,00 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 161 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 161 000,00 |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 40 354 000,00 | 925 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 41 279 500,00 |
| 74 | Dotations et participations | 12 118 600,00 | 135 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 253 600,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 269 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 269 300,00 |
| 76 | Produits financiers | 164 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 164 000,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 489 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 489 000,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 33 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 33 000,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 7 406 149,59 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 406 149,59 |
| | SOLDE (2) | 42 276 749,59 | -10 751 249,76 | 0,00 | -99 540,00 | 0,00 | 31 425 969,83 |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DMI - 2022

| (1) | Libellés | Sous-fonction 02 | | | | | | | Sous-fonction 04 | | |
|-----|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|--------------------------|---------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------|----------------------------------------------------------------|--|
| | | 020 Administrat ^o générale collectivité | 021 Assemblées locale | 022 Administration générale de l'état | 023 Information, communication, publicité | 024 Fêtes et cérémonies | 025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs) | 026 Cimetières et pompes funèbres | 041 Subvention globale | 048 Autres act de coopérat ^o décentralisée | |
| | DEPENSES (2) | | | | | | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 9 870 219,76 | 874 250,00 | 510 450,00 | 568 600,00 | 593 730,00 | 251 600,00 | 237 200,00 | 0,00 | 99 540,00 | |
| 011 | Charges à caractère général | 9 870 219,76 | 874 250,00 | 510 450,00 | 568 600,00 | 593 730,00 | 251 600,00 | 237 200,00 | 0,00 | 99 540,00 | |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 4 325 559,76 | 79 650,00 | 35 950,00 | 172 600,00 | 593 730,00 | 81 000,00 | 16 200,00 | 0,00 | 4 600,00 | |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 042 | Opérat ^o ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 043 | Opérat ^o ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 217 460,00 | 591 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 17 600,00 | 0,00 | 0,00 | 62 940,00 | |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 67 | Charges exceptionnelles | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | RECETTES (2) | | | | | | | | | | |
| | Recettes de l'exercice | 1 910 100,00 | 4 700,00 | 68 000,00 | 4 500,00 | 67 000,00 | 0,00 | 100 500,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 013 | Atténuations de charges | 1 910 100,00 | 4 700,00 | 68 000,00 | 4 500,00 | 67 000,00 | 0,00 | 100 500,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 042 | Opérat ^o ordre transfert entre sections | 175 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 043 | Opérat ^o ordre intérieur de la section | 161 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 821 000,00 | 0,00 | 0,00 | 4 500,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 68 000,00 | 0,00 | 67 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 254 100,00 | 4 700,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 77 | Produits exceptionnels | 499 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | SOLDE (2) | | | | | | | | | | |
| | Restes à réaliser - reports | -7 960 119,76 | -869 650,00 | -442 450,00 | -664 100,00 | -626 730,00 | -251 600,00 | -136 700,00 | 0,00 | -99 540,00 | |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DMI - 2022

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BF + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

| | | |
|------------------------------------------------------------------|--|-------------|
| IV – ANNEXES | | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | | |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT | | |
| | | A1.1 |

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

| (1) | Libellé | 11 | | | 12 | | 13 | | Total |
|-----|------------------------------------------|---------------------|-------------------------------|-----------------------------------|-------------------|--|-------------|--|--------------------|
| | | Sécurité Intérieure | Hygiène et salubrité publique | Plan de relance (prise sanitaire) | 12 | | 13 | | |
| | DEPENSES (2) | 849 850,00 | 27 500,00 | 0,00 | 27 500,00 | | 0,00 | | 877 350,00 |
| | Dépenses de l'exercice | 849 850,00 | 27 500,00 | 0,00 | 27 500,00 | | 0,00 | | 877 350,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 112 950,00 | 27 500,00 | 0,00 | 27 500,00 | | 0,00 | | 140 350,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 719 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 719 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 042 | Opérai* ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 043 | Opérai* ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 85 | Autres charges de gestion courante | 18 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 18 000,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| | RECETTES (2) | 55 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 55 500,00 |
| | Recettes de l'exercice | 55 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 55 500,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 042 | Opérai* ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 043 | Opérai* ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 55 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 55 500,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | 0,00 | | 0,00 |
| | SOLDE (2) | -794 350,00 | -27 500,00 | 0,00 | -27 500,00 | | 0,00 | | -821 850,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 11 | | | | 114 |
|-----|---------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------------|
| | | 110 | 111 | 112 | 113 | |
| | | 500,00 | 0,00 | 849 350,00 | 0,00 | 0,00 |
| | | Services communs | Police nationale | Police municipale | Pompiers, Incendies et secours | Autres services de protection civile |
| | DEPENSES (2) | 500,00 | 0,00 | 849 350,00 | 0,00 | 0,00 |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DMI - 2022

| (1) | Libellé | Sous-fonction 11 | | | | 114 Autres services de protection civile |
|-----|------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------------|
| | | 110 Services communs | 111 Police nationale | 112 Police municipale | 113 Pompiers, incendies et secours | |
| | Dépenses de l'exercice | | | | | |
| 011 | Charges à caractère général | 500,00 | 0,00 | 849 350,00 | 0,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 500,00 | 0,00 | 112 350,00 | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 719 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérai* ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérai* ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 18 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | | | | | |
| | Recettes de l'exercice | | | 55 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 55 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérai* ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérai* ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 0,00 | 0,00 | 55 500,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | SOLDE (2) | | | | | |
| | | -500,00 | 0,00 | -793 850,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01 - Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

| (1) | Libellé | 20 Services communs | 21 Enseignement du premier degré | 22 Enseignement du deuxième degré | 23 Enseignement supérieur | 24 Formation continue | 25 Services annexes de l'enseignement | 26 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|-----|------------------------------------------|---------------------|----------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|-----------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|--------------|
| | DEPENSES (2) | | | | | | | | |
| | Depenses de l'exercice | 0,00 | 4 033 950,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 895 600,00 | 0,00 | 8 929 550,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | 4 033 950,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 895 600,00 | 0,00 | 8 929 550,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 620 450,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 554 500,00 | 0,00 | 2 175 050,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 2 415 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 305 000,00 | 0,00 | 5 720 000,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 998 600,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 36 000,00 | 0,00 | 1 034 600,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | | | | | | | | |
| | Recettes de l'exercice | 4 000,00 | 32 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 554 100,00 | 0,00 | 2 590 100,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 32 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 554 100,00 | 0,00 | 2 590 100,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 450 000,00 | 0,00 | 1 454 000,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 32 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 104 100,00 | 0,00 | 1 136 100,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | 20 Services communs | 21 Enseignement du premier degré | 22 Enseignement du deuxième degré | 23 Enseignement supérieur | 24 Formation continue | 25 Services annexes de l'enseignement | 26 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|-----|------------------------------------------|---------------------|----------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|-----------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|---------------|
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | SOLDE (2) | 4.000,00 | -4.001.950,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -2.341.500,00 | 0,00 | -6.339.450,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 21 | | | | Sous-fonction 25 | | | | 256 Classes de découverte et autres services |
|-----|------------------------------------------|------------------------|----------------------|------------------------|------------------------------------------|--------------------------|--------------------|-----------------------|------|----------------------------------------------|
| | | 211 Ecoles maternelles | 212 Ecoles primaires | 213 Classes regroupées | 251 Hébergement et restauration scolaire | 252 Transports scolaires | 253 Sport scolaire | 254 Médecine scolaire | | |
| | DEPENSES (2) | | | | | | | | | |
| | Depenses de l'exercice | | | | | | | | | |
| 011 | Charges à caractère général | 2.576.000,00 | 1.072.000,00 | 385.950,00 | 4.242.600,00 | 36.000,00 | 502.000,00 | 0,00 | 0,00 | 115.000,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 2.576.000,00 | 1.072.000,00 | 385.950,00 | 4.242.600,00 | 36.000,00 | 502.000,00 | 0,00 | 0,00 | 115.000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 106.000,00 | 187.000,00 | 327.450,00 | 1.446.600,00 | 36.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 72.000,00 |
| 022 | Depenses impéviées | 1.890.000,00 | 475.000,00 | 50.000,00 | 2.776.000,00 | 0,00 | 602.000,00 | 0,00 | 0,00 | 27.000,00 |
| 023 | Vireront à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérai* ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérai* ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 580.000,00 | 410.000,00 | 8.500,00 | 20.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16.000,00 |
| 66 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | | | | | | | | | |
| | Recettes de l'exercice | | | | | | | | | |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 32.000,00 | 1.272.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1.282.100,00 |
| 042 | Opérai* ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1.272.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1.282.100,00 |
| 043 | Opérai* ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1.250.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200.000,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 32.000,00 | 22.000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1.082.100,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | SOLDE (2) | -2.576.000,00 | -1.072.000,00 | -353.950,00 | -2.970.600,00 | -36.000,00 | -502.000,00 | 0,00 | 0,00 | 1.167.100,00 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DIM - 2022

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

FONCTION 3 – Culture

| (1) | Libellé | 30 Services communs | 31 Expression artistique | 32 Conservation et diffusion des patrimoines | 33 Action culturelle | 34 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|-----|------------------------------------------|------------------------|-----------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------|--------------------------------------------|---------------|
| | DEPENSES (2) | | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 125 200,00 | 1 312 000,00 | 2 587 982,83 | 860 530,00 | 0,00 | 4 885 812,83 |
| 011 | Charges à caractère général | 125 200,00 | 1 312 000,00 | 2 587 982,83 | 860 530,00 | 0,00 | 4 885 812,83 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 117 200,00 | 153 000,00 | 240 982,83 | 280 000,00 | 0,00 | 791 182,83 |
| 014 | Atténuations de produits | 8 000,00 | 921 000,00 | 2 306 000,00 | 188 000,00 | 0,00 | 3 424 000,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 238 000,00 | 41 000,00 | 391 030,00 | 0,00 | 670 030,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | | | | | | |
| | Recettes de l'exercice | 7 000,00 | 38 500,00 | 93 800,00 | 104 500,00 | 0,00 | 243 800,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 7 000,00 | 38 500,00 | 93 800,00 | 104 500,00 | 0,00 | 243 800,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 0,00 | 13 000,00 | 7 000,00 | 32 800,00 | 0,00 | 52 800,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 14 500,00 | 86 500,00 | 71 700,00 | 0,00 | 172 700,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 11 000,00 | 300,00 | 0,00 | 0,00 | 11 300,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 7 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 7 000,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | SOLDE (2) | -118 200,00 | -1 273 500,00 | -2 494 182,83 | -756 130,00 | 0,00 | -4 642 012,83 |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DIM - 2022

| (1) | Libellé | Sous-fonction 31 | | | | Sous-fonction 32 | | | |
|-----|----------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|----------------------|----------------------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------|-----------------|--------------------------------------------|
| | | 311 Expression musicale, lyrique et choré. | 312 Arts plastiques, activités artistiques | 313 Théâtres | 314 Cinéma et autres salles de spectacles | 321 Bibliothèques et médiathèques | 322 Musées | 323 Archives | 324 Entretien du patrimoine culturel |
| | DEPENSES (2) | | | | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 41 000,00 | 80 350,00 | 1 190 650,00 | 0,00 | 1 334 900,00 | 706 504,00 | 2 600,00 | 543 978,83 |
| 011 | Charges à caractère général | 41 000,00 | 80 350,00 | 1 190 650,00 | 0,00 | 1 334 900,00 | 706 504,00 | 2 600,00 | 543 978,83 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 6 000,00 | 80 350,00 | 66 650,00 | 0,00 | 61 900,00 | 86 504,00 | 2 600,00 | 89 978,83 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 921 000,00 | 0,00 | 1 232 000,00 | 620 000,00 | 0,00 | 454 000,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérai ^r ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérai ^r ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 35 000,00 | 0,00 | 203 000,00 | 0,00 | 41 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'étus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | | | | | | | | |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 19 500,00 | 19 000,00 | 0,00 | 2 300,00 | 66 500,00 | 7 000,00 | 18 000,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 19 500,00 | 19 000,00 | 0,00 | 2 300,00 | 66 500,00 | 7 000,00 | 18 000,00 |
| 042 | Opérai ^r ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérai ^r ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 0,00 | 5 000,00 | 8 000,00 | 0,00 | 2 000,00 | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 14 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 61 500,00 | 7 000,00 | 18 000,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 11 000,00 | 0,00 | 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | SOL DE (2) | -41 000,00 | -60 850,00 | -1 171 650,00 | 0,00 | -1 332 600,00 | -640 004,00 | 4 400,00 | -525 978,83 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

| (1) | Libellé | 40 Services communs | 41 Sports | 42 Jeunesse | 43 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|-----|----------------------------------------------------|------------------------|---------------|----------------|-----------------------------------------|---------------|
| | DEPENSES (2) | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 687 170,00 | 1 582 150,00 | 5 852 000,00 | 0,00 | 8 121 320,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 687 170,00 | 1 682 150,00 | 5 852 000,00 | 0,00 | 8 121 320,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 4 500,00 | 514 150,00 | 148 000,00 | 0,00 | 667 650,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérai ^r ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérai ^r ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 682 670,00 | 0,00 | 248 000,00 | 0,00 | 930 670,00 |
| 66 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | 1 800,00 | 274 400,00 | 1 006 400,00 | 0,00 | 1 282 600,00 |
| | Recettes de l'exercice | 1 800,00 | 274 400,00 | 1 006 400,00 | 0,00 | 1 282 600,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérai ^r ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérai ^r ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 800,00 | 180 000,00 | 367 900,00 | 0,00 | 548 700,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 1 000,00 | 94 000,00 | 638 500,00 | 0,00 | 733 500,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 400,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | SOLDE (2) | -685 370,00 | -1 307 750,00 | -4 845 600,00 | 0,00 | -6 838 720,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 41 | | | | | Sous-fonction 42 | | | |
|-----|------------------------------------------|-------------------------------------|---------------|-----------------|-------------------------------------------------------|------------------------------------|------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------|--|
| | | 411 Salles de sport, gymnases | 412 Stades | 413 Piscines | 414 Autres équipements sportifs ou de loisir | 415 Manifestations sportives | 421 Centres de loisirs | 422 Autres activités pour les jeunes | 423 Colonies de vacances | |
| | DEPENSES (2) | | | | | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | | | | | | | | | |
| 011 | Charges à caractère général | 994 550,00 | 390 000,00 | 0,00 | 90 100,00 | 107 500,00 | 5 055 000,00 | 767 000,00 | 30 000,00 | |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 994 550,00 | 390 000,00 | 0,00 | 90 100,00 | 107 500,00 | 5 055 000,00 | 767 000,00 | 30 000,00 | |
| 014 | Atténuations de produits | 284 550,00 | 111 000,00 | 0,00 | 90 100,00 | 28 500,00 | 98 000,00 | 21 000,00 | 30 000,00 | |
| 022 | Dépenses imprévues | 710 000,00 | 279 000,00 | 0,00 | 0,00 | 79 000,00 | 4 879 000,00 | 573 000,00 | 0,00 | |
| 023 | Viroment à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 55 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 556 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | RECETTES (2) | | | | | | | | | |
| | Recettes de l'exercice | | | | | | | | | |
| 013 | Atténuations de charges | 100 400,00 | 170 000,00 | 0,00 | 2 000,00 | 2 000,00 | 870 500,00 | 125 900,00 | 10 000,00 | |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 100 400,00 | 170 000,00 | 0,00 | 2 000,00 | 2 000,00 | 870 500,00 | 125 900,00 | 10 000,00 | |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 6 000,00 | 170 000,00 | 0,00 | 2 000,00 | 2 000,00 | 354 000,00 | 3 900,00 | 10 000,00 | |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 74 | Dotations et participations | 94 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 516 500,00 | 122 000,00 | 0,00 | |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 400,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Restes à réaliser – reports | -894 150,00 | -220 000,00 | 0,00 | -88 100,00 | -105 500,00 | -4 184 500,00 | -541 100,00 | -20 000,00 | |
| | SOLDE (2) | | | | | | | | | |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondra la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

A.1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

| (1) | Libellé | 51 Santé | 52 Interventions sociales | 53 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|-----|----------------------------------------------------|-------------|------------------------------|-----------------------------------------|---------------|
| | DEPENSES (2) | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 469 665,00 | 5 443 291,00 | 0,00 | 5 902 956,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 469 665,00 | 5 443 291,00 | 0,00 | 5 902 956,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 187 416,00 | 474 791,00 | 0,00 | 662 206,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 237 000,00 | 2 224 000,00 | 0,00 | 2 461 000,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérai ^r ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérai ^r ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 23 260,00 | 2 744 500,00 | 0,00 | 2 767 760,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 12 000,00 | 0,00 | 0,00 | 12 000,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | | | | |
| | Recettes de l'exercice | 380 000,00 | 1 376 100,00 | 0,00 | 1 756 100,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 380 000,00 | 1 376 100,00 | 0,00 | 1 756 100,00 |
| 042 | Opérai ^r ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérai ^r ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 38 000,00 | 1 130 500,00 | 0,00 | 1 168 500,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 342 000,00 | 245 600,00 | 0,00 | 587 600,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | SOLDE (2) | -79 665,00 | -4 067 191,00 | 0,00 | -4 146 856,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 51 | | | | Sous-fonction 52 | | | |
|-----|------------------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------|
| | | 510 Services communs | 511 Dispensaires, autres établissements sanitaires | 512 Actions de prévention sanitaire | 520 Services communs | 521 Services à caractère social handicapés | 522 Act° pour l'enfance et l'adolescence | 523 Act° pour personnes en difficulté | 524 Autres services |
| | DEPENSES (2) | | | | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 459 665,00 | 0,00 | 0,00 | 2 706 144,00 | 6 900,00 | 0,00 | 3 500,00 | 2 726 747,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 459 665,00 | 0,00 | 0,00 | 2 706 144,00 | 6 900,00 | 0,00 | 3 500,00 | 2 726 747,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 187 415,00 | 0,00 | 0,00 | 76 300,00 | 3 900,00 | 0,00 | 3 500,00 | 391 091,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 237 000,00 | 0,00 | 0,00 | 177 000,00 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 2 044 000,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 55 | Autres charges de gestion courante | 23 260,00 | 0,00 | 0,00 | 2 452 844,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 291 666,00 |
| 556 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 56 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 12 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | 342 000,00 | 38 000,00 | 0,00 | 422 844,00 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 960 266,00 |
| | Recettes de l'exercice | 342 000,00 | 38 000,00 | 0,00 | 422 844,00 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 960 266,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 0,00 | 38 000,00 | 0,00 | 422 844,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 707 666,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 342 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 0,00 | 242 600,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | SOLDE (2) | -117 665,00 | 38 000,00 | 0,00 | -2 283 300,00 | -3 900,00 | 0,00 | -3 500,00 | -1 776 491,00 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspondra la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

FONCTION 6 – Famille

| (1) | Libellé | 60 Services communs | 61 Services en faveur des personnes âgées | 62 Actions en faveur de la maternité | 63 Aides à la famille | 64 Crèches et garderies | 65 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|-----|------------------------------------------|---------------------|-------------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------|-------------------------|--------------------------------------|---------------|
| | DEPENSES (2) | | | | | | | |
| | Depenses de l'exercice | 0,00 | 60 300,00 | 0,00 | 86 870,00 | 6 326 060,00 | 0,00 | 5 473 230,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | 4 300,00 | 0,00 | 4 870,00 | 206 760,00 | 0,00 | 5 473 230,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 66 000,00 | 0,00 | 82 000,00 | 5 063 300,00 | 0,00 | 216 930,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 191 300,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérat° ordre Intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 66 000,00 | 0,00 | 66 000,00 |
| 666 | Frais fonctionnement des groupes d'étus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser... reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | | | | | | | |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 57 000,00 | 3 163 500,00 | 0,00 | 3 220 500,00 |
| | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 57 000,00 | 3 163 500,00 | 0,00 | 3 220 500,00 |
| 013 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérat° ordre Intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Produits des services, du domaine, vente | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 814 000,00 | 0,00 | 814 000,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 57 000,00 | 2 349 500,00 | 0,00 | 2 406 500,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser... reports | 0,00 | -60 300,00 | 0,00 | -29 870,00 | -2 162 660,00 | 0,00 | -2 262 730,00 |
| | SOLDE (2) | 0,00 | | 0,00 | | | | |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DMI - 2022

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DJI + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A.1.1

FONCTION 7 – Logement

| (1) | Libellé | 70 | 71 | 72 | 73 | 74 | Total |
|-----|------------------------------------------|------------------|------------------------|-------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|-------|
| | | Services communs | Parc privé de la ville | Aide au secteur locatif | Aides à l'accession à la propriété | Plan de relance (crise sanitaire) | |
| | DEPENSES (2) | | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 666 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Det. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | | | | | | |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | SOLDE (2) | | | | | | |
| | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DIM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

| (1) | Libellé | 81 Services urbains | 82 Aménagement urbain | 83 Environnement | 84 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|-----|------------------------------------------|------------------------|--------------------------|---------------------|-----------------------------------------|---------------|
| | DEPENSES (2) | 2 814 881,00 | 5 344 260,00 | 131 200,00 | 0,00 | 8 290 341,00 |
| | Dépenses de l'exercice | 2 814 881,00 | 5 344 260,00 | 131 200,00 | 0,00 | 8 290 341,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 1 149 881,00 | 1 275 810,00 | 131 200,00 | 0,00 | 2 556 891,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 1 665 000,00 | 3 533 000,00 | 0,00 | 0,00 | 5 198 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 16 450,00 | 0,00 | 0,00 | 16 450,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'éclus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 519 000,00 | 0,00 | 0,00 | 519 000,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | 473 000,00 | 1 502 200,00 | 0,00 | 0,00 | 1 975 200,00 |
| | Recettes de l'exercice | 473 000,00 | 1 502 200,00 | 0,00 | 0,00 | 1 975 200,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 49 000,00 | 0,00 | 0,00 | 49 000,00 |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 347 000,00 | 1 421 200,00 | 0,00 | 0,00 | 1 768 200,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 20 000,00 | 26 000,00 | 0,00 | 0,00 | 46 000,00 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 100 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 6 000,00 | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | 12 000,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | SOLDE (2) | -2 341 881,00 | -3 842 060,00 | -131 200,00 | 0,00 | -6 315 141,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 81 | | | | | Total | |
|-----|---------------------|-------------------------|------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|---------------------------|------------------------------------------|
| | | 810 Services communs | 811 Eau et assainissement | 812 Collecte et traitement ordures ménagères | 813 Propreté urbaine | 814 Eclairage public | 815 Transports urbains | 816 Autres réseaux et services divers |
| | DEPENSES (2) | 0,00 | 284 000,00 | 95 200,00 | 1 235 181,00 | 905 000,00 | 0,00 | 295 500,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 81 | | | | | | | |
|-----|------------------------------------------|-------------------------|------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|---------------------------|------------------------------------------|--|
| | | 810 Services communs | 811 Eau et assainissement | 812 Collecte et traitement ordures ménagères | 813 Propreté urbaine | 814 Eclairage public | 815 Transports urbains | 816 Autres réseaux et services divers | |
| | Dépenses de l'exercice | 0,00 | 284 000,00 | 95 200,00 | 1 235 181,00 | 905 000,00 | 0,00 | 295 500,00 | |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | 263 000,00 | 95 200,00 | 43 181,00 | 453 000,00 | 0,00 | 295 500,00 | |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 21 000,00 | 0,00 | 1 192 000,00 | 452 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | RECETTES (2) | 0,00 | 331 000,00 | 0,00 | 0,00 | 22 000,00 | 0,00 | 120 000,00 | |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 331 000,00 | 0,00 | 0,00 | 22 000,00 | 0,00 | 120 000,00 | |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 0,00 | 331 000,00 | 0,00 | 0,00 | 16 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 100 000,00 | |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 47 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | SOLDE (2) | 0,00 | 47 000,00 | -95 200,00 | -1 235 181,00 | -883 000,00 | 0,00 | -175 500,00 | |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DMI - 2022

| (1) | Libellé | Sous-fonction 82 | | | | | Sous-fonction 83 | | | | | |
|-----|------------------------------------------|-------------------------|------------------------------|---------------------------------|------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------------|-----------------------------|-----------------------------------------------|---------------------------------------|--|--|
| | | 820 Services communs | 821 Equipements de voirie | 822 Voie communale et routes | 823 Espaces verts urbains | 824 Autres opérations d'aménagement urbain | 830 Services communs | 831 Aménagement des eaux | 832 Act° spécif, lutte contre la pollution | 833 Préservation du milieu naturel | | |
| | DEPENSES (2) | | | | | | | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 336 000,00 | 234 600,00 | 2 026 600,00 | 2 670 450,00 | 76 710,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 29 200,00 | 1 000,00 | | |
| 011 | Charges à caractère général | 336 000,00 | 234 600,00 | 2 026 600,00 | 2 670 450,00 | 76 710,00 | 1 000,00 | 0,00 | 1 29 200,00 | 1 000,00 | | |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 70 600,00 | 872 600,00 | 256 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 022 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 450,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'éclus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 519 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | RECETTES (2) | | | | | | | | | | | |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 0,00 | 1 484 200,00 | 22 000,00 | 26 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 1 484 200,00 | 22 000,00 | 26 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 043 | Opérat° ordre intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 0,00 | 0,00 | 1 417 200,00 | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 26 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | |
| | SOLDE (2) | -336 000,00 | -234 600,00 | -572 400,00 | -2 670 450,00 | -60 000,00 | -1 000,00 | 0,00 | -129 200,00 | -1 000,00 | | |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (BP + DM + BS). Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT

IV

A.1.1

FONCTION 9 – Action économique

| (1) | Libellé | 90 Interventions économiques | 91 Foires et marchés | 92 Aides à l'agriculture et aux Industries | 93 Aides à l'énergie, Indus. manufact., BTP | 94 Aides commerce et services marchands | 95 Aides au tourisme | 96 Aides aux services publics | 97 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|-----|------------------------------------------|---------------------------------|-------------------------|-----------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------------|-------------------------|----------------------------------|-----------------------------------------|-----------|
| | DEPENSES (2) | | | | | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 0,00 | 13 000,00 | 2 000,00 | 0,00 | 55 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 70 000,00 |
| 011 | Charges à caractère général | 0,00 | 13 000,00 | 2 000,00 | 0,00 | 55 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 70 000,00 |
| 012 | Charges de personnel, frais assimilés | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 26 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 39 000,00 |
| 014 | Atténuations de produits | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 022 | Dépenses Imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| 023 | Virement à la section d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérat° ordre Intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 29 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 29 000,00 |
| 656 | Frais fonctionnement des groupes d'élus | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 66 | Charges financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 67 | Charges exceptionnelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 68 | Dot. aux amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | | | | | | | | | |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 800,00 |
| 013 | Atténuations de charges | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 800,00 |
| 042 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 043 | Opérat° ordre Intérieur de la section | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 70 | Produits des services, du domaine, vente | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 800,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 800,00 |
| 73 | Impôts et taxes | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 74 | Dotations et participations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DM - 2022

| (1) | Libellé | 90 Interventions économiques | 91 Foires et marchés | 92 Aides à l'agriculture et aux Industries | 93 Aides à l'énergie, Indus. manufact., BTP | 94 Aides commerce et services marchands | 95 Aides au tourisme | 96 Aides aux services publics | 97 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|-----|------------------------------------------------|------------------------------------|-------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------------|------------|
| 75 | Autres produits de gestion courante | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 76 | Produits financiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 77 | Produits exceptionnels | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 78 | Reprise sur amortissements et provisions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | SOLDE (2) | 0,00 | -13 000,00 | -2 000,00 | 800,00 | -55 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -69 200,00 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) S'il s'agit du budget supplémentaire ou de décisions modificatives, les montants indiqués sont cumulés au niveau de l'ensemble des décisions budgétaires (EP + DM + BS). Le solde correspondra à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

| (1) | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 02 Administration générale | 03 Justice | 04 Coopérat° décentralisée, act° européen | 05 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|---------------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|---------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------------|---------------|
| DEPENSES (2) | | | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 13 654 000,00 | 5 012 705,29 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 18 666 705,29 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses Imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 229 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 229 000,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 60 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 11 775 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 775 000,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 12 208,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 208,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 590 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 590 000,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations d'équipement | | 0,00 | 5 000 497,29 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 000 497,29 |
| 5001 | PLAN QUALITE VOIRIE | 0,00 | 9 153,41 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 9 153,41 |
| 5002 | PLAN VEGETALISATION | 0,00 | 39 699,41 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 39 699,41 |
| 5007 | PLAN QUALITE BATIMENTS PUBLICS ET TRANSITION ENERGETIQUE | 0,00 | 2 179 316,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 179 316,93 |
| 5008 | PROGRAMME ACCESSIBILITE | 0,00 | 187 458,89 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 187 458,89 |
| 5009 | DOTATION EQUIPEMENTS | 0,00 | 1 828 149,28 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 828 149,28 |
| 5029 | ESPACE ASSOCIATIF | 0,00 | 756 719,37 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 756 719,37 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES (2) | | | | | | | |
| Recettes de l'exercice | | 31 220 163,69 | 137 776,35 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 31 357 942,04 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la sect° de fonctionnement | 11 463 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 11 463 000,00 |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DMI - 2022

| (1) | Libellé | 01 Opérations non ventilables | 02 Administration générale | 03 Justice | 04 Coopérat° décentralisée, act° européen. | 05 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|---------------------------------|-------------------------------------------|----------------------------------|-------------------------------|---------------|--------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------------|
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 490 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 490 000,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 2 575 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 575 000,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 000 000,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 5 106 859,54 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 106 859,54 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 137 778,35 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 137 778,35 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 10 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000 000,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA, règle) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 89 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 89 000,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser - reports | | 496 304,15 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 496 304,15 |
| SOLDE (2) | | 17 566 163,69 | -4 874 926,94 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 691 236,75 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 02 | | | | | | Sous-fonction 04 | | |
|------------------------|----------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------|---------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------|-----------------------------------------------------|
| | | 020 Administrat° générale collectivité | 021 Assemblée locale | 022 Administration générale de l'état | 023 Information, communication, publicité | 024 Fêtes et cérémonies | 025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs) | 026 Cimetières et pompes funèbres | 041 Subvention globale | 048 Autres act° de coopérat° décentralisée |
| DEPENSES (2) | | 4 135 286,51 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 831 719,37 | 39 699,41 | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses de l'exercice | | 4 135 286,51 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 831 719,37 | 39 699,41 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA, règle) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DMI - 2022

| (1) | Libellé | Sous-fonction 02 | | | | | | | Sous-fonction 04 | | |
|------|----------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------|---------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------|-----------------------------------------------------|--|
| | | 020 Administrat° générale collectivité | 021 Assemblée locale | 022 Administration généralo de l'état | 023 Information, communication, publicité | 024 Fêtes et cérémonies | 025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs) | 026 Cimetières et pompes funébres | 041 Subvention globale | 046 Autres act° de coopérat° décentralisée | |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 12 208,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Opérations d'équipement | 4 123 078,51 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 831 719,37 | 39 699,41 | 0,00 | 0,00 | |
| 5001 | PLAN QUALITE VOIRIE | 9 153,41 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5002 | PLAN VEGETALISATION | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 39 699,41 | 0,00 | 0,00 | |
| 5007 | PLAN QUALITE BATIMENTS PUBLICS ET TRANSITION ENERGETIQUE | 2 179 316,93 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5008 | PROGRAMME ACCESSIBILITE | 187 458,89 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5009 | DOTATION EQUIPEMENTS | 1 747 149,28 | 0,00 | 0,00 | 3 000,00 | 3 000,00 | 75 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5029 | ESPACE ASSOCIATIF | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 756 719,37 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | RECETTES (2) | 0,00 | 60 778,35 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 87 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 60 778,35 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 87 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 021 | Virement de la secr° de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 60 778,35 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 87 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DM - 2022

| (1) | Libellé | Sous-fonction 02 | | | | | | | Sous-fonction 04 | | |
|---------------------------------|---------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------|---------------------------------------------|----------------------------------------------------|----------------------------|-------------------------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------|-----------------------------------------------------|------|
| | | 020 Administrat° générale collectivité | 021 Assemblée locale | 022 Administration générale de l'état | 023 Information, communication, publicité | 024 Fêtes et cérémonies | 025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs) | 026 Cimetières et pompes funèbres | 041 Subvention globale | 048 Autres act° de coopérat° décentralisée | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations Incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser - reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOLDE (2) | | -4 135 286,51 | 50 778,35 | 0,00 | -3 000,00 | -3 000,00 | -744 719,37 | -39 689,41 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

| (1) | Libellé | 11 Sécurité intérieure | 12 Hygiène et salubrité publique | 13 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|------|-------------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------------|----------|
| | DEPENSES (2) | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 | 9 000,00 |
| | Dépenses de l'exercice | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 | 9 000,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA, régle) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations d'équipement | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 | 9 000,00 |
| 5009 | DOTATION EQUIPEMENTS | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 | 9 000,00 |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| | Recettes de l'exercice | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la sect° de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | 11 Sécurité intérieure | 12 Hygiène et salubrité publique | 13 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|---------------------------------|------------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------------|-----------|
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser - reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOLDE (2) | | -7 000,00 | 0,00 | 0,00 | -7 000,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 11 | | | | 114 Autres services de protection civils |
|---------------------------------|------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|---------------------------------------|------------------------------------------------|
| | | 110 Services communs | 111 Police nationale | 112 Police municipale | 113 Pompiers, Incendies et secours | |
| DEPENSES (2) | | | | | | |
| | Depenses de l'exercice | 0,00 | 0,00 | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Depenses Imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations d'équipement | | 0,00 | 0,00 | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5009 | DOTATION EQUIPEMENTS | 0,00 | 0,00 | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser - reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES (2) | | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Recettes de l'exercice | | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DM - 2022

| (1) | Libellé | Sous-fonction 11 | | | | 114 Autres services de protection civile |
|---------------------------------|-------------------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|--------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------------|
| | | 110 Services communs | 111 Police nationale | 112 Police municipale | 113 Pompiers, incendies et secours | |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la sec ^r de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat ^r ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat ^r (BA, r ^g le) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat ^r et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | SOLDE (2) | 0,00 | 0,00 | -7 000,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

| (*) | Libellé | 20 Services communs | 21 Enseignement du premier degré | 22 Enseignement du deuxième degré | 23 Enseignement supérieur | 24 Formation continue | 25 Services annexes de l'enseignement | 26 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|------|----------------------------------------------------------|------------------------|----------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------------------|--------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------|
| | DEPENSES (2) | | | | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 0,00 | 929 229,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 94 260,85 | 0,00 | 1 023 490,64 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 929 229,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 94 260,85 | 0,00 | 1 023 490,64 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat* ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat* (BA, régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat* et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations d'équipement | 0,00 | 929 229,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 94 260,85 | 0,00 | 1 023 490,64 |
| 5005 | PLAN QUALITE ECOLES | 0,00 | 5 453,68 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 5 742,90 | 0,00 | 11 196,58 |
| 5007 | PLAN QUALITE BATIMENTS PUBLICS ET TRANSITION ENERGETIQUE | 0,00 | 311 008,16 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 311 008,16 |
| 5009 | DOTATION EQUIPEMENTS ECONOMIES D ENERGIE | 0,00 | 424 630,70 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 88 517,95 | 0,00 | 513 148,65 |
| 5027 | | 0,00 | 25 715,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 25 715,45 |

| (1) | Libellé | 20 Services communs | 21 Enseignement du premier degré | 22 Enseignement du deuxième degré | 23 Enseignement supérieur | 24 Formation continue | 25 Services annexes de l'enseignement | 26 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|------|-------------------------------------------|---------------------|----------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|-----------------------|---------------------------------------|--------------------------------------|-------------|
| 5031 | RENOUATION D'ECOLÉS | 0,00 | 162 421,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 162 421,80 |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | 0,00 | 132 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 132 300,00 |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 132 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 132 300,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la sect° de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 132 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 132 300,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA, régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | SOLDE (2) | 0,00 | -796 929,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -94 260,85 | 0,00 | -891 190,64 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 21 | | | | Sous-fonction 25 | | | |
|-----|---------|------------------------|----------------------|------------------------|------------------------------------------|--------------------------|--------------------|-----------------------|----------------------------------------------|
| | | 211 Ecoles maternelles | 212 Ecoles primaires | 213 Classes regroupées | 251 Hébergement et restauration scolaire | 252 Transports scolaires | 253 Sport scolaire | 254 Médecine scolaire | 255 Classes de découverte et autres services |
| | | | | | | | | | |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 21 | | | | Sous-fonction 25 | | | | 265 Classes de découverts et autres services | | | |
|------|-------------------------------------------------------------|---------------------------|-------------------------|------------------------------|---------------------------------------------------|--------------------------------|-----------------------|--------------------------|-------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|------|------|----------|
| | | 211 Ecoles maternelles | 212 Ecoles primaires | 213 Classes regroupées | 251 Hébergement et restauration scolaire | 252 Transports scolaires | 253 Sport scolaire | 254 Médecine scolaire | 265 Classes de découverts et autres services | | | | |
| | DEPENSES (2) | | | | | | | | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 10 393,70 | 12 040,08 | 906 796,01 | 85 643,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 617,65 |
| 010 | Stocks | 10 393,70 | 12 040,08 | 906 796,01 | 85 643,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 617,65 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations d'équipement | 10 393,70 | 12 040,08 | 906 796,01 | 85 643,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 617,65 |
| 5005 | PLAN QUALITE ECOLES | 0,00 | 0,00 | 5 453,68 | 5 742,90 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5007 | PLAN QUALITE BATIMENTS PUBLICS ET TRANSITION ENERGETIQUE | 0,00 | 0,00 | 311 008,16 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5009 | DOTATION EQUIPEMENTS | 10 393,70 | 12 040,08 | 402 196,92 | 79 900,30 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 617,65 |
| 5027 | ECONOMIES D ENERGIE | 0,00 | 0,00 | 25 715,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5031 | RENOVATION D ECOLES | 0,00 | 0,00 | 162 421,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | | | | | | | | | | | | |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 0,00 | 132 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la sect° de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 132 300,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 21 | | | Sous-fonction 25 | | | | |
|---------------------------------|---------------------------------------|---------------------------|-------------------------|---------------------------|---------------------------------------------|-----------------------------|-----------------------|--------------------------|-------------------------------------------------|
| | | 211 Ecoles maternelles | 212 Ecoles primaires | 213 Classes regroupées | 251 Hébergement et restauration scolaire | 252 Transports scolaires | 253 Sport scolaire | 254 Médecine scolaire | 255 Classes de découverte et autres services |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat* et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser - reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOLDE (2) | | -10 393,70 | -12 040,08 | -774 496,01 | -85 643,20 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -8 617,65 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

| | |
|------------------------------------------------------------------|-------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT | |
| | A1.2 |

FONCTION 3 – Culture

| (1) | Libellé | 30 Services communs | 31 Expression artistique | 32 Conservation et diffusion des patrimoines | 33 Action culturelle | 34 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|------|------------------------------------------|------------------------|-----------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------|--------------------------------------------|--------------|
| | DEPENSES (2) | | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 0,00 | 263 738,90 | 760 086,77 | 3 000,00 | 0,00 | 1 026 825,67 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 263 738,90 | 760 086,77 | 3 000,00 | 0,00 | 1 026 825,67 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations d'équipement | 0,00 | 263 738,90 | 760 086,77 | 3 000,00 | 0,00 | 1 026 825,67 |
| 5003 | PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS | 0,00 | 0,00 | 63 631,26 | 0,00 | 0,00 | 63 631,26 |
| 5007 | PLAN QUALITE BATIMENTS PUBLICS ET | 0,00 | 0,00 | 471 560,73 | 0,00 | 0,00 | 471 560,73 |
| 5009 | TRANSITION ENERGETIQUE | 0,00 | 44 738,90 | 224 894,78 | 3 000,00 | 0,00 | 272 633,68 |
| 5020 | DOTATION EQUIPEMENTS | 0,00 | 219 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 219 000,00 |
| | SALLE POLYVALENTE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | | | | | | |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 2 500,00 | 813 555,00 | 0,00 | 0,00 | 816 055,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 2 500,00 | 813 555,00 | 0,00 | 0,00 | 816 055,00 |
| 021 | Virement de la sect° de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | 30 Services communs | 31 Expression artistique | 32 Conservation et diffusion des patrimoines | 33 Action culturelle | 34 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|---------------------------------|------------------------------------------|------------------------|-----------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------|--------------------------------------------|-------------|
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 2 500,00 | 813 555,00 | 0,00 | 0,00 | 816 055,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser - reports | | 0,00 | -251 238,90 | 53 468,23 | -3 000,00 | 0,00 | -210 770,67 |
| SOLDE (2) | | 0,00 | -251 238,90 | 53 468,23 | -3 000,00 | 0,00 | -210 770,67 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 31 | | | | | Sous-fonction 32 | | | | 324 Entretien du patrimoine culturel |
|------------------------|------------------------------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------------------------------|-----------------|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------|------------------|-----------------|--------------------------------------------|------|--------------------------------------------|
| | | 311 Expression musicale, lyrique et choré. | 312 Arts plastiques, activités artistiques | 313 Théâtres | 314 Cinémas et autres salles de spectacles | 321 Bibliothèques et médiathèques | 322 Musées | 323 Archives | 324 Entretien du patrimoine culturel | | |
| DEPENSES (2) | | | | | | | | | | | |
| Dépenses de l'exercice | | | | | | | | | | | |
| 010 | Stocks | 0,00 | 2 500,00 | 261 238,90 | 0,00 | 61 058,68 | 41 296,35 | 14 250,00 | 643 481,74 | | |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 2 500,00 | 261 238,90 | 0,00 | 61 058,68 | 41 296,35 | 14 250,00 | 643 481,74 | | |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 31 | | | | | Sous-fonction 32 | | | | 324 Entretien du patrimoine culturel | |
|------|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------|-----------------|----------------------------------------------|--------------------------------------|------------------|-----------------|------------|------|-----------------------------------------|------|
| | | 311 Expression musicale, lyrique et choré. | 312 Arts plastiques, activités artistiques | 313 Théâtres | 314 Cinéma et autres salles de spectacles | 321 Bibliothèques et médiathèques | 322 Musées | 323 Archives | | | | |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations d'équipement | 0,00 | 2 500,00 | 261 238,90 | 0,00 | 61 058,68 | 41 296,35 | 14 250,00 | 643 481,74 | | | |
| 5003 | PLAN QUALITE EQUIPEMENTS CULTURELS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 63 631,26 | | | |
| 5007 | PLAN QUALITE BATIMENTS PUBLICS ET TRANSITION ENERGETIQUE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 471 560,73 | | | |
| 5009 | DOTATION EQUIPEMENTS | 0,00 | 2 500,00 | 42 238,90 | 0,00 | 61 058,68 | 41 296,35 | 14 250,00 | 108 286,75 | | | |
| 5020 | SALLE POLYVALENTE | 0,00 | 0,00 | 219 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | | | |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | | | | | | | | | | | |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 2 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 500,00 | 0,00 | 801 065,00 | | | |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la sect' de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat' ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 2 500,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 12 500,00 | 0,00 | 801 065,00 | | | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat' (BA, régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat' et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | -261 238,90 | 0,00 | -61 058,68 | -28 796,35 | -14 250,00 | 157 573,26 | | | |
| | SOLDE (2) | | | | | | | | | | | |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

| | | |
|------------------------------------------------------------------|--|-------------|
| IV – ANNEXES | | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | | |
| PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT | | A1.2 |

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

| (1) | Libellé | 40 Services communs | 41 Sports | 42 Jeunesse | 43 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|------|-------------------------------------------------------------|------------------------|--------------|----------------|-----------------------------------------|------------|
| | DEPENSES (2) | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 0,00 | 564 382,51 | 110 298,40 | 0,00 | 674 680,91 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations d'équipement | 0,00 | 564 382,51 | 110 298,40 | 0,00 | 674 680,91 |
| 5004 | PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS | 0,00 | 92 441,03 | 0,00 | 0,00 | 92 441,03 |
| 5007 | PLAN QUALITE BATIMENTS PUBLICS ET TRANSITION ENERGETIQUE | 0,00 | 401 941,48 | 31 659,42 | 0,00 | 433 600,90 |
| 5009 | DOTATION EQUIPEMENTS | 0,00 | 70 000,00 | 78 638,96 | 0,00 | 148 638,96 |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | | | | | |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 329 898,39 | 0,00 | 0,00 | 329 898,39 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la sect° de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | 40 Services communs | 41 Sports | 42 Journées | 43 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|---------------------------------|------------------------------------------|------------------------|--------------|----------------|-----------------------------------------|-------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 329 898,39 | 0,00 | 0,00 | 329 898,39 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat* (BA,règle) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat* et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser - reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOLDE (2) | | 0,00 | -234 484,12 | -110 298,40 | 0,00 | -344 782,52 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 41 | | | | Sous-fonction 42 | | |
|-------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------|---------------|-----------------|-------------------------------------------------------|------------------------------------|------------------------------|--------------------------------------------|
| | | 411 Salles de sport, gymnases | 412 Stades | 413 Piscines | 414 Autres équipements sportifs ou de loisir | 415 Manifestations sportives | 421 Centres de loisirs | 422 Autres activités pour les jeunes |
| DEPENSES (2) | | | | | | | | |
| Dépenses de l'exercice | | | | | | | | |
| 010 | Stocks | 489 312,51 | 75 070,00 | 0,00 | 0,00 | 103 479,42 | 6 818,98 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 489 312,51 | 75 070,00 | 0,00 | 0,00 | 103 479,42 | 6 818,98 | 0,00 |
| 040 | Opérat* ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat* (BA,règle) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat* et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations d'équipement | | 489 312,51 | 75 070,00 | 0,00 | 0,00 | 103 479,42 | 6 818,98 | 0,00 |
| 5004 | PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS | 22 441,03 | 70 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5007 | PLAN QUALITE BATIMENTS PUBLICS ET TRANSITION ENERGETIQUE | 366 871,48 | 5 070,00 | 0,00 | 0,00 | 31 659,42 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 41 | | | | | Sous-fonction 42 | | |
|------|------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------|-----------------|-------------------------------------------------------|------------------------------------|------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------|
| | | 411 Salles de sport, gymnases | 412 Stades | 413 Piscines | 414 Autres équipements sportifs ou de loisir | 415 Manifestations sportives | 421 Centres de loisirs | 422 Autres activités pour les jeunes | 423 Colonies de vacances |
| 5009 | DOTATION EQUIPEMENTS | 70 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 818,98 | 0,00 | |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | RECETTES (2) | 329 898,39 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Recettes de l'exercice | 329 898,39 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 021 | Virement de la sect* de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 040 | Opérat* ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 13 | Subventions d'investissement | 329 898,39 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 18 | Compte de liaison : affectat* (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 26 | Participat* et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | SOLDE (2) | -159 414,12 | -75 070,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -6 818,98 | 0,00 | |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

| (1) | Libellé | 51 Santé | 52 Interventions sociales | 53 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|------|-------------------------------------------------------------|------------------|------------------------------|-----------------------------------------|-------------------|
| | DEPENSES (2) | 82 862,79 | 130 343,89 | 0,00 | 213 206,68 |
| | Dépenses de l'exercice | 82 862,79 | 130 343,89 | 0,00 | 213 206,68 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA, régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 44 000,00 | 0,00 | 0,00 | 44 000,00 |
| | Opérations d'équipement | 38 862,79 | 130 343,89 | 0,00 | 169 206,68 |
| 5004 | PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS | 0,00 | 4 434,86 | 0,00 | 4 434,86 |
| 5005 | PLAN QUALITE ECOLES | 0,00 | 2 217,43 | 0,00 | 2 217,43 |
| 5006 | PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE | 0,00 | 44 199,26 | 0,00 | 44 199,26 |
| 5007 | PLAN QUALITE BATIMENTS PUBLICS ET TRANSITION ENERGETIQUE | 0,00 | 4 125,43 | 0,00 | 4 125,43 |
| 5009 | DOTATION EQUIPEMENTS | 38 862,79 | 55 366,91 | 0,00 | 94 229,70 |
| 5010 | DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 20 000,00 |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | 0,00 | 60 000,00 | 0,00 | 60 000,00 |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 60 000,00 | 0,00 | 60 000,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la sect° de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | 51 Santé | 52 Interventions sociales | 53 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|---------------------------------|------------------------------------------|-------------|------------------------------|-----------------------------------------|-------------|
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 60 000,00 | 0,00 | 60 000,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOLDE (2) | | -82 862,79 | -70 343,88 | 0,00 | -153 206,68 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 51 | | | | Sous-fonction 52 | | | | 524 Autres services |
|------------------------|------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------|-----------------------------------------------|---------------------------------------------|------------------------------------------|------|------------------------|
| | | 510 Services communs | 511 Dispensaires, autres établissements sanitaires | 512 Actions de prévention sanitaire | 520 Services communs | 521 Services à caractère social handicapés | 522 Act° pour l'enfance et l'adolescence | 523 Act° pour personnes en difficulté | | |
| DEPENSES (2) | | | | | | | | | | |
| Dépenses de l'exercice | | | | | | | | | | |
| 010 | Stocks | 38 862,79 | 44 000,00 | 0,00 | 13 304,58 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 97 039,31 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 51 | | | | Sous-fonction 52 | | | | 524 Autres services |
|------|----------------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------|-----------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|------|------------------------|
| | | 510 Services communs | 511 Dispensaires, autres établissements sanitaires | 512 Actions de prévention sanitaire | 520 Services communs | 521 Services à caractère social handicapés | 522 Act ^e pour l'enfance et l'adolescence | 523 Act ^e pour personnes en difficulté | | |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 44 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations d'équipement | 38 862,79 | 0,00 | 0,00 | 13 304,58 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 97 039,31 |
| 5004 | PLAN QUALITE EQUIPEMENTS SPORTIFS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 434,86 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5005 | PLAN QUALITE ECOLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 217,43 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5006 | PLAN QUALITE EQUIPEMENTS PROXIMITE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 434,86 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 39 764,40 |
| 5007 | PLAN QUALITE BATIMENTS PUBLICS ET TRANSITION ENERGETIQUE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 2 217,43 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 908,00 |
| 5009 | DOTATION EQUIPEMENTS | 38 862,79 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 55 366,91 |
| 5010 | DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la sec ^e de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat ^e ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 60 000,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat ^e (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat ^e et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | -38 862,79 | -44 000,00 | 0,00 | -13 304,58 | 0,00 | 0,00 | -20 000,00 | 0,00 | -37 039,31 |
| | SOLDE (2) | | | | | | | | | |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 6 – Famille

| (1) | Libellé | 60 Services communs | 61 Services en faveur des personnes âgées | 62 Actions en faveur de la maternité | 63 Aides à la famille | 64 Crèches et garderies | 65 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|------|----------------------------------------------------------|------------------------|----------------------------------------------|-----------------------------------------|--------------------------|----------------------------|-----------------------------------------|------------|
| | DEPENSES (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 103 186,55 | 0,00 | 103 186,55 |
| | Dépenses de l'exercice | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 103 186,55 | 0,00 | 103 186,55 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat* ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 000,00 | 0,00 | 8 000,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat* (BA,règle) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat* et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 95 186,55 | 0,00 | 95 186,55 |
| 5007 | PLAN QUALITE BATIMENTS PUBLICS ET TRANSITION ENERGETIQUE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 19 252,88 | 0,00 | 19 252,88 |
| 5009 | DOTATION EQUIPEMENTS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 75 933,67 | 0,00 | 75 933,67 |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 52 000,00 | 0,00 | 52 000,00 |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 52 000,00 | 0,00 | 52 000,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la sect* de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DM - 2022

| (1) | Libellé | 60 Services communs | 61 Services en faveur des personnes âgées | 62 Actions en faveur de la maternité | 63 Aides à la famille | 64 Croches et garderies | 65 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|---------------------------------|----------------------------------------------|------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------|----------------------------|--------------------------------------------|------------|
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 44 000,00 | 0,00 | 44 000,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 8 000,00 | 0,00 | 8 000,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA, régle) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser - reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOLDE (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | -51 186,55 | 0,00 | -51 186,55 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

A1.2

FONCTION 7 – Logement

| (1) | Libellé | 70 Services communs | 71 Parc privé de la ville | 72 Aide au secteur locatif | 73 Aides à l'accession à la propriété | 74 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|-----|------------------------------------------|------------------------|------------------------------|-------------------------------|------------------------------------------|-----------------------------------------|-------|
| | DEPENSES (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Dépenses de l'exercice | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,règle) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la sect° de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DM - 2022

| (1) | Libellé | 70 Services communs | 71 Parc privé de la ville | 72 Aide au secteur locatif | 73 Aides à l'accession à la propriété | 74 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|---------------------------------|-------------------------------------------|------------------------|------------------------------|-------------------------------|------------------------------------------|-----------------------------------------|-------|
| 18 | Compte de liaison : affectat* (BA, régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat* et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| SOLDE (2) | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

| (1) | Libellé | 81 Services urbains | 82 Aménagement urbain | 83 Environnement | 84 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|------|-------------------------------------------------------------|------------------------|--------------------------|---------------------|-----------------------------------------|---------------|
| | DEPENSES (2) | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 498 070,39 | 12 517 129,30 | 0,00 | 0,00 | 13 015 199,69 |
| 010 | Stocks | 498 070,39 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 13 015 199,69 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat* ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat* (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat* et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations d'équipement | 498 070,39 | 12 517 129,30 | 0,00 | 0,00 | 13 015 199,69 |
| 5001 | PLAN QUALITE VOIRIE | 298 140,00 | 1 166 189,28 | 0,00 | 0,00 | 1 464 329,28 |
| 5002 | PLAN VEGETALISATION | 0,00 | 899 753,98 | 0,00 | 0,00 | 899 753,98 |
| 5005 | PLAN QUALITE ECOLES | 0,00 | 30 538,70 | 0,00 | 0,00 | 30 538,70 |
| 5007 | PLAN QUALITE BATIMENTS PUBLICS ET TRANSITION ENERGETIQUE | 0,00 | 14 000,00 | 0,00 | 0,00 | 14 000,00 |
| 5008 | PROGRAMME ACCESSIBILITE | 0,00 | 55 514,00 | 0,00 | 0,00 | 55 514,00 |
| 5009 | DOTATION EQUIPEMENTS | 0,00 | 55 077,38 | 0,00 | 0,00 | 55 077,38 |
| 5010 | DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS | 0,00 | 1 614 466,02 | 0,00 | 0,00 | 1 614 466,02 |
| 5011 | AMENAGEMENTS CENTRE VILLE | 0,00 | 1 149 397,40 | 0,00 | 0,00 | 1 149 397,40 |
| 5012 | PRU SAINT NICOLAS | 0,00 | 1 593 807,65 | 0,00 | 0,00 | 1 593 807,65 |
| 5013 | ZAC FERRIE | 0,00 | 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 500 000,00 |
| 5014 | PEM GARE | 0,00 | 333 000,00 | 0,00 | 0,00 | 333 000,00 |
| 5022 | DIVERS TRAVAUX | 0,00 | 4 651 000,00 | 0,00 | 0,00 | 4 651 000,00 |
| 5024 | SECURISATION ESPACES PUBLICS | 0,00 | 99 414,44 | 0,00 | 0,00 | 99 414,44 |

| (1) | Libellé | 81 Services urbains | 82 Aménagement urbain | 83 Environnement | 84 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|---------------------------------|------------------------------------------------------|------------------------|--------------------------|---------------------|-----------------------------------------|----------------|
| 5025 | PRU POMMERAIES | 0,00 | 101 334,85 | 0,00 | 0,00 | 101 334,85 |
| 5030 | GESTION IMMOBILIERE | 0,00 | 53 635,40 | 0,00 | 0,00 | 53 635,40 |
| 5032 | BUDGET PARTICIPATIF | 0,00 | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 |
| 5100 | EAUX-PLUVIALES | 199 930,39 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 199 930,39 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES (2) | | | | | | |
| Recettes de l'exercice | | | | | | |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la sect ^e de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat ⁿ ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 1 982 100,00 | 0,00 | 0,00 | 1 982 100,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat ⁿ (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat ⁿ et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Opérations pour compte de tiers | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Restes à réaliser – reports | | -488 070,39 | -10 535 028,30 | 0,00 | 0,00 | -11 023 098,69 |
| SOLDE (2) | | | | | | |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 81 | | | | | | 816 Autres réseaux et services divers |
|------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------|------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|---------------------------|---------------------------------------------|
| | | 810 Services communs | 811 Eau et assainissement | 812 Collecte et traitement ordures ménagères | 813 Propreté urbaine | 814 Éclairage public | 815 Transports urbains | |
| DEPENSES (2) | | | | | | | | |
| Dépenses de l'exercice | | | | | | | | |
| 010 | Stocks | 0,00 | 199 930,39 | 0,00 | 48 140,00 | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 199 930,39 | 0,00 | 48 140,00 | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat ⁿ ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 81 | | | | | | | |
|------|----------------------------------------------------------|-------------------------|------------------------------|----------------------------------------------------|-------------------------|-------------------------|---------------------------|---------------------------------------------|------|
| | | 810 Services communs | 811 Eau et assainissement | 812 Collecte et traitement ordures ménagères | 813 Propreté urbaine | 814 Éclairage public | 815 Transports urbains | 816 Autres réseaux et services divers | |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat* (BA, règle) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat* et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations d'équipement: | 0,00 | 199 930,39 | 0,00 | 48 140,00 | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5001 | PLAN QUALITE VOIRIE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 48 140,00 | 250 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5002 | PLAN VEGETALISATION | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5005 | PLAN QUALITE ECOLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5007 | PLAN QUALITE BATIMENTS PUBLICS ET TRANSITION ENERGETIQUE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5008 | PROGRAMME ACCESSIBILITE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5009 | DOTATION EQUIPEMENTS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5010 | DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5011 | AMENAGEMENTS CENTRE VILLE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5012 | PRU SAINT NICOLAS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5013 | ZAC FERRIE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5014 | PEM GARE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5022 | DIVERS TRAVAUX | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5024 | SECURISATION ESPACES PUBLICS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 5025 | PRU POMMERAIRES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 81 | | | | | | | |
|------|-------------------------------------------|------------------|-----------------------|------------------------------------------|------------------|------------------|--------------------|-----------------------------------|--|
| | | 810 | 811 | 812 | 813 | 814 | 815 | 816 | |
| | | Services communs | Eau et assainissement | Collecte et traitement ordures ménagères | Propreté urbaine | Eclairage public | Transports urbains | Autres réseaux et services divers | |
| 5030 | GESTION IMMOBILIERE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5032 | BUDGET PARTICIPATIF | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5100 | EAUX PLUVIALES | 0,00 | 199 930,39 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | RECETTES (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 021 | Virement de la sect° de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA, régle) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Restes à réaliser – reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | SOLDE (2) | 0,00 | -199 930,39 | 0,00 | -48 140,00 | -250 000,00 | 0,00 | 0,00 | |

| (1) | Libellé | Sous-fonction 82 | | | | | Sous-fonction 83 | | | | |
|------|----------------------------------------------------------|------------------|-----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------------------------|------------------|----------------------|----------------------------------------|--------------------------------|--|
| | | 820 | 821 | 822 | 823 | 824 | 830 | 831 | 832 | 833 | |
| | | Services communs | Equipements de voirie | Voirie communale et routes | Espaces verts urbains | Autres opérations d'aménagement urbain | Services communs | Aménagement des eaux | Act° spécif. lutte contre la pollution | Préservation du milieu naturel | |
| | DEPENSES (2) | | | | | | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 45 077,38 | 13 564,82 | 1 208 136,46 | 910 292,68 | 10 340 055,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 010 | Stocks | 45 077,38 | 13 564,82 | 1 208 136,46 | 910 292,68 | 10 340 055,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| | Opérations d'équipement | 45 077,38 | 13 564,82 | 1 208 136,46 | 910 292,68 | 10 340 055,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5001 | PLAN QUALITE VOIRIE | 0,00 | 13 564,82 | 1 152 624,46 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5002 | PLAN VEGETALISATION | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 879 753,98 | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5005 | PLAN QUALITE ECOLES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 30 598,70 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5007 | PLAN QUALITE BATIMENTS PUBLICS ET TRANSITION ENERGETIQUE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 14 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5008 | PROGRAMME ACCESSIBILITE | 0,00 | 0,00 | 56 514,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5009 | DOTATION EQUIPEMENTS | 45 077,38 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5010 | DIVERS AMENAGEMENTS URBAINS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 614 466,02 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5011 | AMENAGEMENTS CENTRE VILLE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 149 397,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5012 | PRU SAINT NICOLAS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1 593 607,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5013 | ZAC FERRIE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 500 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5014 | PEM GARE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 333 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5022 | DIVERS TRAVAUX | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 4 651 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5024 | SECURISATION ESPACES PUBLICS | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 99 414,44 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5025 | PRU POMMERAIRES | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 101 334,85 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5030 | GESTION IMMOBILIERE | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 53 635,40 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |
| 5032 | BUDGET PARTICIPATIF | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 200 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DM - 2022

| (1) | Libellé | 820 | 821 | Sous-fonction 82 | 822 | 823 | 824 | 830 | 831 | Sous-fonction 83 | 832 | 833 |
|------|-------------------------------------------|------------------|-----------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------------------------|------------------|----------------------|----------------------------------------|--------------------------------|------|------|
| | | Services communs | Equipements de voirie | Voirie communale et routes | Espaces verts urbains | Autres opérations d'aménagement urbain | Services communs | Aménagement des eaux | Act' spécif. lutte contre la pollution | Préservation du milieu naturel | | |
| 5100 | EAUX-PLUVIALES | | | | | | | | | | | |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | 0,00 | 0,00 | 566 000,00 | 144 000,00 | 1 272 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 0,00 | 566 000,00 | 144 000,00 | 1 272 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 021 | Virement de la sect' de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat' ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 566 000,00 | 144 000,00 | 1 272 100,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat' (BA, régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat' et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | SOLDE (2) | -45 077,38 | -13 564,82 | -642 138,46 | -766 292,68 | -9 067 965,96 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV - ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN
PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION - DETAIL INVESTISSEMENT

IV

A1.2

FONCTION 9 - Action économique

| (1) | Libellé | 90 Interventions économiques | 91 Foires et marchés | 92 Aides à l'agriculture et aux industries | 93 Aides à l'énergie, Indus. manufact., BTP | 94 Aides commerce et services marchands | 95 Aides au tourisme | 96 Aides aux services publics | 97 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|-----|----------------------------------------------|------------------------------------|-------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------------|-------|
| | DEPENSES (2) | | | | | | | | | |
| | Dépenses de l'exercice | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA, régle) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations d'équipement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

VILLE DE LAVAL - LAVAL - DIM - 2022

| (1) | Libellé | 90 Interventions économiques | 91 Foire et marchés | 92 Aides à l'agriculture et aux industries | 93 Aides à l'énergie, Indus. manufact., BTP | 94 Aides commerce et services marchands | 95 Aides au tourisme | 96 Aides aux services publics | 97 Plan de relance (crise sanitaire) | Total |
|-----|---------------------------------------------|------------------------------------|------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------------|-------|
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | RECETTES (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Recettes de l'exercice | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Stocks | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 010 | Virement de la sect° de fonctionnement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 040 | Opérat° ordre transfert entre sections | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 041 | Opérations patrimoniales | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13 | Subventions d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 18 | Compte de liaison : affectat° (BA,régie) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 20 | Immobilisations incorporables | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 23 | Immobilisations en cours | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26 | Participat° et créances rattachées | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 27 | Autres immobilisations financières | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Opérations pour compte de tiers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | Restes à réaliser - reports | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| | SOLDE (2) | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

| | |
|--------------------------------------------------|-----------|
| IV – ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS | A4 |

A4 – ETAT DES PROVISIONS

| Nature de la provision | Montant de la provision de l'exercice (1) | Date de constitution de la provision | Montant des provisions constituées au 01/01/N | Montant total des provisions constituées | Montant des reprises | SOLDE |
|--------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------------------------|------------------------------------------|----------------------|---------------------|
| PROVISIONS BUDGETAIRES | | | | | | |
| Provisions pour risques et charges (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Provisions pour dépréciation (2) | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES | 0,00 | | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES | | | | | | |
| Provisions. pour risques et charges (2) | 127 000,00 | | 1 220 653,83 | 1 347 653,83 | 101 580,55 | 1 246 073,28 |
| Contentieux | 5 000,00 | | 0,00 | 5 000,00 | 0,00 | 5 000,00 |
| Contestation montant de la redevance assainissement 2011-2012-2013 | 0,00 | 27/06/2016 | 8 562,75 | 8 562,75 | 8 562,75 | 0,00 |
| Echéances garanties d'emprunt | 0,00 | 28/11/2016 | 174 499,08 | 174 499,08 | 76 728,80 | 97 770,28 |
| Crédits de TVA | 0,00 | 17/12/2018 | 177 780,00 | 177 780,00 | 0,00 | 177 780,00 |
| Paiement des jours épargnés sur le compte épargne temps | 0,00 | 09/12/2019 | 126 450,00 | 126 450,00 | 16 269,00 | 110 181,00 |
| Dette Ferrié | 0,00 | 14/12/2020 | 683 000,00 | 683 000,00 | 0,00 | 683 000,00 |
| Paiement des jours épargnés sur le compte épargne temps | 0,00 | 14/12/2020 | 50 362,00 | 50 362,00 | 0,00 | 50 362,00 |
| Paiement des jours épargnés sur le compte épargne temps | 3 000,00 | 21/11/2022 | 0,00 | 3 000,00 | 0,00 | 3 000,00 |
| Provision Ferrié | 119 000,00 | 21/11/2022 | 0,00 | 119 000,00 | 0,00 | 119 000,00 |
| Provisions pour dépréciation (2) | 15 000,00 | | 94 658,85 | 109 658,85 | 36 652,80 | 73 006,05 |
| Recouvrement compromis auprès de divers usagers | 0,00 | 17/12/2018 | 33 592,90 | 33 592,90 | 33 592,90 | 0,00 |
| Recouvrement compromis auprès de divers usagers | 0,00 | 14/12/2020 | 32 859,29 | 32 859,29 | 3 059,90 | 29 799,39 |
| Recouvrement compromis auprès de divers usagers | 5 000,00 | 15/11/2021 | 28 206,66 | 33 206,66 | 0,00 | 33 206,66 |
| Recouvrement compromis auprès de divers usagers | 10 000,00 | 21/11/2022 | 0,00 | 10 000,00 | 0,00 | 10 000,00 |
| TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES | 142 000,00 | | 1 315 312,68 | 1 457 312,68 | 138 233,35 | 1 319 079,33 |

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

| | |
|-------------------------------------------------------|-----------|
| IV – ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS | A5 |

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

| | |
|--------------------------------------------------------|-------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES | A6.1 |

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|---------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|---------------------------|----------------|
| DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B | | I 6 814 000,00 | 0,00 | II 0,00 |
| 16 Emprunts et dettes assimilées (A) | | 6 775 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1631 | Emprunts obligataires | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1641 | Emprunts en euros | 6 035 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1643 | Emprunts en devises | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 16441 | Opérat° afférentes à l'emprunt | 690 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1671 | Avances consolidées du Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1672 | Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1678 | Autres emprunts et dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1681 | Autres emprunts | 50 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1682 | Bons à moyen terme négociables | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 1687 | Autres dettes | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B) | | 39 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10... | <i>Reprise de dotations, fonds divers et réserves</i> | | | |
| 10... | Reversement de dotations, fonds divers et réserves | | | |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 139 | <i>Subv. invest. transférées cpte résultat</i> | 19 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 020 | Dépenses imprévues | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| | Op. de l'exercice III = I + II | Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) | Solde d'exécution D001 (3) | TOTAL IV |
|------------------------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------|
| Dépenses à couvrir par des ressources propres | 6 814 000,00 | 5 915 295,43 | 0,00 | 12 729 295,43 |

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

| | |
|--------------------------------------------------------|-------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| ELEMENTS DU BILAN | |
| EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES | A6.2 |

RESSOURCES PROPRES

| Art. (1) | Libellé (1) | Budget de l'exercice (hors RAR) (BP + BS + DM) | Propositions nouvelles | Vote (2) |
|-------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|------------------------------------------------------|---------------------------|-------------------------|
| RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b | | V 16 317 000,00 | -1 060 000,00 | VI -1 060 000,00 |
| Ressources propres externes de l'année (a) | | 1 059 000,00 | 150 000,00 | 150 000,00 |
| 10222 | FCTVA | 700 000,00 | 150 000,00 | 150 000,00 |
| 10223 | TLE | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10226 | Taxe d'aménagement | 270 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 10228 | Autres fonds | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13146 | Attributions de compensation d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13156 | Attributions de compensation d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13246 | Attributions de compensation d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 13256 | Attributions de compensation d'investissement | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 138 | Autres subvent° invest. non transf. | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26... | Participations et créances rattachées | | | |
| 27... | Autres immobilisations financières | | | |
| 27638 | Créance Autres établissements publics | 89 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| Ressources propres internes de l'année (b) (3) | | 15 258 000,00 | -1 210 000,00 | -1 210 000,00 |
| 15... | Provisions pour risques et charges | | | |
| 169 | Primes de remboursement des obligations | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| 26... | Participations et créances rattachées | | | |
| 27... | Autres immobilisations financières | | | |
| 28... | Amortissement des immobilisations | | | |
| 2802 | Frais liés à la réalisation des document | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28031 | Frais d'études | 94 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28033 | Frais d'insertion | 1 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804112 | Subv. Etat : Bâtiments, installations | 9 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28041511 | GFP rat : Bien mobilier, matériel | 49 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28041512 | GFP rat : Bâtiments, installations | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28041582 | GFP : Bâtiments, installations | 19 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28041583 | GFP : Projet infrastructure | 31 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804182 | Autres org pub - Bâtiments et installat° | 7 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804183 | Autres org pub-Proj infrastruct int nat. | 64 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 280422 | Privé : Bâtiments, installations | 133 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804412 | Sub nat org pub - Bâtiments, installat° | 112 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 2804422 | Sub nat privé - Bâtiments et installat° | 18 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28046 | Attributions compensation investissement | 20 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28051 | Concessions et droits similaires | 190 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28121 | Plantations d'arbres et d'arbustes | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281312 | Bâtiments scolaires | 4 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281318 | Autres bâtiments publics | 12 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28135 | Installations générales, agencements, ... | 8 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 281568 | Autres matériels, outillages incendie | 5 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28158 | Autres installat°, matériel et outillage | 2 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28182 | Matériel de transport | 262 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28183 | Matériel de bureau et informatique | 282 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28184 | Mobilier | 90 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 28188 | Autres immo. corporelles | 617 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 29... | Prov. pour dépréciat° immobilisations | | | |
| 39... | Prov. dépréciat° des stocks et en-cours | | | |
| 481... | Charges à rép. sur plusieurs exercices | | | |
| 4817 | Pénalités de renégociation de la dette | 56 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| 49... | Prov. dépréc. comptes de tiers | | | |
| 59... | Prov. dépréc. comptes financiers | | | |
| 024 | Produits des cessions d'immobilisations | 1 700 000,00 | -1 210 000,00 | -1 210 000,00 |
| 021 | Virement de la sect° de fonctionnement | 11 463 000,00 | 0,00 | 0,00 |

| | Opérations de l'exercice VII = V + VI | Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) | Solde d'exécution R001 (4) | Affectation R1068 (4) | TOTAL VIII |
|---------------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------------------------------|----------------------------|-----------------------|----------------------|
| Total ressources propres disponibles | 15 257 000,00 | 1 432 131,74 | 496 304,15 | 3 986 859,54 | 21 172 295,43 |

| | Montant | |
|------------------------------------------------------|--------------------|----------------------|
| Dépenses à couvrir par des ressources propres | IV | 12 729 295,43 |
| Ressources propres disponibles | VIII | 21 172 295,43 |
| Solde | IX = VIII - IV (5) | 8 443 000,00 |

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le signe algébrique.

| | |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET | B1.7 |

B1.7 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET
(Article L. 2311-7 du CGCT)

| Article (1) | Subventions (2) | Objet (3) | Nom de l'organisme | Nature juridique de l'organisme | Montant de la subvention |
|-----------------------|-----------------|------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------|
| INVESTISSEMENT | | | | | |
| 2041511 | | Bilan financier 2021 mutualisation | LAVAL AGGLOMERATION | Etablissement de droit public | 113 000,00 |
| 2041512 | | Terrains synthétique | LAVAL AGGLOMERATION | Etablissement de droit public | 70 000,00 |
| 2041582 | | Effacement de réseau | ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION DE France | Autre personne de droit public | 87 000,00 |
| 204182 | | Extension ERDF | ELECTRICITE RESEAU DISTRIBUTION DE France | Autre personne de droit public | -25 000,00 |
| 20422 | | Subventions façades | DIVERSES PERSONNES DE DROIT PRIVE | Autre personne de droit privé | -7 000,00 |
| FONCTIONNEMENT | | | | | |
| 657362 | | Subvention d'équilibre | CENTRE COMMUNAL D ACTION SOCIALE | Etablissement de droit public | 100 000,00 |

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.

(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.

(3) Objet pour lequel est versée la subvention.

| | |
|----------------------------------------------------------|-------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN | |
| AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT | B2.1 |

B2.1 – SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

| N° ou intitulé de l'AP | Montant des AP | | | Montant des CP | | | |
|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------------|
| | Pour mémoire AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2) | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| D 21-CVILLE 2022/1 CENTRE VILLE DEP INVEST | 17 855 000,00 | 0,00 | 17 855 000,00 | 0,00 | 1 087 974,00 | 0,00 | 0,00 |
| D 12GARE 2012/1 ABORDS GARE | 23 000 000,00 | 0,00 | 23 000 000,00 | 14 521 338,42 | 333 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| D 15BAINS DO 2015/1 BAINS DOUCHES | 560 000,00 | 0,00 | 560 000,00 | 519 659,68 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| D 18CENTREVI 2018/1 CENTRE VILLE ETUDES | 675 000,00 | 0,00 | 675 000,00 | 510 585,53 | 27 339,00 | 0,00 | 0,00 |
| R 21-CVILLE 2022/3 CENTRE VILLE REC INVEST | 4 857 000,00 | 0,00 | 4 857 000,00 | 0,00 | 473 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| D 22-SENELLE 2022/1 ECOLE DE LA SENELLE | 2 040 000,00 | 436 673,00 | 2 476 673,00 | 0,00 | 27 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| R 22-SENELLE 2022/2 ECOLE DE LA SENELLE SUBVENTIONS | 1 000 000,00 | 0,00 | 1 000 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| D 17DT-DICT 2017/1 ENREG DONNEES RESEAUX EP | 440 000,00 | 0,00 | 440 000,00 | 380 088,83 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| D 15TERTRE 2015/1 EQUIPEMENTS PUBLICS DU TERTRE | 1 006 000,00 | 0,00 | 1 006 000,00 | 1 004 354,13 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| D 16ESPASSOC 2016/1 ESPACE ASSOCIATIF BAT67 R | 1 270 000,00 0,00 | 0,00 0,00 | 1 270 000,00 0,00 | 512 845,98 0,00 | 756 719,37 87 000,00 | 0,00 0,00 | 0,00 0,00 |
| 16ESPASSOC 2021/1 ESPACE ASSOCIATIF SUBVENTIONS | 174 000,00 | 0,00 | 174 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| D 20HOTEL VI 2020/1 HOTEL DE VILLE | 174 000,00 | 0,00 | 174 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| D 22-ILOTVAL 2022/1 ILOT VAL DE MAYENNE DEP INVEST | 3 900 000,00 | 0,00 | 3 900 000,00 | 0,00 | 61 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| R 22-ILOTVAL 2022/2 ILOT VAL DE MAYENNE REC INVEST | 892 000,00 | 0,00 | 892 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| D 15BRIAND 2015/1 MAISON BRIAND | 400 000,00 | 0,00 | 400 000,00 | 253 208,12 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

| N° ou intitulé de l'AP | Montant des AP | | | Montant des CP | | | |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------------|
| | Pour mémoire AP votée y compris ajustement | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2) | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| R 22-BEUCHER 2022/2 PORTE BEUCHERESSE VIEUX CHATEAU | 2 370 000,00 | 0,00 | 2 370 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| D 22-BEUCHER 2022/1 PORTE BEUCHERESSE VIEUX CHATEAU | 3 373 000,00 | 261 600,00 | 3 634 600,00 | 0,00 | 376 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| D 16PRESBYT 2016/1 PRESBYTERE CATHEDRALE | 312 000,00 | 0,00 | 312 000,00 | 259 777,55 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| D 12POMMERAI 2012/1 PRU POMMERAIES | 9 500 000,00 | 0,00 | 9 500 000,00 | 9 131 096,02 | 99 877,05 | 0,00 | 0,00 |
| D 13QUART FE 2013/1 QUARTIER FERRIE | 10 000 000,00 | 0,00 | 10 000 000,00 | 1 834 559,23 | 500 000,00 | 0,00 | 0,00 |
| D 22-CAM 2022/1 RENOVATION CAM DEP INVEST | 1 660 000,00 | 0,00 | 1 660 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| R 22-CAM 2022/2 RENOVATION CAM REC INVEST | 490 000,00 | 0,00 | 490 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.
(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| IV – ANNEXES | IV |
| ENGAGEMENTS HORS BILAN AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT | B2.2 |

B2.2 – SITUATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT ET CREDITS DE PAIEMENT

| N° ou intitulé de l'AE | Montant des AE | | | Montant des CP | | | |
|----------------------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------------|
| | Pour mémoire AE votée y compris ajustement | Révision de l'exercice N | Total cumulé (toutes les délibérations y compris pour N) | Crédits de paiement antérieurs (réalisations cumulées au 01/01/N) (1) | Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice N (2) | Restes à financer de l'exercice N+1 | Restes à financer (exercices au-delà de N+1) |
| D 21-CVILLE 2022/2 CENTRE VILLE DEP FONCT | 770 000,00 | 0,00 | 770 000,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |

(1) Il s'agit des réalisations effectives correspondant aux mandats émis.

(2) Il s'agit du montant prévu initialement par l'échéancier corrigé des révisions.

| | |
|-----------------------------|-----------|
| IV – ANNEXES | IV |
| ARRETE ET SIGNATURES | D2 |

Nombre de membres en exercice : 43

Nombre de membres présents : 35

Nombre de suffrages exprimés : 43

VOTES :

Pour : 33

Contre : 0

Abstentions : 10

Date de convocation : 14/11/2022

Présenté par (1),


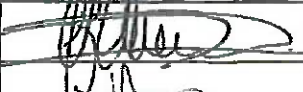

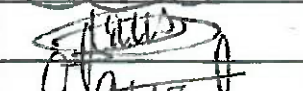
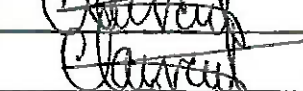



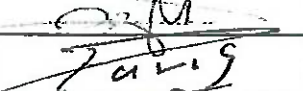




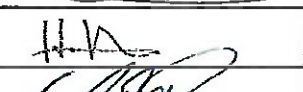

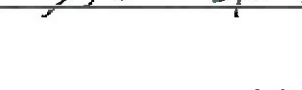






A. Laval, le 21/11/2022

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session

A. Laval le 21/11/2022

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

| | |
|-----------------------|---------------------------|
| AGOSTINO Guillaume | Signature |
| BEGON Geoffrey | 3 Signature |
| BERCAULT Florian | Signature |
| BERTIER Bruno | Signature |
| BOISGONTIER Marie | Signature |
| BRUNEAU Solange | Signature |
| BURON Sébastien | Signature |
| CAPLAN Antoine | Signature |
| CHANFI Rihaoui | Signature |
| CHARBONNIER James | Signature |
| CHAUVELIER Lucie | Signature |
| CLAVREUL Marie-Cécile | Signature |
| COQUEREAU Noémie | Signature |
| D'AGOSTINO Vincent | Signature |
| DAVOUST Nadège | Signature |
| DROGUET Christine | Signature |
| EYMON Isabelle | Signature |
| FERRON Béatrice | Signature |
| FLÉCHARD Bruno | Signature |
| FRANÇOIS Marjorie | Signature |
| GALOU Gwendoline | Signature |

| IV – ANNEXES | | IV |
|-----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|----|
| ARRETE ET SIGNATURES | | D2 |
| GARNIER Caroline |  | |
| GRANDIÈRE Chantal |  | |
| GUESNÉ Pierrick |  | |
| GUILEMIN Jonathan |  | |
| HOYAUX Georges |  | |
| LE GAL-HUAUMÉ Paul |  | |
| LE MÉE CLAVREUL Marie-Laure |  | |
| LEDUC Ludivine |  | |
| LOISEAU Céline |  | |
| MORIN Patrice |  | |
| NEVEU Michel |  | |
| OGBI Kamel |  | |
| PARIS Éric |  | |
| PAVIOT Laurent |  | |
| PERIN Lucile |  | |
| PHAM-SIGMANN Geneviève |  | |
| PILLON Didier |  | |
| POIRIER Georges |  | |
| PÉTRON Camille |  | |
| RENIÉ Henri |  | |
| ROY Catherine |  | |
| SOULTANI Samia |  | |

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A, le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant :

M. le Maire : *On passe à l'admission en non-valeur. Antoine Caplan.*

ADMISSIONS EN NON-VALEUR N°2 POUR L'EXERCICE 2022

Rapporteur : Antoine Caplan

I - Présentation de la décision

Le trésorier municipal informe la ville de Laval qu'il n'a pu opérer le recouvrement de créances à hauteur de 14 066,28 € sur le budget principal.

Ce montant se décompose en :

- 9 214,43 € de créances éteintes :
 - clôture insuffisance actif sur RJ-LJ (redressement judiciaire-liquidation judiciaire) : 4 813,04 €
 - surendettement et décision effacement de dette : 4 401,39 €
- 4 851,85 € de créances irrécouvrables :
 - combinaison infructueuse d'actes : 88,80 €
 - n'habite pas à l'adresse indiquée et demande de renseignement négative : 321,00 €
 - poursuite sans effet : 2 995,90 €
 - PV de carence : 1 088,41 €
 - reste à recouvrer inférieur au seuil de poursuite : 357,74 €

De plus, il convient de préciser que, par suite des transferts des budgets eau et assainissement, les restes à recouvrer antérieurs au transfert, sont à imputer sur le budget principal. Ils s'élèvent à 515,14 € pour l'eau et à 341,30 € pour l'assainissement. Ils seront remboursés par Laval Agglomération.

II - Impact budgétaire et financier

Les crédits seront prélevés sur le chapitre 65 articles 6541 et 6542 du budget principal de la ville de Laval dont le montant s'élève à 30 955 €.

Une première délibération d'admissions en non-valeur a été adoptée au conseil municipal du 27 juin 2022 pour un montant total de 17 330,96 € TTC.

Il convient d'ajouter le montant de 14 066,28 €, soit un total de 31 397,24 €.

La refacturation à Laval Agglomération de la partie eau assainissement (856,44 €) permettra de financer le surplus de 442,24 € non prévu au budget 2022.

Il vous est donc proposé d'admettre ces créances en non-valeur.

Antoine Caplan : *Oui, donc une délibération classique. Pour la deuxième fois dans l'année, la trésorerie nous informe qu'elle n'a pas pu opérer le recouvrement de certaines créances à hauteur d'un peu plus de 14 000 euros sur le budget principal, donc qui se décompose en 9 214 euros pour les créances éteintes, notamment du fait de redressement de liquidations judiciaires, et 4 850 euros de créances irrécouvrables, vous avez le détail dans la délibération. Une première délibération d'admission en non-valeur avait été adoptée en conseil en juin dernier pour un montant de 17 000 euros.*

On ajoute ce montant donc de 14 066 euros, c'est un total de 31 000 euros qui sont prélevés sur la provision qu'on avait constituée pour cela, et puis on a un remboursement de Laval Agglomération de 856 euros, au titre de la compétence eau et assainissement.

M. le Maire : *Est-ce qu'il y a des questions ? On soumet aux voix, je soumetts aux voix. Donc c'est adopté, je vous remercie.*

N° S516 - RHTF - 2

ADMISSIONS EN NON-VALEUR N°2 POUR L'EXERCICE 2022

Rapporteur : Antoine Caplan

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Considérant que le trésorier municipal n'a pu recouvrer de créances de divers débiteurs en raison de l'insolvabilité de ces derniers, d'insuffisances d'actif, voire de décision d'effacement de dette,

Qu'il a demandé et justifié leur admission en non-valeur pour le montant de 14 066,28 € TTC,

Sur proposition de la commission ressources humaines, techniques et financières,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Les créances irrécouvrables désignées ci-dessous sont admises en non-valeur :

| BUDGET | PRINCIPAL |
|---------------|-----------|
| Exercice 2015 | 691,21 |
| Exercice 2016 | 1 510,72 |
| Exercice 2017 | 33,00 |
| Exercice 2018 | 1 081,87 |
| Exercice 2019 | 1 211,51 |
| Exercice 2020 | 1 453,47 |
| Exercice 2021 | 6 803,44 |
| Exercice 2022 | 1 281,06 |
| TOTAL | 14 066,28 |

Article 2

Suite aux transferts des budgets eau et assainissement, les restes à recouvrer antérieurs au transfert, sont à imputer sur le budget principal. Ils s'élèvent à 515,14 € pour l'eau et à 341,30 € pour l'assainissement. Ils seront remboursés par Laval Agglomération.

Article 3

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : *On passe à la constitution d'une provision pour créances douteuses et irrécouvrables. Antoine Caplan.*

CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES ET IRRÉCOUVRABLES SUR LE BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE

Rapporteur : Antoine Caplan

I - Présentation de la décision

La réalisation de provisions constitue l'une des applications du principe de prudence résultant du plan comptable M14. La réglementation prévoit, en effet, qu'une provision pour dépréciation des restes à recouvrer doit être constituée lorsque le recouvrement est compromis malgré les diligences du comptable.

Chaque année, la trésorerie propose à la ville d'inscrire une somme en provision pour faire face à d'éventuels risques d'irrécouvrabilité des créances.

Aussi, a-t-elle tenu compte des dossiers qui ont déjà fait l'objet de poursuites sans résultat à ce jour et a-t-elle proposé à la ville de provisionner 18 500,58 €.

II - Impact budgétaire et financier

Les crédits seront imputés sur le chapitre 68 "Dotations aux amortissements et provisions" de la ville.

Il vous est proposé de constituer une provision de 18 500,58 € sur l'exercice 2022 et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Antoine Caplan : *Oui, on vient de parler à l'instant des provisions, donc voilà, vous aviez vu que la provision initiale a été épuisée, donc la trésorerie nous propose un nouveau montant à inscrire pour faire face toujours à des créances probablement irrécouvrables. Donc en l'occurrence, nous inscrivons, ou en tout cas nous vous proposons d'inscrire 18 500,58 euros, c'est très précis, au vu de ces difficultés pour certains titres de recettes.*

M. le Maire : *Des questions ? Non ? On passe au vote. C'est adopté, je vous remercie.*

N° S516 - RHTF - 3

CONSTITUTION D'UNE PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES ET
RÉCOUVRABLES SUR LE BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE

Rapporteur : Antoine Caplan

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29 et R2321-2,

Considérant que le recouvrement de 18 500,58 € est compromis auprès de plusieurs usagers ou entreprises,

Qu'il convient d'inscrire cette somme en provision,

Sur proposition de la commission ressources humaines, techniques et financières,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Il est constitué une provision de 18 500,58 € sur l'exercice 2022.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : *On passe à une provision relative au compte épargne temps 2022. Laurent Paviot.*

PROVISION RELATIVE AU COMPTE ÉPARGNE TEMPS (CET) 2022

Rapporteur : Laurent Paviot

I - Présentation de la décision

Le règlement du compte épargne temps (CET) prévoit que les 15 premiers jours épargnés sur le CET sont obligatoirement pris sous forme de congés. Pour les jours épargnés au-delà de 15, l'agent a le choix entre :

- en prendre sous forme de congés,
- le paiement de ces jours étant valorisés à 135 € pour les catégories A, 90 € pour les catégories B et 75 € pour les catégories C,
- le versement au titre du régime de retraite additionnel.

Les CET pouvant faire l'objet d'une compensation financière constitue une charge susceptible de progresser significativement. C'est la raison pour laquelle, il est préférable de la provisionner chaque année. La situation au 31 décembre 2022 n'étant pas connue, il est possible de se fonder que sur celle constatée au 31 décembre 2021.

Au 31 décembre 2021, la situation des jours épargnés sur les CET excédents 15 jours était la suivante :

- catégorie A : 149 jours,
- catégorie B : 376 jours,
- catégorie C : 1 468 jours.

Soit au total 1 993 jours susceptibles d'être payés et qui représentent un montant de 164 100 €.

Conformément aux recommandations de la Chambre régionale des comptes, il est nécessaire de provisionner ce qui peut être à verser aux agents à ce titre.

Une provision a déjà été constituée en 2019 pour un montant de 126 450 € et une autre, en 2020, pour 50 362 €, soit un total de 176 812 €.

Une reprise sur provision de 16 289 € a été faite en 2021, ce qui a porté la provision à hauteur de 160 523 €.

Le montant potentiellement indemnisable au 31 décembre 2021 étant de 164 100 €, il est donc proposé de constituer une provision complémentaire de 3 577 €.

II - Impact budgétaire et financier

Cette provision constitue une charge de 3 577 € sur le budget 2022 prévue dans le cadre de la décision modificative n° 2.

Il vous est proposé d'approuver cette provision à hauteur de 3 577 € relative au compte épargne temps pour 2022.

Laurent Paviot : *Merci Monsieur le Maire. Effectivement, nous continuons dans les délibérations sur les provisions. Il s'agit d'une provision effectivement que nous passons de manière annuelle, qui concerne le règlement du compte épargne temps, le CET, qui prévoit que quinze jours sont forcément à prendre par les agents, mais pour les jours au-delà des quinze, l'agent a le choix entre les prendre sous la forme de congés, le paiement de ces jours avec des revalorisations de 135 euros pour les catégories A, 90 euros pour les catégories B, 75 euros pour les catégories C, ou le versement également au titre du régime de retraite additionnel. Le CET, pouvant faire l'objet d'une compensation financière, il constitue une charge. Il doit donc être provisionné, et donc la situation au 31 décembre 2022 n'étant pas connue, celle-ci doit être constituée au 31 décembre 2021. Donc au 31 décembre 2021, la situation sur le CET de quinze jours était la suivante, catégorie A 149 jours, catégorie B 376 jours, catégorie C 1 468 jours, soit au total 1 993 jours susceptibles d'être payés, ce qui représente un montant de 164 100 euros. Donc conformément aux recommandations de la Chambre régionale de comptes, il est nécessaire de provisionner ces éléments pouvant être versés aux agents à ce titre. Donc pour rappel, la provision avait déjà été constituée en 2019 pour 125 000 euros, et une autre en 2020 pour 50 000 euros, et puis une reprise des provisions avait été faite de 16 289 euros en 2021, ce qui portait la provision à 160 523 euros.*

Donc il vous est donc proposé de constituer une provision de 164 100 euros, donc une provision complémentaire de 3 577 euros, qui sera donc marquée sur le budget 2022.

M. le Maire : *Merci. Est-ce qu'il y a des questions, observations ? On passe au vote. Merci, donc c'est adopté.*

N° S516 - RHTF - 4

PROVISION RELATIVE AU COMPTE ÉPARGNE TEMPS (CET) 2022

Rapporteur : Laurent Paviot

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu la délibération n° S495 - PAGFGV - 6 du 9 décembre 2019 constatant une provision de 126 450 € relative au compte épargne temps au titre de l'exercice 2019,

Vu la délibération n° S502 - RHTF - 1 du 14 décembre 2020 constatant une provision de 50 362 € relative au compte épargne temps au titre de l'exercice 2020,

Vu la délibération n°S507 - RHTF - 6 du 15 novembre 2021 reprenant la provision à hauteur de 16 289 € et portant ainsi la provision à hauteur de 160 523 €.

Considérant qu'au 31 décembre 2021, les jours épargnés sur le compte épargne temps (CET) excédents 15 jours se répartissent ainsi : 149 jours pour les catégories A, 376 jours pour les catégories B et 1 468 jours pour les catégories C,

Que ces jours épargnés sur les comptes épargne temps représentent un total de 1 993 jours pouvant faire l'objet d'une indemnisation financière pour un montant de 164 100 €,

Qu'il est proposé de constituer une provision complémentaire à hauteur de 3 577 € au titre de l'exercice 2022,

Sur proposition de la commission ressources humaines, techniques et financières,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Il est effectué une provision relative au compte épargne temps (CET) à hauteur de 3 577 € au titre de l'exercice 2022,

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : *Maintenant, on passe à une provision pour le quartier Ferrier. Antoine Caplan.*

PROVISION QUARTIER FERRIÉ

Rapporteur : Antoine Caplan

I - Présentation de la décision

L'acte d'acquisition du site du quartier Ferrié prévoit une clause par laquelle, en cas de cession, 50 % de la plus-value soit reversée à l'État.

Il s'avère que l'État ne souhaite retenir que les dépenses qui peuvent être rattachées directement au bien vendu. Or, le cas de Laval est particulier dans le sens où il s'agit d'un site de 53 hectares qui doit être aménagé.

Dès lors, la ville, qui ne conteste pas la clause de reversement de 50 % de la plus-value, considère que la plus-value doit être évaluée d'une manière globale au terme de l'opération.

À ce jour, les cessions réalisées sur le quartier Ferrié représentent 3 454 m€. Les services de l'État, considérant qu'il n'y a pas de dépenses imputables directement aux biens cédés, estiment que la ville doit reverser 1 727 m€. Une somme de 683 m€ a déjà été provisionnée par délibération du 14 décembre 2020 pour faire face à cette éventuelle dépense.

Par délibération du 27 juin 2022, la cession du bâtiment 14 a été approuvée pour un montant de 370 m€. Il faut déduire de cette cession le montant des travaux réalisés par l'Association de Développement d'Activités Sociales et Solidaires pour une somme de 132 m€.

Il y a donc lieu de provisionner 119 m€ correspondant à 50 % du montant, portant ainsi la provision à 802 m€.

II - Impact budgétaire et financier

Cette provision constitue une charge de 119 m€ sur le budget 2022.

Il vous est proposé d'approuver cette provision complémentaire de 119 m € au titre des plus-values du quartier Ferrié.

Antoine Caplan : *Oui. Merci Monsieur le Maire. On en a parlé à quelques reprises au conseil municipal. Vous le savez, l'État a rétrocédé le quartier Ferrier à l'euro symbolique, avec une règle de complément de prix, c'est-à-dire que pour toute cession de terrain ou de bâtiment, la ville doit reverser 50% de la plus-value, donc 50 % du produit de la cession à l'État, avec la possibilité de défalquer les coûts qui viennent valoriser le bien en question. Donc nous avons approuvé la cession du bâtiment 14, d'ailleurs Le Mess à ouvert, le restaurant qui s'est installé dans ce bâtiment a ouvert ses portes il y a quelques jours. Nous avons cédé ce bâtiment pour un montant de 370 000 euros, donc nous avons déduit de cette cession le montant des travaux qu'avait réalisés Petits plats et compagnie, l'ADASS pour une somme de 132 000 euros.*

Donc nous venons, c'est ce que nous vous proposons à travers cette délibération, provisionner 119 000 euros, cette somme qui va s'ajouter aux 683 000 euros que nous avons provisionnés dès le début du mandat, c'était quasiment une des premières décisions que nous avons prises, sur recommandation de la Chambre régionale des comptes de venir constituer une provision sur cette créance que nous avons, donc un risque de décaissement important. On ne conteste bien évidemment pas la règle de réversion à 50 %, parce qu'elle est de toute façon prévue par la loi, qu'elle a été signée par les villes à l'époque. Ce qu'on conteste en revanche, c'est le mode de calcul de cette plus-value, parce qu'on fait valoir auprès de l'État que l'aménagement d'un quartier, il est pour la ville l'engagement de sommes très importantes, d'études, de réfection des réseaux, de la voirie, nous le faisons à travers la SPL LMA, mais il est injuste de ne considérer que les petites ventes prises isolément, sans considérer qu'on rénove tout un pan entier de la ville qui n'était pas adapté pour cela, puisque c'était une caserne. Donc on est toujours en discussion avec la ville, on a fait, ville de Laval, des cessions à hauteur de 3 454 000 euros, une somme très importante, donc l'État considère qu'on lui doit 1 700 000 euros. On continue, donc comme je vous le disais, ces discussions avec les plus hauts personnages de l'État, quand ils viennent à Laval. On est un peu coincé par le fait que votre prédécesseur, Monsieur le maire, avait reconnu une créance d'1,2 million d'euros dans un courrier au Premier Ministre, Edouard Philippe, et puis qu'aucun titre de recettes, n'a jamais été contesté jusqu'à présent par la ville. Donc cela peut être l'occasion d'ailleurs de le faire à travers cette cession, mais on est un peu coincé aujourd'hui, juridiquement, dans la contestation, donc cela doit se faire au niveau politique aujourd'hui, et c'est ce qu'on s'attache à faire, et on le fera probablement dans d'autres actions qu'on aura l'occasion d'évoquer ici.

M. le Maire : *Merci. Est-ce qu'il y a des questions, observations ? On passe au vote. Donc c'est adopté, merci.*

N° S516 - RHTF - 5

PROVISION QUARTIER FERRIÉ

Rapporteur : Antoine Caplan

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29 et suivants,

Considérant que l'État demande à la ville de payer les plus-values générées par les cessions réalisées sur le quartier Ferrié,

Que la ville conteste le fait que seules les dépenses imputables directement au bien cédé sont prises en compte dans la détermination de la plus-value,

Que les sommes réclamées par les services de l'État s'élèvent à 1 726 906 € au 31 décembre 2021,

Qu'une provision a déjà été constituée à hauteur de 683 m€ par délibération du 14 décembre 2020,

Qu'une nouvelle cession a été actée en date du 27 juin 2022 pour un montant de 370 m€,

Qu'il convient de déduire les travaux de gros œuvre réalisés par l'Association de Développement d'Activités Sociales et Solidaires pour la somme de 132 m€,

Qu'il convient de constituer une provision complémentaire de 119 m€ portant la provision à 802 m€,

Sur proposition de la commission ressources humaines, techniques et financières,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Il est constitué une provision complémentaire de 119 m € au titre des plus-values du quartier Ferrié.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : *On passe à la reprise d'une provision pour garanties d'emprunt accordées à la Belle Ouvrage. Michel Neveu.*

REPRISE D'UNE PROVISION POUR GARANTIES D'EMPRUNT ACCORDÉES À LA BELLE OUVRAGE

Rapporteur : Michel Neveu

I - Présentation de la décision

Pour la construction et l'extension du foyer d'hébergement de l'association la Belle Ouvrage, la ville de Laval a octroyé une garantie pour deux emprunts qui ont été contractés, en 1999 à hauteur de 643 334,85 €, et en 2002 à hauteur de 91 500 €.

En janvier 2016, le tribunal de commerce de Laval a placé l'association en procédure de sauvegarde pour une durée de six mois, laquelle a été prolongée de six mois supplémentaires en juillet 2016.

Une provision de 174 499,08 € a été constituée, par délibération du conseil municipal du 28 novembre 2016, afin de couvrir la charge qui pourrait incomber à la commune.

Or, le mandataire a réalisé un versement de 59 918,45 €, en 2021, qui a fait l'objet d'une reprise le 15 novembre 2021.

Un autre paiement à hauteur de 16 810,35 € est intervenu portant la provision à 97 770,28 €.

Il y a donc lieu de faire une reprise de provisions à hauteur de 16 810,35 €.

II - Impact budgétaire et financier

Les crédits seront imputés sur le chapitre 78 "Reprises sur amortissements et provisions"

Il vous est proposé d'approuver la reprise sur provision à hauteur de 16 810,35 € sur l'exercice 2022 et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Michel Neveu : *Merci Monsieur le Maire. Bonsoir à tous. Pour la construction et l'extension du foyer d'hébergement de l'association la Belle Ouvrage, la ville de Laval a octroyé une garantie pour deux emprunts qui ont été contractés, l'un en 1999, à hauteur de 643 334,85 euros, et en 2002, à hauteur de 91 500 euros. En 2016, le tribunal de commerce de Laval a placé l'association en procédure de sauvegarde pour une durée de 6 mois, laquelle a été prolongée de 6 mois supplémentaires en juillet 2016. Une provision de 174 500 euros a été constituée par délibération du conseil municipal du 28 novembre 2016, afin de couvrir la charge qui pourrait incomber à la commune. Or le mandataire a réalisé un versement de 59 918,45 euros en 2021, qui a fait l'objet d'une reprise le 15 novembre 2021. Un autre paiement à hauteur de 16 810,35 euros est intervenu, portant la provision à 97 770,28 euros. Il y a donc lieu de procéder à une reprise de provision à hauteur de 16 810,35 euros. Il vous est proposé d'approuver cette reprise sur provisions, à hauteur donc de 16 810,35 euros, sur l'exercice 2022.*

M. le Maire : *Est-ce qu'il y a des questions ? Et bien on va passer au vote. Donc c'est adopté, merci.*

N° S516 - RHTF - 6

REPRISE D'UNE PROVISION POUR GARANTIES D'EMPRUNT ACCORDÉES À LA BELLE OUVRAGE

Rapporteur : Michel Neveu

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R2321-2,

Vu la délibération du 21 mai 1999 accordant une garantie de 100 % au prêt de 643 334,85 € octroyé à la Belle Ouvrage par la Caisse des Dépôts et Consignation pour la construction et l'extension d'un foyer d'hébergement,

Vu la délibération du 22 mars 2002 accordant une garantie de 100 % au prêt de 91 500 € octroyé à la Belle Ouvrage par le Crédit Mutuel pour l'extension du foyer d'hébergement,

Vu le classement en procédure de sauvegarde de l'association la Belle Ouvrage le 6 janvier 2016,

Vu la délibération n° S472 - PAGFGV - 3 du 28 novembre 2016 constatant une provision de 174 499,08 €,

Vu la délibération n° S507 - RHTF - 7 du 15 novembre 2021 reprenant la provision à hauteur de 59 918,45 €,

Considérant que le mandataire a réalisé un versement de 16 810,35 € portant le solde de la créance à 97 770,28 €,

Qu'il convient d'effectuer une reprise sur provision à hauteur de 16 810,35 €,

Sur proposition de la commission ressources humaines, techniques et financières,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Une reprise sur provision à hauteur de 16 810,35 € est effectuée sur l'exercice 2022.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : *On passe à une reprise de provision pour risque lié à une contestation du montant de la redevance d'assainissement. Antoine Caplan.*

REPRISE D'UNE PROVISION POUR RISQUE LIÉ À UNE CONTESTATION DU MONTANT DE LA REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT SUR LE BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE

Rapporteur : Antoine Caplan

I - Présentation de la décision

Une société lavalloise a contesté le montant de la redevance d'assainissement pour les années 2011, 2012 et 2013. Elle a demandé le remboursement de ce qu'elle estime avoir payé en trop pour les années considérées, soit 17 125,50 €.

Une provision de 8 562,75 € (50 % du montant) avait été constituée à cet effet en 2016. L'affaire ayant été jugée et la créance recouvrée, il y a lieu de reprendre cette provision.

II - Impact budgétaire et financier

La reprise de la provision constitue un produit sur l'exercice 2022.

Il vous est proposé d'approuver la reprise sur provision à hauteur de 8 562,75 € sur l'exercice 2022 et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet

Antoine Caplan : *Oui, une entreprise lavalloise avait contesté le montant de la redevance d'assainissement pour les années 2011, 2012, 2013, donc il avait demandé à la ville le remboursement d'une somme à hauteur de 17 125 euros. Donc la ville, à l'époque, avait constitué une provision à la hauteur de la moitié de ce montant, c'était en 2016. Depuis l'affaire a été jugée, la créance a été recouvrée, donc on vous propose de reprendre cette somme, qui était jusqu'à présent en provision.*

M. le Maire : *Des observations ? Non ? On passe au vote. Donc c'est adopté, merci.*

N° S516 - RHTF - 7

REPRISE D'UNE PROVISION POUR RISQUE LIÉ À UNE CONTESTATION DU MONTANT DE LA REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT SUR LE BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE

Rapporteur : Antoine Caplan

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article R2321-2,

Vu la délibération N° S470 6 PAGFGV - 8 du 27 juin 2016 constituant une provision de 8 562,75 €, liée à une contestation du montant de la redevance assainissement pour les années 2011, 2012 et 2013 par une société,

Considérant que l'affaire a été jugée et la créance recouvrée,

Qu'il convient, par conséquent, d'effectuer une reprise sur provision à hauteur de 8 562,75 €,

Sur proposition de la commission ressources humaines, techniques et financières,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Une reprise sur provision à hauteur de 8 562,75 € est effectuée sur l'exercice 2022.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : *On passe à nouveau à une reprise de provision. Antoine Caplan.*

REPRISE D'UNE PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES ET IRRÉCOUVRABLES SUR LE BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE

Rapporteur : Antoine Caplan

I - Présentation de la décision

Par délibération en date du 17 décembre 2018, une provision à hauteur de 33 592,90 € a été constituée et reprise par délibération du 15 novembre 2021 pour un montant de 29 158,26 €, une autre de 32 859,29 € a été réalisée en date du 14 décembre 2020 et une dernière de 28 206,66 € par délibération du 15 novembre 2021;

Au 31 décembre 2021, le stock de provisions s'élevait à 65 500,59 €.

Des recouvrements de créances à hauteur de 7 494,54 € étant intervenus, il y a lieu de faire une reprise de provisions de ce même montant. Le solde sera ainsi de 58 006,05 €.

II - Impact budgétaire et financier

Les crédits seront imputés sur le chapitre 78 "Reprises sur amortissements et provisions" de la ville.

Il vous est proposé d'effectuer une reprise sur provision à hauteur de 7 494,54 € sur l'exercice 2022 et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Antoine Caplan : *Oui, j'avais envie de dire provision toujours et encore. C'est des procédures qui sont un peu fastidieuses, y compris pour l'adjoint aux finances. Par une délibération en 2018, une provision avait été constituée à hauteur d'un peu plus de 33 000 euros. Il y avait une reprise par délibération en 2021, pour un montant de 29 000 euros, puis un nouvel abondement à hauteur de 32 000 euros, et puis un dernier abondement à hauteur de 28 000 euros. Si vous m'avez suivi jusque-là, vous savez que le stock de provisions s'élève à 65 500 euros. Depuis, des recouvrements de créances à hauteur de 7 494 euros sont intervenus, donc il y a lieu de faire une reprise de provision de ce même montant, et le solde de la provision est donc de 58 006,05 euros.*

M. le Maire : *Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? On passe au vote. C'est adopté, merci.*

N° S516 - RHTF - 8

REPRISE D'UNE PROVISION POUR CRÉANCES DOUTEUSES ET IRRÉCOUVRABLES SUR LE BUDGET PRINCIPAL DE LA VILLE

Rapporteur : Antoine Caplan

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29 et R2321-2,

Vu la délibération n° S489 - PAGFGV - 3 du 17 décembre 2018 constatant une provision de 33 592,90 € sur l'exercice 2018 et reprise à hauteur de 29 158,26 € par délibération n° S507 - RHTF - 5 du 15 novembre 2021,

Vu la délibération n° S502 - RHTF - 8 du 14 décembre 2020 constatant une provision de 32 859,29 € sur l'exercice 2020,

Vu la délibération n° S507 - RHTF - 4 du 15 novembre 2021 provisionnant un montant de 28 206,66 €,

Considérant que le solde des restes à recouvrer provisionnées s'élève, en trésorerie, à 58 006,05 €,

Qu'il convient d'effectuer une reprise sur provision à hauteur de 7 494,54 € sur l'exercice 2022,
Sur proposition de la commission ressources humaines, techniques et financières,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Une reprise sur provision à hauteur de 7 494,54 € est effectuée sur l'exercice 2022.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : *On passe à une vente aux enchères de biens réformés, par le biais du site internet Agora Store. Isabelle Eymon.*

VENTE AUX ENCHÈRES DE BIENS RÉFORMÉS PAR LE BIAIS DU SITE INTERNET AGORA STORE

Rapporteur : Isabelle Eymon

I - Présentation de la décision

La ville de Laval va procéder à la vente aux enchères de ses biens réformés par le biais du site internet Agora Store.

Par délibération en date du 26 septembre 2022, le conseil municipal a délégué au maire une partie de ses attributions et notamment de prendre, pendant la durée de son mandat, toute décision concernant l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 €. Au-delà de ce montant, il revient au conseil municipal de se prononcer. La vente concernera notamment les biens suivants :

- un fourgon utilitaire Iveco - Daily (immatriculé 1518SG53),
- un utilitaire avec benne et crochet de levage Renault - Mascott (immatriculé 1688SG53),
- un utilitaire avec benne et crochet de levage Renault - B70 (immatriculé 3586RY53),
- une balayeuse de marque Renault, équipement Scarab (immatriculée 4833TF53),
- un fourgon utilitaire Peugeot - Boxer (immatriculé 5489SA53),
- un poids lourd avec benne Renault - B110 (immatriculé 671RD53),
- un utilitaire avec benne et crochet de levage Renault - Mascott (immatriculé 7120SD53),
- un fourgon Renault - Master (immatriculé 7247TD53),
- une benne à ordures Renault - équipement Semat (immatriculée 7927SJ53),
- un poids lourd tri-benne Iveco - Eurocargo (immatriculé 9858RH53),
- un utilitaire fourgon Renault - Master (immatriculé 1635SV53),

- un utilitaire fourgon Iveco - Daily (immatriculé 678SV53),
- un utilitaire fourgon Renault - Trafic (immatriculé 9186SY53),
- un utilitaire fourgon Renault - Master (immatriculé EN-536-PR),
- un chargeur avec godet et charrière Bobcat,
- un chariot élévateur - HT 25,
- un chariot élévateur Fenwick - MCE 25HZ,
- un aérateur à gazon Sisis,
- un défoureur de gazon Amazon,
- un broyeur de végétaux Loma - FSI 30,
- un composteur à végétaux Frelon,
- une défoureuse 3 points Ransomes,
- un désherbeur thermique sur remorque Hubières,
- un motoculteur Kubota TF55,
- une remorque Deves,
- un pulvérisateur 300 litres Berthoud,
- un pulvérisateur Blanchard SE13,
- un pulvérisateur 200 litres Hardi,
- une tondeuse Ransomes C3520,
- un sableur Simon SR86,
- une semeuse pour gazon Sisis,
- une tondeuse broyeuse Carroy Giraudon,
- une tondeuse Toro 2147,
- un tracteur John Deere 955,
- un tracteur Kubota L3600,
- un tracteur Renault,
- un draineur pour terrain de sport Verti-drain 105-145H,
- un draineur pour terrain de sport Redexim 7516.

Certains biens indiqués ci-dessus verront leurs enchères dépasser 4 600 euros.

II - Impact budgétaire et financier

Les recettes provenant de cette vente seront imputées sur le budget principal de la ville.

Il vous est donc proposé d'approuver la mise à la réforme des véhicules, des matériels, et des équipements, leur mise en vente publique par le biais du site de vente aux enchères Agora Store et d'autoriser le maire à conclure la vente de chaque bien au prix de la meilleure enchère dans le cas où le prix de la dernière enchère dépasserait le seuil des 4 600 euros, et à signer les actes de vente correspondants.

Isabelle Eymon : *Merci Monsieur le Maire. Donc la ville de Laval va procéder à la vente aux enchères de ces biens réformés par le biais du site internet Agora Store. Or un certain nombre de ces biens auront une valeur supérieure à 4 600 euros, ce qui est la limite qui exige l'avis du conseil municipal. Donc je vous passerais la Complainte du progrès et l'invocation Gudule, mais voilà, on peut se mettre sur... Que Boris se retourne dans sa tombe s'il le veut, je ne cracherais pas dessus. Et donc voilà, il est fort probable qu'un certain nombre de ces biens dépassera cette valeur de 4 600 euros et les recettes de la vente seront imputées sur le budget principal de la ville. Il vous est donc proposé d'approuver la mise à la réforme des véhicules, des matériels, des équipements, leur mise en vente publique par le biais du site, d'autoriser le maire à conclure la vente de chaque bien, au prix de la meilleure enchère, dans le cas où le prix de la dernière enchère dépasserait le seuil des 4 600 euros, et à signer les actes de vente correspondants.*

M. le Maire : *Merci. Avis aux amateurs. Est-ce qu'il y a des questions ? On passe au vote. Donc c'est adopté, merci.*

N° S516 - RHTF - 9

VENTE AUX ENCHÈRES DE BIENS RÉFORMÉS PAR LE BIAIS DU SITE INTERNET AGORA STORE

Rapporteur : Isabelle Eymon

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Considérant que la ville de Laval souhaite vendre du matériel réformé,

Qu'il sera procédé à une vente aux enchères sur le site Agora Store,

Qu'il convient d'autoriser l'attribution du matériel au soumissionnaire le mieux disant,

Sur proposition de la commission ressources humaines, techniques et financières,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le conseil municipal autorise le maire à procéder à la vente aux enchères des biens réformés par le biais du site Agora Store, au-delà de 4 600 euros. Les biens à vendre sont les suivants :

- un fourgon utilitaire Iveco - Daily (immatriculé 1518SG53),
- un utilitaire avec benne et crochet de levage Renault - Mascott (immatriculé 1688SG53),
- un utilitaire avec benne et crochet de levage Renault - B70 (immatriculé 3586RY53),
- une balayeuse de marque Renault, équipement Scarab (immatriculée 4833TF53),
- un fourgon utilitaire Peugeot - Boxer (immatriculé 5489SA53),
- un poids lourd avec benne Renault - B110 (immatriculé 671RD53),
- un utilitaire avec benne et crochet de levage Renault - Mascott (immatriculé 7120SD53),
- un fourgon Renault - Master (immatriculé 7247TD53),
- une benne à ordures Renault - équipement Semat (immatriculée 7927SJ53),
- un poids lourd tri-benne Iveco - Eurocargo (immatriculé 9858RH53),
- un utilitaire fourgon Renault - Master (immatriculé 1635SV53),
- un utilitaire fourgon Iveco - Daily (immatriculé 678SV53),
- un utilitaire fourgon Renault - Trafic (immatriculé 9186SY53),
- un utilitaire fourgon Renault - Master (immatriculé EN-536-PR),
- un chargeur avec godet et tarrière Bobcat,
- un chariot élévateur - HT 25,
- un chariot élévateur Fenwick - MCE 25HZ,
- un aérateur à gazon Sisis,
- un défoureur de gazon Amazon,
- un broyeur de végétaux Loma - FSI 30,

- un composteur à végétaux Frelon,
- une défeutreuse 3 points Ransomes,
- un désherbeur thermique sur remorque Hubières,
- un motoculteur Kubota TF55,
- une remorque Deves,
- un pulvérisateur 300 litres Berthoud,
- un pulvérisateur Blanchard SE13,
- un pulvérisateur 200 litres Hardi,
- une tondeuse Ransomes C3520,
- un sableur Simon SR86,
- une semeuse pour gazon Sisis,
- une tondeuse broyeuse Carroy Giraudon,
- une tondeuse Toro 2147,
- un tracteur John Deere 955,
- un tracteur Kubota L3600,
- un tracteur Renault,
- un draineur pour terrain de sport Verti-drain 105-145H,
- un draineur pour terrain de sport Redexim 7516.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout acte à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : *On passe à l'acquisition d'un terrain au 37 rue Christian d'Elva. Camille Pétron.*

ACQUISITION D'UN TERRAIN SITUÉ 37 RUE CHRISTIAN D'ELVA AUPRÈS DE MADAME JACQUELINE CHAUDET

Rapporteur : Camille Pétron

I - Présentation de la décision

Dans le cadre d'un projet de construction d'une résidence étudiante sur la parcelle cadastrée AM 324 appartenant à Madame Jacqueline Chaudet, il apparaît qu'une petite bande de terrain de 31 m² environ correspond en réalité à une partie du trottoir de la rue Christian d'Elva.

Il convient aujourd'hui de régulariser la situation foncière en acquérant cette emprise et en l'intégrant dans le domaine public communal.

II - Impact budgétaire et financier

L'acquisition s'effectuerait à titre gratuit, les frais restant à la charge de la ville de Laval.

Il vous est proposé d'accepter cette acquisition et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Camille Pétron : *Oui, merci Monsieur le Maire. Bonsoir chers collègues. Ici, il s'agit d'une régularisation foncière, dans le cadre de la construction d'une résidence étudiante rue Christian d'Elva. En fait, il s'avère qu'une petite bande de terrain appartient encore à Madame Jacqueline Chaudet, donc c'est la parcelle cadastrée AM324. Il convient ici en fait de pouvoir acquérir à titre gratuit cette parcelle cadastrée pour régulariser la situation.*

M. le Maire : *Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? On passe au vote. C'est adopté, merci.*

N° S516 - RHTF - 10

ACQUISITION D'UN TERRAIN SITUÉ 37 RUE CHRISTIAN D'ELVA AUPRÈS DE MADAME JACQUELINE CHAUDET

Rapporteur : Camille Pétron

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29 et L2241-1,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L1111-1,

Considérant que Madame Jacqueline Chaudet est propriétaire de la parcelle cadastrée AM324 sis 37 rue Christian d'Elva à Laval,

Qu'une emprise de cette parcelle, d'une surface de 31 m² environ, correspond à une partie du trottoir de la rue Christian d'Elva,

Que la ville de Laval a proposé de régulariser la situation,

Que Madame Chaudet a accepté la cession à titre gratuit de cette emprise,

Sur proposition de la commission ressources humaines, techniques et financières,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La ville de Laval acquiert, à titre gratuit, auprès de Madame Jacqueline Chaudet, un terrain de 31 m² environ, situé 37 rue Christian d'Elva à Laval, à prendre sur la parcelle cadastrée section AM numéro 324P.

Article 2

L'acte authentique sera reçu par Maître Pautrel - Réauté, notaire à Laval.
Les frais d'acte seront à la charge de la ville de Laval.

Article 3

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : *On passe à la remise du site des Ribaudières par Laval Agglomération et son déclassement. Céline Loiseau.*

REMISE DU SITE DES RIBAUDIÈRES PAR LAVAL AGGLOMÉRATION ET DÉCLASSEMENT

Rapporteur : Céline Loiseau

I - Présentation de la décision

Par procès-verbal du 29 novembre 2018, une grande partie des bâtiments ainsi que le terrain du site des Ribaudières à Laval ont été mis à disposition, par la ville de Laval propriétaire, au profit de Laval Agglomération dans le cadre du transfert de la compétence enseignement artistique.

"Les musiques actuelles" occupant le site intègrent prochainement les nouveaux locaux du Conservatoire à rayonnement départemental situé 40 rue du Britais à Laval.

Les biens n'étant plus utilisés pour l'exercice de la compétence enseignement artistique, ils doivent être restitués à la ville de Laval.

Dans ce cas, conformément aux articles L1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales et aux termes du procès-verbal de restitution, la collectivité propriétaire recouvre l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens concernés.

Cette remise porte sur les biens mis à disposition, à savoir les bâtiments et le terrain situés sur les parcelles cadastrées section CZ numéros 197P et 198 sur la commune de Laval, pour une surface globale de 16a 89ca.

Par ailleurs, afin de pouvoir prochainement mettre en vente l'ensemble du site, il y a lieu également de procéder à son déclassement.

II - Impact budgétaire et financier

La présente décision n'a pas d'impact financier.

Il vous est proposé d'approuver la présente délibération et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Céline Loiseau : *Merci Monsieur le Maire. Par procès-verbal de novembre 2018, une grande partie des bâtiments, ainsi que le terrain du site des Ribaudières ont été mis à disposition par la ville de Laval, au profit de Laval Agglomération. Les biens n'étant plus utilisés suite à l'inauguration du 40, ils doivent être restitués à la ville de Laval. Ainsi, la ville de Laval recouvre l'ensemble de ses droits et de ses obligations. De plus, afin de pouvoir prochainement mettre en vente l'ensemble du site, il y a lieu également de procéder à son déclassement. Concernant cette vente, elle se fera sur une plateforme dédiée en ligne.*

Il s'agit d'un appel d'offres en ligne dont le déroulement est orchestré par un notaire, et comporte différentes étapes. Cela va être la mise en ligne du bien et sa publicité, visite du bien et inscription en ligne de la vente et déroulement de la visite. Le prix de départ de l'enchère va être fixé à 290 000 euros net vendeur. Donc il vous est proposé d'approuver la présente délibération.

M. le Maire : *Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? On passe au vote.*

N° S516 - RHTF - 11

REMISE DU SITE DES RIBAUDIÈRES PAR LAVAL AGGLOMÉRATION ET DÉCLASSEMENT

Rapporteur : Céline Loiseau

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29 et L2241-1,

Vu les articles L1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,

Vu le procès-verbal en date du 29 novembre 2018 portant notamment mise à disposition par la ville de Laval, propriétaire, au profit de la Laval Agglomération, du site des Ribaudières à Laval, cadastré section CZ numéros 197p et 198 dans le cadre de la compétence enseignement artistique,

Considérant que le site n'est plus utilisé pour l'exercice de la compétence enseignement artistique,

Que les biens doivent, par conséquent, être restitués à la ville de Laval,

Qu'il y a lieu, par ailleurs, de déclasser l'ensemble du site des Ribaudières pour permettre sa mise en vente,

Sur proposition de la commission ressources humaines, techniques et financières,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La remise, par Laval Agglomération, du site des Ribaudières, correspondant aux parcelles cadastrées section CZ numéros 197p et 198 à Laval, est approuvée.

Article 2

La remise des biens s'effectuera à titre gratuit.

Article 3

Le déclassement du domaine public de l'ensemble du site des Ribaudières, cadastré section CZ numéros 197,198 et 314, est approuvé.

Article 4

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document, à cet effet, et notamment le procès-verbal de restitution.

Article 5

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : *Passons à un avenant à la convention régissant les rapports entre la ville de Laval et le CCAS. Antoine Caplan.*

AVENANT N° 1 À LA CONVENTION RÉGISSANT LES RAPPORTS ENTRE LA VILLE DE LAVAL ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE LAVAL

Rapporteur : Antoine Caplan

I - Présentation de la décision

Par convention en date du 9 décembre 2021 régissant les rapports entre la ville de Laval et le CCAS de Laval, la ville de Laval a mis à disposition de l'établissement public, à titre gratuit, un bien immobilier situé 5 rue des Lices à Laval.

Le CCAS souhaite aujourd'hui disposer d'un local supplémentaire de 198 m² environ, situé boulevard Becquerel à Laval (ancien local de formation de la DSIT), afin d'y installer le service de portage de repas à domicile et de le rapprocher de la cuisine centrale.

Afin de faciliter les missions du CCAS, il est donc proposer de mettre à disposition ce local par voie d'avenant à la convention du 15 novembre 2021.

II - Impact budgétaire et financier

La mise à disposition du bien précité s'effectue à titre gratuit.

Il vous est proposé d'accepter ces modalités de mise à disposition et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Antoine Caplan : *Merci. Donc une convention régit les rapports entre la ville de Laval et le CCAS, une convention qui date de la fin de l'année dernière, et à travers cette convention, la ville de Laval met à disposition du CCAS, donc à titre gratuit, notamment le bâtiment de la rue des Lices, le 5 rue des Lices à Laval, pour l'épicerie sociale. Le CCAS souhaite disposer d'un local supplémentaire d'à peu près 200 m², qui est situé zone des Touches, boulevard Bequerel, ce sont les anciens locaux de formation de la DSIT. Et donc on vous propose de mettre à disposition du CCAS ce local, et donc de venir modifier cette convention de décembre 2021.*

M. le Maire : *Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? Non, on passe au vote.*

N° S516 - RHTF - 12

AVENANT N° 1 À LA CONVENTION RÉGISSANT LES RAPPORTS ENTRE LA VILLE DE LAVAL ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE (CCAS) DE LAVAL

Rapporteur : Antoine Caplan

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29 et L2241-1,

Vu la délibération n° S507 - RHTF - 8 du 15 novembre 2021 approuvant la convention régissant les rapports entre la ville de Laval et le Centre communal d'action sociale de Laval,

Vu la convention du 9 décembre 2021 régissant les rapports entre la ville de Laval et le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS),

Considérant que les relations entre la ville de Laval et le CCAS de Laval portant sur les moyens matériels et financiers sont régis par la convention du 9 décembre 2021,

Que le CCAS s'est porté preneur d'un local supplémentaire de 198 m² environ, situé boulevard Becquerel à Laval, afin d'y installer le service de portage de repas,

Que cette installation permet de faciliter les missions du CCAS,

Qu'il y a lieu de passer, à cet effet, entre la ville de Laval et le CCAS de Laval, un avenant à la convention du 9 décembre 2021,

Sur proposition de la commission ressources humaines, techniques et financières,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Les termes de l'avenant n° 1 à la convention du 9 décembre 2021 régissant les rapports entre la ville de Laval et le CCAS de Laval, portant mise à disposition d'un local supplémentaire de 198 m² environ, situé boulevard Becquerel à Laval, sur la parcelle cadastrée section AP numéro 324P, sont approuvés.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer l'avenant n° 1 à la convention du 9 décembre 2021, ainsi que tout autre document à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.



**Convention régissant les rapports entre la ville de Laval
et l'établissement public le Centre communal d'action sociale (CCAS) de Laval
Avenant n°1**

LES SOUSSIGNÉS :

La Ville de Laval, dont le siège se situe à Laval (Mayenne), place du 11 novembre, représentée par Monsieur Antoine Caplan, adjoint au maire, en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 21 novembre 2022,

LE PROPRIÉTAIRE,

ET

Le Centre communal d'action sociale (CCAS) de Laval, représenté par la vice-présidente, autorisée par la délibération du conseil d'administration en date du ...,

L'OCCUPANT,

Par convention régissant les rapports entre la ville de Laval et l'établissement public le CCAS en date du 9 décembre 2021, la ville de Laval a accepté de mettre à la disposition du CCAS des biens immobiliers relevant de sa compétence.

Le CCAS souhaite aujourd'hui disposer d'un local supplémentaire (ancien local de formation de la direction des services de l'information et des télécommunications) d'une surface de 198 m², afin d'y installer le service de portage des repas.

CECI EXPOSÉ, IL EST DÉCIDÉ :

Article 1 :

La convention du 9 décembre 2021 est modifiée en son article 3 ainsi que suit :

"...

- Biens mis à disposition :

La ville de Laval met à disposition du CCAS, à titre gratuit, les biens suivants :

➤ pour la gestion de l'épicerie sociale :

- un bien immobilier situé 5 rue des Lices à Laval, d'une surface de 150 m² ;
- parcelle cadastrée AY n°535, d'une superficie de 324 m² ;

➤ pour la gestion du portage de repas :

- un local situé boulevard Becquerel à Laval d'une surface de 198 m² ;
- parcelle cadastrée AP n°324 en partie, conformément au plan joint.

..."

Article 2 :

Les autres dispositions de la convention du 9 décembre 2021 demeurent inchangées.

Fait à Laval le

Le Centre communal d'action sociale,

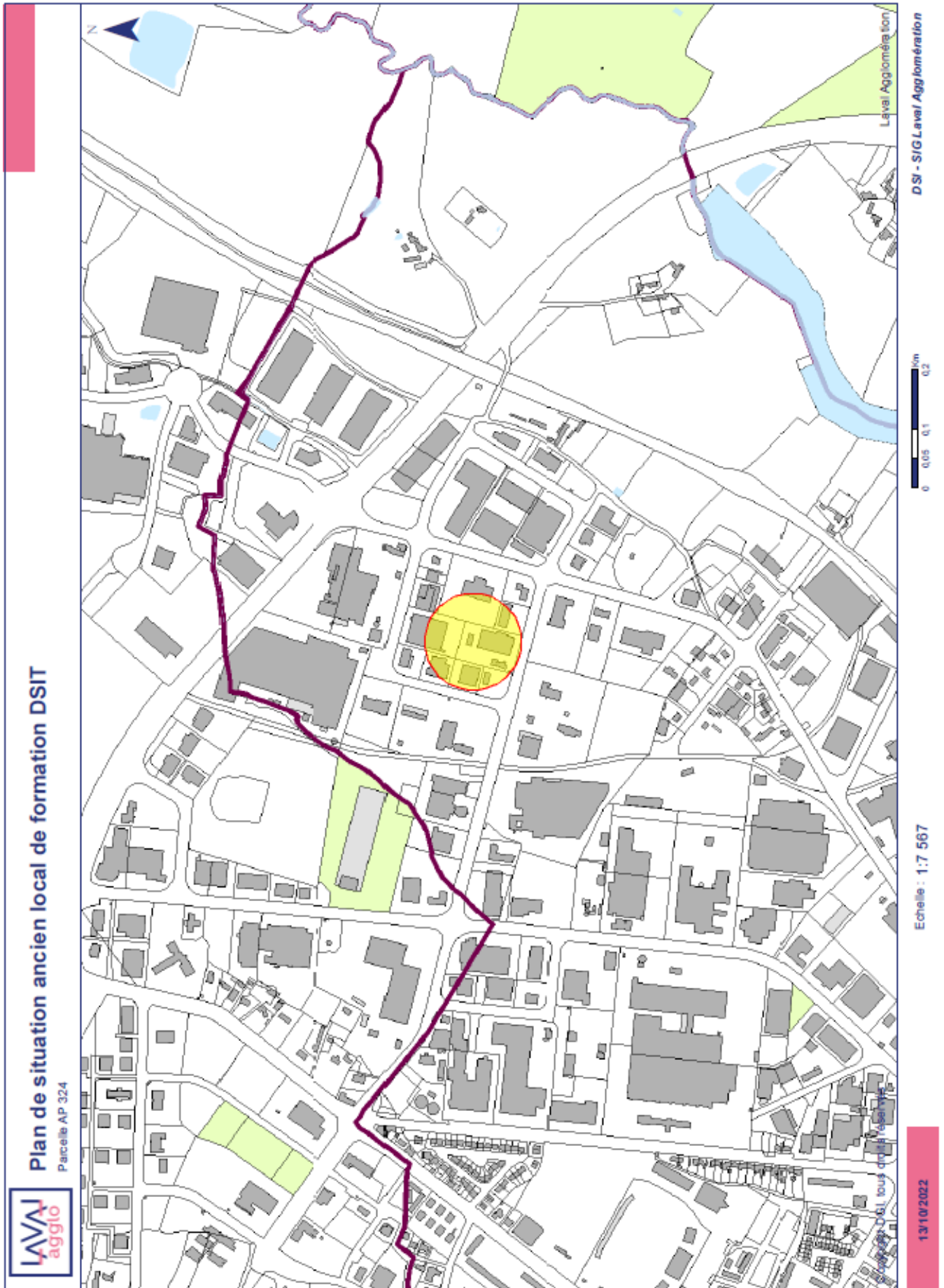
La vice-présidente,

La ville de Laval,

Pour le maire, par délégation,

L'Adjoint au Maire,

Antoine CAPLAN



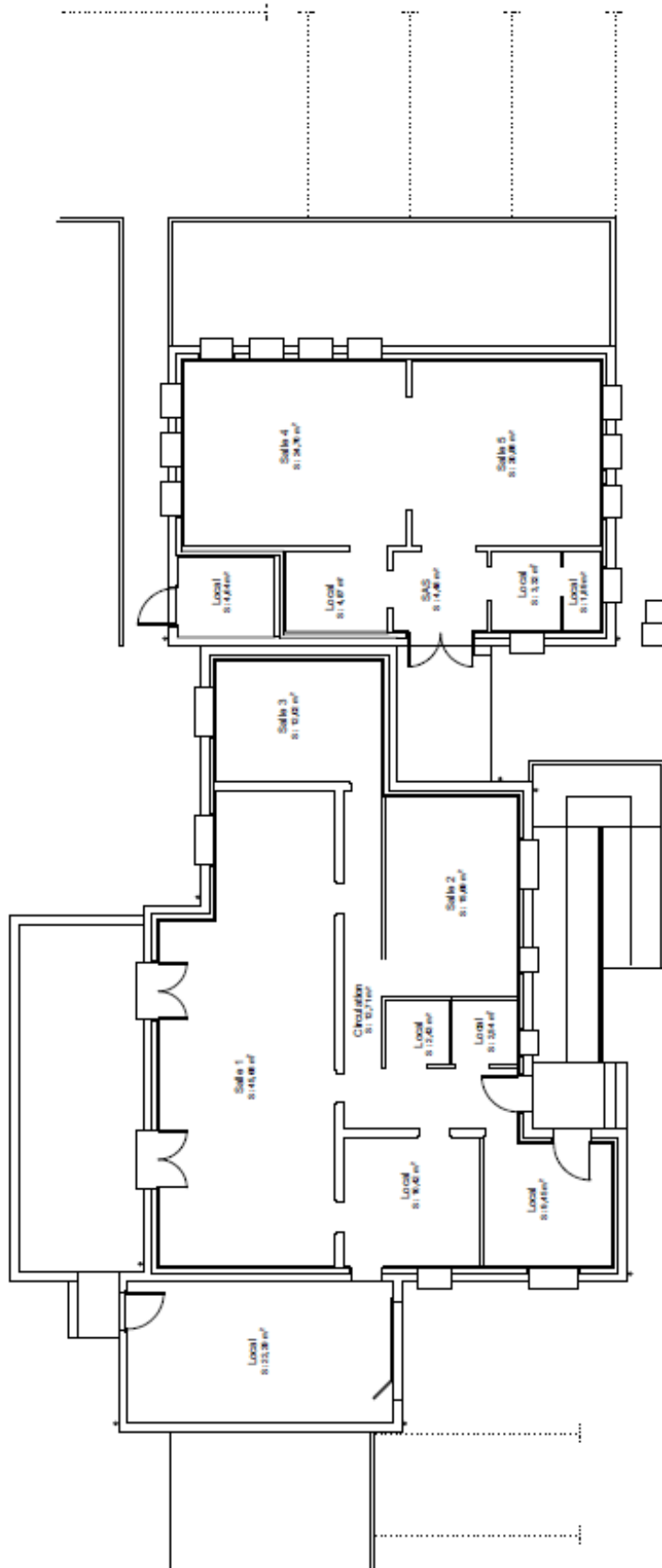
LAVA J
S.A.S.U.L.

CUISINE CENTRALE-EX DSI
Boulevard Henri Becquerel 53000 LAVA
EX-SALLE FORMATION DSI

SALLE DE FORMATION AP 03 21 EA
Direction (délivrance) Service Travaux et Travaux (m.u.) - 1 Place du Général de Gaulle 53000 LAVA

Echelle : 1:100
Date : 23/09/2022
Format : A3
Dessins : A-B
T4 102.83.00.04.32

ETAT ACTUEL



M. le Maire : *Donc là, maintenant, il s'agit d'une convention de servitude. Je laisse la parole à Rihaoui Chanfi.*

CONVENTION DE SERVITUDE SDEGM SUR LES PARCELLES CADASTRÉES AP216 ET AP270 SITUÉES RUE JEAN-BAPTISTE LAFOSSE ET BOULEVARD LÉON BOLLÉE

Rapporteur : Rihaoui Chanfi

I - Présentation de la décision

La ville de Laval est propriétaire des parcelles cadastrées section AP numéros 216 et 270 situées rue Jean-Baptiste Lafosse et boulevard Léon Bollée à Laval. Au regard du cadastre, ces parcelles relèvent du domaine privé de la commune.

Dans le cadre de travaux d'effacement du réseau électrique ZI des Touches à Laval, le Syndicat Départemental pour l'Électricité et le Gaz de la Mayenne (SDEGM) sollicite la mise en place d'une convention de servitude sur les parcelles précitées, pour la dépose de la ligne électrique aérienne et la pose d'un câble de réseau souterrain, avec pose de coffret de réseau, conformément au plan joint.

La convention pourra être authentifiée en vue de sa publication au service de publicité foncière, par acte notarié, les frais restant à la charge du SDEGM.

II - Impact budgétaire et financier

La présente décision n'a pas d'impact financier.

Il vous est proposé d'approuver la convention de servitude SDEGM et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Rihaoui Chanfi : *Merci Monsieur le Maire, bonsoir à tous. Donc effectivement, c'est une convention de servitude SDEGM, sur les parcelles cadastrées AP216 et AP270, situées rue Jean-Baptiste Lafosse et boulevard Léon Bollée. Au regard du cadastre, ces parcelles relèvent du domaine privé de la commune. Dans le cadre des travaux d'effacement du réseau électrique ZI des Touches à Laval, le syndicat départemental pour l'électricité et le gaz de la Mayenne sollicite la mise en place d'une convention de servitude sur les parcelles précitées pour la dépose de la ligne électrique aérienne et la pose d'un câble de réseau sous-terrain, avec pose de coffret de réseau, conformément au plan joint. La convention pourra être authentifiée en vue de sa publication au service de publicité foncière par acte notarié, les frais restant à la charge du SDEGM. Par conséquent, il n'y a aucun impact financier. Donc il est proposé d'approuver la convention de servitude et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.*

M. le Maire : *Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? On passe au vote. Donc c'est adopté, merci.*

N° S516 - RHTF - 13

CONVENTION DE SERVITUDE SDEGM SUR LES PARCELLES CADASTRÉES AP216 ET AP270 SITUÉES RUE JEAN-BAPTISTE LAFOSSE ET BOULEVARD LÉON BOLLÉE

Rapporteur : Rihaoui Chanfi

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29 et L2241-1,

Vu les articles L1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,

Considérant que la ville de Laval est propriétaire des parcelles cadastrées section AP numéros 216 et 270, relevant de son domaine privé,

Que le SDEGM a demandé à mettre en place une convention de servitude sur les parcelles précitées pour la dépose de la ligne électrique aérienne et la pose d'un câble de réseau souterrain avec pose de coffret de réseau,

Considérant l'intérêt de passer la convention de servitudes avec le SDEGM,

Sur proposition de la commission ressources humaines, techniques et financières,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La ville de Laval approuve la convention de servitude à passer avec le SDEGM pour la dépose de la ligne électrique aérienne et la pose d'un câble de réseau souterrain, avec pose de coffret de réseau, sur les parcelles cadastrées section AP numéros 216 et 270, situées rue Jean-Baptiste Lafosse et boulevard Léon Bollée à Laval.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet et notamment la convention de servitude avec le SDEGM et l'acte authentique.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.



8 Boulevard Buffon
BP 2239 - 53022 LAVAL Cedex 9
Tel. 02 43 56 10 31
Fax. 02 43 56 57 00

Mairie de LAVAL
Place du 11 Novembre
53000 LAVAL

Laval , le 17 Aout 2022

NRéf.

Objet : Effacement BT P.22 LES TOUCHES

Affaire suivie par M. COURGEON Anthony.

Madame, Monsieur,

Le Territoire D'énergie de la Mayenne se propose de procéder au Travaux d'effacement des réseaux BT Rue Jean Baptiste Lafosse et Boulevard Léon Bollée à Laval.

Destinée : à renforcer le réseau électrique, Commune de LAVAL

Le projet, préparé sur les indications du maître d'œuvre du territoire d'énergie de la Mayenne prévoit :

- dépose de la ligne électrique aérienne
 - Pose câble de réseau souterrain avec pose de coffret de réseau. -
- Sur votre propriété cadastrée N°270 et 216 Section AP Commune de Laval.

Suivant les dispositions figurant au plan et aux croquis joints à la présente lettre.

Ayant été chargés, en vertu des obligations qui figurent dans notre contrat, de rechercher au nom du T.E.M. les accords des propriétaires pour les travaux envisagés, je vous serais reconnaissant de me faire connaître votre avis sur le projet. En cas d'accord, vous pourriez me retourner, signés, 3 des 4 exemplaires de la convention, le reçu de remise de plan et 3 des 4 exemplaires de l'intervention pour rétablissement de votre branchement joints à la présente

J'attire votre attention sur l'article 3 de cette convention, qui en cas d'accord amiable, conserve tous les droits du propriétaire et sur l'article 4 qui le dégage de toute responsabilité en cas de dommage.

Nous vous remercions également de nous indiquer le nom de votre locataire éventuel ainsi qu'un numéro de téléphone pour vous joindre au moment des travaux.

Pour tous renseignements complémentaires vous pouvez vous adresser à :
COURGEON Anthony, Téléphone : 07-71-86-62-24

Veillez agréer, Madame, Monsieur nos salutations distinguées.

Le technicien d'Etudes,

COURGEON Anthony

CONVENTION

COMMUNE DE LAVAL Département de LA MAYENNE

Ligne à (1) Effacement BT Rue Léon Bollée et Rue Jean Baptiste Lafosse

Entre les soussignés :
Le Syndicat Départemental pour l'Electricité et le Gaz de la Mayenne

Représenté par M CHAMARET Richard (Président)
Et désigné ci-après par l'appellation " le Syndicat ",
Ou la Commune de
Représentée par M.
Et désignée ci-après par l'appellation " la Commune ",

D'une part,

Et Commune de LAVAL - Mairie
Demeurant Place du 11 Novembre à Laval
Agissant en qualité de propriétaire, désigné ci-après par l'appellation " le Propriétaire "

D'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la parcelle ci-après désignée (sauf erreur ou omission du plan cadastral) lui appartient/~~appartient~~ (2) :

| COMMUNES | SECTIONS | NUMEROS | LIEUX-DITS |
|--------------|-----------|------------|------------------------------|
| <i>LAVAL</i> | <i>AP</i> | <i>270</i> | <i>Jean Baptiste Lafosse</i> |
| <i>LAVAL</i> | <i>AP</i> | <i>216</i> | <i>Léon Bollée</i> |

(1) Désigner la ligne par ses extrémités et indiquer la tension

(2) Rayer la mention inutile

A. er.85

35 36712C

Le propriétaire déclare en outre, conformément au décret n°70-492 du 11 juin 1970, que la parcelle ci dessus désignée, est ~~utilisée~~ (2) actuellement :

- exploitée... par lui-même (2),
- exploitée... par habitant à (2).
- non exploitée... (2).

Les parties, vu les droits conférés pour l'établissement des ouvrages de transport et de distribution d'électricité, tant par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906 que par l'article 35 modifié de la loi du 8 avril 1946 et le décret n°70-492 du 11 juin 1970, vu le décret n°67-886 du 6 octobre 1967, vu l'article 298 de la loi des finances du 13 juillet 1925, et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

Article 1. - Après avoir pris connaissance du tracé de la ligne électrique pour les travaux Rue Jean Baptiste Lafosse et Bld Léon Bollée.

Sur la parcelle ci-dessus désignée, le propriétaire reconnaît au Syndicat/ ~~la Commune~~ (2), maître de l'ouvrage de distribution d'électricité qu'il se propose d'établir et dont il confie l'exploitation à ENEDIS, son concessionnaire, les droits suivants :

1° Etablir à demeure Néant (3) support et Néant (3) ancrage pour conducteurs aériens d'électricité à l'extérieur des murs ou des façades donnant sur la voie publique ou sur les toits et terrasses des bâtiments ;

2° Faire passer les conducteurs aériens au-dessus de la dite parcelle sur une longueur totale d'environ Néant mètres ;

3° Y établir à demeure : une (3) canalisation souterraine sur une longueur totale d'environ **35 mètres** avec pose coffret type RMBT en RM5 sur le plan joint (dim 75x35x19) ;

Néant (3) support(s) pour conducteurs aériens, dont les dimensions approximatives au sol (fondations comprises) sont respectivement de :
...x..... mètres pour le support :

4° Couper les arbres et branches d'arbres qui se trouvant à proximité de l'emplacement des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

Par voie de conséquence, le Syndicat (ou la Commune) (2) et ENEDIS pourront faire pénétrer sur la dite parcelle leurs agents ou ceux de leurs entrepreneurs dûment accrédités, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis.

(1) Désigner la ligne par ses extrémités et indiquer la tension
(2) Rayer la mention inutile
(3) Indiquer " néant " lorsque cette sujétion n'existe pas.

Article 2. - Eu égard à la nature et à l'objet des travaux à réaliser, ainsi qu'à leur mode très particulier de financement (4) *Aucune indemnité n'est versée par le Syndicat.*

La présente convention reconnaît au propriétaire le droit d'être indemnisé des dégâts qui pourraient être causés à l'occasion de la construction, de la surveillance, de l'entretien et de la réparation des ouvrages. S'il y a lieu, ces dégâts feront l'objet d'une estimation fixée à l'amiable ou, à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

Les dégâts seront à la charge du Syndicat ou des entrepreneurs dans le cas où ils sont causés par la construction de l'ouvrage. Ils seront à la charge d'ENEDIS s'ils sont causés par la surveillance, l'entretien ou la réparation des ouvrages.

Article 3. - Si le propriétaire se propose soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra faire connaître à ENEDIS, concessionnaire du Syndicat/~~de la Commune~~ (2) par lettre recommandée adressée au Centre de distribution dont dépend la ligne, la nature et consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation.

Si les ouvrages établis sur la parcelle ne doivent pas se trouver à une distance réglementaire de la construction projetée, ENEDIS sera tenu de les modifier ou de les déplacer. Cette modification ou ce déplacement auront lieu à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation des ses projets.

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou déplacement des ouvrages, exécuté les travaux projetés, ENEDIS sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

Article 4. - Le propriétaire ou, le cas échéant, tout autre exploitant, sera dégagé de toute responsabilité à l'égard d'ENEDIS pour les dommages qui viendraient à être causés de son fait à la ligne faisant l'objet de la présente convention, à l'exclusion de ceux résultant d'un acte de malveillance de sa part.

En outre, si l'atteinte portée à la ligne résulte d'une cause autre qu'un acte de malveillance de sa part et si des dommages sont ainsi causés à des tiers, ENEDIS garantit le propriétaire ou éventuellement tout autre exploitant contre toute action aux fins d'indemnité qui pourrait être engagée par ces tiers

Article 5. - En vertu du décret n°67-886 du 6 octobre 1967 et de l'article 298 de la loi de finances du 13 juillet 1925 la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit, que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu par l'article 12 de la loi du 15 juin 1906.

(4) Le blanc pouvant être rempli soit par : " Aucune indemnité n'est versée par le Syndicat(ou la Commune) " ;soit par : " une indemnité de 1F est versée par le Syndicat (ou la Commune) " .

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur la parcelle traversée par la ligne, notamment en cas de transfert de propriété.

Le Tribunal compétent pour statuer sur les conventions auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation de la parcelle.

Article 6. - Le Syndicat/~~la Commune~~ (2) déclare qu'il/~~elle~~ (2) entend stipuler dans le présent acte, tant pour lui-même que pour ENEDIS, son concessionnaire, en ce qui concerne l'établissement, le fonctionnement et l'exploitation de l'ouvrage électrique faisant l'objet de la présente convention.

Article 7. - La présente convention prend effet à dater de ce jour et est conclue pour la durée de la ligne dont il est question à l'Article 1. Ci-dessus ou de toute autre ligne qui pourrait lui être substituée sur l'emprise de la ligne existante, ou, le cas échéant, avec une emprise moindre.

Elle sera visée pour timbre et enregistrée gratis en application des dispositions de l'article 1045 du Code Général des Impôts.

Fait à _____, le _____,

(en trois exemplaires) (5)

Commune de LAVAL
(signature)

Mots nuls.

(2) Rayer la mention inutile

(5) Dont un, éventuellement, pour l'Enregistrement.

M. le Maire : *Nouvelle et dernière convention de servitude, Enedis, rue Jean Macé.
Céline Loiseau.*

CONVENTION DE SERVITUDE ENEDIS SUR LA PARCELLE CADASTRÉE AI224 SITUÉE RUE JEAN MACÉ

Rapporteur : Céline Loiseau

I - Présentation de la décision

La ville de Laval est propriétaire de la parcelle cadastrée section AI numéro 224 correspondant à l'ancien stade Jean Macé à Laval. Au regard du cadastre, cette parcelle relève du domaine privé de la commune.

Dans le cadre de l'aménagement de la place Jean Macé, ENEDIS sollicite la mise en place d'une convention de servitude sur la parcelle précitée pour l'implantation d'un branchement au réseau électrique souterrain, conformément au plan joint.

La convention pourra être authentifiée en vue de sa publication au service de publicité foncière, par acte notarié, les frais restant à la charge de ENEDIS;

II - Impact budgétaire et financier

La présente décision n'a pas d'impact financier.

Il vous est proposé d'approuver la convention de servitude ENEDIS et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Céline Loiseau : *Donc la ville de Laval est propriétaire de la parcelle cadastrée section AI numéro 224, correspondant à l'ancien stade Jean Macé à Laval. Au regard du cadastre, cette parcelle relève du domaine privé de la commune. Dans le cadre de l'aménagement de la place Jean Macé, Enedis sollicite la mise en place d'une convention de servitude sur cette parcelle pour l'implantation d'un branchement au réseau électrique sous-terrain, comme indiqué dans le plan qui est annexé à cette délibération. La convention pourra être authentifiée en vue de sa publication au service de publicité foncière. Donc il vous est proposé d'approuver cette convention de servitude Enedis.*

M. le Maire : *Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? Non ? On passe au vote. Donc c'est adopté, merci.*

N° S516 - RHTF - 14

CONVENTION DE SERVITUDE ENEDIS SUR LA PARCELLE CADASTRÉE AI224 SITUÉE RUE JEAN MACÉ

Rapporteur : Céline Loiseau

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29, L2241-1 et les articles L1321-1 et suivants,

Considérant que la ville de Laval est propriétaire de la parcelle cadastrée section AI numéro 224, relevant de son domaine privé,

Qu'ENEDIS a demandé la mise en place une convention de servitude sur la parcelle précitée pour l'implantation d'un branchement au réseau électrique souterrain,

Considérant l'intérêt de passer la convention de servitude avec ENEDIS,

Sur proposition de la commission ressources humaines, techniques et financières,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La ville de Laval approuve la convention de servitude à passer avec ENEDIS pour l'implantation d'un branchement au réseau électrique souterrain sur la parcelle cadastrée section AI numéro 224 située rue Jean Macé à Laval.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet et notamment la convention de servitude avec ENEDIS et l'acte authentique.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.



CONVENTION DE SERVITUDES

Commune de : Laval

Département : MAYENNE

N° d'affaire Enedis : DA27/084311 RACE C4 BRCHT IRVE - STADE JEAN MACE

Entre les soussignés :

Enedis, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est Tour Enedis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Le Directeur Régional Pays de Loire - 13 , Allée des Tanneurs, 44000 NANTES, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par " Enedis "

d'une part,

Et

Nom *: **Commune de LAVAL** représenté(e) par son (sa) **Monsieur Florian BERCAULT**, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil en date du

Demeurant à : **Place du 11 Novembre, 53000 LAVAL**

Téléphone :

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l'adresse de la société ou association.

(*) Si le propriétaire est une commune ou un département, indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du....

désigné ci-après par « le propriétaire »

d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la parcelle ci-après lui appartient :

| Commune | Prefixe | Section | Numéro de parcelle | Lieux-dits | Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...) |
|---------|---------|---------|--------------------|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Laval | | AI | 224 | Place Jean Mace, | |

Le propriétaire déclare en outre, conformément aux articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, que la parcelle, ci-dessus désignée est actuellement (*) :

- non exploitée(s)
- exploitée(s) par-lui même
- exploitée(s) par

qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu desdits articles s'il l'exploite lors de la construction de la(les) lignes électrique(s) souterraine(s). Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.

(* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité par les articles L.323-4 à L.323-9 et les articles R.323-1 à D.323-16 du Code de l'Energie, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitudes consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la parcelle, ci-dessus désignée, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

- 1.1/ Etablir à demeure dans une bande de de large, canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ mètres ainsi que ses accessoires.
- 1.2/ Etablir si besoin des bornes de repérage.
- 1.3/ Encastrier un ou plusieurs coffret(s) et/ou ses accessoires, dans un mur, un muret, ou une façade
- 1.4/ Effectuer l'élagage, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur.
- 1.5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Enedis veille à laisser la (les) parcelles concernée(s) dans un état similaire à celui qui existait avant son (ses) intervention(s) au titre des présentes.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

2.1/ Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

2.2/ Si le propriétaire se propose soit de clore, soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra faire connaître à Enedis par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception adressée au domicile élu ci-dessus mentionné, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation ; Enedis sera tenu de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis de réception.

Si la distance réglementaire entre les ouvrages établis sur la parcelle et la construction projetée n'est pas respectée, Enedis sera tenu de modifier ou de déplacer les ouvrages électriques. Cette modification ou ce déplacement sera réalisé selon le choix technique arrêté par Enedis et à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

Si Enedis est amené à modifier ou à déplacer ses ouvrages, il pourra demander au propriétaire ou l'exploitant du terrain, compte tenu de la durée pendant laquelle les ouvrages auront été implantés, la restitution de tout ou partie de l'indemnité versée uniquement dans l'hypothèse d'un terrain agricole, boisé ou forestier, en application de l'article 3 ci-dessous.

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés, Enedis sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ La présente convention est conclue à titre gratuit, sauf lorsque la parcelle objet de la présente convention fait l'objet d'une exploitation boisée, forestière ou agricole au sens des protocoles d'accord¹, conclus entre la profession agricole et Enedis, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Dans ces seules hypothèses, Enedis verse à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er :

- au propriétaire qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (€) .
- Le cas échéant, à l'exploitant qui accepte, une indemnité unique et forfaitaire de zéro euro (€).

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abatages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

¹ Protocoles "dommages permanents" et "dommages instantanés" relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles

ARTICLE 4 - Responsabilité

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5 – Effets de la présente convention

En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu à l'article L.323-4 du Code de l'Energie.

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention.

ARTICLE 6- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 7 - Entrée en vigueur

Convention ASD06 - V07

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

En égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Un exemplaire de la convention sera remis au propriétaire après accomplissement par Enedis des formalités éventuelles nécessaires.

La présente convention pourra faire l'objet d'un acte authentique par-devant notaire, les frais dudit acte restant à la charge du demandeur.

Fait en TROIS ORIGINAUX et passé à.....

Le.....

| Nom Prénom | Signature |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Commune de LAVAL représenté(e) par son (sa) Monsieur Florian BERCAULT, ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil en date du | |

- (1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"
- (2) Parapher les pages de la convention et signer les plans

Cadre réservé à Enedis

A....., le

M. le Maire : *On passe au sujet qui nous a déjà un peu occupés. Maintenant on rentre dans l'étape des lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des Ressources Humaines. Je laisse la parole à Bruno Bertier.*

ADOPTION DES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION RELATIVES À LA STRATÉGIE PLURIANNUELLE DE PILOTAGE DES RESSOURCES HUMAINES, AUX ORIENTATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE MOBILITÉ ET AUX ORIENTATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE PROMOTION ET DE VALORISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS (2022-2026)

Rapporteur : Bruno Bertier

I - Présentation de la décision

CONTEXTE

La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 institue la mise en place de "lignes directrices de gestion" (LDG) relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, aux orientations générales en matière de mobilité et aux orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels. Le décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019 précise cette nouvelle démarche inscrite dans un objectif de renforcement du dialogue social.

Selon le décret, les lignes directrices de gestion s'articulent autour de trois axes à la fois distincts et complémentaires :

- la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, c'est-à-dire les enjeux et les objectifs de la politique de ressources humaines à conduire au sein de la collectivité, compte tenu des politiques publiques mises en œuvre et de la situation des effectifs, des métiers et des compétences ;
- les lignes directrices de gestion en matière de mobilité professionnelle ;
- les lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours.

La définition des orientations en matière de promotion et d'avancement a été adoptée au 1^{er} trimestre 2021 (cf. comité technique du 21 janvier 2021). Restaient la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et les lignes directrices de gestion en matière de mobilité professionnelle.

ÉLABORATION

Pour que les collectivités lavalloises et leur direction des ressources humaines puissent se doter de ce cadre pluriannuel structurant et homogène, la partie mobilité professionnelle a été intégrée dans la stratégie globale de pilotage.

La présentation du volet stratégique pluriannuel des lignes directrices de gestion aux instances délibérantes n'est pas une obligation légale. C'est un choix de la collectivité afin de valoriser ces engagements, et s'obliger.

Les LDG ont en outre été conçues avec une volonté d'évolution des modalités du dialogue social. Le document est donc vivant, évolutif dans le temps.

PRÉSENTATION

Les lignes directrices de gestion (LDG) relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et aux orientations générales en matière de mobilité et de valorisation des parcours professionnels dont les collectivités lavalloises souhaitent se doter ont été conçues en 6 axes et 18 objectifs qui se déclinent à leur tour en 80 projets (cf. tableau joint).

AXE I : Développer un accompagnement dynamique et personnalisé des agents de nos collectivités

Constats et éléments conjoncturels :

- des outils non-adaptés aux nouveaux besoins (ex : logiciels et outils RH,)
- des fiches de poste obsolètes,
- des carrières plus longues et diversifiées,
- l'absence de parcours managérial dédié pour les encadrant.e.s,
- l'absence de plans de formations,
- des besoins en évolution compte tenu des nouvelles politiques publiques et des enjeux,
- un besoin renforcé de lien, proximité et accompagnement individualisé.

4 objectifs :

1. développer et consolider la création d'outils de pilotage, de dialogue et d'information,
2. accompagner le développement des compétences des agents et encadrant.e.s,
3. anticiper et accompagner les évolutions de parcours / carrière des agents et des encadrant.e.s,
4. anticiper les besoins et les évolutions.

AXE II : Renforcer la qualité de vie au travail

Constats et éléments conjoncturels :

- des mises à jour des évaluations des risques tardives,
- une augmentation des arrêts longs non liés au travail et des départs pour invalidité,
- des missions présentant des facteurs de pénibilité nouveaux,
- des agents qui travaillent plus longtemps,
- une frontière perméable entre vie privée/vie professionnelle,
- un besoin renforcé de sens, bien-être au travail et solidarité,
- ...

4 objectifs :

5. développer une culture managériale commune,
6. favoriser l'articulation vie professionnelle/vie privée,
7. renforcer la prévention des risques professionnels,
8. développer la solidarité et le sentiment d'appartenance dans nos collectifs et nos collectivités.

AXE III : Garantir l'égalité professionnelle et lutter contre toutes les formes de discrimination

Constats et éléments conjoncturels :

- la nécessité de libérer la parole des victimes d'agressions, faits et agissements sexistes, discriminations, et de les accompagner pour faire face,
- une obligation règlementaire sur le plan égalité femmes/hommes,
- le handicap présent dans les collectifs de travail.

4 objectifs

9. sensibiliser contre toutes les formes de discriminations,
10. garantir l'égalité femmes/hommes,

11. garantir l'engagement et l'exercice syndical, et la protection des signalements,
12. veiller à l'accès et au maintien dans l'emploi des travailleurs en situation de handicap.

AXE IV : Promouvoir et garantir un dialogue social de qualité

Constats et éléments conjoncturels :

- évolutions réglementaires ayant conduit à la refonte des instances représentatives,
- évolution sociétale autour de la notion d'engagement.

2 objectifs :

13. échanger sur les données sociales pour nourrir le dialogue social,
14. structurer et garantir les temps du dialogue social.

AXE V : Offrir un service public de qualité

Constats et éléments conjoncturels :

- évolution du cadre réglementaire,
- émergence de nouvelles attentes des agents,
- recrudescence des événements non maîtrisables interrogeant la continuité de service.

2 objectifs :

15. assurer la continuité du service public en toutes circonstances,
16. offrir un service de qualité à nos agents.

AXE VI : Développer l'attractivité de nos collectivités

Constats et éléments conjoncturels :

- contexte de quasi-plein emploi et pénurie sans précédents sur le marché du travail,
- hyper-concurrence entre employeurs publics entre eux et avec les employeurs privés,
- nouvelles attentes et perceptions en matière de valeurs au travail et de sens du service public.

2 objectifs :

17. attirer les talents,
18. être acteur.trice.s de la transition écologique et développer la culture de la responsabilité sociale et sociétale.

MISE EN ŒUVRE

Comme les lignes directrices de gestion sont établies pour une durée pluriannuelle qui ne peut excéder six années, il est proposé de les adopter pour 4 ans. En plus d'être nourries par des groupes de travail à géométrie variable (avec les représentant.e.s du personnel, des encadrant.e.s et agents volontaires), elles feront l'objet d'un bilan annuel dans le cadre du conseil social territorial et, le cas échéant, d'une révision.

II - Impact budgétaire et financier

La mise en œuvre de ces lignes directrices de gestion oblige à une animation régulière dans un engagement conjoint direction des ressources humaines (DRH) / organisations syndicales / management. Cette animation doit être assurée au sein de l'équipe de la DRH. Il n'y a pas d'impact budgétaire et financier supplémentaire. En revanche, certains projets derrière les objectifs pourraient avoir de tels impacts et, à ce titre, feront l'objet de décisions dédiées.

Il vous est proposé d'approuver l'adoption des lignes directrices de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, aux orientations générales en matière de mobilité et aux orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels (2022-2026) et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Bruno Bertier : *Oui, bonsoir à toutes et à tous. La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 institue la mise en place de lignes directrices de gestion relative à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines aux orientations générales en matière de mobilité et aux orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels. Le décret du 29 novembre 2019 précise cette nouvelle démarche, inscrite dans un objectif de renforcement du dialogue social. Selon le décret, les lignes directrices de gestion s'articulent autour de trois axes à la fois distincts et complémentaires. Le premier, c'est la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, c'est-à-dire les enjeux et les objectifs de la politique des ressources humaines à conduire au sein de la collectivité, compte tenu des politiques publiques mises en œuvre et de la situation des effectifs, des métiers et des compétences, les lignes directrices de gestion en matière de mobilité professionnelle, les lignes directrices de gestion en matière de promotion et de valorisation des parcours. La définition des orientations en matière de promotion et d'avancement a été adoptée au premier trimestre 2021, restaient donc la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et les lignes directrices de gestion en matière de mobilité professionnelle. Donc pour que les collectivités lavalloises et leur direction des ressources humaines puissent se doter de ce cadre pluriannuel structurant et homogène, la partie mobilité professionnelle a été intégrée dans la stratégie globale de pilotage. La présentation du volet stratégique pluriannuel des lignes directrices gestion aux instances délibérantes n'est pas une obligation légale. C'est un choix de la collectivité, afin de valoriser ses engagements, et s'obliger. Les lignes de gestion ont en outre été conçues avec une volonté d'évolution des modalités du dialogue social, et donc le document est vivant, évolutif dans le temps. Il a été conçu en six axes et il en ressort dix-huit objectifs qui se déclinent à leur tour en quatre-vingts projets. Je vais rentrer un petit peu avec vous dans le détail, et aussi répondre à Monsieur Renié qui posait des questions en début de conseil. Donc six axes, le premier de ces axes c'est développer un accompagnement dynamique et personnalisé des agents de nos collectivités, avec quatre objectifs, développer et consolider la création d'outils de pilotage, de dialogue et d'information. Le deuxième objectif est d'accompagner le développement des compétences des agents et encadrants. Le troisième est d'anticiper, d'accompagner les évolutions de parcours, les carrières des agents et des encadrants. Et enfin, le quatrième objectif est d'anticiper les besoins et les évolutions. L'axe deux est de renforcer la qualité de vie au travail. Là aussi quatre objectifs. Le premier est de développer une culture managériale commune, le deuxième est de favoriser l'articulation vie professionnelle et vie privée, le troisième est de renforcer la prévention des risques professionnels, et le quatrième est de développer la solidarité et le sentiment d'appartenance dans nos collectifs et nos collectivités. Le troisième axe, et pas des moindres, est de garantir l'égalité professionnelle et de lutter contre toutes les formes de discrimination, avec là aussi quatre objectifs. Sensibiliser contre toutes les formes de discrimination, garantir l'égalité femme-homme, garantir l'engagement et l'exercice syndical et la protection des signalements, et enfin de veiller à l'accès et au maintien dans l'emploi des travailleurs en situation de handicap. L'axe quatre est de promouvoir et de garantir un dialogue social de qualité, avec là deux objectifs.*

Le premier est d'échanger sur les données sociales pour nourrir le dialogue social et le second est de structurer et de garantir les temps du dialogue social. L'axe cinq est d'offrir un service public de qualité, avec deux objectifs, assurer la continuité du service public en toutes circonstances et le deuxième est d'offrir un service de qualité à nos agents. L'axe six, développer l'attractivité de nos collectivités, avec là aussi deux objectifs, le premier est d'attirer les talents et le deuxième, être acteur de la transition écologique et de développer la culture de la responsabilité sociale et sociétale. Donc il vous est proposé ce soir de valider ces lignes de gestion, et il est proposé de les adopter pour une durée de quatre ans. Je voudrais vous dire que dans la méthode, cela n'a pas été fait en chambre, pour quelques-uns, c'est un travail que nous avons fait en atelier, avec les trois organisations syndicales. Nous avons fait ces ateliers avant l'été, évidemment pilotés par la direction des ressources humaines, j'y étais, Laurent Paviot, je crois, aussi était à mes côtés. Donc les élus évidemment ont participé à ces ateliers. C'est vraiment une vraie co-construction entre les organisations syndicales, la direction des ressources humaines, notre directeur général des services qui était aussi présent à ces ateliers, et nous les élus, et cela s'inscrit dans le dialogue social que nous avons mis en place dès le début de ce mandat avec les organisations syndicales de reconstruire un vrai service public et de reconstruire à travers ces six axes une direction qui va être désormais, je dirais, notre calendrier social. Et de ces six axes, nous avons maintenant notre feuille de route jusqu'à la fin du mandat, puisque nous partons sur une durée de quatre ans, qui va permettre de donner des priorités dans le cadre de ce calendrier social. Voilà ce que je voulais vous dire ce soir, et donc je vous demande, à travers cette délibération, de valider ces lignes directrices de gestion de la ville de Laval. Monsieur le maire sera chargé de la présente délibération. Je vous remercie.

M. le Maire : *Merci. Est-ce qu'il y a des questions, observations ? Oui, Madame Perrin.*

Lucile Perrin : *Bonsoir, merci Monsieur le Maire. Juste pour rappeler que le contexte de pénurie de professionnels, et la fonction publique est particulièrement touchée sur l'ensemble du territoire national, oblige effectivement à mettre en place des stratégies, d'être plus agile dans un contexte qui est très difficile sur la concurrence avec le secteur privé aussi, par rapport à une notion d'attractivité et de rémunération, et que du coup, les lignes directrices que vous proposez sont très intéressantes et que voilà, vous évoquiez la prévention des risques, notamment j'imagine à travers le DUERP, vous avez des échéances sur lesquelles on pourra effectivement voir l'évolution, que ce soit sur la GPEC, ou l'organisation avec les managers. Néanmoins, cela vient se confronter avec l'obligation de continuité de service public, qui met de fortes responsabilités et des pressions lourdes sur les agents, avec effectivement des difficultés de recrutement en parallèle. Donc c'est intéressant sur les lignes directrices. Est-ce qu'avec les organisations syndicales, vous avez pu acter des échéances, pour pouvoir à court terme réajuster et être plus agile sur certains sujets ? Voilà, c'était ma question.*

M. le Maire : *Bruno Bertier.*

Bruno Bertier : *L'agilité, nous l'avons depuis le début du mandat, au vu de la situation que nous avons trouvée en juillet 2020. Nous travaillons avec les organisations au quotidien pour trouver et être le plus réactif possible.*

Je vous l'ai dit, le calendrier c'est à travers ces six axes que nous allons maintenant établir, avec une première priorité qui sera sur les mobilités. Je vous remercie.

M. le Maire : *Est-ce qu'il y a d'autres questions, observations ? Non ? Et bien je vous propose de voter. Donc c'est adopté avec 10 abstentions.*

N° S516 - RHTF - 15

ADOPTION DES LIGNES DIRECTRICES DE GESTION RELATIVES À LA STRATÉGIE PLURIANNUELLE DE PILOTAGE DES RESSOURCES HUMAINES, AUX ORIENTATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE MOBILITÉ ET AUX ORIENTATIONS GÉNÉRALES EN MATIÈRE DE PROMOTION ET DE VALORISATION DES PARCOURS PROFESSIONNELS (2022-2026)

Rapporteur : Bruno Bertier

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu le code général de la fonction publique et notamment le Livre 1er : Droits, obligations et protections, et les articles portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale des 7 autres Livres,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu le décret n° 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires,

Vu l'avis du comité technique du 21 janvier 2021 sur les orientations et critères généraux pour les promotions au choix dans les grades et cadres d'emplois dans le cadre des lignes directrices de gestion et l'avis du comité technique en date du 11 octobre 2022 relatif au projet de lignes directrices de gestion de la ville de Laval,

Considérant le tableau joint des lignes de gestion relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines, aux orientations générales en matière de mobilité et aux orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels (2022-2026),

Que le recours à la délibération (non obligatoire) confirme la dimension stratégique de cette projection pluriannuelle pour la collectivité et les agents,

Sur proposition de la commission ressources humaines, techniques et financières,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Les lignes directrices de gestion de la ville de Laval sont établies conformément au document annexé à la présente délibération.

Article 2

Les lignes directrices de gestion, qui prennent effet au 1er novembre 2022, sont établies pour une durée de 4 ans et pourront faire l'objet, en tout ou partie, d'une révision en cours de période.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés, dix conseillers municipaux s'étant abstenus (Didier Pillon, Marie-Cécile Clavreul, Pierrick Guesné, Samia Soltani, Gwendoline Galou, Vincent D'Agostino, James Charbonnier, Chantal Grandière, Lucile Périn et Henri Renié).

Lignes directrices de gestion (LDG) des collectivités laivoises relatives à la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines et aux orientations générales en matière de mobilité et de valorisation des parcours professionnels

MAJ : 22/09/2022

| AXE | OBJECTIFS | PROJETS |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| I- DEVELOPPER UN ACCOMPAGNEMENT DYNAMIQUE ET PERSONNALISÉ DES AGENTS DE NOS COLLECTIVITÉS | 1/ Développer et consolider la création d'outils de pilotage, de dialogue et d'information | <ul style="list-style-type: none"> développer un système d'information RH (logiciels, outils) adaptés aux méthodes de travail identifier, construire les atouts et les formes des correspondants RH dans les services opérationnels (via les directions administratives et financières - DAF) mettre en place un dialogue de gestion (enveloppés par secteur, indicateurs RH partagés...) créer et faire vivre de nouvelles formes de poste développer la communication interne, notamment en introduisant de nouveaux formats reconnaitre et qualifier le rôle de chaque niveau hiérarchique |
| | 2/ Accompagner le développement des compétences des agents et encadrant.e.s | <ul style="list-style-type: none"> adopter une charte de mobilité interne/externe mettre en oeuvre des bilans professionnels conduits en interne mettre en place les modalités de cotraitement formation encourager la transmission des savoirs et le partage de compétences entre collègues renforcer les critères d'avancement et de promotion interne proposer un parcours management aux encadrant.e.s et la mise en place de coaching |
| | 3/ Anticiper et accompagner les évolutions de parcours / carrière des agents et des encadrant.e.s | <ul style="list-style-type: none"> individualiser les parcours mettre en place des entretiens de carrière (sauf professionnelle...) diversifier l'offre de formation (formations, formation interne, etc.) mettre en place une procédure d'entretiens de ré-accueil après des absences longues faciliter l'accès aux préparations concours adopter à terme la médiation obligatoire pour les contractuels moderniser les outils d'entretiens professionnels annuel |
| | 4/ Anticiper les besoins et évolutions | <ul style="list-style-type: none"> mettre en place une démarche de gestion prévisionnelle des emplois, effectifs et des compétences - GPEEC mettre en oeuvre un comité mensuel d'arbitrage et de suivi RH (renouvellements et créations de postes, recatégorisation annuelle, session recatégorisation dans l'attente de la mise en place d'un dialogue de gestion (enveloppés par secteur, indicateurs RH partagés, etc.) développer le réseau des employeurs publics locaux pour faciliter les passerelles proposer et réaliser les plans de formation en rapport avec les orientations politiques, avec union de collectivités mettre en place un lieu lieu formation mayennaise |
| | 5/ Développer une culture managériale commune | <ul style="list-style-type: none"> partager la politique salariale GPEEP - Complément indemnitaire annuel - CIA dont critères d'attribution...) sanctionner les encadrant.e.s volontaires aux traverses menés dans le cadre du dialogue social promouvoir des méthodes de management innovantes, en mode projet proposer des temps d'échange managériaux : séminaires, réunions thématiques adopter une charte managériale (mode projet, coopération, transversalité, moyens de communication, outils dont fiche de poste, définition des priorités...) accompagner les repositionnements des encadrant.e.s avec l'appui des fonctions supports |
| | 6/ Favoriser l'articulation vie professionnelle / vie privée | <ul style="list-style-type: none"> proposer une charte des temps (droit à la déconnexion, réunions : durées, objet, participants..., évitement des horaires atypiques) et établir un règlement harmonisé des temps (regroupant l'ensemble des règles : temps de travail, révision des modalités RTT, congés, décodés horaires pénibilité, ASA, C.E.T...) mettre en place et promouvoir le télétravail dans un format respectueux de la vie privée, et développer les outils de travail collaboratifs faciliter la mise en réseau avec des collaborateurs locaux, circuits courts pour les agents (réservé prévoir temps et espaces) dans une logique de service type condogence |
| | 7/ Renforcer la prévention des risques professionnels | <ul style="list-style-type: none"> valoriser et consolider les ressources internes (SST, PRAP, sport en activité) renforcer les démarches de prévention inhérentes aux évaluations des risques professionnels (actions ciblées, budget dédié) mettre en place des temps forts de sensibilisation et de prévention thématiques (addictions, premiers secours en santé mentale, prévention des cancers...) animer la coopération territoriale en matière de prévention (à l'échelle de Laval Agglomération) |
| | 8/ Développer la solidarité et le sentiment d'appartenance dans nos collectifs et nos collectivités | <ul style="list-style-type: none"> organiser des réunions thématiques RH faciliter l'implantation des regroupements de boîtes (chorale, activités physiques...) et les initiatives citoyennes et solidaires par et pour les agents renforcer la participation de l'employeur à la mutualité et à la prévoyance proposer des formations par des formateurs internes |

| AXE | OBJECTIFS | PROJETS |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| III- GARANTIR L'EQUALITÉ PROFESSIONNELLE ET LUTTER CONTRE TOUTES LES FORMES DE DISCRIMINATIONS | 9/ Sensibiliser contre toutes les formes de discriminations | sensibiliser agents et encadrant.e.s à toutes formes de discriminations Mettre une programmation de temps forts annuels mettre en place un dispositif de signalement des situations de harcèlement moral et sexuel Identifier un référent obligatoire au sein de la collectivité mettre en place des "Annonces d'alerte" |
| | 10/ Garantir l'égalité femmes/hommes | mettre en place le plan pluriannuel d'égalité professionnelle |
| | 11/ Garantir l'engagement et l'exercice syndical, et la protection des signalements | favoriser la prise des droits syndicaux garantir aux agents engagés un déroulement de carrière identique aux autres agents |
| | 12/ Veiller à l'accès et au maintien dans l'emploi des travailleurs en situation de handicap | expliquer le dispositif de titularisation des apprentis en situation de handicap favoriser le recrutement des apprentis bénéficiaires de l'obligation d'emploi de travailleur.se à handicapé.e.s (BOETH) créer une mission relative à handicap au sein de la DRH |
| IV- PROMOUVOIR ET GARANTIR UN DIALOGUE SOCIAL DE QUALITÉ | 13/ Echanger sur les données sociales pour nourrir le dialogue social | mettre en place un observatoire de l'absentéisme réaliser le rapport social unique (RSU) |
| | 14/ Structurer et garantir les temps du dialogue social | adopter les Lignes directrices de gestion (LDG) et établir un processus de bilan annuel mettre en place un calendrier social partagé consolider les réunions régulières avec les élu.e.s en charge des RH mettre en place les réunions bi-mensuelles périodiques organisations syndicales / DRH |
| V- OFFRIR UN SERVICE PUBLIC DE QUALITÉ | 15/ Assurer la continuité du service public en toutes circonstances | garantir l'adaptation et la mise à jour régulières des PCA (plans de continuité des activités) mettre en place le service minimum en cas de grève |
| | 16/ Offrir un service de qualité à nos agents | mettre en place un portail opérationnel agent et encadrant.e constituer une procédure d'accueil dédiée |
| VI- DEVELOPPER L'ATTRACTIVITÉ DE NOS COLLECTIVITÉS | 17/ Attirer les talents | développer notre marque employeur développer l'emploi solidaire : recourir à l'apprentissage, accueillir des stagiaires, recruter des contrats aidés moderniser nos pratiques de recrutement (entretiens à distance, annonces, participation à des salons...) favoriser la démarche d'accueil à la question du logement et du foyer |
| | 18/ Être acteurs de la transition écologique et développer la culture de la responsabilité sociale et sociétale | promouvoir les mobilités douces (offre mobilité durable, mise à disposition vélos électriques, pédibus, élaboration du plan de mobilité) et le carourage adopter une charte de l'agent éco-responsable opérationnaliser les processus et les actes développer les visioconférences |

M. le Maire : *On passe à une convention de mise à disposition individuelle partielle concernant l'action culturelle du service lecture publique. Donc c'est Bruno Flécharde qui va nous présenter cette délibération.*

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION INDIVIDUELLE PARTIELLE - RESPONSABLE DE L'ACTION CULTURELLE DU SERVICE LECTURE PUBLIQUE

Rapporteur : Bruno Flécharde

I - Présentation de la décision

Compte-tenu de la vacance du poste de responsable du service la BIB Agglo depuis le 1^{er} janvier 2022, des missions communes, et d'une volonté de coordination des activités, Laval Agglomération sollicite la mise à disposition partielle du responsable de l'action culturelle du service lecture publique de la ville de Laval pour assurer la coordination des missions.

La convention de mise à disposition afférente est établie pour une durée de 1 an, à compter du 17 janvier 2023, afin d'assurer ces missions à hauteur de 40 %, dans l'attente du recrutement d'un responsable du service la BIB Agglo.

II - Impact budgétaire et financier

Les dépenses afférentes à la mise en place de cette convention de mise à disposition sont prévues dans les crédits annuels fixés au budget principal de la collectivité.

Il vous est proposé d'approuver la convention de mise à disposition partielle du responsable de l'action culturelle du service lecture publique de la ville au profit de Laval Agglomération, à raison de 40 % de son temps de travail et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Bruno Flécharde : *Merci Monsieur le Maire. Il s'agit d'un renouvellement de convention concernant la vacance du poste de responsable de service LaBib Agglo, depuis le 1^{er} janvier 2022, des missions communes et d'une volonté de coordination des activités. Laval Agglo sollicite la mise à disposition partielle du responsable de l'action culturelle du service lecture publique de la ville de Laval, pour assurer la coordination des missions. Donc c'est un renouvellement, puisque la situation est en cours maintenant. Il s'agit d'un 40 % du temps sur l'animation du réseau. Donc voilà, vous avez en pièces jointes à la fois la convention qui est régie de cette mise à disposition et la fiche de poste de David Queinnec, qui occupe ce poste.*

M. le Maire : *Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? Non ? On passe au vote. Donc c'est adopté, merci.*

N° S516 - RHTF - 16

CONVENTION DE MISE À DISPOSITION INDIVIDUELLE PARTIELLE - RESPONSABLE DE L'ACTION CULTURELLE DU SERVICE LECTURE PUBLIQUE

Rapporteur : Bruno Flécharde

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu le code général de la fonction publique, et notamment ses articles L512-6 à L512-17,

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition des agents des collectivités territoriales,

Vu la demande de mise à disposition du responsable de l'action culturelle du service lecture publique de la ville de Laval auprès de Laval Agglomération,

Vu l'accord de l'agent sur la convention ci-jointe,

Considérant que la vacance du poste de responsable du service la BIB Agglo, les missions communes et la volonté de coordination des activités nécessitent la mise à disposition, auprès de Laval Agglomération, de 40 % du temps du responsable de l'action culturelle du service lecture publique de la ville de Laval,

Sur proposition de la commission ressources humaines, techniques et financières,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le conseil municipal approuve la convention de mise à disposition partielle du responsable de l'action culturelle du service lecture publique de la ville au profit de Laval Agglomération, à raison de 40 % de son temps de travail.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer la convention de mise à disposition de l'agent concerné avec Laval Agglomération, ainsi que tout avenant et document s'y afférant.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.



CONVENTION DE MISE À
DISPOSITION N°V2023-02
DU 17 JANVIER 2023

Entre Laval Agglomération, 1 place du général Ferrié - CS 60809 - 53008 LAVAL
Cedex, représentée par son Président,

Et

La Ville de Laval - Place du 11 novembre - 53000 LAVAL, représentée par son
Maire et dénommée la collectivité,

Vu le code général de la fonction publique et notamment ses articles L512-6 à
L512-17,

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition
applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs
locaux,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

ARTICLE N°1 : Nature précise des activités

À la demande de Laval Agglomération, la collectivité met à sa disposition,
à hauteur de 40 %, Monsieur David QUEINNEC, attaché territorial titulaire au 6^e
échelon, ancienneté du 22 juillet 2020, afin d'exercer les fonctions de responsable
de l'action culturelle auprès du réseau La BIB de Laval Agglomération.

Une fiche de poste, signée par l'agent, précisant la nature des activités est jointe
à la présente convention.

La présente convention est conclue pour une durée **de 1 an** et prend effet au
17 janvier 2023. Elle peut être renouvelée, dans la limite d'une durée maximum
de 3 ans - durée de cette présente convention incluse - sur demande écrite de
Laval Agglomération, dans les deux mois avant le terme de cette convention.

ARTICLE N°2 : Conditions d'emploi

David QUEINNEC est placé sous l'autorité fonctionnelle du représentant de Laval
Agglomération dans lequel il est affecté, mais reste attaché à la collectivité qui
le rémunère et demeure son employeur. David QUEINNEC est soumis aux règles
d'organisation de service et de sécurité de Laval Agglomération.

Le travail de David QUEINNEC est organisé par Mme Clarisse DIRE, directrice
lecture publique et patrimoine, dans les conditions suivantes :

- durée hebdomadaire et annuelle du travail,
- organisation pour les absences et notamment les droits à congés,
- déplacements en dehors du site d'affectation (si cette disposition est
prévue dans la fiche de poste).

La collectivité exerce le pouvoir disciplinaire à l'encontre de l'agent mis à disposition, en respectant les règles de procédure édictées en la matière à son égard ou en sa faveur. La collectivité peut être saisie par Laval Agglomération pour l'exercice de ce pouvoir disciplinaire.

David QUEINNEC continue de bénéficier des dispositions statutaires et réglementaires qui lui sont applicables, en particulier : avancement d'échelon, évolution de traitement et droits syndicaux. Ces éléments sont gérés par la collectivité.

La collectivité informe systématiquement Laval Agglomération des changements d'échelon ou de grade dont bénéficie David QUEINNEC, ainsi que de la date d'effet de ces mesures.

La collectivité est informée des absences pour maladie par Laval Agglomération, en raison des répercussions sur la rémunération.

L'agent mis à disposition ne peut percevoir aucun complément de rémunération. Toutefois, cette disposition ne fait pas obstacle à l'indemnisation par Laval Agglomération des frais et sujétions auxquels il est exposé dans l'exercice de ses fonctions à Laval Agglomération. Cette charge supplémentaire sera supportée en sa globalité par Laval Agglomération.

Si l'agent mis à disposition est investi d'un mandat représentatif, il conserve les droits attachés à ce mandat dans le cadre de l'exercice de son activité.

Après accord du représentant de Laval Agglomération, la collectivité prend les décisions relatives aux autorisations de travail à temps partiel, conformément aux dispositions réglementaires à l'octroi du temps partiel.

David QUEINNEC bénéficie également du droit à la formation tel qu'il est défini par les textes statutaires et réglementaires en vigueur.

Ses demandes de formation sont validées et prises en charge par Laval Agglomération, à l'exception du Congé de Formation Professionnelle (CFP) ou des actions relevant du compte personnel de formation qui restent à la charge de la collectivité.

ARTICLE N°3 : Contrôle et évaluation de l'activité

David QUEINNEC bénéficie au minimum d'un entretien professionnel annuel avec Mme Clarisse DIRE, directrice lecture publique et patrimoine, à l'issue duquel un rapport sur la manière de servir est établi et sur lequel David QUEINNEC peut porter des observations.

Ce rapport est ensuite transmis à la collectivité.

ARTICLE N°4 : Conditions de réintégration / fin de la mise à disposition

La mise à disposition peut prendre fin avant le terme qui lui a été fixé à la demande de l'une des parties à la présente convention ou de l'agent lui-même, sous réserve de l'exécution d'un préavis de 3 mois à compter de la notification de la décision d'interruption. Ce délai peut être réduit d'un commun accord entre les parties.

En cas de faute disciplinaire dûment constatée, il peut être mis fin sans préavis à la mise à disposition par accord entre la collectivité et Laval Agglomération. Dans ce cas, le représentant de Laval Agglomération communique préalablement à la collectivité les éléments constitutifs de la faute. La procédure disciplinaire est mise en œuvre par la collectivité, conformément aux dispositions statutaires et réglementaires en vigueur.

David QUEINNEC est alors réintégré sur un emploi correspondant à son grade et ses qualifications.

ARTICLE N°5 : Remboursement et modalités de rémunération

David QUEINNEC continue de bénéficier de sa rémunération correspondant à son grade d'origine : traitement de base, régime indemnitaire, indemnité de résidence, supplément familial, indemnités et primes liées à l'emploi.

Laval Agglomération rembourse à la collectivité les dépenses relatives à la rémunération, y compris les charges et taxes de toute nature assises sur cette rémunération, ainsi que les dépenses de service de santé au travail, les congés rémunérés, les congés de maladie ordinaire et les frais de sujétions auxquels l'agent est exposé dans l'exercice de ses fonctions.

La collectivité conserve à sa charge toutes les dépenses relatives aux absences maladie, autres que celle de la maladie ordinaire.

Ce remboursement est effectué sur production d'un état justificatif détaillé et nominatif, comportant la rémunération brute, les bases, les taux, les tranches, etc.

Cet état doit parvenir trimestriellement, dans le délai maximum de 30 jours, à compter du dernier jour du trimestre. L'état récapitulatif des charges de caractère annuel est produit avant le 31 janvier de l'exercice suivant.

Le remboursement est effectué dans un délai de 50 jours maximum à réception de l'état trimestriel.

Laval Agglomération assure la prise en charges des dépenses occasionnées pour les actions de formations dont il fait bénéficier l'agent, ainsi que les frais de déplacement, sujétions ou heures supplémentaires effectuées dans le cadre de ses missions.

ARTICLE N°6 : Cessation et dénonciation de la convention

Au terme des 3 ans de mise à disposition, lorsque la mission se prolonge, et s'il existe un cadre d'emploi de niveau comparable au sein de Laval Agglomération, David QUEINNEC se voit proposer une mutation, un détachement ou une intégration directe.

Laval Agglomération peut également le faire avant le terme de la convention. Celle-ci prend alors fin de plein droit.

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties en cas de non-respect des clauses énoncées ci-dessus, moyennant le respect d'un délai de trois mois.

ARTICLE N°7 : Contentieux

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de cette convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Nantes.

Fait en autant d'exemplaires que de parties et un pour l'enregistrement.

Fait à LAVAL, le

L'agent certifie avoir pris connaissance de cette convention, et être en accord avec les dispositions énumérées.

Notifié le :

David QUEINNEC

Le président,
pour le président et par délégation,
le directeur général des services,

Fabrice MARTINEZ

Le maire,
pour le maire et par délégation,
la directrice des ressources humaines,

Marie-Charlotte MÉNARD



FICHE DE POSTE

| LE POSTE | |
|----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|
| Intitulé | Responsable de l'action culturelle et des partenariats |
| Nature et caractéristiques | Filière Culturelle – Cadre d'emplois des attachés et des bibliothécaires – Temps complet |

| L'AGENT | |
|--------------------------------------------|---------------------------------|
| Nom-prénom /matricule | |
| Statut, catégorie, grade, temps de travail | Titulaire – Catégorie A – 100 % |

| PRÉSENTATION DU SERVICE | |
|-------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Nom du service | Lecture publique |
| Mission principale du service | Offrir à tous les publics un accès aux espaces, collections et prestations des bibliothèques Programmer des animations et des actions de développement de la lecture Accompagner les évolutions technologiques pour l'accès aux documents |
| Supérieur hiérarchique direct | Responsable de la Lecture publique |

| MISSIONS ET ACTIVITÉS DU POSTE | |
|--------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Mission générale du poste | Sous l'autorité de la Responsable de la Lecture publique, et en lien avec la Directrice de la Lecture publique et du Patrimoine, renforcer et développer le réseau des partenaires de la Lecture publique, par le biais d'un programme d'actions culturelles Le poste est temporairement détaché à 40% sur le réseau de lecture publique de l'agglomération La Bib, pour des missions de coordination de l'action culturelle et d'animation du réseau des médiathèques Le responsable de l'action culturelle et des partenariats encadre une équipe de 7 agents de la ville |
| Activités principales | Animer et renforcer le réseau des partenaires du service Lecture publique, notamment en lien avec les maisons de quartier, les acteurs culturels, et les associations de promotion du livre et de la lecture En lien avec la chargée de mission Culture et Communication, composer un programme d'actions culturelles en incluant les agents de l'équipe et en lien avec les partenaires (notamment les maisons de quartier) Dans la mesure du possible, inscrire les actions dans le cadre des dispositifs locaux et nationaux (Partir en Livre, Fête de la Science, Nuit de la Lecture, Printemps des Poètes, etc.) Au niveau du réseau La Bib, en lien avec les médiathèques du réseau, et avec l'aide des deux agents de la plateforme, concevoir et mettre en oeuvre le programme d'action culturelle (40 % du poste) |



FICHE DE POSTE

| | |
|------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Activités secondaires | En tant que membre de l'équipe de direction du service Lecture publique, l'agent participe à la réorganisation du service et à la construction et mise en œuvre d'un projet de service. Il co-crée et pilote la politique d'action culturelle du service |
| Relations de travail (fonctionnelles internes et externes) | Échanges réguliers avec les autres services de la collectivité et avec les prestataires de services / partenaires et usagers Relations fréquentes avec les autres agents et/ou les cadres de la direction |
| COMPETENCES ET QUALITES REQUISES | |
| Les savoirs (connaissances théoriques) | Très bonne connaissance du territoire et des acteurs du secteur culturel Connaissances actualisées des missions des bibliothèques Savoir concevoir et mettre en œuvre un programme d'action culturelle |
| Les savoir-faire (être capable de...) | Travailler en transversalité Animer des réseaux de partenaires Synthèse et rigueur |
| Les savoir-être (qualités nécessaires) | Respect de la chaîne hiérarchique et de validation Excellent relationnel Capacité d'encadrement de proximité |

CONDITIONS DE TRAVAIL – CONTRAINTES DU POSTE

Pénibilité liée au travail prolongé sur écran
 Nombreux déplacements (2 jours par semaine à Loiron, plateforme du réseau La Bib)
 Travail un samedi sur deux et 8 dimanches par an

ENVIRONNEMENT DU POSTE

| | |
|--------------------------|-----------------------------------------------|
| Type d'emploi | Permanent |
| Catégorie CNRACL | SÉDENTAIRE |
| Moyens mis à disposition | Progiciels spécifiques Outils bureautiques |

Certifier avoir pris connaissance du poste le

Signature de l'agent

Signature du supérieur hiérarchique

M. le Maire : *Une délibération concernant la participation de la ville de Laval à la prise en charge des tickets-repas pour nos agents, une convention avec l'association Habitat jeunes Laval. Laurent Paviot.*

PARTICIPATION DE LA VILLE DE LAVAL À LA PRISE EN CHARGE DES TICKETS REPAS POUR LES AGENTS - AVENANT À LA CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION HABITAT JEUNES LAVAL

Rapporteur : Laurent Paviot

I - Présentation de la décision

Dans le cadre de son action sociale dans le domaine de la restauration, la ville de Laval a conventionné avec l'association Habitat Jeunes Laval pour participer à la prise en charge partielle des repas des agents de la collectivité auprès des foyers de jeunes travailleurs lavallois.

Dans un courrier daté du 6 septembre 2022, l'association Habitat Jeunes Laval signifiait que l'inflation sur les denrées alimentaires et les coûts de l'énergie l'obligeaient à déclencher une nouvelle hausse de ses tarifs en restauration.

La différence avec les prix actuels est la suivante :

- +0,60 € pour chaque formule (3 formules différentes depuis mars 2022),
- +0.20 € pour l'entrée, le dessert, les yaourts et fruits,
- +0,10 € pour le fromage,
- +0,05 € pour le pain.

Sur la formule complète, cette augmentation représente +20,25 % par rapport au tarif équivalent de 2021. L'ampleur de cette hausse interroge la ville de Laval en tant qu'employeur et la conduit à reconsidérer ses aides aux agents en la matière, dans le sens d'une compensation plus importante.

La prise en charge de l'augmentation suivante vous est proposée :

| Barème | Prise en charge de l'évolution tarifaire du 07/11/2022 |
|--------|-------------------------------------------------------------|
| 1 & 2 | de la totalité de l'augmentation du tarif sur les formules |
| 3 & 4 | de trois-quarts de l'augmentation du tarif sur les formules |
| 5 | de la moitié de l'augmentation du tarif sur les formules |

Dans ce cadre, il convient d'adapter la convention conclue avec cette association, en lui adjoignant un avenant révisant le niveau de participation employeur.

La partie prise en charge employeur de l'article 3 – Prise en charge financière des repas sera modifiée en conséquence, avec date d'effet de l'évolution de la participation au 22 novembre 2022.

La durée de convention reste inchangée avec un premier terme au 15 mai 2023 (principe de tacite reconduction d'année en année).

II - Impact budgétaire et financier

La participation de la collectivité, fixée en fonction de la rémunération brute mensuelle de l'agent, est établie, à compter du 22 novembre 2022, comme suit :

| Barème | Rémunération brute mensuelle | Participation employeur |
|--------|------------------------------|-------------------------|
| 1 | Jusqu'à 1 400 € | 6,40 € |
| 2 | de 1 401 € à 2 000 € | 5,40 € |
| 3 | de 2 001 € à 2 500 € | 4,25 € |
| 4 | de 2 501 € à 3 000 € | 3,25 € |
| 5 | + de 3 000 € | 2,10 € |

Compte-tenu des formules proposées par l'association Habitat Jeunes Laval, le coût pour l'agent sera alors le suivant :

| Barème | Participation employeur | Formule 1 | | Formule 2 | | Formule 3 | |
|--------|-------------------------|------------|---------------------|------------|---------------------|------------|---------------------|
| | | Prix repas | Participation agent | Prix repas | Participation agent | Prix repas | Participation agent |
| 1 | 6,40 € | | 1,10 € | | 2,20 € | | 3,10 € |
| 2 | 5,40 € | | 2,10 € | | 3,20 € | | 4,10 € |
| 3 | 4,25 € | 7,50 € | 3,25 € | 8,60 € | 4,35 € | 9,50 € | 5,25 € |
| 4 | 3,25 € | | 4,25 € | | 5,35 € | | 6,25 € |
| 5 | 2,10 € | | 5,40 € | | 6,50 € | | 7,40 € |

Pour la ville de Laval, sans nouvelle augmentation en 2023 et avec le maintien de la fréquentation actuelle des agents, la charge supplémentaire en 2023 ne devrait pas dépasser + 6 170 € sur l'année.

Ceci exposé,

Il vous est proposé d'adopter la délibération suivante et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Laurent Paviot : *Merci Monsieur le Maire. Il s'agit effectivement de vous proposer un avenant à cette convention. Donc pour la remise en situation, la ville de Laval accompagne ses agents dans le domaine de la restauration auprès du FJT, du foyer des jeunes travailleurs lavallois. En date du 6 septembre, l'association nous a signifié que l'inflation sur les denrées alimentaires et le coût de l'énergie l'obligeaient à déclencher une nouvelle hausse de ses tarifs en restauration. Donc vous avez la visualisation des différences de prix, +0,60 euros, +0,20 sur l'entrée, le dessert et le yaourt, +0,10 sur le fromage, +0,5 sur le pain. Cette augmentation vient également à la suite d'une première qui avait eu lieu pour mémoire en avril 2022, où il y avait eu une augmentation et un changement de formule qui avait aussi impacté et sur laquelle la ville de Laval avait accompagné l'ensemble de ses agents, ce qui fait qu'avec ces nouvelles augmentations, nous avons un coût de +20,25 % par rapport à l'équivalent de 2021.*

L'ampleur de cette hausse interroge la ville de Laval en tant qu'employeur et l'a conduite à reconsidérer les aides dans un sens d'une compensation plus importante, avec néanmoins une différenciation selon les barèmes, qui sont joints, les barèmes de rémunération, enfin les barèmes on va dire de plage de rémunération, accompagnant totalement les agents des barèmes 1 et 2 qui ont effectivement des pouvoirs d'achat moins importants, les barèmes 3 et 4 au ¾ de l'augmentation et le barème 5 pour la moitié de l'augmentation, ainsi afin de rester dans un budget maîtrisé. La durée de la convention reste inchangée, avec un terme au 15 mai 2023, si bien entendu cette délibération est acceptée. Vous avez effectivement les différents éléments de la rémunération brute qui sont donc, on va dire, accompagnés, comme je le disais, à 100 % pour les barèmes 1 et 2, 75 % pour 3 et 4 et 50 % pour le barème 5. La projection de cette charge supplémentaire en 2023 ne devrait pas dépasser 6 170 euros sur l'année. Il vous est donc proposé d'adopter cette délibération et d'autoriser le maire à signer tous les documents à cet effet.

M. le Maire : *Merci. Est-ce qu'il y a des questions, observations ? Non ? Je précise juste que Patrice Morin, en tant que représentant de la ville au sein d'Habitat Jeunes Laval, ne prend pas part au vote, pour les autres je vous invite à voter. Donc c'est adopté, merci.*

N° S516 - RHTF - 17

PARTICIPATION DE LA VILLE DE LAVAL À LA PRISE EN CHARGE DES TICKETS REPAS POUR LES AGENTS - AVENANT À LA CONVENTION AVEC L'ASSOCIATION HABITAT JEUNES LAVAL

Rapporteur : Laurent Paviot

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu le code de la fonction publique et notamment son Livre VII relatif à l'action sociale,

Vu la délibération S512 - RHTF - 4 du 9 mai 2022 relative à la participation de la ville de Laval à la prise en charge des tickets repas pour les agents et la convention avec l'association Habitat Jeunes Laval,

Considérant que l'association Habitat Jeunes Laval fait évoluer ses tarifs à compter date du 7 novembre 2022,

Que la ville de Laval doit adapter, en conséquence, sa prise en charge pour limiter l'impact pour ses agents,

Qu'il convient d'adapter la convention conclue avec l'association Habitat Jeunes Laval à cet effet,

Qu'un avenant à la convention, joint en annexe, doit être signé entre la ville de Laval et l'association Habitat Jeunes Laval,

Sur proposition de la commission ressources humaines, techniques et financières,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le conseil municipal décide de modifier sa participation au prix des repas servis au personnel de la ville de Laval par l'association Habitat Jeunes Laval de la façon suivante :

montant de la participation (article 3 – Prise en charge financière des repas)

À compter du 22 novembre 2022, la participation de la collectivité au prix du ticket-repas est fixée comme suit, quelle que soit la formule choisie par l'agent :

| Barème | Rémunération brute mensuelle | Participation employeur |
|--------|------------------------------|-------------------------|
| 1 | Jusqu'à 1 400 € | 6,40 € |
| 2 | de 1 401 € à 2 000 € | 5,40 € |
| 3 | de 2 001 € à 2 500 € | 4,25 € |
| 4 | de 2 501 € à 3 000 € | 3,25 € |
| 5 | + de 3 000 € | 2,10 € |

Article 2

L'avenant à la convention proposé à cet effet, liant la ville de Laval à l'association Habitat Jeunes Laval, est approuvé.

Article 3

Le maire ou son représentant est autorisé à signer avec l'association Habitat Jeunes Laval le présent avenant à la convention, ainsi que tout document afférent.

Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Patrice Morin, en tant que représentant de la ville de Laval au sein de l'association Habitat Jeunes Laval, ne prend pas part au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.



AVENANT N° 1 À LA CONVENTION 2022

Entre les soussignés :

- **la Ville de Laval** - place du 11 novembre - 53000 Laval -, représentée par son Maire, Monsieur Florian BERCAULT et dénommée la collectivité,

Et

- l'association **Habitat Jeunes Laval**, immatriculée sous le SIREN 775613896, ayant son siège social 24 rue Mazagran à Laval, représentée par son Président, d'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet - amendement de la participation employeur figurant à l'article 3 - Prise en charge financière des repas

La partie correspondante est modifiée comme suit :

À compter du 22 novembre 2022, la participation de la collectivité au prix du ticket-repas est fixée comme suit, quelle que soit la formule choisie par l'agent :

| Barème | Rémunération brute mensuelle | Participation employeur |
|--------|------------------------------|-------------------------|
| 1 | Jusqu'à 1 400 € | 6,40 € |
| 2 | de 1 401 € à 2 000 € | 5,40 € |
| 3 | de 2 001 € à 2 500 € | 4,25 € |
| 4 | de 2 501 € à 3 000 € | 3,25 € |
| 5 | + de 3 000 € | 2,10 € |

Article 6 : Date d'effet de l'avenant n°1 à la convention

Le présent avenant prend effet à compter du 22 novembre 2022.

À Laval, le

Le.a Président.e de l'association
Habitat Jeunes Laval

Le Maire,
Ville de Laval

Florian BERCAULT

CULTURES ET RAYONNEMENT DE LA VILLE

M. le Maire : *On passe aux questions cultures et rayonnement de la ville, après cette belle inauguration du 40 que nous avons vécu ce week-end et qui continue toute la semaine. On commence avec une convention de moyens entre la ville de Laval et l'association POC POK, concernant la suite des festivités avec les 3 Éléphants. Bruno Flécharde.*

CONVENTION DE MOYENS ENTRE LA VILLE DE LAVAL ET L'ASSOCIATION POC POK DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DU FESTIVAL DES 3 ÉLÉPHANTS 2023

Rapporteur : Bruno Flécharde

I - Présentation de la décision

Par convention, signée le 12 avril 2022, la ville de Laval et l'association Poc Pok ont arrêté les objectifs et modalités de partenariat de 2022 à 2024 en ce qui concerne l'organisation d'un événement annuel dédié aux musiques actuelles : les 3 Éléphants (3LF).

Dans ce cadre, les deux partenaires organiseront conjointement, en 2023, du 10 au 14 mai, la 26e édition du festival de musiques actuelles (Poc Pok) et d'arts de la rue (ville de Laval). Événement marquant de la vie culturelle lavalloise depuis 2008, le festival, fortement ancré dans le paysage mayennais, réaffirme, à l'occasion de cette édition, son ambition de rayonner bien au-delà des frontières du département tout en mettant en avant le quartier historique du centre-ville.

La ville confirme ainsi sa volonté de soutenir fortement cet événement qui, par la qualité et la variété de ses propositions artistiques (mêlant concerts de musiques actuelles, arts de la rue, concerts jeune public et installations plastiques) et par sa capacité à identifier et promouvoir de jeunes artistes émergents, participe au dynamisme et à l'attractivité du territoire.

Ce festival lie ainsi passé et modernité, valorisation de l'espace public et des acteurs culturels, pour renforcer l'identité de Laval : ville d'hier et de demain.

Une convention est nécessaire pour arrêter les modalités pratiques de l'édition 2023. C'est l'objet de la présente convention qui précise les modalités techniques, administratives et financières afin de mutualiser les moyens de la ville de Laval et de Poc Pok pour assurer, à cet événement, la meilleure programmation, organisation, notoriété et fréquentation.

Il convient également de signer des conventions ou contrats avec des prestataires ou partenaires intervenant pour la mise en œuvre du volet arts de la rue et de procéder à des recrutements.

II - Impact budgétaire et financier

Le montant de la programmation est de 34 000 euros.

Il vous est proposé d'approuver les modalités de mutualisation des moyens entre la ville de Laval et Poc Pok pour l'organisation du festival des 3 Éléphants et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet (contrats de cession, contrats de résidence et contrats de coproduction).

Bruno Fléhard : *Merci Monsieur le Maire. Donc là encore, pas une nouveauté puisque le festival commence à être connu de tous, je l'espère en tout cas. C'est l'occasion pour moi de rappeler quand même une répartition des missions entre l'association et la ville de Laval. La ville a quand même en responsabilité directe la programmation de tous les spectacles en espace public, alors que l'association Poc Pok, elle, s'occupe de la programmation des musiques actuelles. Donc en pièce jointe, vous avez une convention qui précise évidemment les obligations des uns et des autres. Je vous invite à y jeter un œil, parce qu'il y a le détail notamment de tous les espaces qui sont mis à disposition, et ce n'est pas rien, c'est vraiment un festival qui s'installe dans l'ensemble de la ville. Aussi un gros travail qui a été fait l'année dernière sur la valorisation de la communication, un travail de détail qui explicite de façon précise les contreparties de la subvention aussi en termes de communication. Je peux saluer le service communication qui a fait ce travail, parce qu'il nous aide aussi à repréciser les conventions qu'on peut avoir avec les associations conventionnées, et du coup d'avoir un plus juste regard sur le retour sur image qu'on peut avoir face à des subventions qu'on attribue. Donc à part cela, rien de grand neuf, sinon la programmation que je ne peux pas dévoiler, je ne la connais pas encore, donc on peut s'attendre aussi à tout le lot de nouveautés pour un festival de première importance sur notre territoire.*

M. le Maire : *Merci beaucoup. Est-ce qu'il y a des questions ? Non ? On passe au vote. Donc c'est adopté, merci.*

N° S516 - CRV - 1

CONVENTION DE MOYENS ENTRE LA VILLE DE LAVAL ET L'ASSOCIATION POC POK DANS LE CADRE DE L'ORGANISATION DU FESTIVAL DES 3 ÉLÉPHANTS 2023

Rapporteur : Bruno Fléhard

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Considérant que la ville de Laval propose une diffusion de spectacles d'arts de la rue et des installations plastiques dans le cadre du festival des 3 Éléphants 2023,

Que le festival, prévu du 10 au 14 mai 2023, est organisé conjointement entre la ville de Laval et l'association Poc pok,

Qu'il convient de préciser, via une convention de moyens avec l'association Poc Pok, les modalités artistiques, techniques, administratives et financières relatives à l'organisation du festival,

Qu'il convient également de signer des conventions ou contrats avec les prestataires ou partenaires intervenant, pour la mise en œuvre du volet arts de la rue et de procéder à des recrutements,

Sur proposition de la commission cultures et rayonnement de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le partenariat entre la ville de Laval et l'association Poc Pok pour l'organisation du festival des 3 Éléphants - édition 2023 est approuvé.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à signer la convention de moyens avec l'association Poc Pok et les conventions ou contrats avec les prestataires ou partenaires intervenant dans l'organisation de ce festival, ainsi que tout document ou avenant éventuel en lien avec ce festival.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

CONVENTION DE MOYENS POUR L'ORGANISATION DES 3 ÉLÉPHANTS 2023

ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Ville de Laval
Hôtel de Ville - CS 71327 - 53013 LAVAL Cedex
représentée par son maire
agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 21 novembre 2022
Siret n° 215 301 300 000 12
Code APE : 8411Z
ci-après dénommée la ville de Laval,

ET

L'association Poc Pok
dont le siège social est situé 177, rue du Vieux Saint-Louis - 53000 LAVAL
représentée par sa présidente dûment habilitée
Siret n° 482 378 452 000 23
Code APE : 9001Z
ci-après dénommée Poc Pok

PRÉAMBULE

Par convention, signée le 12 avril 2022, la ville de Laval et l'association Poc Pok ont arrêté les objectifs et modalités de partenariat de 2022 à 2024 en ce qui concerne l'organisation d'un événement annuel dédié aux musiques actuelles : les 3 Éléphants (3LF).

Dans ce cadre, les deux partenaires organiseront, en 2023, la 26^e édition du festival de musiques actuelles et d'arts de la rue. Événement marquant de la vie culturelle lavalloise depuis 2008, le festival, fortement ancré dans le paysage mayennais, réaffirme à l'occasion de cette édition son ambition de rayonner bien au-delà des frontières du département tout en mettant en avant le quartier historique du centre-ville.

Par cette convention, les modalités pratiques de l'édition 2023 sont arrêtées.

La ville confirme ainsi sa volonté de soutenir fortement cet événement qui, par la qualité et la variété de ses propositions artistiques, par sa capacité à identifier et promouvoir de jeunes artistes émergents, participe au dynamisme et à l'attractivité du territoire.

Ce festival lie ainsi passé et modernité, valorisation de l'espace public et des acteurs culturels, pour renforcer l'identité de Laval : ville d'hier et de demain

IL EST CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

Article 1 : OBJET

Dans le cadre de l'organisation du festival Les 3 Éléphants qui aura lieu du 10 au 14 mai 2023 à Laval, les différentes parties, la ville de Laval et l'association Poc Pok, ont convenu de s'associer et mutualiser leurs moyens pour assurer à l'opération la meilleure programmation, organisation, notoriété et fréquentation.

Article 2 : PROGRAMMATION

Poc Pok prend en charge la programmation des concerts de musiques actuelles.

La Ville de Laval prend en charge la programmation des arts de la rue.

La Ville de Laval et Poc Pok prennent en charge conjointement l'intervention des « collectifs déco ».

Article 3 : DROITS D'AUTEUR ET TAXE FISCALE

Poc Pok et la Ville de Laval auront à leur charge les déclarations auprès des sociétés de perception des droits d'auteur et des droits voisins afférents aux contrats qu'ils auront programmés (SACD, ASTP, SACEM, CNV...).

Article 4 : LIEUX ET LOCAUX

Le festival Les 3 Éléphants aura lieu : place de Hercé, promenade Anne d'Alègre, cour du musée des sciences, dans le jardin de la Perrine et plus largement dans le Vieux Laval.

La Ville de Laval met à disposition de Poc Pok les locaux et bâtiments suivants :

- PLACE DE HERCÉ
- la salle-polyvalente du 2 mai au 17 mai 2023,
- l'auditorium de la salle polyvalente du 2 mai au 17 mai 2023,
- le local rez-de-chaussée de la bibliothèque du 5 mai au 17 mai 2023,
- le Local " Discothèque " de la bibliothèque du 5 mai au 17 mai 2023,
- l'ancienne cour du service espaces verts de la Perrine (*la serre - allée Adrien Bruneau*) du 4 mai au 17 mai 2023.
- JARDIN DE LA PERRINE
- l'accès principal du jardin de la Perrine sera fermé du 8 mai 2022 à 19h au 16 mai 2022 à 12h,
- les espaces devant le musée école, l'Orangerie et le musée Alain Gerbault seront à disposition de l'association Poc Pok du 4 mai au 17 mai 2023,
- les espaces Balcons côté remparts du jardin de la Perrine le 13 et 14 mai 2022,
- l'accès à la nouvelle cour du service espace verts du jardin de la Perrine comme issues de secours pendant l'exploitation du festival du 10 au 15 mai 2023,
- les salles d'exposition du musée école de la Perrine (rez-de-chaussée, rez-de-jardin, salle dite « la Poterie ») du 9 mai (8h) au 17 mai 2023 (18h),
- l'espace dit « l'Orangerie », jardin de la Perrine, du 5 mai au 17 mai 2023,
- le musée Alain Gerbault (salle expo) du 5 mai au 16 mai 2023.

- AUTRES LIEUX

- la salle des Pas Perdus du 8 mai au 18 mai 2023,
- le gymnase Ambroise Paré du 12 mai (13h) au 14 mai 2023 (23h),
- la Maison Pierre Briand du 8 mai (8h) au 14 mai 2023 (23h),
- l'Ecole Alain du 12 mai (18h) au 14 mai (23h),
- la salle d'exposition de la Scomam du 5 mai au 18 mai 2023.

La ville de Laval met à disposition de Poc Pok les lieux / espaces publics suivants :

- la place de Hercé, en partie (les 2 travées près de la salle polyvalente), du 3 mai au 17 mai 2023,
- la place de Hercé, en totalité, du 5 mai au 17 mai 2023,
- la promenade Anne d'Alègre du 4 mai au 17 mai 2023,
- le parking, et espaces extérieurs de l'ancien CCAS, place de Hercé, du 4 mai au 17 mai 2023 pour l'implantation du camping bénévoles/équipes/staff,
- le parking arrière de la salle polyvalente, rue de la Halle aux Toiles du 2 mai au 17 mai 2023,
- les espaces verts, place du Gast, pour l'implantation du camping festival du 4 mai au 17 mai 2023,
- la cour du musée des sciences du 5 mai au 17 mai 2023,
- l'esplanade du Château-Neuf du mardi 9 mai (13h) au lundi 15 mai 2022 (20h),
- le parking du gymnase Ambroise Paré du 11 mai (8h) au 14 mai 2022 (23h),
- la salle de l'Avant-Scène du 5 au 15 mai 2023.

Article 5 : MÉDIATION RIVERAINS

Le festival se déroule dans le centre-ville de Laval et nécessite un travail de médiation avec les riverains de la place de Hercé et des rues adjacentes. La circulation et le stationnement étant réglementés sur différentes périodes, il sera nécessaire que l'association Poc Pok soit assistée de la Ville de Laval dans l'organisation des réunions d'information avec la présence de techniciens et d'élus de la collectivité.

Un rétro planning sera fourni en décembre 2022 pour une mise en application sur l'année 2023.

Article 6 : MATÉRIEL

La ville de Laval s'engage à mettre à disposition dans la limite de ses capacités :

- du matériel scénique (*son, éclairage*),
- le parc technique municipal (*barrières, barnum, praticables, matériel d'exposition, etc.*),
- des points d'eau et d'évacuations des eaux usées sur les différents sites,
- les armoires électriques sur les sites et câbles, dans les limites du matériel disponible,
- des plantes vertes décoratives,
- le nettoyage par les services de propreté des espaces public occupés par le festival,
- des travaux de voirie si nécessaires,
- l'installation temporaire des moyens de communication (*téléphonie et informatique*),
- l'ensemble des plots bétons nécessaires à la sécurisation préconisée par les services compétents,
- 4 véhicules du parc municipal afin de réaliser les points de contrôle sécurité renforcée Vigipirate du 11 mai 2023 au matin au 17 mai 2023 midi.

Poc Pok se chargera de fournir tout autre matériel nécessaire à la mise en place et à l'organisation du festival.

Poc Pok s'engage à prendre soin du matériel qui lui est prêté, à ne pas effectuer de quelconques manipulations, modifications, réparations sans avis préalable de la Ville de Laval.

Article 7 : SÉCURITÉ - SECOURS - INCENDIE

Poc Pok et la Ville de Laval sollicitent les autorités compétentes pour obtenir les autorisations nécessaires pour le bon déroulement de l'événement.

Poc Pok et la Ville de Laval prendront en charge la sécurité et les secours nécessaires à l'ensemble de la manifestation.

Article 8 : RESTAURATION - HÉBERGEMENT

Poc Pok prendra en charge l'ensemble des repas des personnes qui auront à intervenir sur le festival (*artistes, techniciens, etc.*).

Poc Pok et la Ville de Laval prendront respectivement en charge l'hébergement des artistes pour lesquels ils auront programmé et signé des contrats.

Article 9 : PARTENARIAT, ÉCHANGE DE VISIBILITÉ ET COMMUNICATION

Communication

Par son dimensionnement et ses ambitions, le festival nécessite de mettre en place des moyens de communication importants selon une stratégie définie très en amont de l'opération et qui se déploie de façon coordonnée sur tous les vecteurs d'image et de notoriété : presse, supports print, communication numérique, achat d'espaces (print/audio/vidéo), street marketing, signalétique, goodies, photos & vidéos... Une attention forte est portée au rayonnement du festival au niveau régional et national, notamment dans le grand Ouest.

Dotée d'une équipe de communication experte, Poc Pok assure la définition, l'impulsion et la mise en œuvre de la stratégie de communication du festival. Elle veille à intégrer à sa communication la valorisation de l'image du territoire, et notamment ses atouts culturels, son patrimoine et ses publics.

Pour soutenir la communication de l'événement estimée à 71 000 €, la ville prend en charge une partie de celle-ci à hauteur de 18 000 € TTC, directement en finançant tout ou partie de l'achat d'espaces publicitaires. La ville prend également en charge l'impression de tout ou partie des supports print de communication élaborés par Poc Pok, via l'imprimerie municipale, pour un montant maximum de 16 000 € TTC. Si les frais d'impression sont plus élevés, l'imprimerie municipale facturera le reliquat à Poc Pok.

Stratégie partenariale

La ville, par l'importance de son engagement programmatique, technique et financier, et par les moyens/lieux mis à disposition est le partenaire majeur de l'opération. De ce fait, la ville est :

- informée en amont de la stratégie de communication conçue par Poc Pok et de son séquençage,
- associée autant que de besoin et sous condition de ne pas ralentir le processus de production, à la définition des éléments-clés de l'image de l'événement, visuels et rédactionnels, notamment sur ce qui relève de la promotion du territoire,
- présente sur tous les supports produits en tant que partenaire majeur, selon une charte de visibilité concertée entre les deux parties.

Détail des actions mises en œuvre

1/ Poc Pok assure la valorisation du partenariat de la façon suivante :

- 1- print
 - 2e de couverture du programme réservée à la ville
- 2- numérique
 - intégration d'images de la ville dans l'after movie
- 3- signalétique :
 - espaces réservés pour la mise en place de la signalétique ville (oriflammes/chaussettes barrières Vauban, etc.)
- 4- relations publiques
 - mise à disposition de places à gagner via les réseaux sociaux ville (5 à 10 pass weekend)
 - invitations à la soirée de lancement transmises au cabinet du maire,
 - invitation sur l'espace partenaires à raison de 15 personnes par soir.

2/ De son côté, la ville s'engage à mettre tous les moyens à sa disposition pour assurer une promotion 3* de l'événement via ses propres outils de communication :**

- 1- presse :
 - a minima, articles d'1 page sur les supports de la ville et, le cas échéant, de l'agglomération
 - retour sur l'événement
- 2- numérique :
 - page sur le site Internet et pop up en page d'accueil (faisabilité technique à confirmer),
 - large promotion de l'opération sur les réseaux sociaux Facebook, Twitter, Instagram et LinkedIn (teaser / annonces des temps forts / lives, / reportages...),
 - photos & vidéos,
- 3- affichage grand format :
 - mise à disposition de l'ensemble du réseau Decaux et des supports 4X3, et pose des affiches,
- 4- signalétique :
 - mise à disposition de l'espace d'affichage du silo 8X5, et pose de la bâche,
- 5- relations publiques :
 - organisation du pot d'inauguration du festival comprenant boisson (soft + crémant) et petits fours.

Article 10 : ASSURANCES

Poc Pok et la Ville de Laval attestent avoir souscrit une assurance en dommage aux biens et responsabilité civile s'agissant de leur matériel et de leur personnel. Elles se sont également assurées pour tous les risques liés à l'accueil du public.

Article 11 : RESPECT DE LA LÉGISLATION

Poc Pok et la Ville de Laval s'engagent à travailler dans le respect du droit et des personnes, notamment à respecter la législation relative à la protection des œuvres de l'esprit, aux droits d'auteur et de la propriété intellectuelle et artistique.

Chaque partie déclare être régulièrement affiliée à tous les organismes sociaux existants et être en règle avec lesdits organismes.

En leur qualité d'employeur, elles s'engagent à effectuer pour le compte de leur personnel toutes les déclarations et versements exigibles aux organismes sociaux, de telle sorte que la responsabilité de chacun des cocontractants ne puisse en aucun cas et à quelque titre que ce soit être recherchée à ce sujet. Chaque partie garantit aux mêmes fins son cocontractant de la régularité d'affiliation aux organismes sociaux de tous travailleurs, d'un sous-traitant ou d'un prestataire de service qu'elle pourrait s'adjoindre à cette occasion.

Article 12 : CLAUSE D'ANNULATION

La présente convention se trouverait suspendue ou annulée de plein droit et sans indemnité d'aucune sorte dans tous les cas de force majeure reconnus par la loi et la jurisprudence française.

Article 13 : DURÉE

La présente convention est conclue et acceptée pour la durée de la prestation : du 2 mai au 17 mai 2023. Concernant la communication, la présente convention prend effet à sa date de signature et jusqu'à la clôture de l'événement.

Fait à Laval, le

Pour Poc Pok
Le Président,

Laurent BOURGAULT

Pour la ville de Laval
L'Adjoint au Maire aux Cultures pour tous,

Bruno FLECHARD

M. le Maire : *La suite, ce sont des demandes de subventions pour nos projets culturels associatifs. Bruno Flécharde.*

DEMANDES DE SUBVENTIONS POUR DES PROJETS CULTURELS ASSOCIATIFS

Rapporteur : Bruno Flécharde

I - Présentation de la décision

Laval a une politique volontariste pour accompagner le tissu associatif, notamment les acteurs œuvrant dans le domaine de la culture. Les subventions attribuées en début d'année soutiennent généralement le fonctionnement des associations et une part peut également être dédiée à un projet particulier et ponctuel (cf délibération n°RHTF-5 du 21 mars 2022).

Au cours de cette année, de nouvelles demandes sont parvenues à la ville, par les associations suivantes :

1/ L'ASSOCIATION "COMPAGNIE ZAKOUSKA"

L'association sollicite le soutien de la ville de Laval dans le cadre de son projet de spectacle "Fétrus aun der Valf, un Pierre et le loup Klezmer". L'aide de Laval porterait plus précisément sur une création d'une scénographie du spectacle en ajoutant des images projetées afin d'illustrer l'histoire sur le modèle d'un livre pour enfant. En effet, le spectacle est destiné aux 3-8 ans et leur famille et sera présenté à l'Avant-Scène le 23 décembre prochain, mais également dans des centres sociaux du département.

La demande est de 2 000 € sur un projet de 7 900 €.

2/ L'ASSOCIATION "LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT"

La Ligue de l'enseignement (FAL 53) étudie actuellement un projet de transformation de l'Avant-Scène en cinéma. Après une 1^{ère} étude sur la faisabilité technique du projet (financé sur ses fonds propres), l'association souhaite lancer, avant la fin de cette année, une étude sur le potentiel cinématographique de Laval.

C'est à ce titre que l'association sollicite une aide financière de la ville pour réaliser cette seconde étude estimée à 12 000 €. La demande de soutien est de 8 000 €.

II - Impact budgétaire et financier

Il est proposé de soutenir :

1/ l'association "COMPAGNIE ZAKOUSKA" à hauteur de 1 000 € pour la mise en valeur scénographique de son spectacle "Fétrus aun der Valf, un Pierre et le loup Klezmer" ;

2/ l'association FAL53 dans sa démarche d'étude de transformation de l'Avant-Scène en cinéma et ce à hauteur de 5 000 €.

L'ensemble de ces subventions, soit 6 000 €, sera pris sur les crédits restants et alloués au secteur culturel pour 2022.

Il vous est proposé d'approuver ces soutiens financiers et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Bruno Fléchar : *Oui, il y a deux demandes sur le volet 2023, finalement des subventions. La première, c'est l'association Compagnie ZAKOUSKA qui sollicite la ville pour l'aide à l'accompagnement autour d'un spectacle « Fétrus aun der Valf , un Pierre et le loup Klezmer", excusez-moi pour l'accent. Donc la demande de la subvention est de 2 000 euros sur un projet qui en vaut 7 900. Et une deuxième demande de subvention, c'est l'association la Ligue de l'enseignement, qui étudie actuellement un projet de transformation de l'avant-scène en cinéma. Après une première étude de la faisabilité technique du projet, l'association souhaite lancer avant la fin de cette année une étude sur le potentiel cinématographique de Laval, et l'étude est estimée à 12 000 euros et la demande est de 8 000. Nous suggérons de suivre le premier projet à hauteur de 1 000 euros et le deuxième à hauteur de 5 000 euros.*

M. le Maire : *Merci. Effectivement, et souligner que c'est un engagement que vous avez auprès des Lavallois de développer le cinéma Art et essai, on espère des bonnes nouvelles dans les prochains mois, n'est-ce pas Bruno Fléchar ?*

Bruno Fléchar : *On y reviendra, là on est dans la phase d'étude, donc on l'accompagne, et j'ose espérer qu'on aura des solutions avantageuses.*

M. le Maire : *Et ce qui montre notre bonne volonté pour y arriver. Est-ce qu'il y a des questions, observations ? Non ? Eh bien on passe au vote. Donc c'est adopté, merci.*

N° S516 - CRV - 2

DEMANDES DE SUBVENTIONS POUR DES PROJETS CULTURELS ASSOCIATIFS

Rapporteur : Bruno Fléchar

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article L9-1,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 21 mars 2022 portant adoption du budget primitif 2022 de la ville de Laval et attribution des subventions aux associations au titre de l'année 2022,

Considérant que la ville de Laval souhaite accompagner le tissu associatif notamment dans le domaine culturel,

Que plusieurs projets culturels associatifs font l'objet d'une demande de soutien financier auprès de la ville de Laval,

Que l'association "COMPAGNIE ZAKOUSKA" sollicite le soutien de la ville pour la mise en valeur scénographique de son spectacle "Fétrus aun der Valf, un Pierre et le loup Klezmer",

Que l'association FAL53 dans sa démarche d'étude de transformation de l'Avant-Scène en cinéma sollicite également une subvention de la ville,

Sur proposition de la commission cultures et rayonnement de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

L'attribution d'une subvention de 1 000 € à l'association "COMPAGNIE ZAKOUSKA" pour la mise en valeur scénographique de son spectacle "Fétrus aun der Valf, un Pierre et le loup Klezmer" est approuvée.

Article 2

L'attribution d'une subvention de 5 000 € à l'association FAL53 afin de la soutenir dans sa démarche d'étude de transformation de l'Avant-Scène en cinéma est approuvée.

Article 3

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Camille Pétron, en tant qu'élue intéressée au sein de la FAL 53, ne prend pas part au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : *On passe à la visite d'une délégation lavalloise à Mettmann en Allemagne, donc notre ville jumelle. Nadège Davoust.*

VISITE D'UNE DÉLÉGATION LAVALLOISE À METTMANN (ALLEMAGNE) DU 24 AU 28 NOVEMBRE 2022

Rapporteur : Nadège Davoust

I - Présentation de la décision

Laval et Mettmann (région de Düsseldorf, Allemagne) sont jumelées depuis 1974, soit près de 5 décennies. Le chantier de jeunes bénévoles intitulé "Brigade verte Laval-Mettmann-Lovech", prévu à l'été 2021, a été annulé du fait de l'épidémie de Covid-19. L'édition 2022 n'a pas pu être finalisée suivant des modalités convenant à l'ensemble des partenaires (visioconférence). La ville de Mettmann n'a pas pu participer à cette action de sensibilisation à la réduction des déchets en direction des jeunes.

Aussi, afin de rencontrer Madame Pietschmann, maire de Mettmann, élue en 2020, ainsi que d'autres partenaires locaux pour relancer les échanges, tout particulièrement dans le champ de la jeunesse, Madame Davoust, conseillère municipale déléguée à la vie associative et aux relations internationales, se rendra-t-elle à Mettmann, du 24 au 28 novembre 2022, aux côtés de Madame Mireille Coupard, présidente du Comité de jumelage Laval-Mettmann.

II - Impact budgétaire et financier

La ville de Laval prendra en charge les dépenses d'hébergement et repas de Madame Davoust durant ce déplacement au titre de ses frais de mission, sous couvert de la délibération mandat spécial 2022.

Afin de réduire les coûts de transport, il est convenu avec le Comité de jumelage Laval-Mettmann de partager les frais comme suit : carburant et péage pris en charge par la ville de Laval, location du véhicule à la charge du comité de jumelage.

S'agissant d'une action partenariale, non d'une action à la seule initiative du Comité de jumelage Laval-Mettmann, la participation de la ville de Laval prendra la forme d'un défraiement par remboursement après le déplacement, sous couvert d'une convention et sur production d'une facture par le Comité de jumelage Laval-Mettmann.

Le budget prévisionnel total de l'opération est de 1 650 €, réparti comme suit.

| Dépenses | | Recettes | |
|------------------------|----------------|-------------------------------------------------------|----------------|
| Péages et carburant AR | 400 € | Ville de Laval | 1 000 € |
| Repas (9) | 200 € | Comité de jumelage Laval-Mettmann (Location véhicule) | 650 € |
| Hôtel (4 nuits) | 290 € | Total | 1 650 € |
| Cadeaux | 110 € | | |
| Location véhicule | 650 € | | |
| Total | 1 650 € | | |

Les dépenses de la ville de Laval, à hauteur de 1 000 €, seront imputées sur le budget "relations internationales et jumelages" au titre de l'année 2022.

Il vous est proposé d'approuver le budget de l'action et d'autoriser le maire ou son représentant à signer la convention correspondante avec le Comité de jumelage Laval-Mettmann, ses éventuels avenants et tout document relatif à cette visite.

Nadège Davoust : *Merci Monsieur le Maire. Donc dans le cadre de ma délégation relations internationales, je vais effectuer un déplacement avec Madame Mireille Coupard, qui est la présidente du comité de jumelage Laval-Mettmann, afin de rencontrer la maire de Mettmann, Madame Pietschmann, ainsi que d'autres partenaires locaux pour relancer les échanges, tout particulièrement dans le champ de la jeunesse. La ville de Laval prendra en charge mes dépenses d'hébergement et de repas durant ce déplacement, au titre de mes frais de mission, sous couvert de la délibération mandat spécial 2022, afin de réduire les coûts de transport, il est convenu avec le comité de jumelage Laval-Mettmann de partager les frais. Donc le comité de jumelage prendra en charge les frais de location du véhicule, et la ville de Laval le carburant et les péages. S'agissant d'une action de partenariat et non d'une action à la seule initiative du comité de jumelage Laval-Mettmann, la participation de la ville de Laval prendra la forme d'un défraiement par remboursement, après le déplacement sous couvert d'une convention et sur production d'une facture par le comité de jumelage Laval-Mettmann.*

Donc les dépenses de la ville de Laval, à hauteur maximum de 1 000 euros seront imputées sur le budget relations internationales et jumelage, au titre de l'année 2022. Il vous est donc proposé d'approuver le budget de l'action et d'autoriser le maire à signer la convention correspondante avec le comité de jumelage Laval-Mettmann, ses éventuels avenants et tout document relatif à cette visite.

M. le Maire : *Merci. Est-ce qu'il y a des questions, observations ? Oui, Madame Soultani.*

Samia Soultani : *Merci Monsieur le Maire. Une question plus d'ordre juridique parce que par expérience, à la Région quand on fait par exemple des missions, ce n'est pas l'élu qui participe à la mission qui présente le rapport, parce qu'il y a conflit d'intérêts forcément, parce qu'il est concerné directement. Donc je ne sais pas du tout ce qu'il en est, mais en tout cas à la Région, on nous empêche de présenter les rapports qui nous concernent directement, parce qu'il y a forcément conflit d'intérêts. Donc c'était juste une question d'ordre juridique.*

M. le Maire : *Oui, c'est une bonne question.*

M. Bertier: *Il faut quitter la salle au moment du vote.*

M. le Maire : *On sera davantage vigilant pour la suite. Mais effectivement, elle quittera la salle au moment du vote. Est-ce qu'il y a d'autres questions, observations ? Non ? Merci du point de vigilance. Sur ce, je sou mets aux voix. Bon, c'est adopté, merci.*

N° S516 - CRV - 3

VISITE D'UNE DÉLÉGATION LAVALLOISE À METTMANN (ALLEMAGNE) DU 24 AU 28 NOVEMBRE 2022

Rapporteur : Nadège Davoust

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L1115-1 et L2121-29,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 21 mars 2022 portant adoption du budget primitif 2022 de la ville de Laval,

Considérant qu'une délégation lavalloise, représentée par la ville de Laval et le Comité de jumelage Laval-Mettmann, doit se déplacer à Mettmann (Allemagne), du 24 au 28 novembre 2022, pour rencontrer la municipalité de Mettmann et d'autres partenaires locaux afin de réfléchir aux actions pouvant être entreprises dans le cadre du jumelage, notamment dans le champ de la jeunesse,

Qu'une convention de partenariat relative à cette opération doit être conclue avec le Comité de jumelage Laval-Mettmann,

Sur proposition de la commission cultures et rayonnement de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le budget prévisionnel de l'opération, estimé à 1 650 € et réparti comme suit, est approuvé.

| Dépenses | | Recettes | |
|------------------------|----------------|-------------------------------------------------------|----------------|
| Péages et carburant AR | 400 € | Ville de Laval | 1 000 € |
| Repas (9) | 200 € | Comité de jumelage Laval-Mettmann (Location véhicule) | 650 € |
| Hôtel (4 nuits) | 290 € | Total | 1 650 € |
| Cadeaux | 110 € | | |
| Location véhicule | 650 € | | |
| Total | 1 650 € | | |

Article 2

La ville de Laval prendra en charge les frais de repas et d'hébergement de Madame Davoust, conseillère municipale déléguée à la vie associative et aux relations internationales, à l'occasion de son déplacement à Mettmann (Allemagne), du 24 au 28 novembre 2022.

Article 3

La ville de Laval participera aux coûts de transport, par le remboursement au Comité de jumelage Laval-Mettmann, sur présentation d'une facture correspondant aux péages et au carburant, pour le véhicule loué par le comité de jumelage pour ce déplacement.

Article 4

La convention de partenariat relative à cette action, à intervenir avec le Comité de jumelage Laval-Mettmann, est approuvée.

Article 5

Le maire ou son représentant est autorisé à signer la convention de partenariat avec le Comité de jumelage Laval-Mettmann, ainsi que ses éventuels avenants et tout document relatif à cette opération.

Article 6

Les dépenses relatives à cette opération sont imputées sur le budget "relations internationales et jumelages" de la ville de Laval au titre de l'année 2022.

Article 7

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Nadège Davoust, en tant qu'élue intéressée, s'est retirée de la séance et n'a donc pas pris part au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.



**CONVENTION DE PARTENARIAT
RELATIVE À L'ORGANISATION DU DÉPLACEMENT
D'UNE DÉLÉGATION DE LA VILLE DE LAVAL
À METTMANN (ALLEMAGNE) DU 24 AU 28 NOVEMBRE 2022**

Entre :

La ville de Laval, située place du 11 novembre - CS 71327 - 53013 Laval Cedex, représentée par le maire, M. Florian Bercault, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal en date du 21 novembre 2022,

d'une part,

Et :

Le comité de jumelage Laval-Mettmann, dont le siège est situé en Mairie de Laval-place du 11 Novembre - CS 71327 - 53013 Laval Cedex - représenté par la présidente, Mme Mireille COUPARD,

d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

Laval et Mettmann (région de Düsseldorf, Allemagne) sont jumelées depuis 1974, soit près de 5 décennies. Le chantier de jeunes bénévoles intitulé "Brigade verte Laval-Mettmann-Lovech", prévu à l'été 2021, a été annulé du fait de l'épidémie de Covid-19. L'édition 2022 n'a pas pu être finalisée suivant des modalités convenant à l'ensemble des partenaires (visioconférence). La ville de Mettmann n'a pas pu participer à cette action de sensibilisation à la réduction des déchets en direction des jeunes.

Aussi, afin de rencontrer Madame Pietschmann, maire de Mettmann, élue en 2020, ainsi que d'autres partenaires locaux pour relancer les échanges, tout particulièrement dans le champ de la jeunesse, Madame Davoust, conseillère municipale déléguée à la vie associative et aux relations internationales, se rendra à Mettmann du 24 au 28 novembre 2022, aux côtés de Madame Mireille Coupard, présidente du Comité de jumelage Laval-Mettmann.

La présente convention porte sur l'établissement d'un partenariat avec le Comité de jumelage Laval-Mettmann en vue de l'organisation de ce déplacement.

Article 1 - Composition de la délégation de la ville de Laval :

La délégation sera composée de :

- Mme Nadège Davoust, conseillère municipale déléguée à la vie associative et aux relations internationales,
- Mme Mireille Coupard, présidente du comité de jumelage Laval-Mettmann.

Article 2 - Période de réalisation de l'action :

La délégation de la ville de Laval se rendra à Mettmann (Allemagne) du 24 au 28 novembre 2022.

Article 3 - Budget de l'opération :

Le coût prévisionnel de cette action est estimé à 1 650 TTC réparti ainsi :

| Dépenses | | Recettes | |
|------------------------|----------------|----------------------------------------------------------|----------------|
| Péages et carburant AR | 400 € | Ville de Laval | 1 000 € |
| Repas (9) | 200 € | Comité de jumelage Laval-Mettmann (Location véhicule) | 650 € |
| Hôtel (4 nuits) | 290 € | Total | 1 650 € |
| Cadeaux | 110 € | | |
| Location véhicule | 650 € | | |
| Total | 1 650 € | | |

Article 4 - Engagements de la ville de Laval :

Afin de réaliser cette action, la ville de Laval s'engage à :

- prendre en charge, pour un montant prévisionnel maximum de 1 000 € TTC :
 - les frais de repas et d'hébergement de Madame Nadège Davoust, à l'occasion de son déplacement à Mettmann (Allemagne) du 24 au 28 novembre 2022,
 - les péages et le carburant pour le véhicule loué par le Comité de jumelage Laval-Mettmann pour ce déplacement, sous la forme d'un remboursement au Comité de jumelage Laval-Mettmann, après l'action, sur présentation de la facture correspondante.

Article 5 : engagements du Comité de jumelage Laval-Mettmann :

Le Comité de jumelage Laval-Mettmann prendra en charge le coût de la location et des assurances du véhicule nécessaire à ce déplacement.

Au terme de ce dernier, le Comité de jumelage Laval-Mettmann transmettra à la ville de Laval une facture correspondant aux péages et au carburant de ce véhicule de location.

Le montant de ce défraiement est engagé sous référence

Conformément au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016, la facture devra comporter le numéro d'engagement indiqué ci-dessus.

Elle devra être déposée sur le portail Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr> et adressée à :

**Mairie de Laval
Service financier
Hôtel communautaire
1 Place du Général Ferrié
CS 608092
53013 LAVAL Cedex**

Fait à Laval, le

| | |
|-------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Pour la ville de Laval, Florian Bercault Maire de Laval | Pour le Comité de jumelage Laval-Mettmann, Mireille Coupard Présidente du Comité de jumelage Laval-Mettmann |
|-------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

M. le Maire : *On passe à l'attribution d'une subvention concernant un projet de la Maison de l'Europe, pour une conférence sur l'Ukraine. Enfin ce n'est plus un projet, parce qu'elle a été réalisée.*

Caroline Garnier : *Oui, elle a été réalisée.*

M. le Maire : *Cela fait partie aussi des rigidités de nos institutions, qui ne réunissent peut-être pas assez souvent. Caroline Garnier.*

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION PROJET À LA MAISON DE L'EUROPE POUR UNE CONFÉRENCE SUR L'UKRAINE

Rapporteur : Caroline Garnier

I - Présentation de la décision

Le 24 février 2022, les forces armées russes envahissent l'Ukraine. Les principales villes du pays (Kiev, Kharkiv, Marioupol...) sont la cible de cette offensive. Les frappes concernent des infrastructures civiles en plus des objectifs militaires.

La région connaît de très vives tensions depuis 2014. Cette année-là, un mouvement citoyen pro-européen, dit « révolution de Maïdan », renverse le président pro-russe Viktor Ianoukovitch, la presqu'île ukrainienne de Crimée est annexée par la Russie, les territoires russophones de Donetsk et Lougansk font sécession et entrent en conflit armé avec l'État ukrainien.

Dès l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022, un mouvement en faveur de ce pays et des populations victimes des combats voit le jour par le monde.

À l'échelon local, les associations d'élus, les collectivités locales, les associations caritatives s'associent à cette mobilisation par l'attribution d'aides d'urgence, l'organisation de collectes de biens et matériels de première nécessité, le recensement des offres de logement en direction des réfugiés ukrainiens...

Depuis mars 2022, l'Union européenne a pris une série de sanctions financières et économiques à l'encontre de la Russie. Elles viennent renforcer celles déjà appliquées depuis 2014. Parmi ces mesures, figure la réduction massive des importations de pétrole et de gaz russe.

Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR), agence des Nations Unies pour les réfugiés, au 17 août 2022, 6,5 millions de personnes étaient déplacées du fait de ce conflit.

Dans ce contexte, la Maison de l'Europe en Mayenne a organisé, le 14 septembre dernier, à l'Hôtel de ville, une conférence intitulée : "Le dessous des cartes : décrypter la guerre russo-ukrainienne" qui a rassemblé plus de 70 participants.

En s'appuyant sur 40 cartes, Gwénaél Lamarque, docteur en histoire contemporaine, universitaire et actuel directeur de la Maison de l'Europe de Bordeaux, s'est efforcé d'apporter un éclairage sur les causes historiques, culturelles, géopolitiques et économiques de cette crise majeure.

II - Impact budgétaire et financier

La Maison de l'Europe en Mayenne a sollicité la ville de Laval en vue de l'obtention d'une aide projet de 1 000 € destinée à financer partiellement cette conférence d'un coût global de 2 850 €.

Cette subvention sera imputée sur le fonds de réserve du service partenariat associatif de la ville, section Fonds d'initiative citoyenne (nature 6574) du budget principal.

Attachée à favoriser l'ouverture à l'Europe et au monde, la ville de Laval s'est associée au mouvement de solidarité envers l'Ukraine et les populations déplacées (collecte de denrées et matériels de première nécessité, aides d'urgence allouées en direction des réfugiés accueillis dans ses villes jumelles de Suceava en Roumanie et Lovech en Bulgarie).

Aussi, la ville de Laval souhaite-t-elle soutenir l'initiative de la Maison de l'Europe en Mayenne.

Il vous est proposé d'attribuer à cette association une aide projet de 1 000 € dédiée à cette conférence.

Caroline Garnier : *Oui, bonsoir Monsieur le Maire, merci. Bonsoir chers collègues. Donc effectivement, le 24 février 2022, les forces armées russes ont envahi l'Ukraine et les principales villes du pays, Kiev, Kharkiv, Marioupol sont la cible de cette offensive dont les frappes concernent à la fois les infrastructures civiles, en plus des objectifs militaires. La région connaît en fait de très vives tensions depuis 2014, puisque cette année-là, un mouvement citoyen pro-européen, dit révolution de Maïdan a renversé le Président pro-russe, Viktor Ianoukovitch. La presque île ukrainienne de Crimée a été annexée par la Russie, les territoires russophones de Donetsk et de Lougansk ont fait sécession et sont entrés en conflit armé avec l'État ukrainien. Dès l'invasion de l'Ukraine le 24 février 2022, un mouvement en faveur de ce pays et des populations victimes des combats a vu le jour de par le monde. À l'échelon local, les associations d'élus, les collectivités locales, les associations caritatives s'associent à cette mobilisation par l'attribution d'aides d'urgence, l'organisation de collectes de biens et de matériel de première nécessité et le recensement d'offres de logements, en direction des réfugiés ukrainiens. Depuis mars 2022, l'Union Européenne a pris une série de sanctions financières et économiques à l'encontre de la Russie, qui viennent renforcer celles déjà appliquées depuis 2014, et parmi ces mesures, la réduction massive des importations de pétrole et de gaz russe. Selon le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, agence des Nations Unies pour les réfugiés, au 17 août 2022, 6,5 millions de personnes étaient déplacées du fait de ce conflit. Dans ce contexte, la Maison de l'Europe en Mayenne a organisé donc le 14 septembre dernier, ici-même, à l'Hôtel de ville, une conférence intitulée « Le dessous des cartes : décrypter la guerre russo-ukrainienne ». Cette conférence a rassemblé plus de 70 participants. En s'appuyant sur 40 cartes géographiques, Gwenaël Lamarque, Docteur en histoire contemporaine, universitaire et actuel directeur de la Maison de l'Europe de Bordeaux, s'est efforcé d'apporter un éclairage sur les causes historiques, culturelles, géopolitiques et économiques de cette crise majeure. La Maison de l'Europe en Mayenne a sollicité la ville de Laval en vue de l'obtention d'une subvention d'une aide au projet de 1 000 euros, pour l'aider à financer partiellement cette conférence, d'un coût global de 2 850 euros. Cette subvention, si vous la votez, sera imputée sur le fonds de réserve du service partenariat associatif de la ville, section fonds d'initiative citoyenne du budget principal.*

Attachée à favoriser l'ouverture à l'Europe et au monde, la ville de Laval s'est associée au mouvement de solidarité envers l'Ukraine et les populations déplacées, notamment en organisant des collectes de denrées et de matériel de première nécessité, des aides d'urgence allouées aux réfugiés accueillis dans les villes jumelles de Suceava, en Roumanie et de Lovetch, en Bulgarie. Aussi, la ville de Laval souhaite-t-elle soutenir l'initiative de la Maison de l'Europe en Mayenne. Il vous est donc proposé d'attribuer à cette association une aide projet de 1 000 euros, dédiées à cette conférence.

M. le Maire : *Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? Non ? Je vous propose donc de voter. C'est adopté, merci.*

N° S516 - CRV - 4

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION PROJET À LA MAISON DE L'EUROPE POUR UNE CONFÉRENCE SUR L'UKRAINE

Rapporteur : Caroline Garnier

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu la Loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et notamment son article L9-1,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 21 mars 2022 portant adoption du budget primitif 2022 de la ville de Laval et attribution des subventions aux associations au titre de l'année 2022,

Considérant que la Maison de l'Europe en Mayenne a organisé une conférence intitulée : "Le dessous des cartes : décrypter la guerre russo-ukrainienne", le 14 septembre 2022, afin de sensibiliser le grand public aux enjeux de ce conflit,

Que la Maison de l'Europe en Mayenne sollicite le soutien de la ville pour cette initiative par l'attribution d'une subvention,

Sur proposition de la commission cultures et rayonnement de la ville,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Une subvention projet d'un montant de 1 000 € est attribuée à la Maison de l'Europe en Mayenne pour la conférence "Le dessous des cartes : décrypter la guerre russo-ukrainienne" qu'elle a organisée le 14 septembre 2022.

Article 2

Cette subvention est imputée sur le fonds de réserve du service partenariat associatif de la ville, section Fonds d'initiative citoyenne (nature 6574) du budget principal de la ville de Laval au titre de l'année 2022.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

**TRANSITION URBAINE ÉCOLOGIQUE
ET COMMERCIALE**

M. le Maire : *On passe aux questions de transition urbaine écologique et commerciale, avec une première délibération concernant l'aide au ravalement des façades. Donc une modification du règlement, concernant l'ajout d'une aide à la rénovation des portes d'entrée. Ludivine Leduc.*

AIDE AU RAVALEMENT DES FAÇADES - MODIFICATION DU RÈGLEMENT -AJOUT D'UNE AIDE À LA RÉNOVATION DES PORTES D'ENTRÉE

Rapporteur : Ludivine Leduc

I - Présentation de la décision

Depuis janvier 2020, la ville a instaurée une aide communale au ravalement des façades. Cette aide à visée patrimoniale et mise en valeur de notre centre historique accompagne le dispositif de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat - renouvellement urbain (OPAH RU) votée en décembre 2019 par Laval Agglomération pour soutenir les travaux de réhabilitation de logements.

Le périmètre de l'opération est totalement inscrit dans l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AMVAP). Les travaux subventionnés sont soumis à autorisation et reçoivent préalablement l'avis de l'architecte des Bâtiments de France qui contrôle la qualité des travaux envisagés.

En 2020, cinq dossiers ont été instruits dont trois dossiers pour les façades, un concernant une cheminée et un concernant la réhabilitation d'un balcon, pour un montant total de 10 711,07 €. En 2022, deux dossiers sont actuellement en cours d'instruction.

Lors de l'instruction des demandes, il est apparu qu'une aide à la conservation, rénovation d'éléments de patrimoine que constituent les portes d'entrée des bâtiments repérés à l'AVAP pourrait être ajoutée au dispositif existant. En effet, ces travaux sont coûteux, de nombreuses portes en bois disparaissent lors des rénovations au profit de menuiseries industrielles. Afin de répondre à l'objectif de mise en valeur du patrimoine de la ville, il est proposé d'ajouter cette aide sous conditions, au dispositif existant. De plus, au vue du montant pour la restauration d'une cheminée, il est proposé d'augmenter le plafond de l'aide dédiée à leur restauration en le fixant à 1 000 €.

Le règlement indique, dans son article 3 "conditions de versement", que les travaux doivent être réalisés entièrement dans les 12 mois à compter de l'autorisation d'urbanisme. Il s'avère que ce délai est trop court. En fonction des projets et lors de rénovation lourde comme les bâtiments situés 23 rue des Serruriers, 27-29 place de la Trémoille (maison du Coq Hardy) et au 18 rue de la Paix (restauration du balcon), ces travaux demandent de faire appel à des entreprises spécialisées. De ce fait, l'obtention de devis et la consultation des entreprises se font sur un temps trop long.

Les trois dossiers précédemment cités ont pris du retard sur l'exécution des travaux et ont, par conséquent, dépassés le délai de 12 mois. Il apparaît donc nécessaire de modifier le règlement en allongeant la durée du délai de validité de la subvention à 24 mois et en le faisant débiter à l'accord de principe d'obtention de la subvention et non plus à l'accord de l'autorisation d'urbanisme. L'allongement du délai étant favorable aux personnes ayant déjà obtenues une subvention, il est proposé que cette mesure revête un caractère rétroactif et ce pour permettre le versement de ladite subvention.

II - Impact budgétaire et financier

Les conditions financières sont inchangées par rapport à la délibération initiale adoptée le 9 décembre 2019.

Toutefois, au vu du nombre de dossiers potentiels que pourrait représenter l'ajout d'une aide sur la rénovation des portes d'entrée, l'estimation des services envisage que l'aide aux portes d'entrées pourrait représenter un montant de 4 000 € par an.

Au vu du rythme des demandes pour l'aide à la restauration des cheminées (un dossier en 2022), l'estimation des services envisage que l'augmentation de l'aide à la restauration des cheminées pourrait représenter un montant de 600 € par an.

Étant donné le rythme actuel de consommation des crédits, il est envisagé de lancer le dispositif sans augmentation de budget prévu initialement dans la délibération prise le 9 décembre 2019.

Il pourra être présenté une demande au budget supplémentaire en cas de consommation importante du budget alloué (montant d'environ 17 500 € envisagé).

Il vous est proposé d'approuver les modifications au règlement de l'aide communale au ravalement des façades, ainsi que la modification de l'aide communale au ravalement de façade en ajoutant une aide à la rénovation des portes d'entrée et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Ludivine Leduc : *Oui, merci Monsieur le Maire. Donc oui, cette délibération concerne une aide communale au ravalement des façades. Elle a été mise en place au mois de janvier 2020, le 1^{er} janvier, avec modification du règlement le 6 février 2021, avec une aide pour la restauration des cheminées et des balcons qui a été rajoutée. Ce dispositif, il sert à aider les différents opérateurs à embellir et restaurer leurs habitations dans le périmètre de l'OPAH-RU, avec l'architecte des bâtiments de France qui contrôle et approuve les travaux envisagés. Depuis la mise en place du dispositif, donc depuis janvier 2020, les services ont reçu trois dossiers concernant des rénovations de façade, un pour les cheminées et un pour les balcons, et on a actuellement deux dossiers qui sont en cours d'instruction. Le montant des aides dépensées actuellement, donc de 2020 à aujourd'hui, il est de 10 711,01 euros. D'après le règlement, l'article 3 prévoit des conditions de versement. Donc les travaux doivent être réalisés dans les douze mois à compter de l'accord. Cependant, les délais sont trop courts pour certains habitats qui nécessitent des entreprises spécialisées, donc on a allongé le délai à 24 mois, délais qui débutera à partir de l'accord de la subvention. Dans cette délibération, il est demandé d'augmenter le montant de l'aide pour la restauration des cheminées, en octroyant 15% alors qu'actuellement on octroie que 10% de l'aide du montant hors taxe des travaux, donc dans la limite de 1 000 euros. Aujourd'hui on a 800 euros actuellement par cheminée. Les portes d'entrée, également, elles sont constitutives du patrimoine lavallois, et trop souvent sont mal réhabilitées, par manque de moyens.*

Par exemple, on remplace des portes d'entrée en bois massif par des menuiseries industrielles en PVC blanc pour diminuer les coûts. C'est ce qu'on veut éviter dans ce dispositif, pour permettre la conservation et la restauration des portes de l'AVAP, donc on octroie 5 % du montant de la rénovation de la porte d'entrée, pour un montant maximum de 1 000 euros, dans la limite d'une porte par bâtiment subventionné. Au vu du rythme actuel des demandes, donc 8 demandes en 2020 dont 4 accordées, 5 demandes en 2021 dont 5 accordées, 4 demandes en 2022 dont 4 accordées, les conditions financières sont donc inchangées par rapport à la délibération initiale du 9 décembre 2019. L'aide à la restauration des portes d'entrée au rythme actuel, elle pourrait représenter 4 000 euros par an. Il vous est demandé d'approuver cette délibération et de signer tout document relatif à cet effet.

M. le Maire : *Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? Oui, Monsieur Pillon.*

Didier Pillon : *Merci Monsieur le Maire. Non, c'est juste une remarque. On est tous favorable à ce qu'en effet les façades puissent continuer à être réhabilitées et que les balcons, les grilles, tout est constitutif finalement du patrimoine. Et ma remarque était plutôt pour dire que je trouvais que 5 % pour une porte, ce n'est vraiment pas assez me semble-t-il, pour être intuitif. Parce que comme la différence de tarif est quand même assez importante entre du PVC et du bois. 5 % à mon avis cela ne fera pas basculer l'envie des Lavallois à avoir des plus jolies portes si je puis me permettre. Donc je trouve que 5 %, pour moi c'est plus bas que du symbole. J'ai peur que cela ne serve pas à grand-chose.*

Ludivine Leduc : *Je peux ?*

M. le Maire : *Oui, Ludivine Leduc.*

Ludivine Leduc : *Alors, il faut remarquer quand même que pour les cheminées, on a augmenté, on est passé de 10 à 15 %, donc je pense que c'est aussi de se laisser une réserve. Si on voit que cela ne suffit pas, on pourra peut-être présenter un modificatif pour augmenter à ce moment-là l'aide.*

M. le Maire : *Bon, à réfléchir effectivement, sur les difficultés et sur la suite à donner. Effectivement 5 %, c'est pour amorcer. Est-ce qu'il y a d'autres observations ou questions ? Non ? Je vous invite quand même à voter pour la sauvegarde de notre patrimoine lavallois, auquel on est tous attachés. Donc c'est adopté, merci.*

N° S516 - TUEC - 1

AIDE AU RAVALEMENT DES FAÇADES - MODIFICATION DU RÈGLEMENT -AJOUT D'UNE AIDE À LA RÉNOVATION DES PORTES D'ENTRÉE

Rapporteur : Ludivine Leduc

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Considérant que l'aide communale au ravalement des façades permet d'inciter à la mise en valeur patrimoniale du centre-ville,

Que la ville souhaite ajouter au dispositif d'aide communale, une subvention à la remise en état, conservation des portes d'entrée des immeubles repérés dans l'aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP),

Sur proposition de la commission transition urbaine écologique et commerciale,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le règlement modifié de l'aide communale au ravalement des façades, annexé à la présente délibération, est adopté.

Article 2

Le formulaire de demande de subvention actualisé pour l'ajout de l'aide à la remise en état des portes d'entrée est validé.

Article 3

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.



RÈGLEMENT : AIDE COMMUNALE AU RAVALEMENT DES FAÇADES, RÉNOVATION DES BALCONS, PORTES D'ENTRÉE ET CHEMINÉES DÉGRADÉES PROTÉGÉES À L'AVAP

La ville de Laval s'est engagée dans une politique de renouvellement urbain ambitieuse. Ville d'art et d'histoire, Laval a pour objectif de préserver, améliorer et mettre en valeur son patrimoine, notamment dans son centre ancien.

Laval Agglomération soutient une politique d'amélioration de l'habitat et de renouvellement urbain sur un périmètre défini en annexe 1.

Face au risque de banalisation des éléments de patrimoine ou de réalisation de travaux inappropriés, il convient de soutenir les rénovations de qualité.

Aussi, la ville décide d'apporter son aide financière aux propriétaires qui s'inscrivent dans une démarche patrimoniale.

L'objet du présent règlement est de définir les règles d'attribution des subventions accordées.

TITRE 1 : DURÉE ET BUDGET DE L'OPÉRATION :

Article 1 : durée :

L'opération de subvention aux façades est prévue du 1^{er} février 2020, pour une durée de 5 ans, jusqu'au 31 décembre 2024 date butoir d'accord de subvention.

Article 2 : budget :

Les subventions à accorder seront limitées au crédit ouvert au budget annuel.

Le budget annuel de l'opération est de 30 000 € en 2020, 35 000 € en 2021 et 40 000 € de 2022 à 2024.

TITRE 2 : PÉRIMÈTRE :

L'aide municipale est accordée pour le ravalement et la réhabilitation des façades des immeubles situés dans le périmètre de l'opération programmée d'amélioration de l'habitat - rénovation urbaine (OPAH-RU), figurant à l'annexe 1 du présent règlement. Ce périmètre est totalement inscrit au sein de l'Aire de Mise en valeur de l'Architecture et du Patrimoine (AMVAP).

TITRE 3 : BÉNÉFICIAIRES :

Peuvent bénéficier de la subvention, sous réserve de l'ensemble des conditions ci-après énumérées :

- les personnes physiques ou morales propriétaires d'une maison individuelle ou d'un immeuble comportant de 1 logement à 8 logements maximum,
- les syndicats bénévoles, syndic professionnels ou SCI inscrits au registre national d'immatriculation des syndicats de copropriétaires dûment habilités par l'ensemble des copropriétaires à entamer les travaux, pour :
 - . les copropriétés d'immeubles de 1 à 8 logements maximum après travaux,
 - . les sociétés commerciales propriétaires d'immeubles comprenant, au moins un étage, pour constituer une façade et au moins un logement.

NB : les copropriétés de plus de 8 logements peuvent bénéficier des aides au titre de la politique de l'Habitat de Laval Agglomération.

TITRE 4 : PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX DEMANDES ET TRAVAUX :

Article 1 : conformité avec la réglementation :

L'attribution de la subvention est subordonnée au respect des prescriptions architecturales édictées dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme, y compris l'avis préalable de l'architecte des Bâtiments de France, le cas échéant.

Les propriétaires et demandeurs devront être en règle vis-à-vis du règlement local de publicité, code de l'urbanisme, plan local d'urbanisme et aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine pour se voir verser effectivement la subvention. En cas de découverte d'une éventuelle infraction, la ville se réserve le droit de ne pas verser une subvention qui aurait pourtant reçu un accord favorable préalable de principe.

À l'occasion du ravalement : les publicités, enseignes, parties d'enseignes et de dispositif d'annonce commerciale, ne pourront être reposées que dès lors qu'elles sont conformes au règlement de publicité.

Article 2 : conditions relatives aux immeubles :

Sont subventionnés :

- les immeubles compris dans le périmètre de l'opération (figurant en annexe 1),
- les immeubles qui comportent un minimum de 1 logement. Un immeuble comportant un commerce en rez-de-chaussée et des logements à l'étage est subventionnable,
- les immeubles dont la construction est antérieure au 1^{er} janvier 2006.

Sont exclues:

- les façades et parties de façades neuves créées par la construction d'extension ou de surélévation sur ces immeubles.

Article 3 : travaux et postes de dépenses subventionnables :

A- Pour un ravalement de façade sur tous les immeubles compris dans le périmètre de l'opération "subvention au ravalement des façades" :

Sont subventionnés les ravalements réalisés sur la totalité des façades visibles par le piéton depuis le domaine public; depuis les rues et cheminements, les places, jardins publics, square.

Sont concernés les travaux de :

- remise en peinture des façades,
- réfection complète des enduits des façades,
- réfection des pierres, tuffeaux, briques, pans de bois, repris dans le ravalement de la façade.

Sont exclus :

- les travaux de remplacement de menuiseries, portes, volets,
- le nettoyage d'une façade,
- le ravalement qui ne couvre pas la totalité des façades visibles depuis le domaine public.

B- Dans le périmètre de l'opération sont subventionnés les balcons, portes d'entrée et cheminées sur les bâtiments d'accompagnements, remarquables, exceptionnels ou monuments historiques inscrits à l'AVAP selon les critères suivants :

les cheminées d'origine du bâtiment, qui ont un caractère patrimonial et qui sont à conserver et à restaurer selon les recommandations de l'architecte des Bâtiments de France après diagnostic confirmant un état de dégradation important nécessitant une reprise en maçonnerie ou une reconstruction,

- les balcons qui témoignent de l'époque constructive du bâtiment, dont l'état de dégradation ou la dangerosité est prouvée après diagnostic, nécessitant une remise en état avec intervention sur la structure,
- les portes d'entrée qui témoignent de l'époque constructive du bâtiment et selon l'avis de l'architecte des Bâtiments de France seront restaurées en conservant les proportions et caractéristiques de l'époque du bâtiment, le ceintage s'il existe sera conservé.

NB : pour tous les travaux :

SEULS les travaux réalisés par des entreprises qualifiées du bâtiment peuvent faire l'objet de la subvention.

Les critères administratifs, architecturaux et techniques prescrits par les conseils de l'architecte des Bâtiments de France doivent être respectés.

Les travaux doivent être déclarés en mairie sous forme d'une déclaration préalable ou intégrés à une demande de permis de construire selon le cas et être autorisés.

Les travaux doivent entièrement avoir été réalisés dans les conditions déclarées et doivent intégrer la réfection de l'ensemble des éléments dégradés : encadrements, ferronneries, corniches, menuiseries pour répondre à l'objectif recherché de mise en valeur patrimoniale.

Les mises en peinture feront l'objet d'un diagnostic préalable de la qualité de l'enduit existant, les types de peintures ou badigeons seront choisis en fonction du support. Le remplacement des tuffeaux endommagés sera privilégié, conformément au règlement de l'AVAP.

TITRE 5 : SUBVENTION :

Article 1 : montant de la subvention selon le type de travaux et d'immeuble :

- réfection des façades en pierres, briques : 20 % du montant des travaux éligibles dans la limite de 2 000 €,
- immeuble d'accompagnement repéré à l'AVAP : 25 % du montant des travaux éligibles dans la limite de 3 000 €,
- immeuble remarquable repéré à l'AVAP : 25 % du montant des travaux éligibles dans la limite de 5 000 €,
- immeuble exceptionnel et monuments historiques repérés à l'AVAP : 25 % du montant des travaux éligibles dans une limite de 6 000 €,

Pour les autres immeubles :

- nettoyage et mise en peinture y compris encadrements, décors, ferronneries: 20 % du montant des travaux éligibles dans la limite de 1 000 €,
- réfection d'enduit y compris encadrements, décors, ferronneries : 20 % du montant des travaux éligibles dans la limite de 2 000 €.

Pour tous les immeubles d'accompagnement, remarquables, exceptionnels et monuments historiques :

- les cheminées à conserver dans l'AVAP : 15 % du montant HT de rénovation ou de reconstruction pour un montant maximum de 1 000 € par cheminée, dans une limite de deux cheminées par bâtiment subventionnées,
- le balcon à conserver ou à restaurer dans l'AVAP : 10 % du montant HT de la rénovation du balcon et de la ferronnerie pour un montant maximum de subvention de 5 000 € dans la limite de 1 balcon,
- les portes d'entrée à conserver ou à restaurer dans l'AVAP : 5 % du montant HT de la rénovation de la porte d'entrée pour un montant maximum de 1 000 €, dans la limite d'une porte.

NB: le cumul d'une subvention au titre du ravalement et pour la réfection d'une cheminée ou d'un balcon ou d'une porte d'entrée est possible. En cas de cumul, et pour ne pas compter deux fois les mêmes travaux, le devis du ravalement et celui du balcon et restauration de porte d'entrée seront distincts.

Article 2 : constitution du dossier :

- 1 - le dossier de demande de subvention dûment complété, en accompagnement de la demande d'autorisation d'urbanisme (déclaration préalable, permis de construire...), qui précise l'adresse du bien, sa référence cadastrale et la composition du bâtiment après travaux (nombre de logements),
- 2 - le règlement signé et daté,
- 3 - la copie ou le numéro du dossier de demande d'autorisation d'urbanisme,
- 4 - un devis précis des travaux sur les façades et éléments visibles depuis l'espace public, décrivant les matériaux, la mise en œuvre, déposes et remplacements éventuels par façade et plan côté des façades, accompagné des photos des façades concernées,
- 5 - l'accord de la copropriété et la désignation d'un mandataire pour le versement de la subvention et le justificatif de l'enregistrement au registre national d'immatriculation des syndicats de copropriétaires.

Article 3 : conditions de versement :

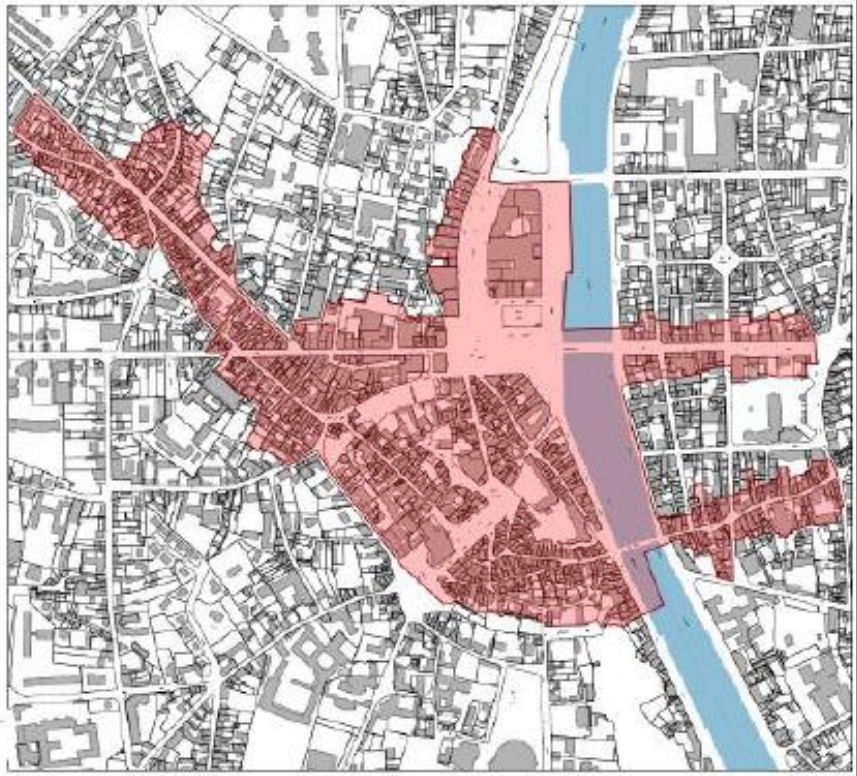
NB : avant tout démarrage de travaux, le demandeur devra avoir obtenu, au préalable, les autorisations d'urbanisme requises et l'accord de principe d'octroi de la subvention.

Les travaux devront avoir été réalisés entièrement dans les 24 mois à compter de l'obtention de la subvention.

Le versement est conditionné par l'attestation de conformité délivrée à l'issue du dépôt de la DAACT (déclaration d'achèvement et de conformité des travaux) par la collectivité. Afin d'en faciliter l'instruction, le demandeur devra préciser, au moment du dépôt, qu'il bénéficie d'un accord de principe de subvention façade.

À défaut de respect cumulatif de ces conditions, la ville se réserve le droit de suspendre ou de supprimer le droit à versement de la subvention.

ANNEXE1 : PÉRIMÈTRE DE L'AIDE AU RAVALEMENT DES FAÇADES ET LA REMISE EN ÉTAT DES BALCONS ET CHEMINÉES À CONSERVER :



Je, soussigné(e) ou personne morale :

Certifie avoir lu et accepté le règlement,

Fait à le

Signature:

Accusé de réception - Ministère de l'intérieur
053-215301399-20210206-8033-TUEC-1-DE
Accusé certifié exécutoire
Réception par le préfet: 15/02/2022

v 171220/ 6

M. le Maire : *Prochaine délibération, c'est une demande de subvention auprès de la Région des Pays de la Loire, dans le cadre du dispositif une naissance, un arbre. Donc c'est Isabelle Eymon qui va nous la présenter.*

UNE NAISSANCE / UN ARBRE - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE

Rapporteur : Noémie Coquereau,

I - Présentation de la décision

La ville de Laval gère 576 sites sur son territoire, avec un patrimoine arboré de 15 000 arbres, qu'elle souhaite doubler à l'horizon 2026. Cela demande de planter massivement sur une courte période en associant les partenaires institutionnels et les acteurs du territoire. Pour ce faire, la ville souhaite s'inscrire d'abord dans l'opération de la région "une naissance / un arbre".

Les objectifs sont d'améliorer le stockage des eaux de ruissellement et du carbone (suivi du nombre de plantations et cubages réguliers des sujets), mais aussi d'augmenter la biodiversité (suivi des effectifs avec des indices ponctuels d'abondance) et de maintenir ou d'améliorer des îlots de fraîcheur (suivi de l'augmentation des surfaces ombrées).

Pour la première participation à ce programme régional, l'objectif de plantation est de 1 000 arbres, dès l'hiver 2022/2023, pour 1 185 naissances en 2021 (500 enfants domiciliés à Laval et 685 domiciliés hors Laval).

.Implantations :

Soixante sites ont été répertoriés sur lesquels quatre ont été retenus pour planter 1 000 arbres sur l'hiver 2022/2023 (cf. carte projet en annexe).

.Valorisation du projet :

Tout au long de la vie du projet, un soin attentif sera apporté à la mise en œuvre d'une démarche de concertation et de consultation auprès des différents acteurs (riverains, services...) sur les sites concernés :

- en 2022-2023 : utilisation des supports de la Région Pays-de-la-Loire pour informer et sensibiliser les publics ;
- après l'édition 2022-2023 : valorisation des démarches de transition mises en œuvre, programmation d'actions de médiation pour tous les publics.

La gestion et le suivi seront effectués par les équipes et les services de la direction nature en ville.

II - Impact budgétaire et financier

Le financement régional forfaitaire couvrant les dépenses liées à l'achat des plants, à la préparation du sol, au paillage et à la protection individuelle, est de 15 € par arbre soit 15 000 € pour 1 000 arbres.

Sur la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021, le nombre de naissance sur la commune de Laval a été de 1 185. La plantation d'arbres pour la période hivernale 2022/2023 sera de 1 000 pour un budget maximal de 15 000 €.

III - Impact environnemental

Les bénéfices attendus à moyen terme sont :

- l'augmentation du puits carbone et de la biodiversité en ville,
- l'amélioration de la gestion des eaux,
- le développement des îlots de fraîcheur.

Il vous est proposé d'approuver la demande de subvention auprès de la région des Pays de la Loire pour l'opération "une naissance / un arbre" et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Isabelle Eymon : *Merci Monsieur le Maire. Donc cela s'inscrit dans notre politique de végétalisation, de transition environnementale. La ville de Laval gère 576 sites sur son territoire, avec un patrimoine arboré de 15 000 arbres et l'objectif, le souhait, serait de doubler ce patrimoine à l'horizon de 2026 qui implique de planter de façon très rapide et massive. Dans cette perspective-là, l'opération de la Région « Une naissance/un arbre » nous semble déjà tout à fait appropriée pour nous aider au démarrage, impulser cette politique. Donc les objectifs sont évidemment le stockage des ruissellements, augmentation de la biodiversité et maintien ou amélioration des îlots de fraîcheur. Donc sur les effectifs, l'objectif de plantation pour nous dans un premier temps est de 1 000 arbres dès cet hiver 2022, 2023, pour un nombre de 1 185 naissances sur Laval, mais ces 1 185 naissances correspondent en fait à 500 enfants domiciliés à Laval et 685 pour des familles domiciliées en dehors de Laval à proprement parler. Nous avons pris un chiffre rond de 1 000, sachant que quelques communes de l'agglomération se sont elles-mêmes engagées dans cette démarche, dans ce projet. Donc la quantité d'arbres que la Région peut subventionner par rapport à notre nombre de naissances peut ainsi être envisagée. Donc en ce qui concerne les implantations, nous avons une soixantaine de sites répertoriés, vous avez la carte en annexe, vous voyez tous les points sombres, et nous avons pour cette saison retenu quatre sites prioritairement, qui apparaissent avec des points bleu ciel. Donc le premier site, en bas, je dirais le plus au sud, c'est la plaine d'Aventure, au nord, côté rive gauche, c'est une parcelle qui est proche du club d'aviron, donc très très riche en potentielle biodiversité, si on va vers l'ouest, toujours la parcelle la plus haute, il s'agit du parking de l'Octroi, et puis si on redescend juste au sud, c'est le bassin d'orage de la Grivonnière. Ce sont des espaces sur lesquels nous pouvons planter en quantité. Un soin évidemment sera mis à la concertation et à l'information, la consultation des différents acteurs. Donc dans l'immédiat, ce sont les supports proposés par la Région Pays de la Loire dans le cadre de cette action que nous utiliserons, et puis au-delà, ce seront des démarches de valorisation de nos propres démarches et de nos programmations d'action de médiation. Ce sont les équipes des services de la direction Nature en ville qui se chargeront de mettre en œuvre le projet. En termes d'impact budgétaire et financier, la subvention de la Région est de 15 euros par arbre, soit 15 000 euros pour 1 000 arbres que nous projetons, et le budget maximal est de 15 000 euros.*

Si on parle d'impact environnemental, c'est évidemment l'augmentation du puits de carbone et de biodiversité, l'amélioration de la gestion des eaux, à moyen terme évidemment pour tout cela, et le développement des îlots de fraîcheur. Donc il vous est proposé d'approuver la demande de subvention auprès de la Région des Pays de la Loire pour l'opération « Une naissance/un arbre », et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

M. le Maire : *Merci. Est-ce qu'il y a des questions ? Oui, Madame Soutani.*

Samia Soutani : *Merci Monsieur le Maire. Juste quelques précisions peut-être par rapport à ce dispositif. Je vous rappelle que le règlement d'intervention, donc c'est un dispositif qui existe depuis 2020, donc on arrive un petit peu en bout de course. C'est vrai que les dépôts, j'ai vu passer quelques dossiers, c'était plutôt au premier trimestre qu'en fin d'année, donc il faut peut-être faire vite pour le dépôt de dossier, parce que si jamais le dispositif n'est pas reconduit, qu'on soit dans les temps pour pouvoir bénéficier des financements. Il me semble également que le financement, la subvention concerne les enfants de la commune, donc j'ai bien peur qu'en fait, si c'est la ville qui fait la demande, qu'on est beaucoup moins que 15 000 euros, dans la mesure où, comme cela a été annoncé par Madame Eymon, on a un peu plus de 500 naissances lavalloises, c'est bien cela ?*

Isabelle Eymon : *Oui.*

Samia Soutani : *Donc c'est un sujet à creuser. Et la question que je me pose, pourquoi ce projet n'a pas été porté à l'échelle de l'EPCI, parce que l'EPCI peut également déposer, auquel cas on aurait pu bénéficier d'une subvention beaucoup plus importante et le projet aurait probablement eu un peu plus de poids par rapport à l'objectif notamment de reconstituer nos forêts, puisque les arbres, comme vous l'avez précisé Madame Eymon, ce sont clairement les facteurs de réussite de la transition écologique. C'est vrai que, de mon point de vue, cela aurait pu être porté par Laval Agglomération. Sinon, donc une dernière question par rapport à la mobilisation de la population, parce que l'un des critères d'éligibilité à ce dispositif pour pouvoir élarger ce dispositif, c'est la sensibilisation de la population, pour que ce soit un projet participatif qui mobilise un maximum de nos concitoyens, est-ce que vous avez un programme d'événements organisés autour de cette plantation d'arbres ? Qu'est-ce que vous prévoyez pour notamment cocher cette case « mobilisation de la population » ? Je vous remercie.*

M. le Maire : *Je vous remercie pour cette question qui rappelle combien les dispositifs de nos partenaires institutionnels sont compliqués, qu'il faut cocher des cases et avoir le bon timing en tête. Mais je crois que Isabelle Eymon va vous répondre sur le détail.*

Isabelle Eymon : *Oui. Merci Monsieur le Maire. Merci Madame Soultani pour ces remarques. Alors, effectivement, nous avons débattu dans la préparation de cette délibération et de ce projet. Nous avons débattu du nombre d'enfants nés sur Laval, enfin Lavallois et de ceux qui étaient nés à Laval mais qui étaient de l'agglomération ou d'ailleurs. Nos services se sont mis en relation avec les services de la Région, donc la question a été posée. Cela ne semblait pas faire difficulté majeure. Par précaution, le directeur de Nature en ville a demandé des devis sur les deux quantités, devis à 500 et devis à 1 000, pour les plans, donc voilà, nous espérons obtenir dans l'intérêt de tout le monde cette subvention au maximum, mais c'est intéressant de végétaliser. Puits de carbone, îlot de fraîcheur, c'est valable pour tout le monde. Ceci dit, après pour ce qui est de la relation avec Laval Agglomération, un certain nombre de communes avait déjà engagé la démarche sans en parler à Laval non plus, ni à Laval Agglo, donc cela a été des démarches communales cette année. Voilà, peut-être pour l'année prochaine, on peut le souhaiter pour que cela prenne plus d'ampleur et que cela contribue à l'unité du territoire. Et puis la sensibilisation à la population, nous y sommes évidemment attachés. Cela n'a de sens pour ces différents sites que si on associe effectivement des écoles ou tel ou tel groupe en lien avec une maison de quartier, enfin voilà. Donc c'est complètement dans notre état d'esprit.*

M. le Maire : *Est-ce qu'il y a d'autres observations ou questions ? Non ? Donc je vous propose de... Oui ?* **Éric Paris.**

Éric Paris : *Concernant le nombre de naissances lavalloises, on pourrait quand même ajouter que bon nombre de Lavallois ne naissent pas forcément à l'hôpital de Laval. Donc on pourrait aussi rajouter si on voulait les enfants qui naissent hors département, puisque cela arrive, ceux qui naissent aussi à Mayenne, ceux qui naissent à Château-Gontier, cela permettrait peut-être de pondérer les non-Lavallois qui naissent à Laval, si je peux me permettre.*

M. le Maire : *Bon, on va regarder ces chiffres-là, enfin c'est la démarche qui est intéressante. Effectivement, on a la chance d'avoir une maternité à Laval et d'avoir de nombreux heureux événements à Laval, c'est cela qu'il faut retenir. Je vous invite donc à voter pour cette délibération. Je précise que Samia Soultani, en tant que membre du Conseil régional des Pays de la Loire ne prendra pas part au vote, pour les autres, vous pouvez voter. Donc c'est adopté, merci.*

N° S516 - TUEC - 2

UNE NAISSANCE / UN ARBRE - DEMANDE DE SUBVENTION AUPRÈS DE LA RÉGION DES PAYS DE LA LOIRE

Rapporteur : Isabelle Eymon

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Considérant la nécessité d'améliorer le stockage des eaux de ruissellement, d'augmenter la biodiversité et de maintenir ou d'améliorer des îlots de fraîcheur sur la ville de Laval,

Que la Région des Pays de la Loire porte l'opération "une naissance/un arbre" et attribue les subventions correspondantes pour la réalisation de ce projet,

Que la ville de Laval souhaite s'inscrire dans cette opération de la Région,

Que le budget nécessaire pour cette réalisation est alloué,

Sur proposition de la commission transition urbaine écologique et commerciale,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La participation de la ville de Laval à l'opération régionale "une naissance / un arbre", dans laquelle une subvention de la Région peut être versée, est approuvée.

Article 2

Le maire ou son représentant est autorisé à demander toutes subventions susceptibles d'être allouées dans le cadre de ce projet et notamment celle de la Région des Pays de la Loire.

Article 3

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

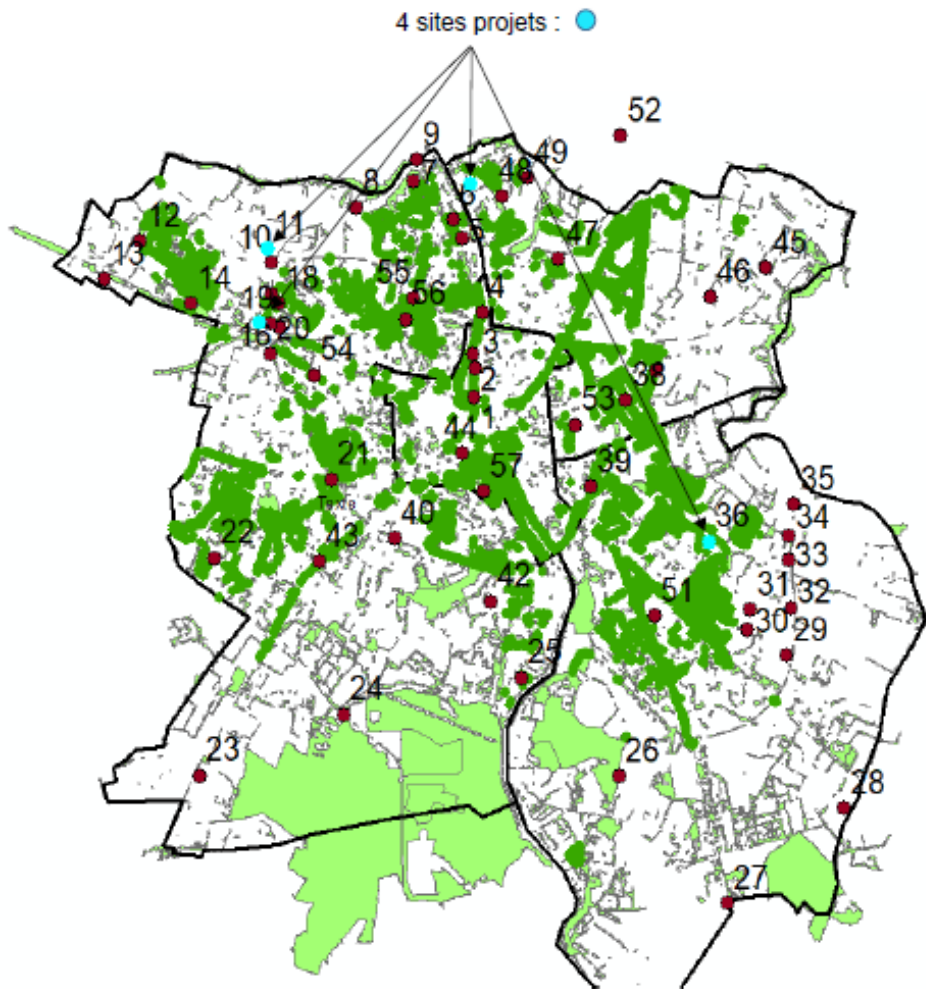
Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Samia Soutani, en tant que membre du Conseil régional des Pays de la Loire, ne prend pas part au vote.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Carte projet "une naissance / un arbre :



M. le Maire : *On passe à l'approbation de l'avant-projet d'aménagement des espaces publics de la place du 11 novembre. Donc je laisse la parole à Isabelle Eymon.*

APPROBATION DE L'AVANT-PROJET D'AMÉNAGEMENT DES ESPACES PUBLICS DE LA PLACE DU 11 NOVEMBRE

Rapporteur : Isabelle Eymon

I - Présentation de la décision

Par délibération du 20 septembre 2021, la ville de Laval a approuvé le contrat de mandat qui confie à la SPL LMA la réalisation des travaux d'aménagement des espaces publics de la place du 11 novembre.

Sur le périmètre de la place du 11 novembre, la SPL LMA est donc chargée de conduire, au nom et pour le compte de la collectivité, des études et des travaux d'infrastructures dans le but de mettre en œuvre le projet défini selon les pièces annexées au contrat : le programme au stade esquisse, l'enveloppe financière prévisionnelle et le calendrier.

Le contrat de mandat prévoit toutefois que les missions confiées à la SPL LMA soient exécutées sous le contrôle de la collectivité. Il est ainsi prévu à l'article 10 du contrat de mandat que le conseil municipal valide formellement l'avant-projet.

L'avant-projet, joint en annexe, a été élaboré conformément aux dispositions prévues à l'article 18 : 9 comités techniques, 3 comités de pilotage restreint et 1 comité de pilotage partenarial ont été organisés en collaboration avec la ville de Laval. Ces rencontres ont permis de préciser le programme initialement transmis au stade esquisse par la collectivité et de consolider le budget prévisionnel des travaux.

Le contenu de l'avant-projet permet de fixer :

- l'emprise des voies, l'implantation des arrêts et abris bus,
- le plan de nivellement et les côtes de seuil des halles gourmandes,
- les plans des réseaux et la gestion des eaux pluviales,
- les plans des différents ouvrages : fil d'eau, fontaine sèche, bassin ludique, jardins de pluies, noues et tapis vert,
- les choix de conservation des arbres existants,
- la définition de la palette végétale,
- les choix de revêtement de sol et de calepinage,
- la définition et l'implantation du matériel d'éclairage public,
- la définition et l'implantation du mobilier urbain : l'emplacement des statues, du manège, les types et gammes d'assises, les jeux d'enfants, le matériel de sécurisation, les arceaux vélo et le mobilier de propreté urbaine.

L'avant-projet dresse également le bilan de végétalisation et des usages du sol. Il précise enfin l'évaluation des coûts travaux des aménagements à réaliser.

L'analyse du document d'avant-projet transmis par la SPL LMA montre que le projet présenté :

- répond aux orientations politiques définies par la ville de Laval,
- respecte l'enveloppe budgétaire prévisionnelle fixée,
- confirme le planning prévisionnel annexé au contrat.

Préalablement à la présentation au conseil municipal et en approfondissement des informations transmises en réunions publiques et conseil municipal exceptionnel du 11 octobre 2022, la ville de Laval a organisé des consultations thématiques pour recueillir les avis de différents partenaires et usagers : Architecte des Bâtiments de France, Mayenne Nature Environnement, CIN (centre d'initiation à la nature), conseil des piétons, conseil des jeunes et conseil des sages, notamment.

II - Impact budgétaire et financier

L'avant-projet d'espaces publics de la place du 11 novembre soumis à l'approbation du conseil municipal respecte l'enveloppe prévisionnelle allouée dans le contrat de mandat, à savoir un coût travaux de 5,95 millions d'euros hors taxes et 7,14 millions d'euros TTC.

Le calendrier des travaux prévoit une livraison au printemps 2025, conformément aux termes prévus au contrat de mandat. L'opération sera financée sur les exercices 2022, 2023, 2024 et 2025, conformément à l'autorisation de programme mise en place pour le projet place du 11 novembre.

Il vous est proposé d'approuver le contenu de l'avant-projet d'aménagement des espaces publics de la place du 11 novembre joint en annexe.

Isabelle Eymon : *Merci Monsieur le Maire. C'est une délibération que je présenterai de manière relativement rapide puisque le projet a été largement débattu lors du conseil municipal que nous avons spécifiquement consacré à ce projet de la place du 11 novembre. Donc par délibération du 20 septembre 2021, la ville a approuvé le contrat de mandat qui confie à la SPL LMA la réalisation des travaux d'aménagement des espaces publics de la place du 11 novembre, et donc la SPL LMA est chargée de conduire au nom et pour le compte de la collectivité études, travaux d'infrastructure, et est chargée de mettre en œuvre le projet. Par contre, le contrat de mandat prévoit que les missions qui sont confiées à la SPL LMA soient exécutées sous le contrôle de la collectivité. Et donc à l'étape où nous sommes, ce contrôle c'est la validation formelle de l'avant-projet. Cet avant-projet, vous l'avez en pièce-jointe, il est conforme à ce qui a été, je l'ai dit tout à l'heure, vu dans le précédent conseil municipal. Il y a eu les neuf comités techniques, les comités de pilotage restreints, comités de pilotage partenarial, tout cela en collaboration avec la ville. Et donc le programme initialement transmis est respecté, le budget prévisionnel est consolidé, et donc cet avant-projet, vous avez là encore la liste, va nous permettre de fixer différents points, emprise des voies, plan de nivellement, plan de réseau, gestion des eaux pluviales, plan des différents ouvrages, conservation, les choix en ce qui concerne le végétal, palette, choix de revêtement de sol par exemple, les choix en matière d'éclairage public et l'implantation et ce qui concerne le mobilier urbain. Le bilan de la végétalisation est aussi vu. Il y a évaluation des coûts de travaux des aménagements qui sont à réaliser. Et donc on peut conclure que l'avant-projet transmis par la SPL LMA répond à nos orientations politiques, telles qu'elles ont été définies par la ville de Laval, respecte l'enveloppe budgétaire prévisionnelle qui a été fixée, confirme également le planning prévisionnel, le calendrier qui a été défini. Et donc la ville de Laval a organisé des consultations thématiques pour recueillir l'avis des différents partenaires préalablement à cela. En ce qui concerne l'impact budgétaire et financier, l'avant-projet d'espace public soumis à l'approbation du conseil municipal respect l'enveloppe prévisionnelle allouée dans le contrat de mandat, à savoir un coût travaux de 5,95 millions d'euros hors taxes et 7,14 millions d'euros TTC.*

Le calendrier des travaux prévoit une livraison au printemps 2025, donc conformément aux termes prévus dans le contrat de mandat. L'opération sera financée sur les exercices 2022, 2023, 2024 et 2025, conformément à l'autorisation de programme. Il vous est donc proposé d'approuver le contenu de cet avant-projet d'aménagement des espaces publics de la place du 11 novembre, tel qu'il est joint en annexe.

M. le Maire : *Il y a des questions, observations ? Oui, Madame Soultani.*

Samia Soultani : *Merci Monsieur le Maire. C'est l'occasion effectivement, la présentation de ces éléments par Madame Eymon, pour peut-être faire un point sur les doléances qui vous arrivent, qui nous remontent aussi de riverains, des commerçants également par rapport au plan de circulation qui a été mis en place. Je sais que vous êtes mobilisés, notamment auprès des commerçants pour essayer de trouver des solutions. J'aimerais bien profiter de l'occasion de ce rapport pour qu'on puisse faire un point. On vous avait alerté sur un certain nombre de sujets déjà lors du dernier conseil municipal, notamment par rapport aux 20 mètres devant la mairie, et on continue à penser qu'il serait utile de laisser ces 20 mètres ouverts pour accéder à la rue des Déportés, d'autant plus que le nouveau plan de circulation réduit un certain nombre de voies de circulation, notamment rue Souchu-Servinière en fait, où là on a toutes les voitures qui remontent par la rue de la Paix, donc en supposant qu'on ne puisse plus accéder à la rue des Déportés directement à partir du square de Boston, donc on a un report de circulation qui arrive dans un goulot d'étranglement, notamment au niveau de la rue Souchu-Servinière, qui se retrouve restreinte à une seule voie. Donc c'est mathématique, on aura de toute façon embouteillage et des goulots d'étranglement un peu partout dans le centre-ville, cela a été démontré au lendemain voire le jour même de la mise en place de ce plan de circulation. On voudrait juste vous alerter sur la spécificité, la particularité d'une ville centre, je pense que vous en avez conscience, une ville centre concentre par nature un certain nombre d'activités sportives, culturelles, un certain nombre d'infrastructures utilisées par les Lavallois mais bien au-delà, donc je pense que les parents qui déposent leurs enfants dans les crèches, dans les collèges, dans les lycées, dans les administrations, qui travaillent dans les administrations situées à Laval viennent un peu de partout. Donc forcément il y a un flux aux heures de pointe qui va au-delà des habitants, des riverains de la ville de Laval, qui sont également impactés par ce choix de plan de circulation qui a été retenu par votre majorité, qui génère bien entendu inévitablement des flux de circulation, avec des automobilistes qui viennent de tout le département et qui n'ont pas d'autres choix que de prendre leur véhicule. Donc je ne suis pas sûre qu'en se réveillant le matin, quand on prend son véhicule, nous tous, on ne se dit pas qu'on est heureux de polluer la planète. Je pense que quand on le fait, c'est qu'on a un certain nombre de contraintes qui nous obligent à utiliser son véhicule plutôt qu'un vélo. J'ai eu quelques témoignages qui m'ont marqué, je pense que vous en avez aussi de votre côté, de riverains qui étaient plutôt heureux d'habiter en centre-ville qui aujourd'hui se disent aujourd'hui, quand j'ouvre ma fenêtre, je me retrouve avec des files interminables de voitures alors que j'avais une vue sur la Mayenne. Alors c'est vrai que c'est un luxe d'être sur la Mayenne, mais c'est un choix qu'un certain nombre de Lavallois ont fait, et aujourd'hui leurs fenêtres, notamment quai Béatrix de Gavre, donnent sur des voitures et des files interminables. Je pense qu'on ne peut pas vouloir cela pour notre centre-ville.*

J'ai eu également le témoignage d'une agent de la ville de Laval qui doit se lever de bonne heure, qui doit déposer ses enfants, qui vient de Saint-Nicolas, qui doit déposer ses enfants chez la nounou avant de venir travailler parce qu'elle commence tôt, et au moment où elle doit commencer le travail, elle se retrouve prise dans les embouteillages dans le centre-ville de Laval. Elle me dit je n'ai pas d'autres choix, j'ai ma voiture qui me coûte cher d'ailleurs en réparation, parce qu'elle est en panne une fois sur deux, mais je n'ai pas d'autres choix que de prendre ma voiture, c'est mon outil de travail et je ne peux pas faire autrement. Donc aujourd'hui, on met en difficulté un certain nombre de Lavallois, je ne parle pas uniquement des Lavallois qui habitent en centre-ville, mais qui viennent un peu de partout, mais pas que des Lavallois. Je pense qu'on a besoin que les gens viennent de tout le département pour consommer dans le centre-ville de Laval, cela passe aussi par la voiture. Je donne mon témoignage, un témoignage peut-être personnel, j'ai habité à Lyon, je n'utilisais quasiment jamais ma voiture pourtant j'en suis partie, je l'ai quitté en 2005. Et déjà dans les années 2000 j'utilisais le métro, j'arrivais à Lyon, j'utilisais soit le vélo, soit le tram, il y avait une continuité de l'offre de transport public qui permettait en fait d'être assez autonome et de ne pas perdre beaucoup de temps. Je gagnais d'ailleurs beaucoup de temps en ne prenant pas ma voiture. Donc là, la motivation elle est réelle pour l'utilisation des transports en commun, parce qu'il y a une offre complète qui permet de se passer de sa voiture. Aujourd'hui ce n'est pas le cas chez nous, donc de mon point de vue, il faut absolument qu'on rediscute et qu'on mette à plat ce plan de circulation, je suppose que vous avez eu probablement d'autres hypothèses, qu'on mesure les conséquences de chaque scénario ensemble en toute transparence et qu'on puisse décider collectivement de la solution la plus adaptée, en essayant de pénaliser le moins de personnes possible, notamment les commerçants, parce que c'est vrai que les commerçants, quand ils perdent du chiffre d'affaires, à la fin du mois ils peuvent ne pas se payer. Donc on ne peut pas ne pas tenir compte de ces difficultés que ce plan de circulation va générer. Je le dis de manière très apaisée et vraiment très calmement parce que ce plan de circulation a été imposé clairement, on n'est pas convaincu, je pense que vous n'êtes pas parvenus à convaincre la population du lien entre le projet de rénovation de la place, qui est essentiel et je pense que ce qui est vraiment extraordinaire avec ce projet c'est qu'il fédère, et j'ai peur que ce plan de circulation abîme la confiance qu'il y avait avec la mairie, par rapport à la réalisation de ce projet. Donc tout le monde prévoyait des difficultés liées aux travaux de la place du 11 novembre, mais personne ne s'attendait à un plan de circulation aussi contraignant, d'autant plus que la circulation en périphérie a été contrainte avec la réduction des voies de circulation avenue Chanzy, avec la réduction des voies de circulation au niveau de la rue de Bretagne, donc il faut faire des choix. La politique c'est faire des choix, soit on contraint la circulation dans le centre-ville, on mesure les conséquences et on prend ses responsabilités, soit on contraint la circulation en périphérie, parce que la périphérie est faite pour fluidifier la circulation en centre-ville. On fait des choix, soit l'un, soit l'autre, et après on assume les conséquences collectivement, mais on ne peut pas congestionner la circulation, donc le centre-ville, la périphérie, auquel on rajoute le pont de Pritz, et après se poser la question, se dire que les gens vont changer leurs habitudes, certaines personnes ne pourront pas changer leurs habitudes pour plusieurs raisons, notamment celles que j'ai évoquées tout à l'heure. Donc voilà, si on peut avoir un retour sur ce qui est organisé et comment est-ce qu'on peut redébattre de ce plan de circulation. Je vous remercie.

M. le Maire : *Merci pour votre prise de parole. Je vais répondre très court parce que c'est encore un peu tôt pour vous répondre. On s'inscrit quand même à la phase conclusive de la nouvelle COP à Charm El-Cheikh, qui nous invite quand même à prendre nos responsabilités les uns et les autres. Un peu de hauteur fait du bien de temps en temps, avec un objectif cible qui était déjà signé à l'accord de Paris, qui était de -50% de CO2 à l'horizon 2050, et comment on y va pas à pas. Et je lis les documents de l'État, de la Région, du Département, avec un engagement fort de prendre en compte ce besoin de notre survie et c'est un vrai défi que l'humanité a devant elle de relever ce défi. Il n'est pas simple et effectivement, il nous invite, il nous questionne. Et je crois que cette place du 11 novembre, elle nous questionne d'autant plus qu'elle traverse toutes les grandes questions de société qu'on peut avoir dans le débat national notamment. Je pense à la place de la nature, faut-il ou non abattre des arbres pour demain, plus de biodiversité, renforcer l'écosystème et anticiper l'inondabilité de la place. Je pense également à nos modes de consommation, est-ce qu'effectivement il faut renforcer la place du commerce avec une halle gourmande, est-ce qu'il faut peut-être en tant que citoyen consommer un peu moins sur internet, est-ce qu'on peut trouver une complémentarité entre ceux qui prennent leur voiture pour aller dans la périphérie consommer, et peut-être moins renforcer le commerce de centre-ville, et puis il y a la question de nos déplacements, comment se déplacer dans une ville, effectivement. Plus largement, la vraie question est ouverte, une agglomération mi-rurale, mi-urbaine, c'est la vraie question. L'option choisie qui est celle du bon sens, équilibrée, c'est de trouver la juste place aux différents outils de mobilité, que ce soit les transports publics, que ce soit la voiture, que ce soit la trottinette, que ce soit le vélo, que ce soit le piéton, c'est vraiment l'objectif de cette transition qui est engagée avec humilité évidemment face à ces grandes questions qui nous dépassent, qui nous invitent à des injonctions paradoxales, des injonctions contradictoires parfois, mais aussi à être déterminé sur le temps long. Donc soyez rassurée, cette détermination, on l'a évidemment. La politique n'est pas toujours noir ou blanc, vrai ou faux, et elle invite effectivement à se requestionner en permanence. Je crois qu'on a fait un projet équilibré, effectivement qui crispe sur le moment, et effectivement on ne s'attendait pas à d'autres réactions malheureusement, parce que Laval est contrainte dans ses modes de circulation, mais l'envie est bien de venir apaiser le centre-ville, de renforcer la place du commerce dans le centre-ville, c'est bien d'avoir pour les riverains un centre-ville où il fait bon vivre, où on retrouve de la convivialité qui est tellement importante après cette crise sanitaire. Je crois que les objectifs sont maintenant tenus, dans la mise en œuvre effectivement il faut rester à l'écoute et je crois qu'effectivement on a été à l'écoute des commerçants, comme on l'a été d'ailleurs pendant la crise sanitaire en mettant des dispositifs inédits en place, quasiment inédits en France d'ailleurs, je pense au ticket commerçant, avec aussi cette volonté que les festivités, que ce soit sportives, culturelles et notamment de fin d'année, de Noël, puissent aussi être un circuit commercial, attractif pour notre centre-ville. C'est dommage d'ailleurs que d'autres institutions d'ailleurs nous délaissent sur ces festivités. Et puis évidemment, cette place du 11 novembre, elle se fera aussi dans le dialogue permanent avec les usagers, avec les riverains, et c'est le but de la mise en place du comité de suivi, dont une première réunion se tiendra le 13 décembre prochain, avec un besoin d'indicateurs, d'objectivation et de données. Ce n'est effectivement pas en quelques jours qu'on peut se dire comment on peut analyser les données de trafic. Mais sachez qu'on n'a pas du tout l'intention de faire mourir le commerce de centre-ville, de faire mourir le centre-ville, au contraire.*

On prend nos responsabilités pour continuer à avancer et je crois que les premières données de trafic vont nous inviter effectivement à réajuster, et c'est vraiment dans le dialogue et vous aurez toute votre place dans ce comité de suivi pour faire des propositions. Certains de vos élus ont déjà d'ailleurs fait des propositions qui seront analysées. On est vraiment dans cet état d'esprit, soyez en rassurés. Et peut-être terminer sur quelques villes, on pourrait parler de la première couronne qui, il y a maintenant quinze ans, a démarré cette transition des centres-villes, regardez autour de nous, certaines communes qui ont refait leur centre-ville, justement dans cette logique d'apaisement et de renforcer le commerce de proximité. On pourrait citer d'autres communes de notre territoire, on était pour certains des élus de la majorité à Saumur, il y a quelques semaines maintenant, avec un centre-ville qui était totalement piétonnisé et au bout d'un an, c'est plus +20 % de chiffre d'affaires pour les commerces. On pourrait penser à la Roche-sur-Yon aussi, qui a supprimé 300 places de stationnement sur la place Napoléon et qui effectivement a connu une augmentation de la fréquentation des parkings existants et une augmentation du nombre d'abonnés dans les bus. On pourrait parler de Béthune aussi, qui en 2014, donc 25 000 habitants, qui avait remis la voiture Grand-Place, sur la place centrale, et qui quelques mois après, en concertation avec les commerçants a demandé la piétonnisation de nouveau. Donc il y a plein d'exemples, il faut maintenant tirer le vrai du faux, mais notre boussole, c'est effectivement cette humilité, cette détermination et puis cette écoute qu'on a depuis maintenant un peu plus de deux ans aux Lavallois. Donc vraiment, soyez rassurés, sur la méthode il y a la mise en place de ce comité de suivi. Attendons les premières données, les premières remontées, les remontées de ceux qui s'expriment aussi, les remontées de ceux qui ne s'expriment pas, pour pouvoir avancer sereinement. On agit sur la fabrique de la ville, qui exige effectivement du temps long et je crois qu'on est dans cette philosophie, donc vous serez pleinement associés sur ce temps long et cette transformation de Laval, qui je pense va dans le bon sens. Monsieur Pillon.

Didier Pillon : *Oui. Monsieur le Maire, je vais être relativement bref. Il y a deux choses si vous voulez dans ce dossier qui nous semblent un peu confondues. Il y a d'une part en effet l'aménagement des espaces publics de la place du 11 novembre, ce sur quoi nous étions tous il me semble relativement d'accord, la végétalisation, etc., la plantation d'arbres, etc., oui, mais il y a quand même dans la délibération me semble-t-il, dans l'une des toutes premières lignes, l'approbation de l'implantation des voies, pas de la décoration ou du rendu des voies mais de l'implantation des voies, ce qui nous ferait craindre du coup d'admettre de la même manière tout de suite le plan de circulation. C'est là où on a une certaine réserve, et je ne vous cache pas une inquiétude, en se disant là, on remet le plan de circulation dans l'aménagement de la place du 11 novembre. Et autant vous dire, oui, alors je vais le dire très brutalement, oui à l'aménagement du 11 novembre, pas forcément pour le plan de circulation. J'ai dit pas forcément pour, d'accord ? Et donc je trouve que dans cette approbation de l'avant-projet, cette annotation de l'approbation de l'implantation des voies me laisse supposer qu'il n'y a plus de marge de manœuvre du tout sur le plan de circulation. C'est cela que je veux lever comme ambiguïté.*

M. le Maire : *Ma réponse a été claire sur le volet de dialogue et de concertation. Mais la subtilité, c'est de ne justement pas décorer, on refait toute la place du 11 novembre. Si demain vous êtes d'accord sur la nature en ville, il faut désimperperméabiliser, notamment les voies de circulation, vous voyez ? Si on construit une halle gourmande, on ne va pas faire une autoroute autour des voies de circulation, autour des halles gourmandes, vous voyez ? On veut apaiser la place, donc il faut un plan de circulation, et pour ce qui est des ajustements effectivement sur les impacts et les nuisances, on n'a pas été élu pour créer des embouteillages si vous voulez directement en bas de la rue Crossardière, la réponse est non. On a une volonté de fluidifier évidemment. Il faut se donner le temps pour y arriver évidemment, et je crois que prendre un verre non plus sur un parking, ce n'est acceptable. Donc collectivement, il faut assumer ces transformations, il faut être courageux. Évidemment on le fera dans le dialogue permanent, mais il y a des invariants dans le projet, et cela serait remettre en cause tous les aménagements que de remettre en cause tout le plan de circulation. Vous dire qu'on va diamétralement remettre les trois fois trois voies et le rond-point sur cette place du 11 novembre, la réponse est non, au contraire, c'est d'élargir la logique de giratoire à l'îlot Gambetta, et c'est évidemment de casser totalement cet esprit rond-point. On trouve les meilleures solutions, on est dans l'acupuncture, dans cette fabrique de la ville, donc soyez rassuré, on sera de bons médecins. La médecine douce peut-être, c'est ce qui nous caractérise, désolé pour les médecins dans cette salle, mais c'est vraiment la philosophie. Donc je veux vous rassurer. Je comprends tout à fait vos inquiétudes légitimes, mais j'espère pouvoir vous rassurer dans les prochaines semaines, surtout les prochains mois, parce que c'est un travail de long court mené avec attention par Bruno Bertier notamment, Geoffrey Begon en ce qui concerne la circulation et le comité de suivi. Madame Soutani.*

Samia Soutani : *Merci Monsieur le Maire. Je vais essayer d'être assez brève. Personnellement, je ne suis pas rassurée. Je ne suis pas rassurée parce qu'on expérimente, donc on ne peut pas être aussi sûr de soi. Donc en fait, quand vous présentez les choses, on a l'impression que tout est certain, dans votre esprit tout est clair, alors que cela ne l'est pas dans l'esprit des Lavallois et ceux qui pratiquent les voies de circulation dans la ville. Cela me rappelle en fait Monsieur Desproges qui disait qu'en fait on règle tous les problèmes en appelant un chat un chien. Et j'ai posé des questions claires en fait. Quelle est votre vision de la circulation, au-delà de la place du 11 novembre et du projet de halle ? Est-ce que vous voulez fluidifier la circulation en périphérie, de manière à reporter les voitures, parce qu'il y aura toujours des voitures. Les voitures électriques prendront autant de place, mais ne pollueront pas, elles pollueront différemment, mais elles ne pollueront pas nos villes, on va dire. Elles ne pollueront pas, mais elles prendront autant de place, elles vont avoir besoin de circuler sur des voies de circulation. Elles circuleront où ? Alors soit on abandonne l'expérimentation, d'ailleurs qui dure depuis plus de deux ans sur les axes que j'ai cité tout à l'heure, soit on fluidifie le centre-ville, quel est votre choix ? Si aujourd'hui vous nous dites on veut piétonniser le centre-ville, pourquoi pas ? Mais quelles en sont les conséquences et comment vous faites pour que les voitures trouvent d'autres alternatives pour pouvoir circuler ? Comment est-ce que les riverains peuvent encore circuler pour rentrer chez eux, pour sortir de chez eux sans avoir des files interminables de voitures ? Donc c'est juste de la clarté par rapport à là où on veut aller, des objectifs qu'on veut atteindre. Le climat, c'est un sujet qui nous dépasse, donc chacun de nous va participer, va essayer de participer en mettant sa petite pierre à l'édifice, mais ce n'est pas cela le sujet.*

Le sujet aujourd'hui, c'est quelle est votre politique en termes de circulation, en termes de promotion des transports doux bien entendu ? J'avais proposé à un moment donné que la place du 11 novembre soit le kilomètre zéro pour tout ce qui est mobilité douce, notamment par rapport aux bornes, l'implantation de bornes. Je n'ai pas vu de bornes d'installées dans ce que vous proposez. Voilà, c'est juste de la clarté sur là où on va, où est-ce que vous nous emmenez et on vous suivra quand cela sera clair pour nous déjà. Si c'est clair pour vous tant mieux, mais en tout cas ce n'est pas clair pour nous.

M. le Maire : *Mais c'est que vous essayez, en fait, d'être dans une position noir ou blanc. C'est ce que je vous dis. Mais le monde n'est pas comme cela, il n'est pas aussi caricatural et binaire, cela c'est dans le monde de Walt Disney avec les méchants et les gentils. Ce qu'on essaye de faire, c'est justement d'être à tâtons parce que ce défi des déplacements, il est compliqué. Nous évidemment on veut trouver des alternatives à la voiture individuelle conduite par une seule personne, l'autosolisme, je crois qu'on le partage, avec les objectifs départementaux, régionaux. Donc on est vraiment dans cette logique-là de trouver des alternatives, c'est pour cela qu'on met la gratuité des transports publics le week-end, c'est pour cela qu'on expérimente une cadence plus forte des Tul notamment sur les axes structurants, les lignes A et B. C'est 50% du trafic. Ce qui est bien, c'est d'écouter quand on pose la question. C'est de venir aux commissions aussi quand on veut poser des questions préalables.*

Samia Soutani : *Vous ne répondez pas à mes questions, vous appelez un chat un chien.*

M. le Maire : *Mais si je réponds.*

Samia Soutani : *Vous appelez un chat un chien.*

M. le Maire : *Mais oui, mais donc je vous réponds qu'on est en train de favoriser d'autres types de mobilités à la voiture. Trouver d'autres alternatives à l'autosolisme, c'est notre politique. Mais si les autres qui ont le choix de choisir une autre mobilité ou de partager leur voiture, on peut compter le nombre de personnes seules dans le centre-ville de Laval, ou en périphérie. Donc nous, on cherche des solutions Madame Soutani. Vous, vous montrez le problème, nous on vous cherche des solutions. Les solutions c'est renforcer la place des Tul, c'est pour cela que courageusement on change de délégué, on augmente le kilomètre parcouru, on renforce les lignes structurantes, les lignes 1 et 2, A et B, qui sont les lignes qui assurent plus de 50% de la fréquentation, c'est pour cela qu'on a une politique volontariste sur l'aménagement cyclable, sur l'acquisition de vélos électriques, sur l'acquisition de vélos cargo pour les artisans, les commerçants, mais aussi les familles, c'est pour cela qu'on a mis en place la trottinette qui trouve un certain succès, c'est pour cela qu'on a mis en place un conseil des piétons, voilà, c'est de sortir du tout voiture quand c'est possible, parce que évidemment je partage ces contraintes-là, que certains n'ont pas le choix. Mais on essaye de trouver des alternatives pour ceux qui peuvent le faire. On est vraiment dans cette logique-là de trouver des solutions.*

Voilà, c'est absolument clair et limpide et travailler sur la fluidité du contournement de Laval, j'ai envie de dire travaillons ensemble, que d'années perdues effectivement sur cet aménagement dans les points névralgiques, je pense pont d'Avesnières, pont de Pritz, on les connaît évidemment. Il faudra travailler ensemble pour fluidifier sur ces extérieurs. Donc la réponse, elle est extrêmement claire. Madame Grandière.

Chantal Grandière : *J'entends très bien vos arguments et hier j'étais notamment au repas des aînés tout comme vous. J'ai été effectivement interpellée un certain nombre de fois parce que nos aînés sont aussi en difficulté, parce qu'impactés par le maintien à domicile, ils ont un certain nombre d'intervenants, d'aides-soignants, d'infirmiers, d'aide-ménagères, qui du coup sont de plus en plus en difficulté dans la circulation. Alors, vous prenez effectivement un certain nombre de solutions, trottinette, bus, mais je pense que ce soient ces professions-là, tout comme les livreurs, je ne vois pas trop comment ils peuvent faire du covoiturage en allant d'un patient à un autre. Je pense qu'effectivement il peut y avoir un constat d'un certain nombre de voitures qui ont un seul chauffeur, mais qui sont aussi des travailleurs pour lesquels il n'y a pas d'autres solutions. Et je crois que cela, il faut les prendre en compte, mais aujourd'hui c'est une vraie préoccupation, et on voit bien nos aînés, enfin moi je sais que bon nombre nous en ont parlé et je pense qu'il faut aussi les entendre, parce que c'est vrai que ces solutions sont quand même importantes, et je pense que vous avez dû aussi en entendre parler. Il y a un mot que j'entends de plus en plus et qui m'énerve, c'est le mot apaisé. Vous êtes tout le temps en train de nous servir « apaisé, apaisé, apaisé », mais vous n'entendez pas la colère qui est en train de s'exprimer des Lavallois, et de très nombreux Lavallois. Je pense qu'effectivement, comme tout changement, cela passe par un certain nombre de modifications, de modifications parfois des habitudes, cela on peut l'entendre, mais c'est vrai qu'aujourd'hui quand on parle d'empreinte carbone, excusez-moi quand les gens vous disent que leur trajet s'est allongé entre 25 et 35 minutes tous les jours, c'est plus de consommation, c'est forcément plus de pollution pour la ville. Et effectivement, comme le soulignaient les collègues, il y a parfois des files d'attente de voiture et ce n'est pas que les Lavallois, c'est aussi tous ceux qui sont de l'agglomération lavalloise, et parfois du département qui traverse le centre-ville pour une raison X ou Y. Bien sûr aujourd'hui tout le monde est impacté, et les commerçants les premiers.*

M. le Maire : *Non, mais tout à fait, qu'il y ait 25 minutes de trajet en plus, c'est inacceptable, et on va travailler dessus, je vous le dis. Ce n'est pas l'objectif, évidemment. Mais qu'il y ait besoin de changer, parce que vous parlez, il ne faudrait pas en arriver à opposer les professions les uns aux autres. Il ne faudrait pas opposer, parce que la colère des jeunes et de la jeune génération, elle est aussi criante. Est-ce qu'il faut l'opposer à celle de nos aînés ? Et d'ailleurs nos aînés, moi, je les ai entendus, effectivement certains sont en colère et beaucoup sont venus en bus, beaucoup sont venus en navette, beaucoup sont venus en covoiturant, beaucoup sont venus d'ailleurs accompagnés, et cela c'est intéressant. Donc vraiment, n'opposons pas les professions, les jeunes, les anciens, les modes de transport, mais il est temps d'agir. Il est temps d'agir et de trouver des solutions. Et j'ai envie de vous dire aller, venez avec nous trouver des solutions. Arrêtez de regarder le passé, arrêtez de regarder le tout voiture. Oui, on ne veut pas le tout voiture et on ne veut pas le tout piéton non plus, on est une majorité qui prend ses responsabilités, qui crée du parking.*

Et regardez le parking qu'on a créé, un parking enherbé, un parking exemplaire qui a été salué par nombre d'entre nous. Voilà, et sur la colère, effectivement on a essayé de l'objectiver, on essaye de l'entendre, on a eu en quinze jours 64 appels LDP, 24 personnes qui contestent, beaucoup d'interrogations, de questions, donc travaillons ensemble pour expliquer le projet final qui est quand même, je vous l'ai amené parce qu'il y a le choc des mots, mais il y a le choc des images aussi. Je vous rappelle quand même le projet qu'on offre aux générations futures, c'est cela. Alors c'est important. Donc, j'ai bien compris et noté qu'on n'était pas ensemble sur la ligne d'arrivée. Bon, c'est tant pis, on a quand même été très républicains sur de nombreux dossiers, on est parti de la consultation des Lavallois, on avance, voilà. Maintenant, on a été élus pour agir dans cette direction, donc on avance, en concertation, dans l'écoute. La colère, je l'entends, je ne veux pas opposer les Lavallois les uns aux autres. Ce projet, il doit être fédérateur du premier au dernier jour, qu'il y ait des soubresauts, qu'il y ait évidemment des interrogations, qu'il y ait besoin d'explications, mille fois oui, qu'il y ait encore besoin de sa voiture individuelle et en parallèle il faut décarboner la voiture, il faut la rendre plus légère évidemment et la partager, c'est tout le sens de la politique que nous menons concernant la circulation, pas d'autres mots à ajouter. On l'a démontré depuis deux ans sur les alternatives qu'on offre, en même temps, en parallèle, et prenons ensemble ce mouvement. D'ailleurs je vois un casque de vélo d'Henri Renié, je me dis que voilà, cela montre bien que c'est possible. Si nous-mêmes on n'est pas convaincus qu'il y ait des alternatives possibles, cela va être compliqué effectivement. Donc chacun doit prendre sa part, mais j'entends. J'entends les mêmes interrogations, j'entends les mêmes personnes en colère, soyez rassurés. La méthode, c'est de faire de ce projet un projet fédérateur. Sur ce, je vous soumetts aux voix cette délibération. Donc c'est adopté, 8 abstentions, je vous remercie.

LAVAL // Projet urbain centre ville

Réaménagement de la place du 11 Novembre



RÉAMÉNAGEMENT DE LA PLACE DU 11 NOVEMBRE
NOTICE DE PRÉSENTATION DE L'APD - 20 OCTOBRE 2022

AME | Agence d'Urbanisme et de Paysage
90-96 avenue du Bas Meudon - 92130 Issy-les-Moulineaux
Tél : 01.47.36.00.47 - Fax : 01.47.36.42.86 | www.ame-agence.fr

SOMMAIRE

01 LE PROJET D'AMÉNAGEMENT

LES AMBIANCES ET LES USAGES DE LA FUTURE PLACE DU 11 NOVEMBRE

LE PLAN DE COMPOSITION

LE PLAN DE VOIRIE ET DE SIGNALISATION

LE PLAN DES ÉLÉMENTS DE SÉCURITÉ

LE PLAN DE NIVELLEMENT (PLANS + COUPES)

LA PLAN DES RÉSEAUX HUMIDES ET PRINCIPES DE GESTION DES EAUX PLUVIALES

LE PLAN DES RÉSEAUX SOUPLES

02 LES OUVRAGES D'EAU

LES OUVRAGES LORNEMENTAUX :

LE BASSIN ÉCOLOGIQUE, LE FIL D'EAU ET LA FONTAINE SÈCHE

LES OUVRAGES FONCTIONNELS :

LE TAPIS VERT, LE JARDIN DE PLUIE DE LA HALLE ET DU BEL AIR

03 LE PROJET PAYSAGER

LES REVÊTEMENTS : MATÉRIAUX ET CALEPINAGES

LES PLANTATIONS : PLAN D'IMPLANTATION DES TYPOLOGIES VÉGÉTALES ET PALETTE VÉGÉTALE

04 LE MOBILIER

LE MOBILIER URBAIN

LES JEUX POUR LES ENFANTS

05 LES AMBIANCES NOCTURNES

LE SCHEMA LUMINEUX

LE MATÉRIEL D'ÉCLAIRAGE

06 LES TRAVAUX

LE PLANNING

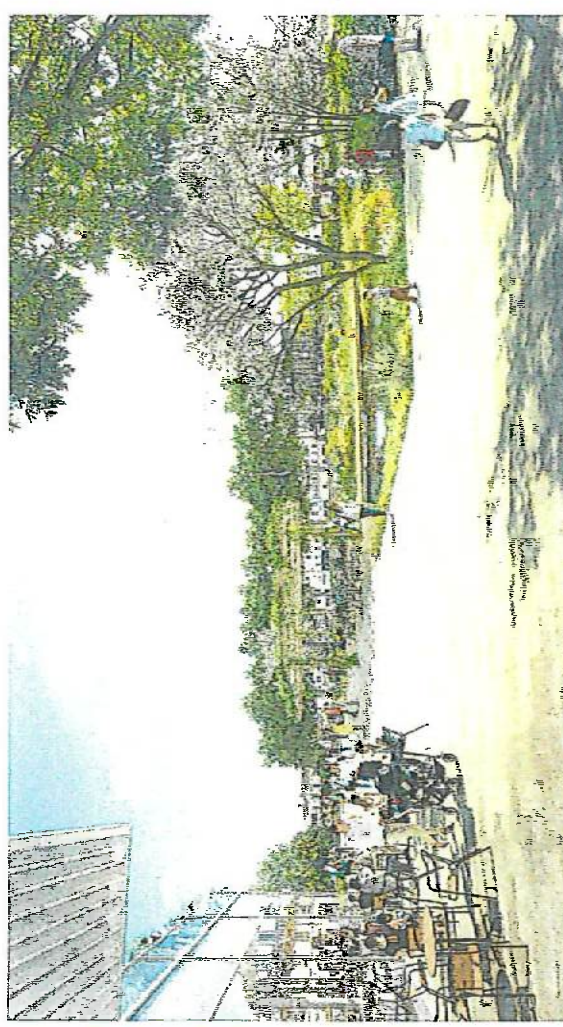
L'ESTIMATION FINANCIÈRE SYNTHÉTIQUE

01

LE PROJET D'AMÉNAGEMENT

01 LE PROJET D'AMÉNAGEMENT

DESCRIPTION DU PROGRAMME ET DU PROJET



UNE NOUVELLE IDENTITÉ POUR LE CENTRE-VILLE

Le projet de réaménagement de la place du 11 novembre a pour vocation de redonner une nouvelle identité et un nouveau souffle au centre-ville de Laval en offrant un lieu de vie expérimentel et de destination renforçant le rayonnement du cœur de ville et son attractivité.

A travers la reconquête de cet espace public, aujourd'hui en grande partie dédié à la voiture, l'objectif est d'apaiser la circulation automobile afin d'accueillir de nouveaux usages sur la place, de nouvelles activités et de nouvelles animations culturelles et commerciales, tout en valorisant le patrimoine architectural et paysager existant.

Pour cela, le projet de réaménagement de la place répond à trois ambitions principales et se construit autour de quatre principes fédérateurs.

UNE PLACE, TROIS AMBITIONS

UNE PLACE APAISÉE

Qui limite au maximum l'emprise des voies de circulation et des parcs de stationnement pour améliorer la qualité de vie des habitants, facilite les circulations douces à l'échelle du centre-ville et améliore la performance des transports en commun.

UNE HALLE GOURMANDE AU CŒUR DU CENTRE-VILLE

Qui permet de faciliter les continuités commerçantes entre les deux rives, entre la ville haute, la ville basse, la place et le quai et de proposer une offre alimentaire de proximité basée sur les circuits courts.

Qui permet d'offrir un lieu de vie permanent aux habitants de l'agglomération avec des nouveaux espaces de rencontres : des terrasses sur la place et en roof-top et un espace couvert ouvert pour accueillir des événements associatifs, culturels ou marchands.

DES ESPACES PUBLICS VIVANTS

Transformer la place en véritable lieu de vie au service des habitants en offrant des espaces de loisirs, de détente, de promenade et de tranquillité et proposer des espaces modulables aux fonctions multiples afin d'animer l'espace public avec des aménagements ludiques, des lieux de rencontre et de rassemblement.

QUATRE PRINCIPES FÉDÉRATEURS POUR LA CONCEPTION DU PROJET

LA PLACE À VIVRE : un espace qui permet de se détendre, se promener, se poser, lézarder, se rafraîchir... avec l'aménagement de bassins permettant de réintroduire un rappel de l'eau sur la place, la mise en valeur de la traversée historique et des façades remarquables en marquant les perspectives et les points de vues, l'aménagement d'un jardin à l'adresse des enfants sur le triangle de Verdun accompagnant la liaison entre Flot Val de Mayenne et la place.

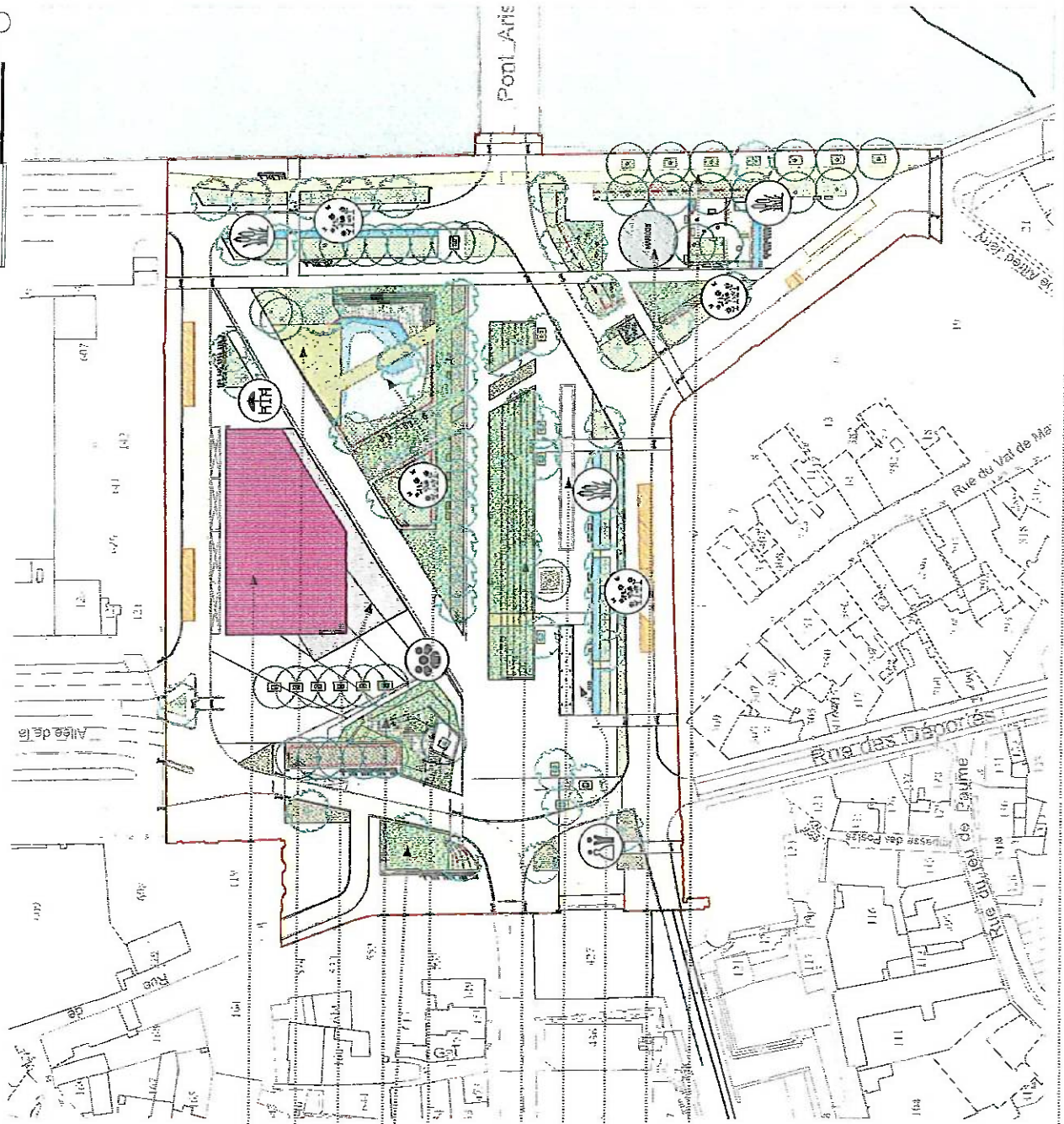
LA PLACE VIVANTE : c'est pouvoir s'amuser, se restaurer, se retrouver, se rassembler et s'exprimer... avec des terrasses ensoleillées et avec vue sur la Mayenne, un espace couvert ouvert en lien avec la halle permettant d'accueillir différentes manifestations ponctuelles culturelle, associatives ou commerciales ainsi qu'un nouvel emplacement pour le manège.

LA PLACE ÉLASTIQUE : adaptable, modulable et multifonctionnelle pour permettre la diversité des expériences et des usages avec un espace suffisamment ouvert pour accueillir des événements ou des manifestations spontanées sans structurer toute la place.

LA PLACE RÉSILIENTE : un aménagement favorisant les bienfaits écologiques avec une forte présence végétale sur la place, propre à accueillir la Nature au cœur de ville, et permettant de réduire les problématiques d'inondabilité.

01 LE PROJET D'AMÉNAGEMENT

LES AMBIANCES ET LES USAGES DE LA FUTURE PLACE DU 11 NOVEMBRE

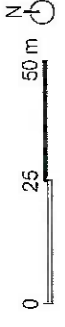
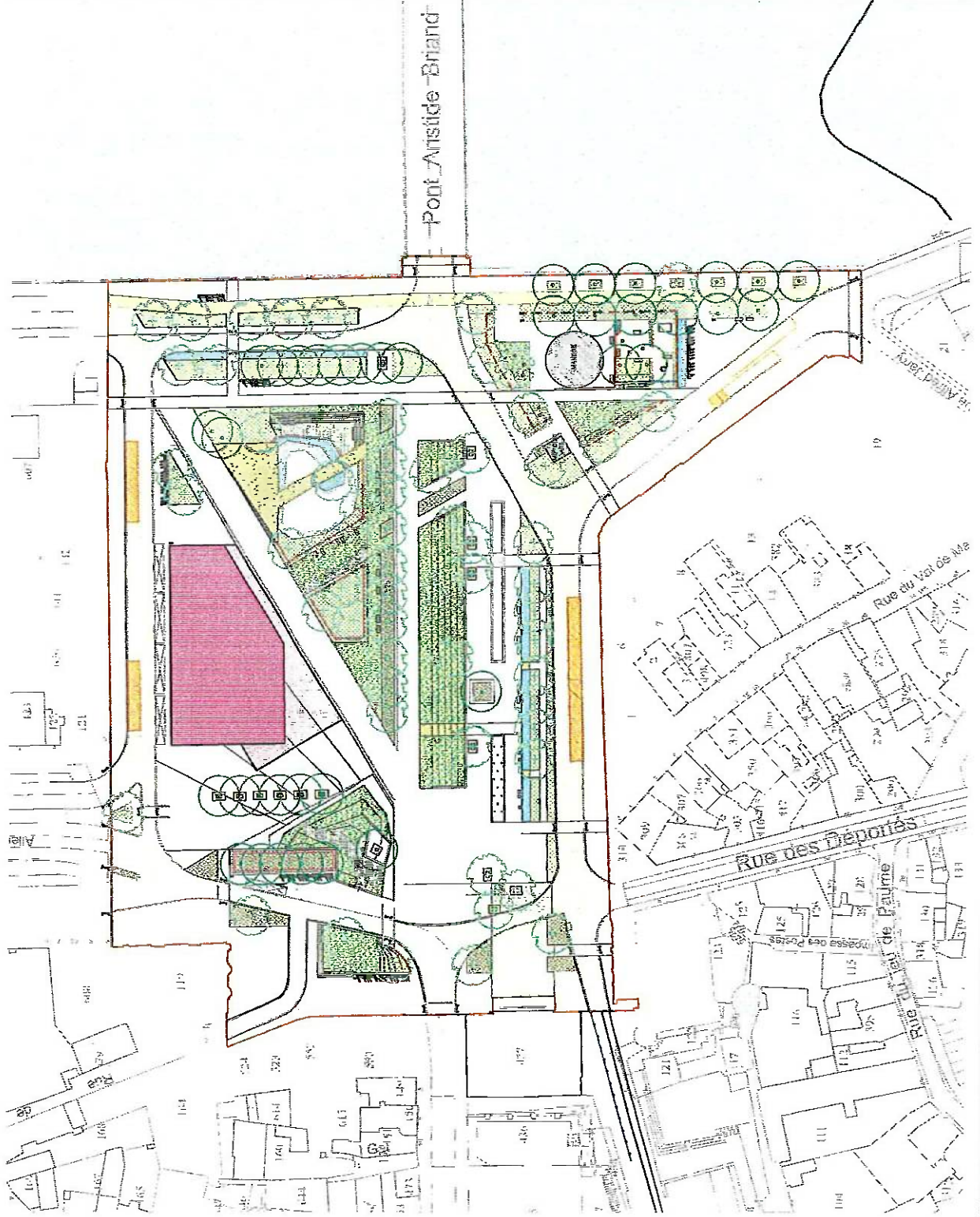


- La halle gourmande et ses espaces abrités
- La terrasse suspendue au-dessus du bassin
- l'espace couvert ouvert de la halle
- Les jardins de pluie
- Le bassin écologique
- Le tapis vert (poursuite de la Traverse)
- Le fil d'eau
- La fontaine sèche
- L'espace enfants
- La piste cyclable le long de la Mayenne


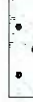





- Le parvis de la mairie
- Les espaces de rassemblement
- Les terrasses de café
- Les espaces de nature
- Le manège pour enfants
- Les noues plantées pour gestion des EP

01 LE PROJET D'AMÉNAGEMENT

LE PLAN DE COMPOSITION



LEGENDE OUVRAGES

-  BASSIN FIL D'EAU (MAÇONNÉ)
-  FONTAINE SÈCHE
-  BASSIN ÉCOLOGIQUE (PLEINE TERRE AVEC ÉTANCHÉITÉ EN ARGILE)
-  ESPACES ENGazonnés DONT TAPIS VERT ET JARDINS DE PLUIE
-  NœUES PLANTÉES
-  RETENUS DES SOLS (MURETS, ENMARCHÈMENTS)
-  TERRASSE SUSPENDUE ET PASSERELLE DU BASSIN

01 LE PROJET D'AMÉNAGEMENT

LES PRINCIPES DES MOBILITÉS, VOIRIES ET SÉCURITÉ AUTOUR DE LA PLACE

UN AMÉNAGEMENT QUI FAVORISE LES MOBILITÉS DOUCES ET TRANSPORTS EN COMMUN

Dans le respect des grands objectifs fixés dans le plan guide, l'effet giratoire autour de la place est supprimé pour les véhicules légers, en faveur des modes de déplacements alternatifs à la voiture.

L'emprise des voies de circulation a été limitée au maximum. Les circulations des bus sont favorisées. Les aménagements proposés répondent aux besoins actuels des bus en circulation, les gabarits de voiries sont conservés tout en étant adaptés à une place piétonnée, et permettent aux bus de se croiser en évitant les dépôts sur les zones piétonnées.

Une piste cyclable est créée le long de la Mayenne, en prévision de futures poursuites sur tout son long au Nord et au Sud, apportant confort et sécurité aux cyclistes.

Un certain nombre de quais bus sont prévus tout autour de la place :

- / un quai de 20ml de long dans chaque sens de circulation en bas du triangle de Verdun
- / un quai de 40 ml de long au sud de la place, permettant le stationnement en simultané de 2 bus, avec départ possible du second bus même si le premier reste à quai
- / deux quais, l'un de 20ml de long, l'autre de 17ml, au nord de la place rue de Strasbourg

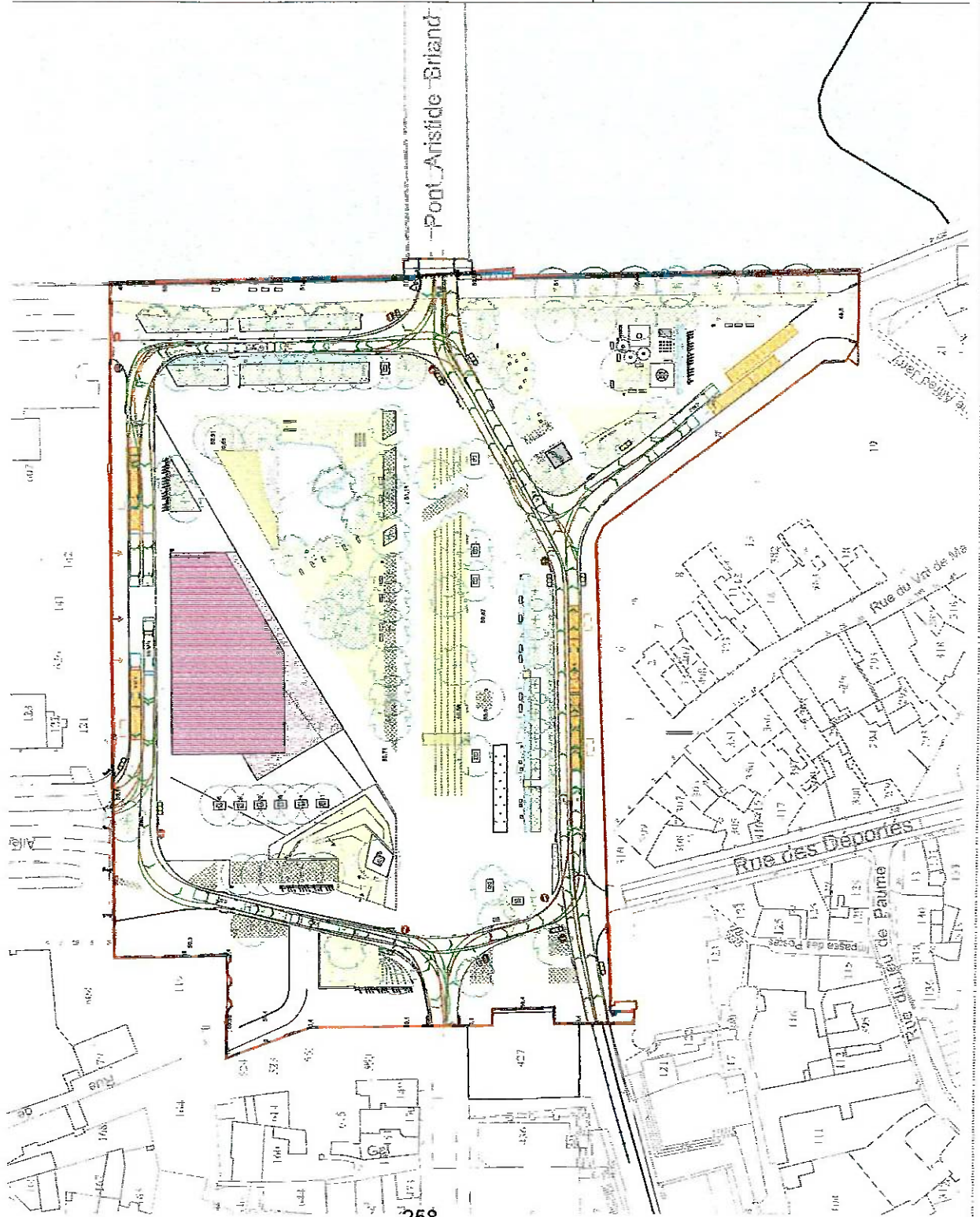
La signalisation et les feux tricolores mis en place permettront au bus de circuler tout autour de la place.

En revanche, les autres véhicules ne pourront circuler que depuis la rue Souchu Servinière vers le pont Aristide Briand ou vers le quai Jehan Fouquet au sud de la place, et du cours de la résistance vers la rue du général de Gaulle.

Une circulation ponctuelle sera permise depuis le quai Gambetta vers la rue de Strasbourg pour les riverains / les transports de fonds / les livraisons...

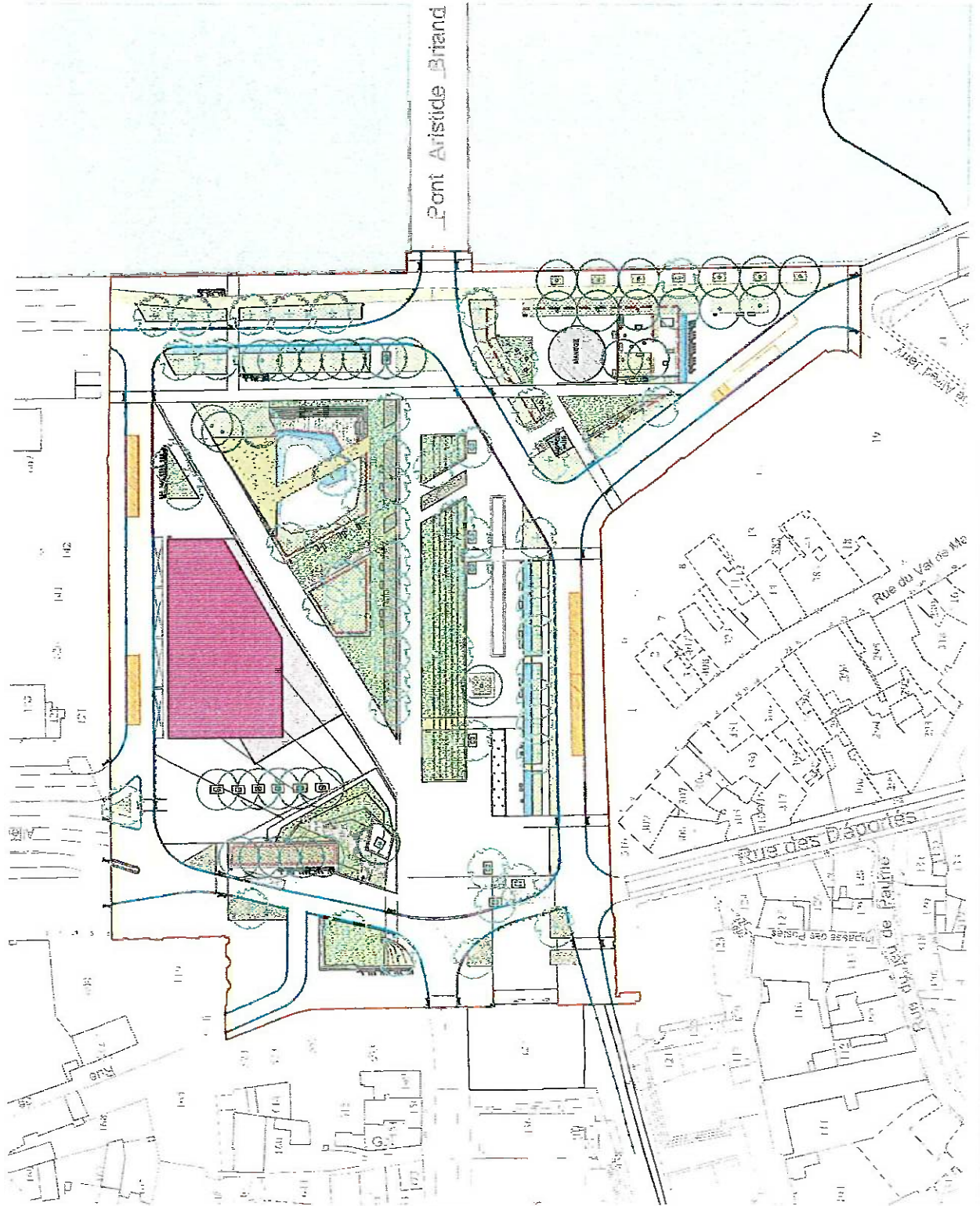
01 LE PROJET D'AMÉNAGEMENT

LE PLAN DES VOIRIES : GIRATIONS ET SIGNALÉTIQUE



01 LE PROJET D'AMÉNAGEMENT

LE PLAN DES ÉLÉMENTS DE SÉCURITÉ SUR LA PLACE



01 LE PROJET D'AMÉNAGEMENT

LES PRINCIPES DE NIVELLEMENT

UN AMÉNAGEMENT QUI LIMITE LES PROBLÉMATIQUES D'INONDATION

Le principe de nivellement futur de la place est étudié de façon à créer des points bas au niveau des futurs espaces verts et ainsi favoriser l'infiltration naturelle des eaux de pluie.

La place est conçue en deux grandes parties séparées par une ligne de crête Est Ouest allant du pont Ariside Briand jusqu'à la rue du Général de Gaulle.

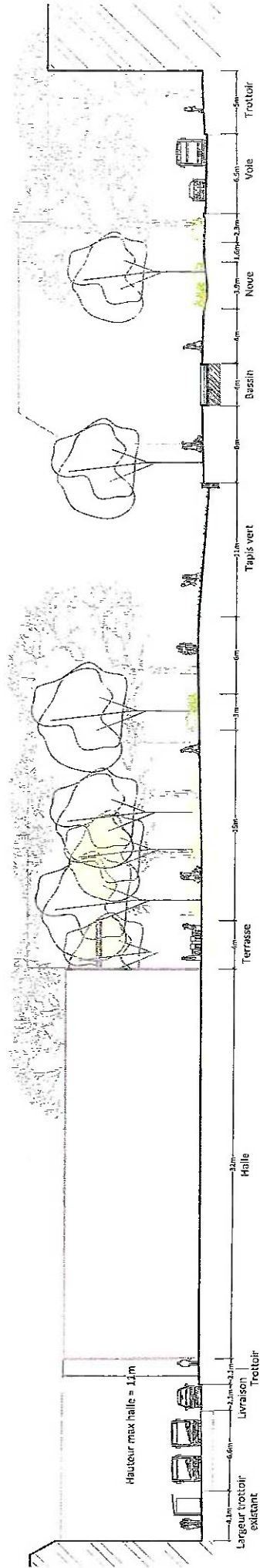
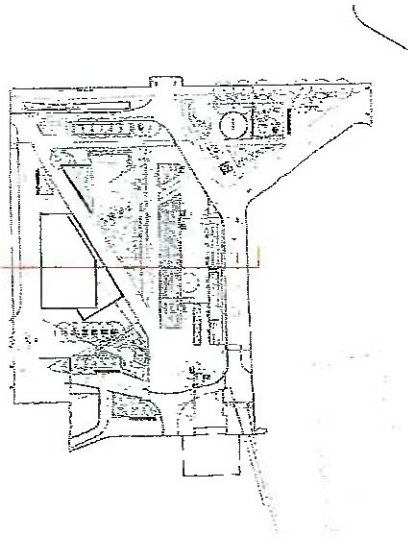
La rue de Strasbourg au nord de la halle aura un dévers vers le nord de façon à éviter de renvoyer les eaux vers la halle. La pente générale de cette voie descend vers l'est.

La partie Nord de la place se déversera d'une part dans le jardin de pluie à l'Ouest de la halle, et d'autre dans le bassin ludique situé à l'Est de la halle.

Devant le Bel Air sera créé un bassin permettant notamment de recueillir les eaux du bas de la rue du Général De Gaulle et de la rue de Bel Air.

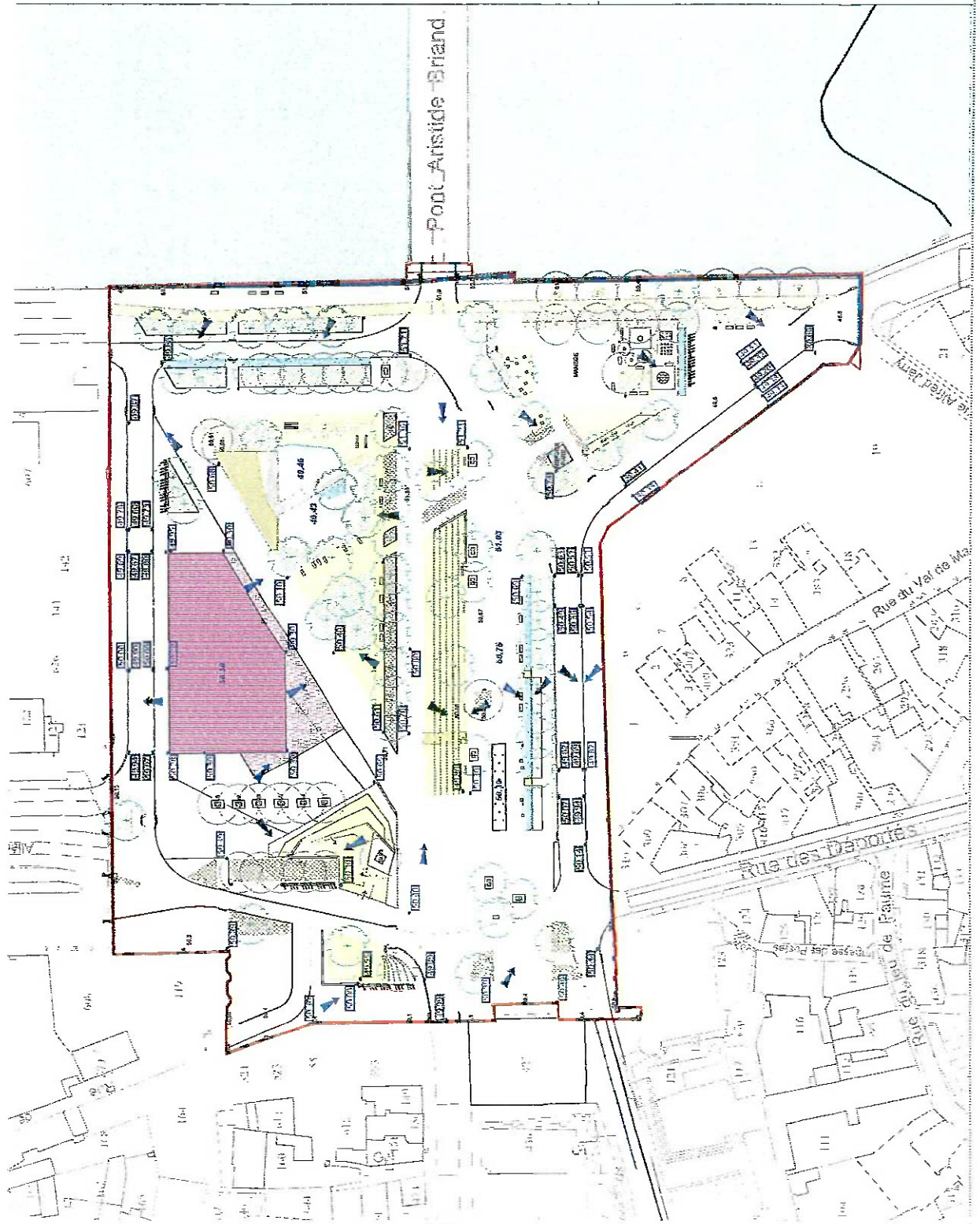
La partie Sud sera également divisée en deux parties : au nord du fil d'eau, la pente est dirigée vers le tapis vert au nord conçu en dépression de 40 cm, et au sud, la récupération des eaux se fera par une noue.

La rue de Verdun conservera globalement sa pente actuelle vers le sud.



01 LE PROJET D'AMÉNAGEMENT

LE PLAN DE NIVELLEMENT



LEGENDE TERRASSEMENT

- 51.71 Cote de nivellement projet
- Sens d'écoulement projet
- Point bas absorbant
- Ligne d'arrête

01 LE PROJET D'AMÉNAGEMENT

LES PRINCIPES DE GESTION DES EAUX PLUVIALES ET DES EAUX USÉES

UN AMÉNAGEMENT QUI FAVORISE LA GESTION DES EAUX PLUVIALES

La quasi totalité des eaux pluviales de la place sera déconnectée des réseaux unitaires existants grâce à la création de réseaux d'eaux pluviales distincts raccordés directement sur les aqueducs existants en aval du déversoir d'orage. Le bas de la rue du Général de Gaulle, ainsi que la rue de Bel Air seront également repris par ces nouveaux réseaux.

Plus de 40% des eaux de ruissellement sur les surfaces aménagées seront recueillies par les espaces végétalisés (Tapis vert, jardins de pluie, Bassin écologique, et autres espaces végétalisés) permettant l'infiltration des eaux.

UNE GESTION DES EAUX PLUVIALES À CIEL OUVERT

Les futurs espaces verts sont prévus en dépression afin de retenir et d'épurer les eaux avant évacuation vers les réseaux.

Il est envisagé de réaliser un réseau principal Ouest-Est recueillant les eaux pluviales depuis le bas de la rue du Général de Gaulle et prenant au passage les futures grilles de l'Ouest de la place, déléstant ainsi le réseau unitaire existant. Ce réseau sera raccordé sur l'aqueduc existant se jetant dans la Mayenne, en aval du déversoir d'orage.

Un deuxième réseau sera créé au sud de la place pour recueillir les eaux du sud de la place et les acheminer vers l'aqueduc existant nord sud.

Un troisième réseau sera créé rue de Strasbourg et acheminera les eaux vers l'aqueduc Ouest-Est juste avant son rejet dans la Mayenne.

Le refoulement depuis le poste existant à l'Est de la halle, qui se situe sous la future halle, sera dévoyé un peu plus au nord.

UN AMÉNAGEMENT QUI AMÉLIORE LE FONCTIONNEMENT DE LA GESTION DES EAUX USÉES ET AEP

L'AVL agglo prévoit la création d'un réseau d'eaux usées au sud de la place pour recueillir les effluents des immeubles rue de Verdun qui se déversent aujourd'hui directement dans la Mayenne via l'aqueduc Nord-Sud.

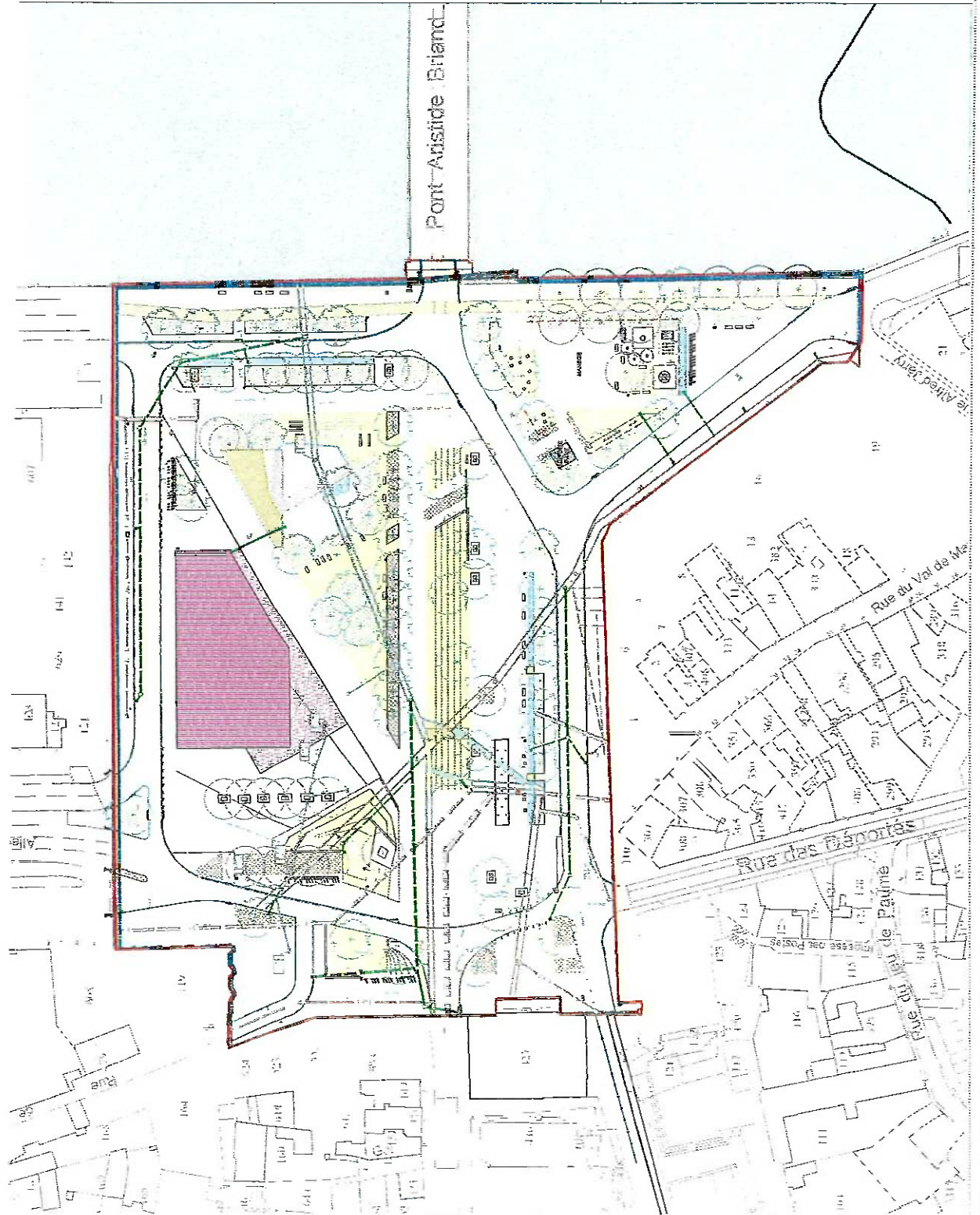
Le refoulement passant au nord de la future halle sera dévoyé vers l'Est pour rejoindre le nouveau réseau EU à l'angle de la rue de Verdun.

Le réseau AEP Ø250 traversant la place depuis la rue du Général De Gaulle jusqu'au sud du triangle de Verdun est prévu d'être également renouvelé, en reprenant au passage les branchements des immeubles de la rue de Verdun.

La conduite AEP sous le futur jardin de pluie devant la mi-Cafine sera dévoyé car pas suffisamment profond pour créer le bassin.

01 LE PROJET D'AMÉNAGEMENT

LE PLAN DE L'ASSAINISSEMENT DES EAUX PUVIALES

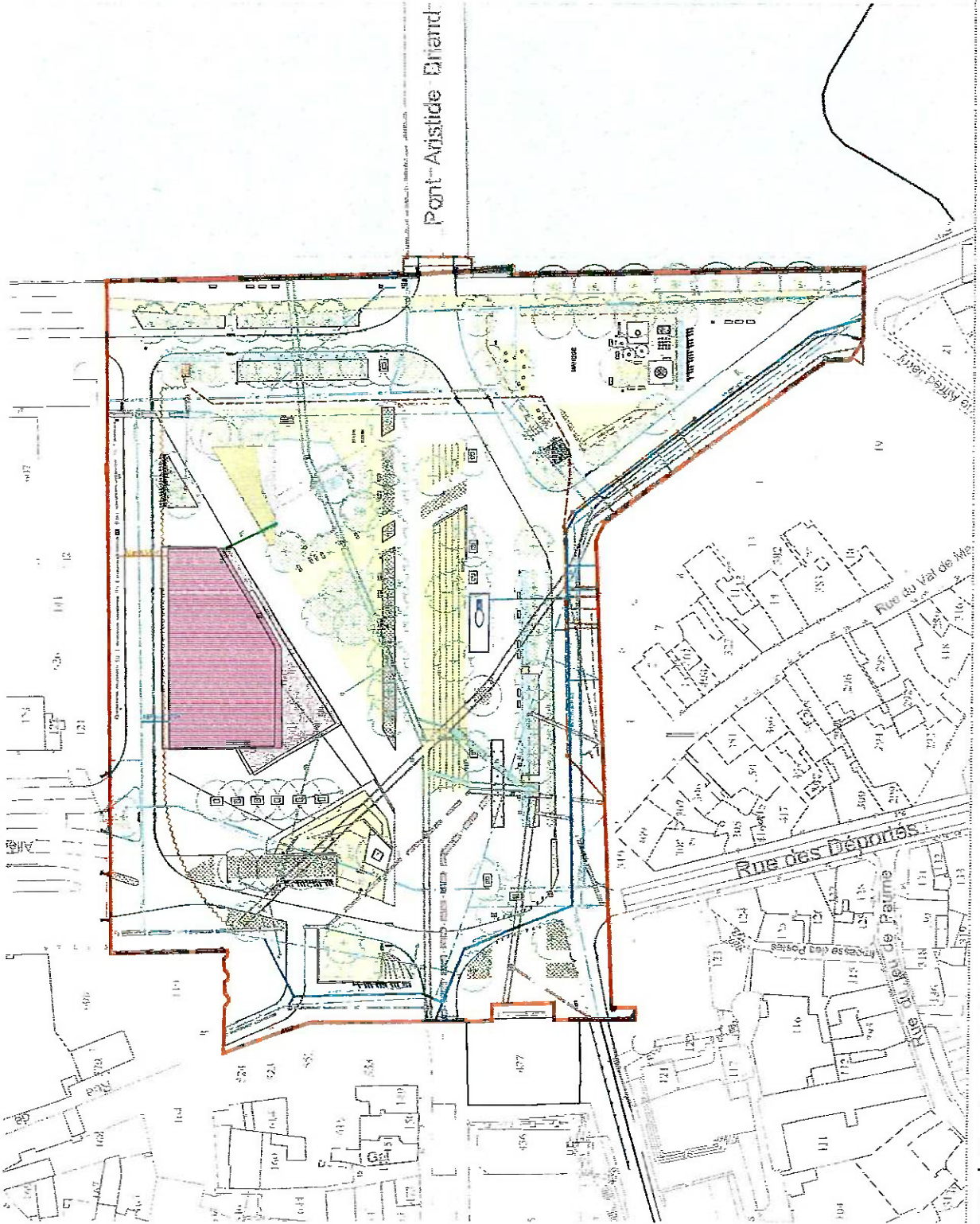


| LEGENDE EAUX PUVIALES | |
|-----------------------|-------------------------------|
| | Regard existant |
| | Regard projeté |
| | Grille 40x40 plate |
| | Grille 75x30 |
| | Boîte de branchement EP |
| | Réseau EP existant |
| | Réseau EP existant à déposer |
| | Réseau EP projeté |
| | Réseau EP branchement projeté |
| | T: cote tampon |
| | R: cote radier |

| LEGENDE EAUX UNITAIRES | |
|------------------------|------------------------------------|
| | Regard existant |
| | Réseau Unitaire existant |
| | Réseau Unitaire existant à déposer |
| | T: cote tampon |
| | R: cote radier |

01 LE PROJET D'AMÉNAGEMENT

PLAN DES RÉSEAUX D'EAUX USÉES ET AEP



| LEGENDE ADDUCTION EN EAU POTABLE | |
|----------------------------------|--------------------------------|
| | P.I. existant |
| | Vanne existante |
| | Purge existante |
| | Ventouse existante |
| | P.I. projeté |
| | Citerneau |
| | Fosse à compteur |
| | Purge projetée |
| | Vanne projetée |
| | Ventouse projetée |
| | Réseau AEP existant |
| | Réseau AEP existant à déposer |
| | Réseau AEP projeté |
| | Réseau AEP branchement projeté |

| LEGENDE EAUX USEES | |
|--------------------|-------------------------------|
| | Regard existant |
| | Regard projeté |
| | Boite de branchement EU |
| | Réseau EU existant |
| | Réseau EU existant à déposer |
| | Réseau EU projeté |
| | Réseau EU branchement projeté |
| | T: cote tampon |
| | R: cote radier |

| LEGENDE EAUX UNITAIRES | |
|------------------------|------------------------------------|
| | Regard existant |
| | Réseau Unitaire existant |
| | Réseau Unitaire existant à déposer |
| | T: cote lampon |
| | R: cote radier |

| LEGENDE REFOULEMENT EAUX USEES | |
|--------------------------------|-----------------------------------------|
| | Poste de refolement existant |
| | Réseau refolement existant |
| | Réseau refolement existant à abandonner |
| | Réseau refolement projeté |

01 LE PROJET D'AMÉNAGEMENT

LES PRINCIPES DES RÉSEAUX SOUPLES ET MOBILIER INNOVANT

UN AMÉNAGEMENT QUI RENFORCE LA CONNECTIVITÉ DE LA PLACE

Les réseaux électriques, télécom et gaz existants sont globalement conservés en l'état, sauf quelques renouvellements ponctuels sur le réseau gaz par GRDF, et le dévoiement du réseau téléphone sous le parvis Bel Air pour permettre la création du jardin de pluie.

Les réseaux d'éclairage et d'alimentation des feux tricolores seront complètement renouvelés selon la nouvelle disposition des feux et des lampadaires.

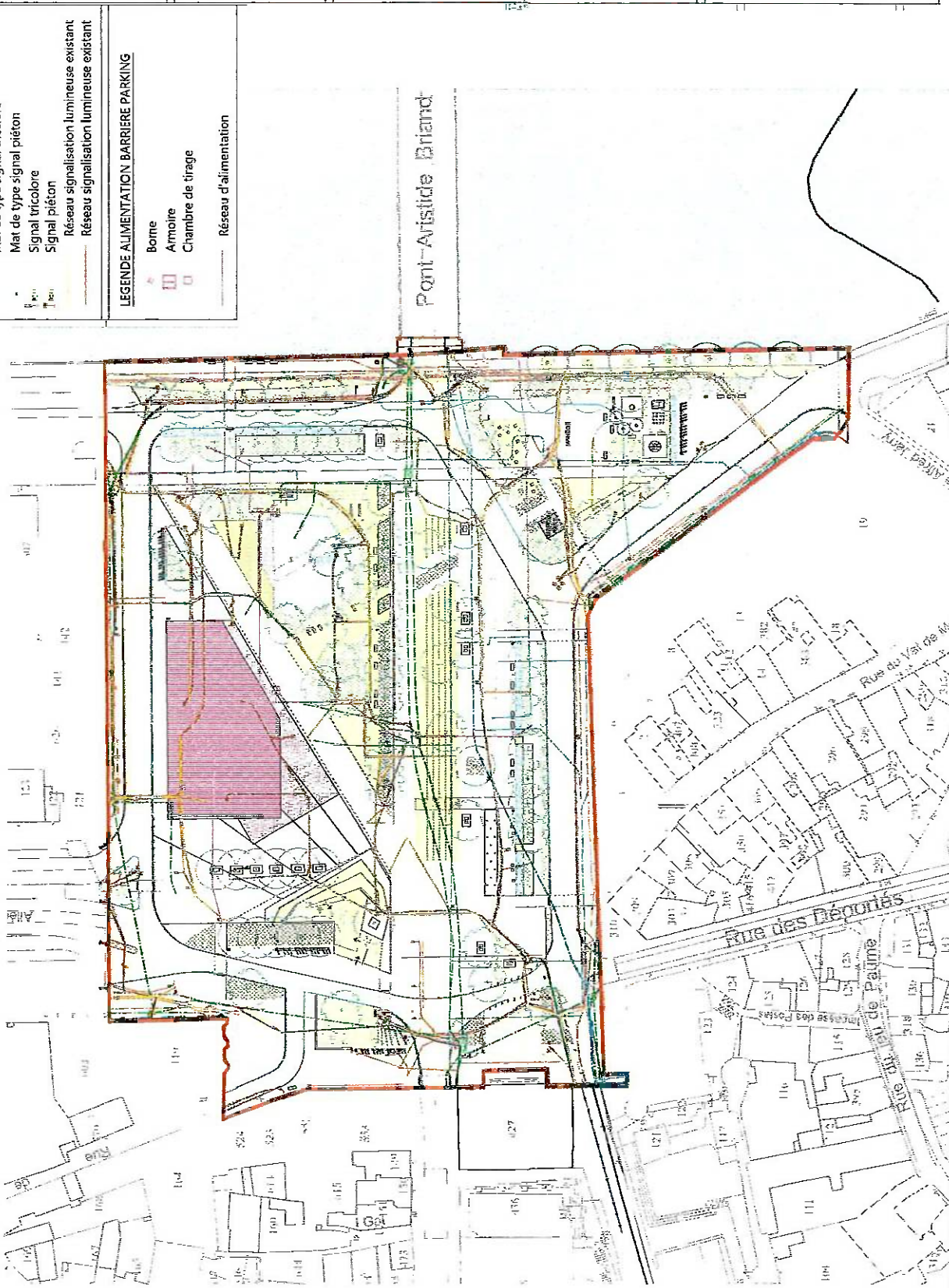
Certains mats d'éclairage et mobiliers sur-mesures seront équipés de différents éléments de connexion : prise d'alimentation pour la recharge de téléphone, Wifi, système de sonorisation de la place, etc.

Des bornes foraines escamotables seront disposées sur les zones pouvant accueillir des manifestations ainsi que pour permettre l'alimentation des illuminations de Noël.

Compte tenu de la présence d'une nouvelle halle sur la place, des synergies seront à mettre en œuvre entre le projet d'espace public et le projet de halle afin de rationaliser les raccordements au réseau électrique.

01 LE PROJET D'AMÉNAGEMENT

PLAN DES RÉSEAUX SOUPLES EXISTANTS



| LEGENDE TELECOM | |
|-----------------|--------------------------------------|
| ○ | Citerneau |
| ○ | Chambre L0T |
| ○ | Chambre L1T |
| ○ | Chambre L2T |
| ○ | Chambre L3T |
| ○ | Chambre L4T |
| ○ | Réseau télécom existant |
| ○ | Réseau télécom existant abandonné |
| ○ | Réseau télécom existant à abandonner |
| ○ | Réseau télécom projeté |

| LEGENDE GAZ | |
|-------------|----------------------------------|
| ○ | Coffret gaz |
| ○ | Réseau GAZ existant |
| ○ | Réseau GAZ existant abandonné |
| ○ | Réseau GAZ existant à abandonner |
| ○ | Réseau GAZ projeté |
| ○ | Réseau GAZ branchement projeté |

| LEGENDE BTA | |
|-------------|----------------------------------|
| ○ | Socle + coffret |
| ○ | Mise à la terre |
| ○ | Boîte de dérivation |
| ○ | Réseau BTA existant |
| ○ | Réseau BTA existant abandonné |
| ○ | Réseau BTA existant à abandonner |
| ○ | Réseau BTA projeté |
| ○ | Réseau BTA sous fourreau |
| ○ | Réseau BTA branchement |

| LEGENDE HTA | |
|-------------|----------------------------------|
| ○ | Transformateur |
| ○ | Boîte de jonction/dérivation |
| ○ | Réseau HTA existant |
| ○ | Réseau HTA existant abandonné |
| ○ | Réseau HTA existant à abandonner |
| ○ | Réseau HTA projeté |

| LEGENDE ECLAIRAGE | |
|-------------------|---------------------------|
| ○ | Coffret éclairage |
| ○ | Candélabre type A |
| ○ | Candélabre type B |
| ○ | Candélabre type C |
| ○ | Candélabre type D |
| ○ | Borne lumineuse |
| ○ | Projecteur |
| ○ | Réseau éclairage existant |
| ○ | Réseau éclairage existant |
| ○ | Réseau éclairage projeté |

| LEGENDE SIGNALISATION TRICOLORE EXISTANTE | |
|-------------------------------------------|-----------------------------------------|
| ○ | Mat de type signal tricolore |
| ○ | Mat de type signal piéton |
| ○ | Signal tricolore |
| ○ | Signal piéton |
| ○ | Réseau signalisation lumineuse existant |
| ○ | Réseau signalisation lumineuse existant |

| LEGENDE ALIMENTATION BARRIERE PARKING | |
|---------------------------------------|-----------------------|
| ○ | Borne |
| ○ | Armoire |
| ○ | Chambre de tirage |
| ○ | Réseau d'alimentation |

Pont-Arside Briand

RUE DES BÉQUONNES

RUE DU VAL DE MA...

02

LES OUVRAGES D'EAU

02 LES OUVRAGES D'EAU

DESCRIPTION DES OUVRAGES LIÉS À L'EAU

La place de la «Nature en Ville» est prépondérante dans la réhabilitation de la place du 11 Novembre: une Nature résiliente et bienfaitrice, porteuse des valeurs communales : facteur de bien-être pour les concitoyens, de services éco-systémiques luttant contre les inondations et les flots de chaleur, et favorable au développement de la biodiversité.

La place n'en reste pas moins une polarité essentielle pour la ville, fédérateur d'usages divers, de flux et de cohésions sociales.

Les aménagements paysagers sont donc abordés, sous ce prisme, celui du juste équilibre entre une fonctionnalité adaptée et une renaturation recherchée.

Plusieurs ouvrages, de structures plus ou moins naturelles, indispensables à l'identité du site, celle liée à l'eau, à sa présence et à ses ambiances, prennent place. A travers ces derniers, plusieurs fonctions sont abordées :

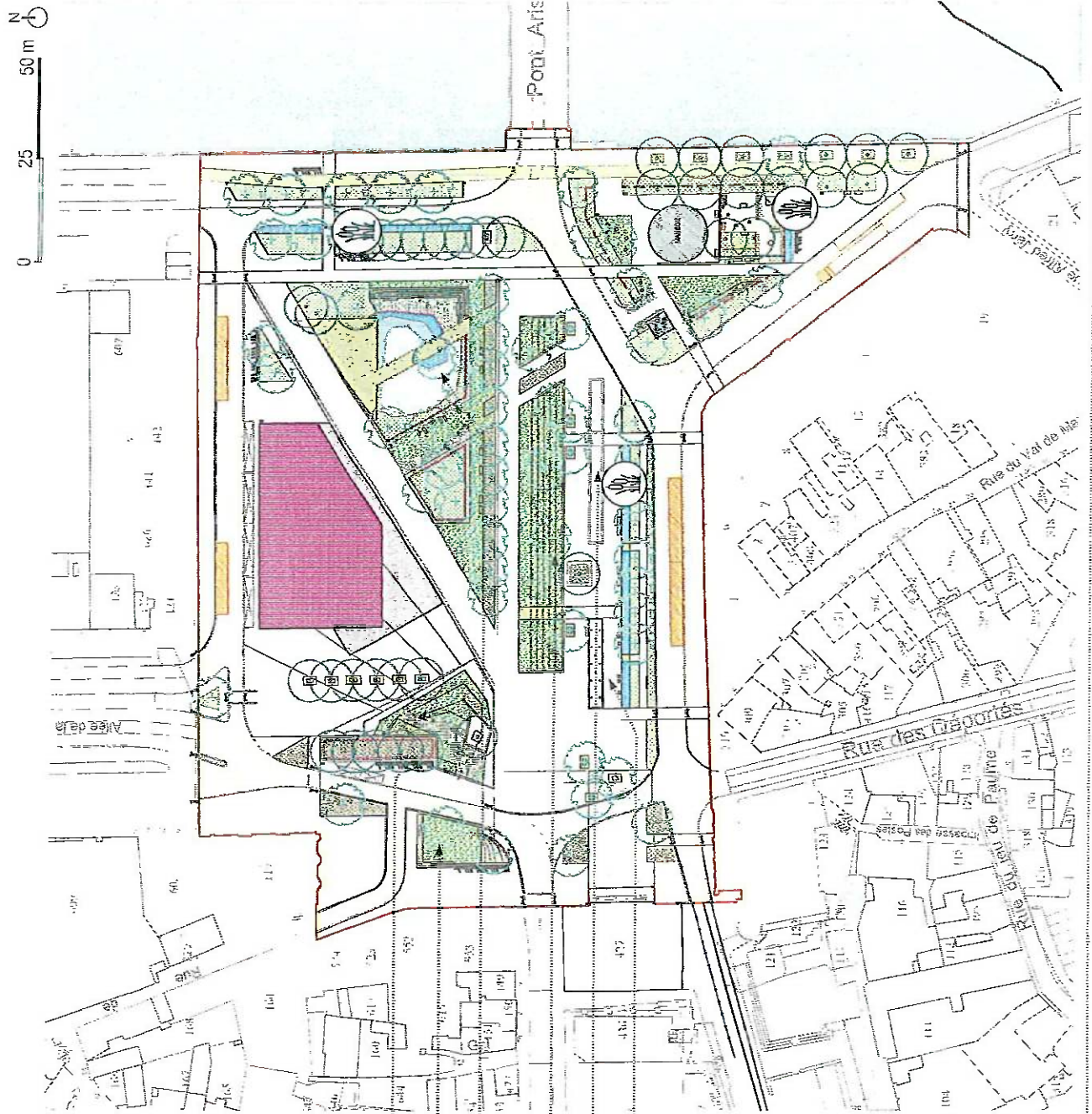
/ celle de gérer les eaux, proposant des espaces tampons pour réguler les flux et stocker les apports imprévisibles: à travers les noues et les jardins de pluie.

/ celle d'animer la place et de proposer des ambiances variées autour d'ouvrages très différents : un fil d'eau en cascade très urbain pour créer une perspective forte entre la mairie et la Mayenne, une fontaine sèche pour animer le parvis devant la mairie et un bassin écologique, et son amphithéâtre en faveur de l'accueil de la biodiversité en ville.

/ enfin, celle de proposer une diversité de milieux, notamment autour du bassin écologique.

02 LES OUVRAGES D'EAU

LE PLAN D'IMPLANTATION



Ouvrage fonctionnel : Le jardin de pluie de la halle

Ouvrage fonctionnel : Le jardin de pluie Bel Air

Ouvrage ornemental : Le bassin écologique (bassin pleine terre)

Ouvrage fonctionnel : Le tapis vert (autre retenu d'EP)

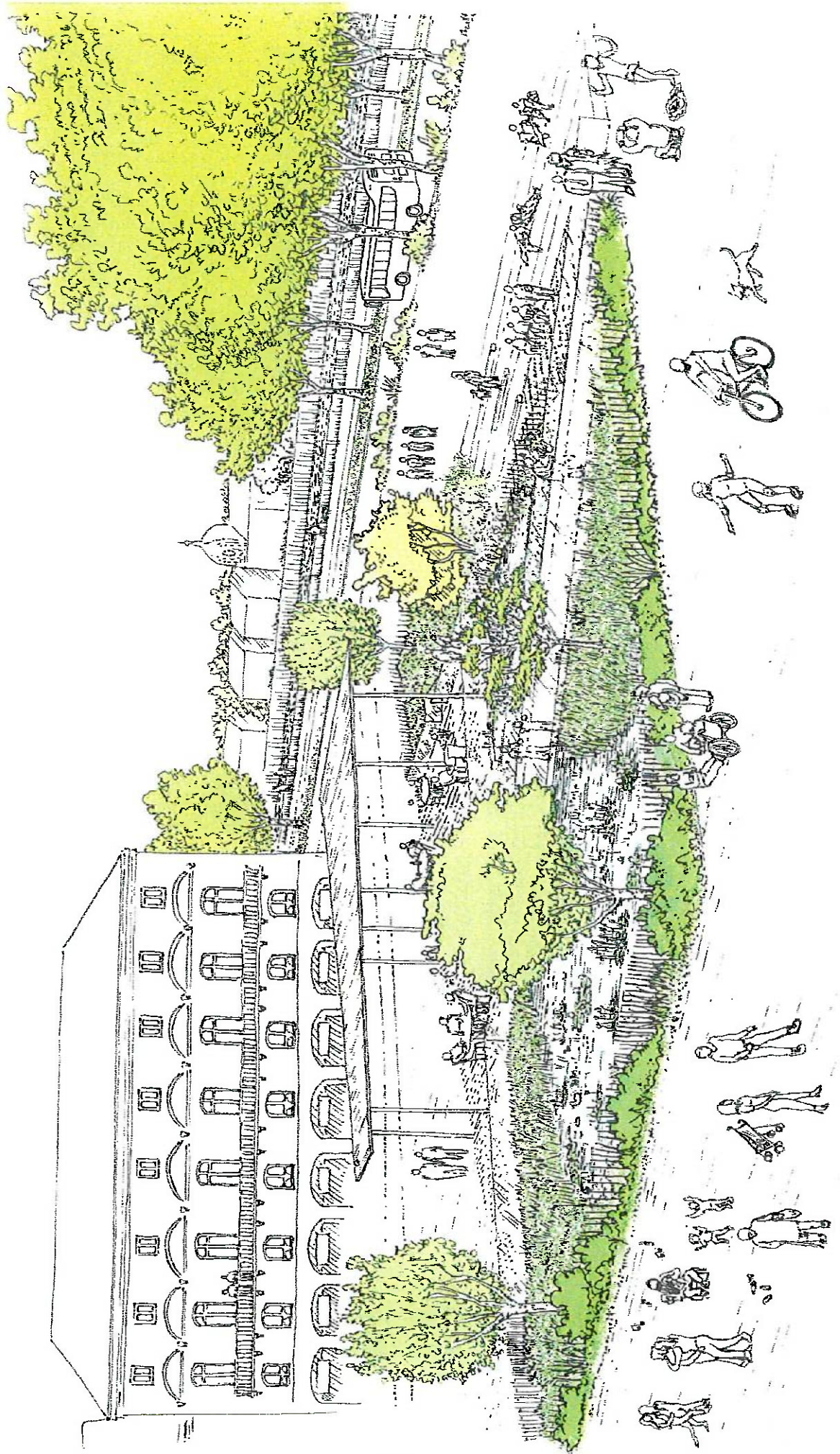
Ouvrage ornemental : Le fil d'eau (Bassin urbain maçonné)

Ouvrage ornemental : La fontaine sèche

 Ouvrages fonctionnels : les noues plantées

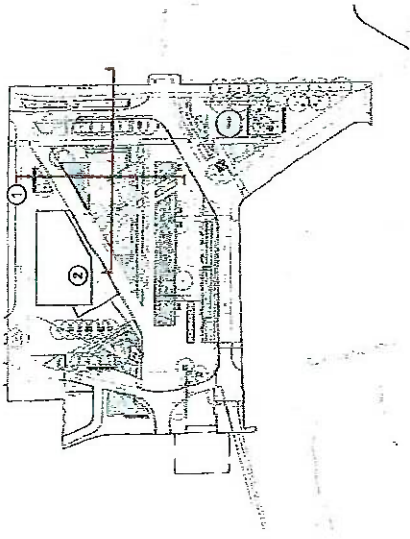
02 LES OUVRAGES D'EAU

LES OUVRAGES ORNEMENTAUX : LE FIL BASSIN ÉCOLOGIQUE



02 LES OUVRAGES D'EAU

LES OUVRAGES ORNEMENTAUX : LE BASSIN ÉCOLOGIQUE

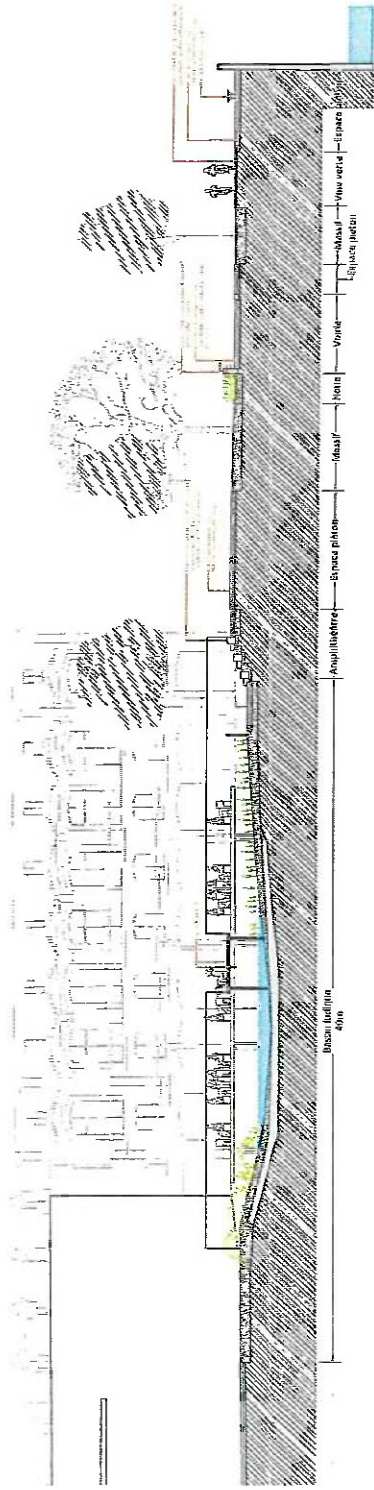
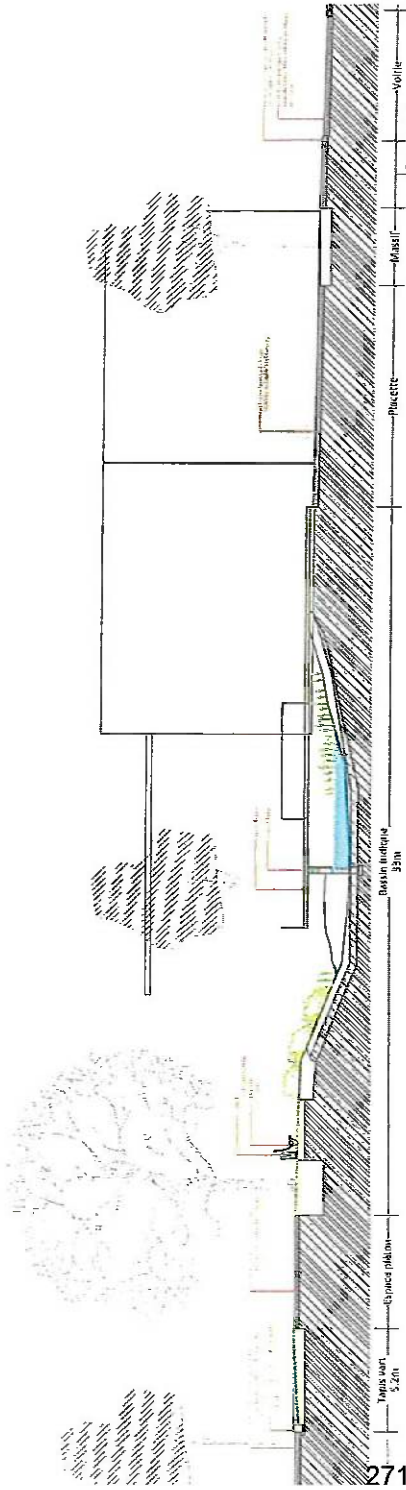


LE BASSIN ÉCOLOGIQUE

Le bassin est créé en pleine terre, avec un fond argileux, accueillant une végétation aquatique et des berges talutées et plantées. L'objectif est de créer un milieu humide en coeur de ville, support d'une biodiversité urbaine. Sa profondeur pourra dépasser par endroits, les 80 cm, pour assurer la pérennité de la biodiversité en place en cas de gel.

Sur un de ses coté, il est accompagné d'un amphithéâtre, composé de larges emmarchements enherbés, qui offre une vue agréable et paisible sur le plan d'eau, en retrait des bruits de la ville.

Une passerelle traverse le plan d'eau du Sud au Nord, permettant de rejoindre une terrasse suspendue pouvant accueillir d'éventuelles représentations, à l'adresse de l'amphithéâtre qui lui fait face.



02 LES OUVRAGES D'EAU

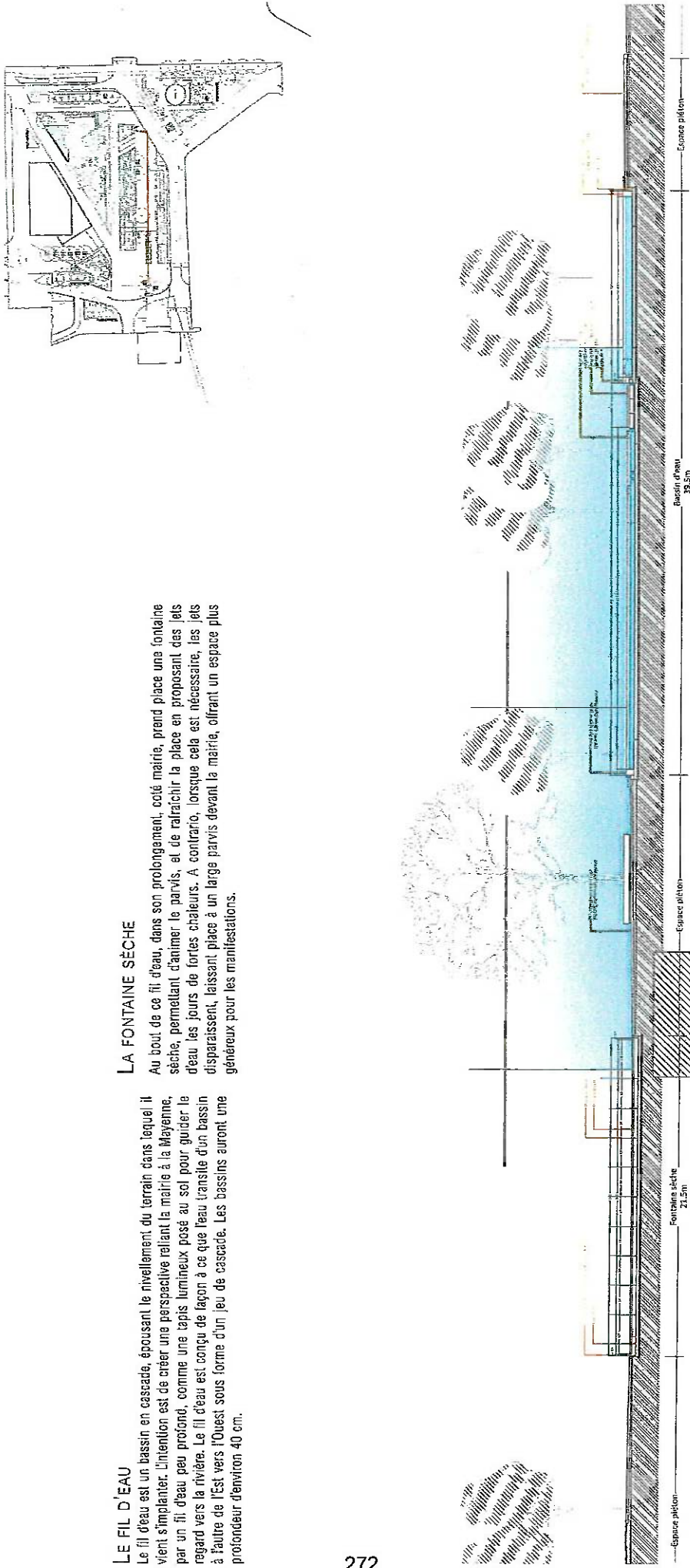
LES OUVRAGES ORNEMENTAUX : LE FIL D'EAU ET LA FONTAINE SÈCHE

LE FIL D'EAU

Le fil d'eau est un bassin en cascade, épousant le nivellement du terrain dans lequel il vient s'implanter. L'intention est de créer une perspective reliant la mairie à la Mayenne, par un fil d'eau peu profond, comme une tapis lumineux posé au sol pour guider le regard vers la rivière. Le fil d'eau est conçu de façon à ce que l'eau transite d'un bassin à l'autre de l'Est vers l'Ouest sous forme d'un jeu de cascade. Les bassins auront une profondeur d'environ 40 cm.

LA FONTAINE SÈCHE

Au bout de ce fil d'eau, dans son prolongement, côté mairie, prend place une fontaine sèche, permettant d'animer le parvis, et de rattacher la place en proposant des jets d'eau les jours de fortes chaleurs. A contrario, lorsque cela est nécessaire, les jets disparaissent, laissant place à un large parvis devant la mairie, offrant un espace plus généreux pour les manifestations.



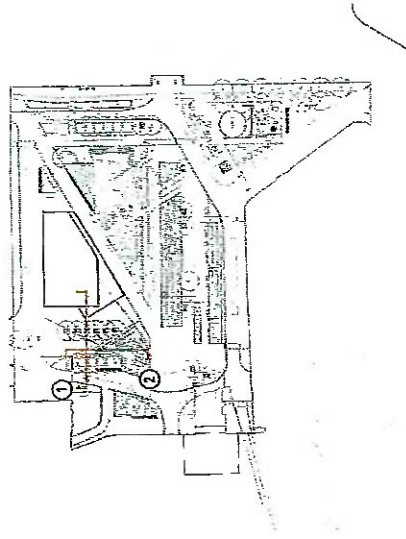
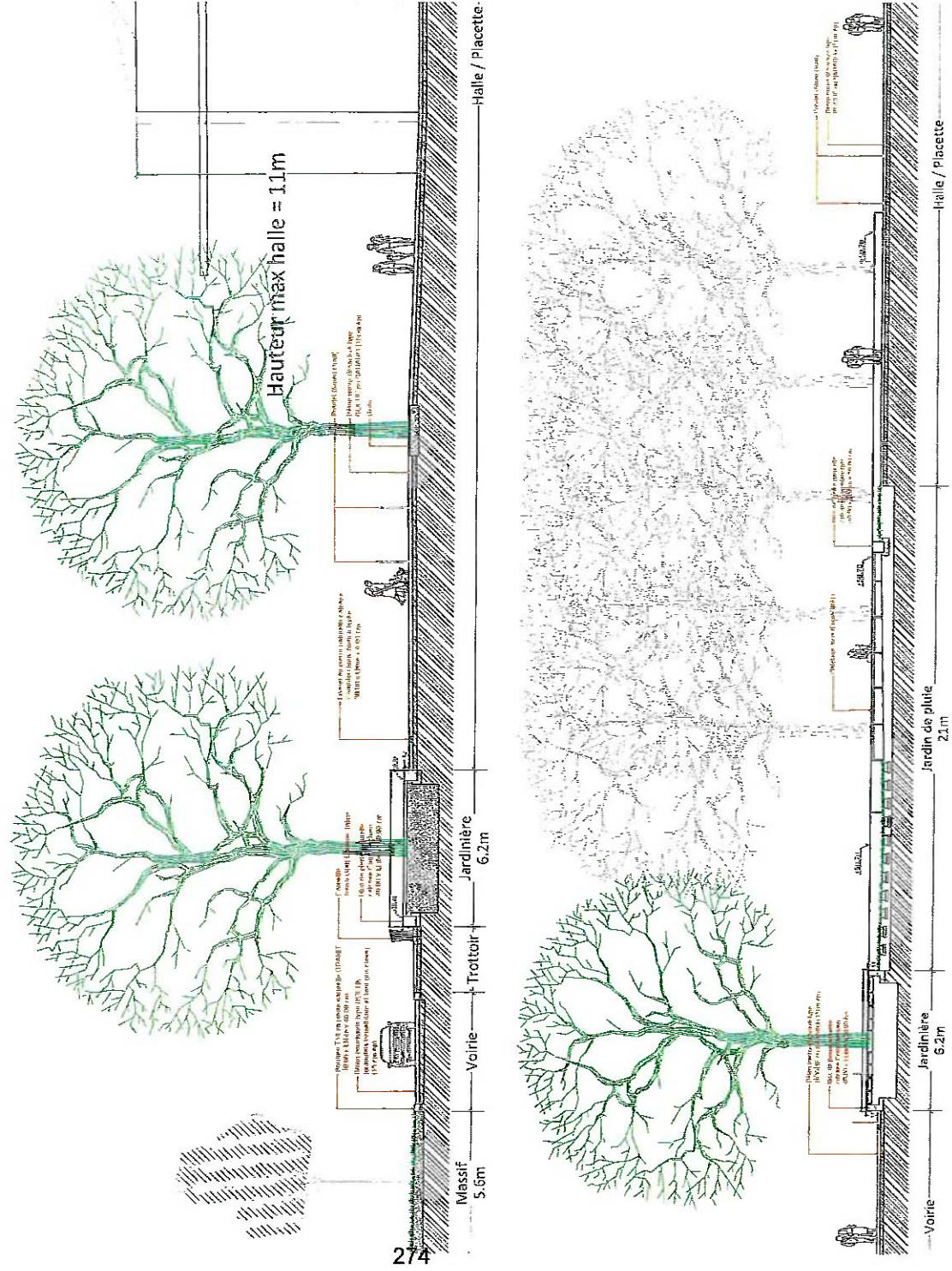
02 LES OUVRAGES D'EAU

LES OUVRAGES FONCTIONNELS : LE JARDIN DE PLUIE DE LA HALLE



02 LES OUVRAGES D'EAU

LES OUVRAGES FONCTIONNELS : LE JARDIN DE PLUIE DE LA HALLE



Des noues et jardins de pluie quadrillent la place, et mettent en scène la gestion des eaux de pluie (régulation des flux et zones de stockage).

Les noues sont, plutôt, associées aux voiries. Alors que les jardins de pluies prennent part au cœur de la place, dans ses points alimétriques les plus bas.

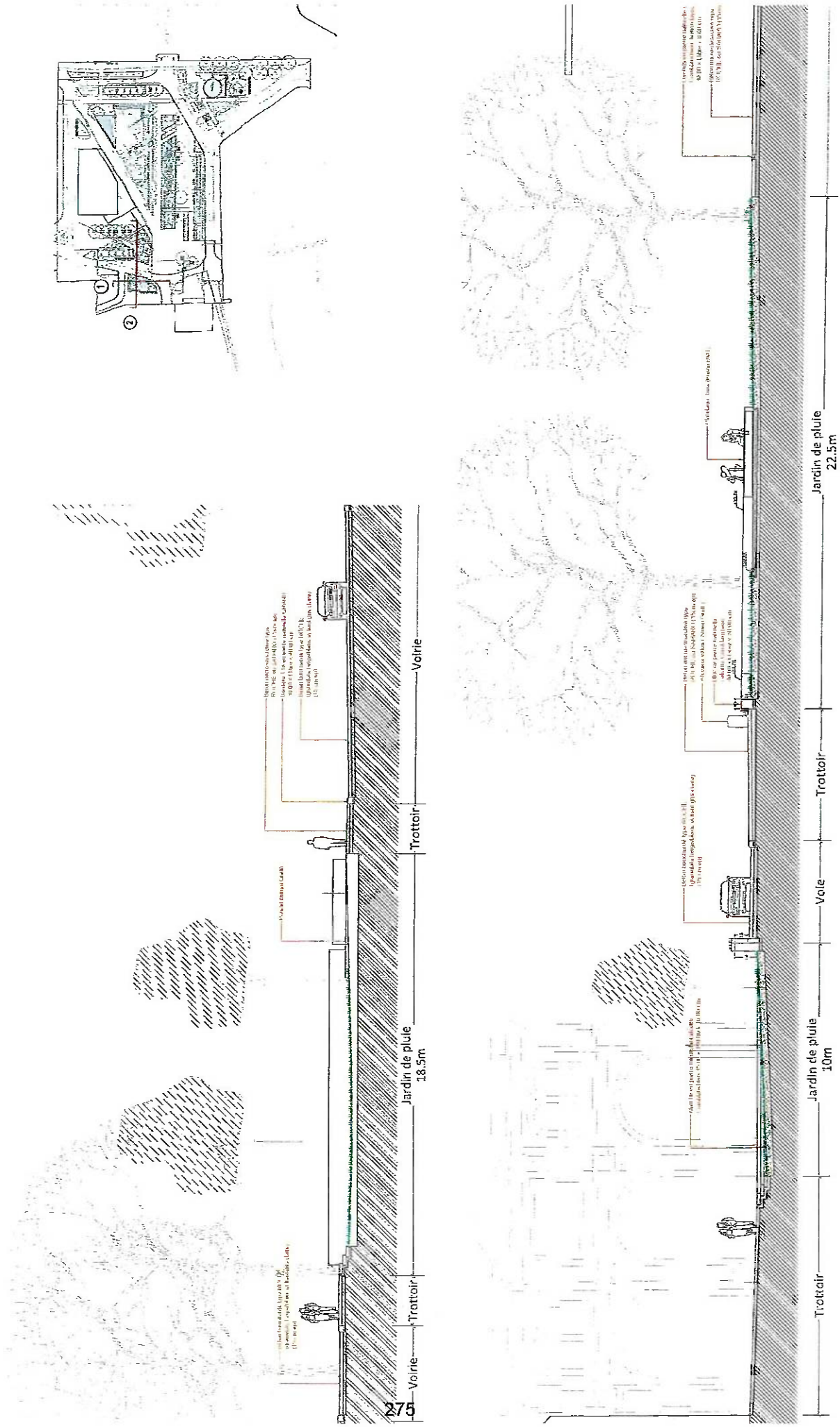
Trois jardins de pluies sont proposés dans ce projet: «le jardin de pluie de la Halle», «le jardin de pluie Bel Air» et le «Tapis vert».

Ces espaces sont des zones d'usage enherbées devenant, par leur morphologies en creux, des zones tampon et de stockage des eaux pluviales en cas de fortes intempéries. Ces mouvements de sols sont soutenus par des petits murets en pierre naturelle devenant aussi des assises, selon les cas de figures, des assises proposant différents usages.

LE JARDIN DE PLUIE DE LA HALLE

02 LES OUVRAGES D'EAU

LES OUVRAGES FONCTIONNELS : LE LE JARDIN DE PLUIE BEL AIR



03

LE PROJET PAYSAGER

03. LE PROJET PAYSAGER

DESCRIPTION DES AMÉNAGEMENTS PAYSAGERS

A travers ses identités de Nature et d'Eau, la place se dessine.

La composition se concentre autour de 2 dynamiques :

/ Un axe perpendiculaire à la rivière, en lien avec les dynamiques urbaines : les perspectives mairie/Mayenne, de la Traverse, et de la vue depuis la Cour de la Resistance.

/ Une diagonale traversante, pour lier et ouvrir la place du 11 Novembre vers le quai Gambetta et les berges de la Mayenne.

Ces deux axes permettent de remettre en valeur les deux éléments fédérateurs de ce coeur urbain : la Mairie et la Mayenne.

La plantation de végétaux variés et véhiculant des ambiances de Nature est favorisée. Le choix s'oriente vers une palette végétale adaptée aux conditions et contraintes urbaines, mais renvoyant une image sauvage à travers ses ports souples et sa mixité.

Les choix de plantations cherchent à répondre à différents critères notamment de services écosystémique, de bien-être en ville, de biodiversité, mais également d'ornements accompagnant différents usages urbains. Le critère principal reste, toutefois, le bien-être des végétaux et de l'arbre en ville pour en garantir la viabilité : donc son adaptation à la condition urbaine, au sol (la mise en place d'un sol fertile et suffisamment profond est primordial) et à l'exposition.

La trame arborée sera de moyen développement pour favoriser la mise en place d'une canopée porteuse de bienfaits sans étouffer le site.

Deux aspects et intentions cohabiteront alors :

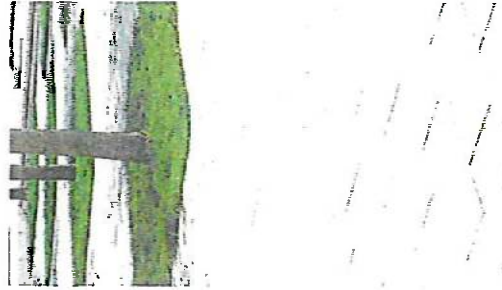
/ Ceux de valoriser les nouveaux aménagements, à travers une palette végétale colorée et ornementale.

/ Ceux de favoriser la biodiversité en coeur de ville, en proposant des milieux accueillant, à travers une palette végétale locale et respectant les dynamiques naturelles (strates, associations, etc.).

03. LE PROJET PAYSAGER

REVÊTEMENTS ET MATÉRIAUX : LES DIFFÉRENTES ORIENTATIONS

REPOUDRE AUX DIFFÉRENTES ATTENTES ET USAGES



IDENTITÉ LOCALE

A la croisée de grandes tendances, une double identité locale à laquelle la place doit se raccrocher :

- / le Granit breton des rues connexes
- / le Calcaire des Pays de la Loire des façades claires de la place



ESTHÉTISME ET CONFORT POUR L'USAGER

Prise en compte de :

- / l'harmonie des coloris avec son environnement (façades de bâtiments)
- / une luminosité équilibrée (albédo)
- / une praticité adaptée aux différents usages (épiderme, joints, aide à la circulation des malvoyants, ...)



AMBITION ENVIRONNEMENTALE

Intégrer ce poste à une démarche environnementale :

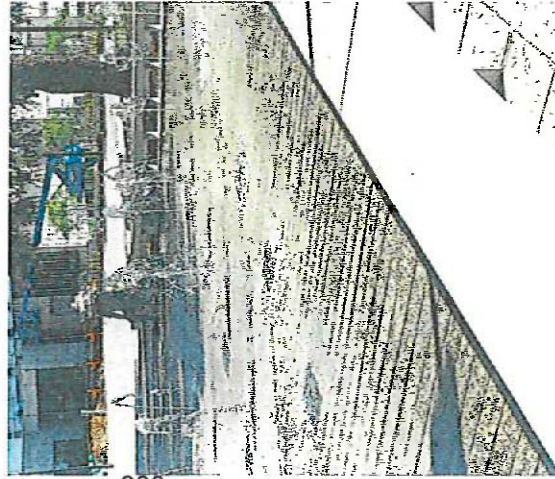
- / participer à l'ilot de fraîcheur de la place (finition non polie)
- / participer à les gestion des EP (perméabilité du sol)
- / prendre en compte la durabilité des matériaux (économie globale du projet)
- / prendre en compte la provenance des matériaux dans le choix du revêtement
- / possibilité d'utiliser des pierres naturelles de réemploi pour les sols infiltrants

03. LE PROJET PAYSAGER

LE CHOIX DES REVÊTEMENTS

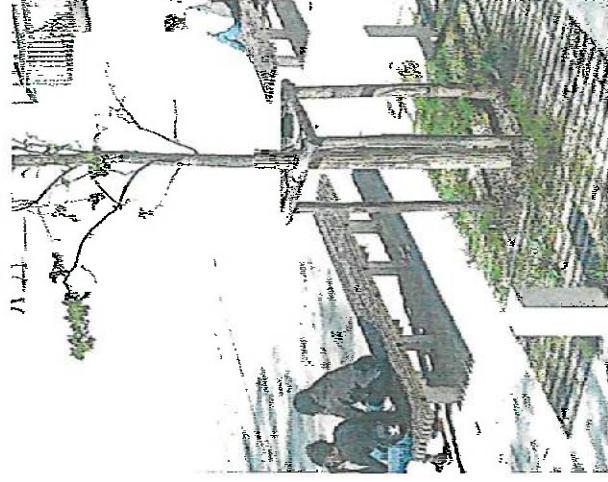
- > un dallage en pierre naturelle de type calcaire
- > associé à du béton décoratif
- > et des bordures (hautes ou arasées) en granit comme prolongation des rues connexes et mise en évidence des chaussées

Place, ouvrages d'eau et de soutènement



280

Place



**Béton décoratif
type Sahara**

Chaussées



**Béton décoratif
type Roche**

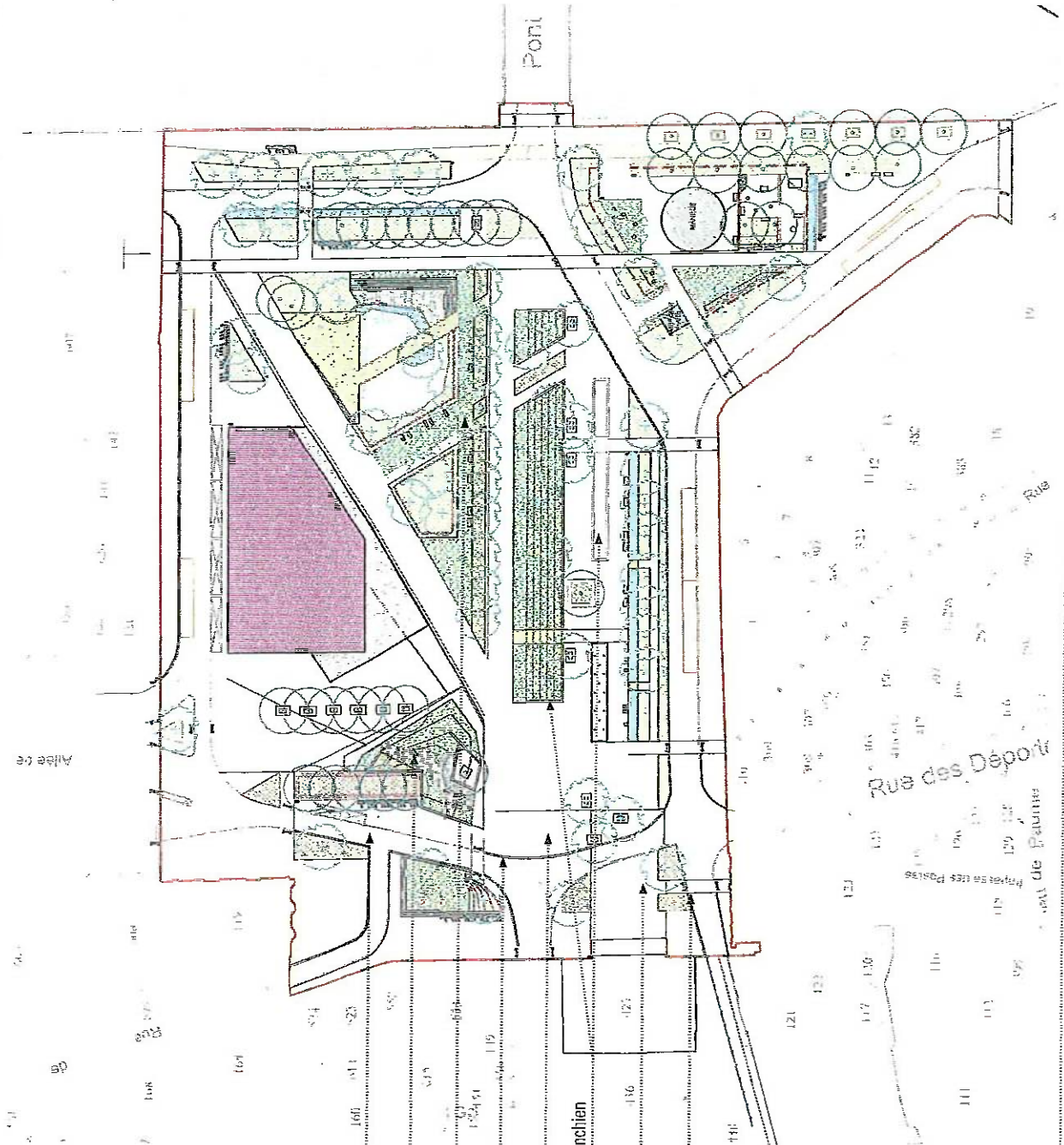
Bordures chaussées



Pierre naturelle granit

03. LE PROJET PAYSAGER

LE PLAN DE CALEPINAGE DES REVÊTEMENTS



Chaussées en béton décoratif type Roche

Passes-pieds en dalles naturelles calcaire dans parterres engazonnés

Espaces perméables en dalles/joints engazonnés

Bordures Granit (hautes et/ou arasées) de part et d'autre de la chaussée

Place en béton décoratif type Sahara

Ouvrage d'eau ou de soutènement en pierre naturelle calcaire type Comblanchien

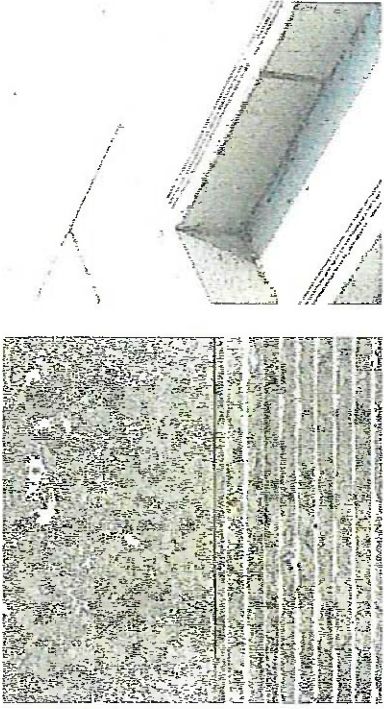
Place en dallage de pierre naturelle calcaire type

Liserets de finition layés en pierre naturelle calcaire pour délimiter les espaces de traversées et guider les mai-voyants

03. LE PROJET PAYSAGER

ZOOMS SUR LE CALEPINAGE DE LA PIERRE NATURELLE

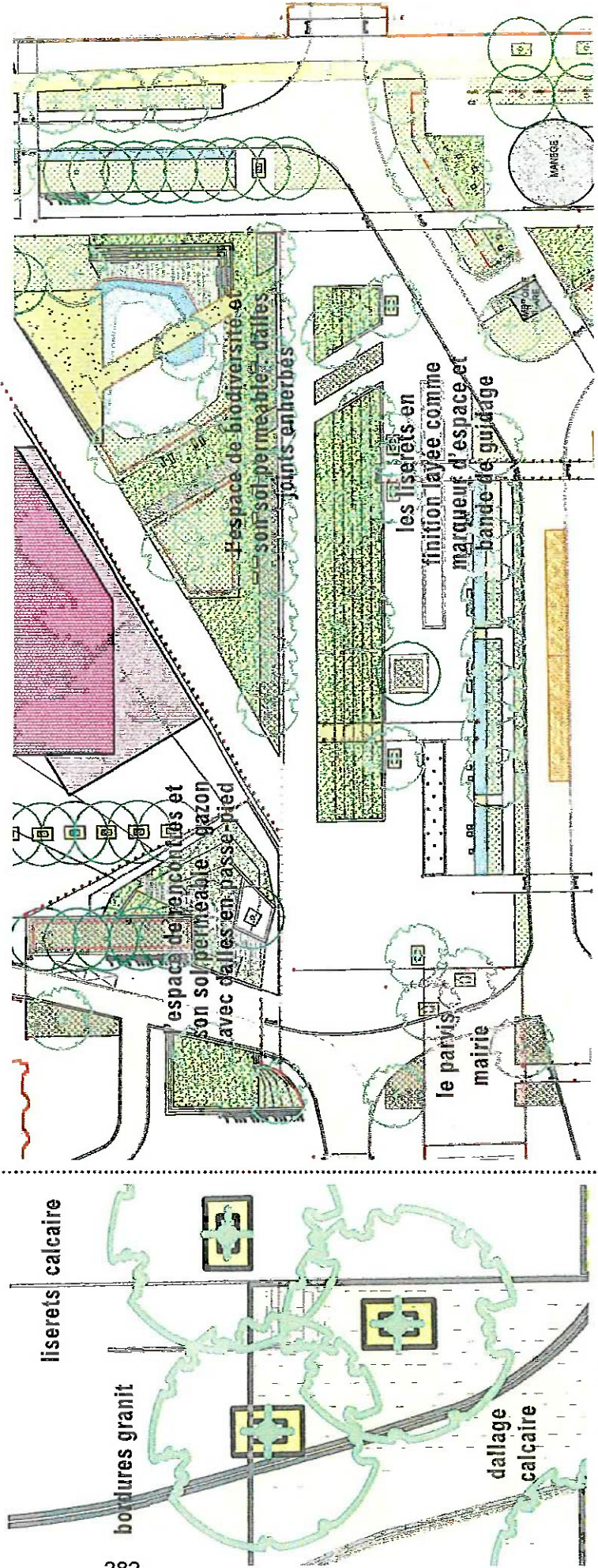
- > un dallage en pierre naturelle pour mettre en valeur les polarités de la place
- > de la pierre naturelle pour mettre en valeur les éléments structurants de la place
- > un dallage en pierre naturelle pour mettre guider et hiérarchiser les flux principaux : traversées, mal-voyants, ...



Rapports de finitions :
flammé / layée

l'espace de
rencontres et son
sol perméable

un calepinage pour :

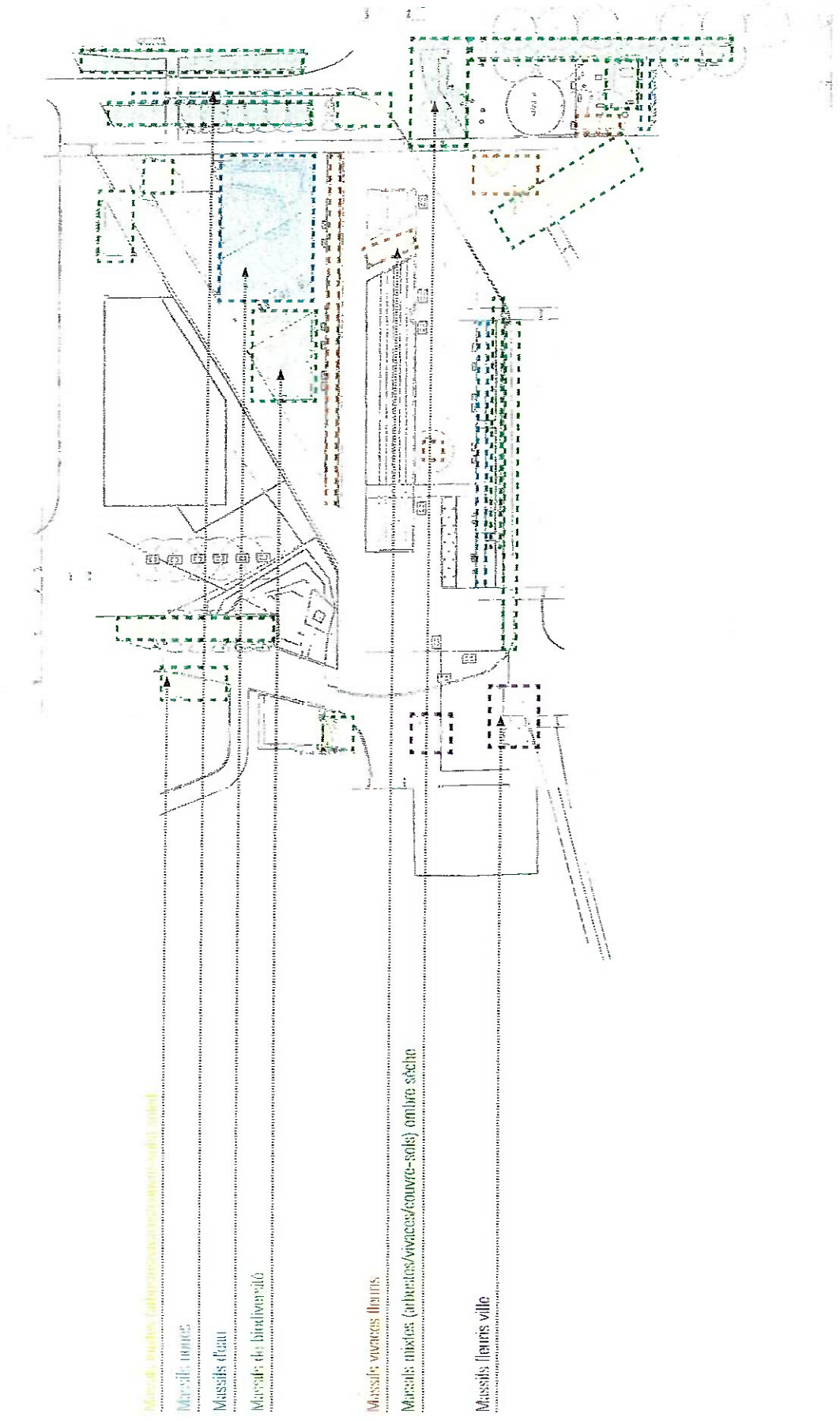


Pour délimiter, et guider

Pour valoriser et hiérarchiser les différentes polarités

03. LE PROJET PAYSAGER

PLAN D'IMPLANTATION DES TYPOLOGIES VÉGÉTALES



03. LE PROJET PAYSAGER

PALETTE VÉGÉTALE TYPE STRATE ARBORÉE : TABLEAU DES CARACTÉRISTIQUES ESTHÉTIQUES, TECHNIQUES ET ÉCOLOGIQUES

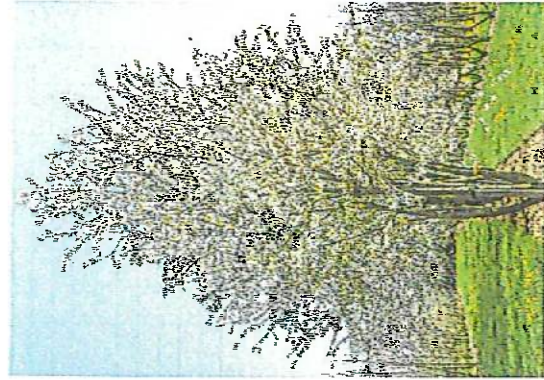
| VEGETAL | ESPECE ALLOCHTONE SUD EUROPEEN | ESPECE LOCALE | Exposition (S=Est, N=Nord, O=Ouest, F=Ouest) | | Sol (Sec/Frais/Draqué) | Strate herbacée adulte | Strate arborescente basse adulte | Strate arborescente haute adulte | Densité de plantation (/m²) | Ombre et fraîcheur | Qualité de l'air | Changement climatique | SUPPORT DE BIODIVERSITE ET SANTE | | | REMARQUES |
|----------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|---------------|----------------------------------------------|-----|------------------------|------------------------|----------------------------------|----------------------------------|-----------------------------|--------------------|------------------|-----------------------|----------------------------------|---|---|-----------|
| | | | S | F | | | | | | | | | S | F | S | |
| 1 STRATE ARBORÉE | | | | | | | | | | | | | | | | |
| ARBRES TIGES | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Platanus hispanica</i> (platane) | | S | F | | | | | 3500 | | | | | | | | |
| <i>Acer campestre</i> (A érable champêtre) | | S | S | | | | | 1500 | | | | | | | | |
| <i>Acer monspessulanum</i> (érable de Montpellier) | | S | S | | | | | 800 | | | | | | | | |
| <i>Pinus sylvestris</i> (Pin sylvestre) | | S | S/F | | | | | 3000 | | | | | | | | |
| <i>Liriodendron tulipifera</i> 'Fastigiatum' (Tulipier de Virginie fastigié) | | S/MO | S/F | | | | | 3000 | | | | | | | | |
| <i>Carpinus betulus</i> (Charme) | | S/MO | S/F | | | | | 2000 | | | | | | | | |
| <i>Carpinus orientalis</i> | | S/MO | S | | | | | 600 | | | | | | | | |
| <i>Catalpa bignonioides</i> | | S/MO | F/H | | | | | 1000 | | | | | | | | |
| <i>Paulownia tomentosa</i> (Arbre impérial) | | S | F | | | | | 1200 | | | | | | | | |
| <i>Ginkgo biloba</i> Automne Gold Saratoga ou Blagon (Arbre aux 40 écus stérile) | | S | F/S | | | | | 2000 | | | | | | | | |
| <i>Liquidambar styraciflua</i> | | S | F | | | | | 2500 | | | | | | | | |
| <i>Cedris australis</i> | | S | S | | | | | 1500 | | | | | | | | |
| <i>Cercis siliquastrum</i> (Arbre de Judée) | | S | S | | | | | 1000 | | | | | | | | |
| <i>Prunus avium</i> (Merisier) | | S | S/F | | | | | 2000 | | | | | | | | |
| <i>Prunus padus</i> | | S/MO | S/F | | | | | 1500 | | | | | | | | |
| <i>Sorbus aria</i> | | S/MO | S | | | | | 1500 | | | | | | | | |
| <i>Quercus waldleri</i> | | S | S/F | | | | | 1500 | | | | | | | | |
| <i>Davidia involucreata</i> (Arbre à mouchoirs) | | S | S | | | | | 1000 | | | | | | | | |
| <i>Sorbus tormalis</i> (Ailier des bois) | | S/MO | F | | | | | 15 | | | | | | | | |
| <i>Alnus glutinosa</i> (Aune glutineuse) | | S | S | | | | | 1500 | | | | | | | | |
| <i>Gleditsia triacanthos</i> 'Sumburst' (Févier d'Amérique) | | S | S | | | | | 1200 | | | | | | | | |
| <i>Koelerutera paniculata</i> 'Fastigiata' (Savonnier) | | S/MO | S/F | | | | | 1200 | | | | | | | | |
| <i>Magnolia x Soulangiana</i> (Magnolia) | | S/MO | S/F | | | | | 800 | | | | | | | | |
| <i>Magnolia x leobneri</i> 'Merrill' (Magnolia) | | S/MO | S/F | | | | | 6 | | | | | | | | |
| <i>Mespilus germanica</i> (Néflier) | | MO | S/F | | | | | 800 | | | | | | | | |
| CEPÉES | | | | | | | | | | | | | | | | |
| <i>Liriodendron tulipifera</i> cépée (Tulipier de Virginie en cépée) | | | S/MO | S/F | | | | 3000 | | | | | | | | |
| <i>Parrotia persica</i> | | | S/MO | F | | | | 800 | | | | | | | | |
| <i>Carpinus betulus</i> (Charme cépée) | | | S/MO | S/F | | | | 1500 | | | | | | | | |
| <i>Koelerutera paniculata</i> (Savonnier) | | | S/MO | S/F | | | | 1000 | | | | | | | | |
| <i>Amelanchier lamarckii</i> (Amelanchier cépée remontée) | | | MO | F | | | | 1000 | | | | | | | | |
| <i>Corylus avellana</i> (Noisetier) | | | S/MO | S/F | | | | 800 | | | | | | | | |
| <i>Syringa vulgaris</i> (Lilas commun) | | | S | S/F | | | | 700 | | | | | | | | |
| <i>Syringa vulgaris</i> Mme Lemoine (Lilas commun grisif au pied) | | | S | S/F | | | | 400 | | | | | | | | |
| <i>Crataegus monogyna</i> (Épine blanche cépée remontée) | | | S/MO | S | | | | 700 | | | | | | | | |
| <i>Cornus kousa</i> 'Venus' (Cornouiller du Japon) | | | S/MO | S | | | | 700 | | | | | | | | |

03. LE PROJET PAYSAGER

PALETTE VÉGÉTALE TYPE : ARBRES ET CÉPÉES



Pinus sylvestris



Prunus avium (cépée)



Sorbus aria



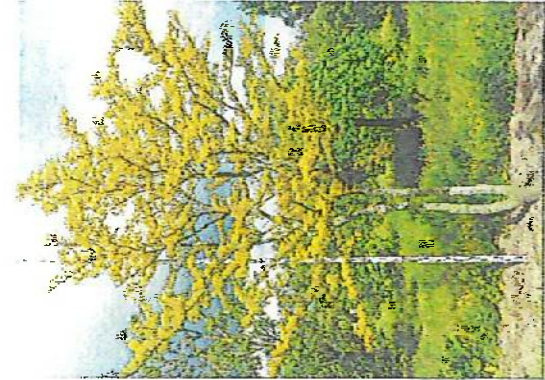
Acer monspessulanum



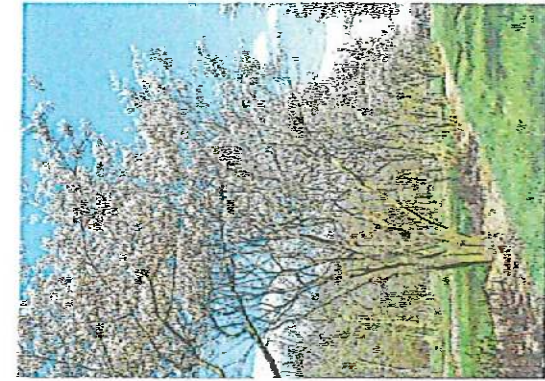
Platanus hispanica



Catalpa bignonioides



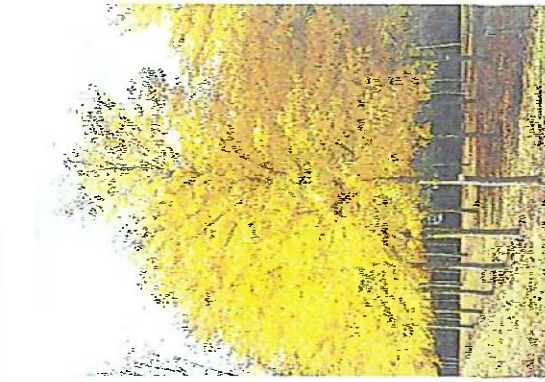
Gleditsia triacanthos Sunburst



Amelanchier lamarckii (cépée remontée)



Carpinus betulus (cépée)



Ginkgo biloba Autumn Gold

03. LE PROJET PAYSAGER

PALETTE VÉGÉTALE TYPE STRATE ARBUSTIVE : TABLEAU DES CARACTÉRISTIQUES ESTHÉTIQUES, TECHNIQUES ET ÉCOLOGIQUES

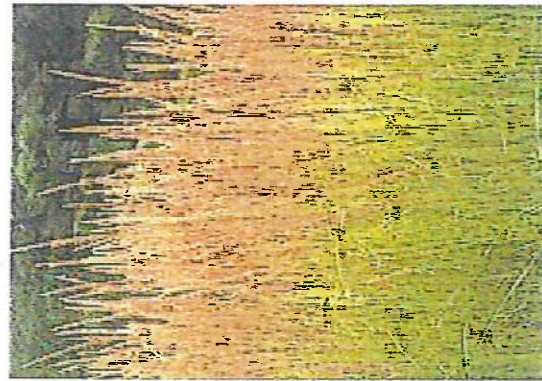
| MASSIFS MIXTE SOLEIL | S/MO | S/F | S/MO | S/F | 100 | 4/m² | 2 | 1 | Toxicité |
|--------------------------------------------------------------|--------|-----|------|-----|-----|------|---|---|----------|
| Carpinus betulus (charmillie taillée au cordeau à 100cm) | S/MO | S | | | 600 | | | | |
| Cornus mas (cornouiller mâle) | S/MO | S | | | 300 | | | | |
| Cornus sanguinea (cornouiller sanguin) | S/MO | S | | | 500 | 1/m² | | | |
| Viburnum lantana (Viorne cobanense) | S | S/F | | | 400 | 1/m² | | | Toxicité |
| Viburnum opulus (Viorne obovier) | S | F | | | 300 | 1/m² | | | |
| Viburnum tinus (Laurier tin) | S/MO/Q | F | | | 400 | 1/m² | | | |
| Prunus spinosa (Prunellier) | S | F | | | 300 | 1/m² | | | Toxicité |
| Amelanchier ovalis (Amélanchier à feuilles ovales) | S | S | | | 300 | 1/m² | | | |
| Chionanthus retusus | S/MO | F | | | 300 | 1/m² | | | |
| Rosa centria (Églantier) | S | F | | | 300 | 1/m² | | | |
| Spiraea x Vanhouttei (Spirée de Van Houtte) | S/MO | S | | | 200 | 1/m² | | | |
| Rosa Ballerina (Rosier rose à massif) | S/MO | S | 150 | | | | | | |
| Rosa 'Gertrude Jekyll' (Rosier anglais) | S/MO | S | 120 | | | | | | |
| Rosa arvensis (Rosier arvensis) | S | S | 100 | | | | | | |
| Rosa pimpinellifolia (Rosier pimpinelle) | S | S | 100 | | | | | | |
| Rosa The Fairy (Rosier rose à massif) | S/MO | S | 80 | | | | | | |
| Philadelphus coronarius | S/MO | S | 300 | | | | | | |
| Cornus alba 'Kesselring' | S | F | 200 | | | | | | |
| Cornus stolonifera 'Flaviramea' | S | F | 200 | | | | | | |
| Syringa meyeri 'Palibin' | S | F | 150 | | | | | | |
| Euonymus japonicus 'microphyllus 'Green Rocket' | S | S/F | 150 | | | | | | |
| Abelia grandiflora 'Prostata' | S | F | 150 | | | | | | |
| Spiraea betulifolia (Spirée à feuilles de bouleau Tor) | S/MO | S | 80 | | | | | | |
| Euonymus japonicus 'Microphyllus (basein du Japon) | S | S | 60 | | | | | | |
| Deutzia gracilis 'Nikko' | S | S | 40 | | | | | | Toxicité |
| Buxus sempervirens taillé en boule (Buis boule) | S/MO | S/F | 40 | | | | | | Toxicité |
| Ilex crenata Dark Green taillé en boule (Ilex crênelé boule) | S/MO/Q | S/F | | | | | | | |
| Rubus 'Betty Ashburner' (Ronce couvre-soi) | S/MO | S/F | 30 | | | | | | |
| Gaura lindheimeri | S/MO | S/F | 120 | | | | | | |
| Chamaejasme acutiflora 'Carl Foerster' | S | S/F | 120 | | | | | | |
| Kniphofia uvarin 'Grandiflora' | S/MO | S/F | 100 | | | | | | |
| Iris sibirica 'Seven Seas' | S/MO | F | 100 | | | | | | |
| Philomis frutescens (Sauge de Jérusalem) | S | S | 100 | | | | | | |
| Euphorbia characias Wulfenii (Euphorbe) | S | S | 80 | | | | | | Toxicité |
| Achillea Terracotta | S | S/F | 75 | | | | | | |
| Gaura lindheimeri 'Chimion Butterfly' (Gaura) | S | S/F | 70 | | | | | | |
| Gaura lindheimeri 'Siskyou Pink' (Gaura) | S | S/F | 60 | | | | | | |
| Pennisetum alopecuroides 'Himein' | S | S | 60 | | | | | | |
| Dianthus carthusianorum | S | S | 60 | | | | | | |
| Origanum vulgare (Marjolaine sauvage) | S | S | 60 | | | | | | |
| Dianthus carthusianorum (oeillet des Chartreux) | S/MO | S/F | 60 | | | | | | |
| Alchemilla mollis (Alchemille) | S/MO/Q | S/F | 40 | | | | | | |
| Liriope muscari 'Monroe White' | S | S | 40 | | | | | | |
| Achillea tomentosa | S | S/F | 40 | | | | | | |
| Nepeta SJA Hills Giant (Menthe des chats) | S | S/F | 40 | | | | | | |
| Sisymbrium irio (Menthe terrestre) | S | S | 30 | | | | | | |
| Persicaria affinis 'Darreeling Red' | S/MO | S/F | 30 | | | | | | |
| Carex testacea (Jaiche orange) | S/MO | S | 30 | | | | | | |
| Dianthus deltoides (Oeillet à Delta) | S | S | 20 | | | | | | |
| Clematis flammula (Clematis odorante) | S | S | 20 | | | | | | |
| Fremontia robusta (Lys des steppes) | S/MO | S | 250 | | | | | | |
| Echinurus stonophyllus (Quenouille de Cléopâtre) | S | S | 100 | | | | | | |
| Allium sibiricum (ail à tête ronde) | S | S | 90 | | | | | | |
| Allium sphaerocephalum (ail à tête ronde) | S | S/F | 50 | | | | | | |
| Geranium macrorrhizum (Bec de Grue) | S/MO/Q | S/F | 40 | | | | | | |
| mélange pour prairie fleurie de milieux secs | | | | | | | | | |

03. LE PROJET PAYSAGER

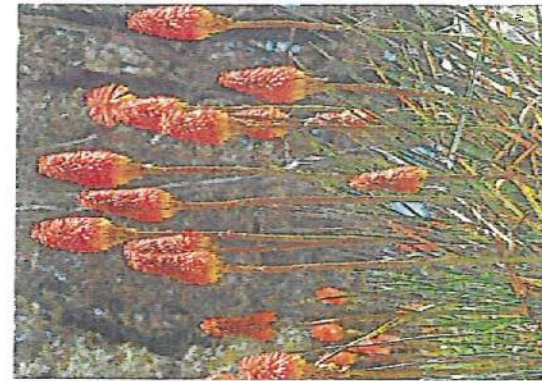
PALETTE VÉGÉTALE TYPE : MASSIFS MIXTES SOLEIL



R // Rosa 'The Fairy'



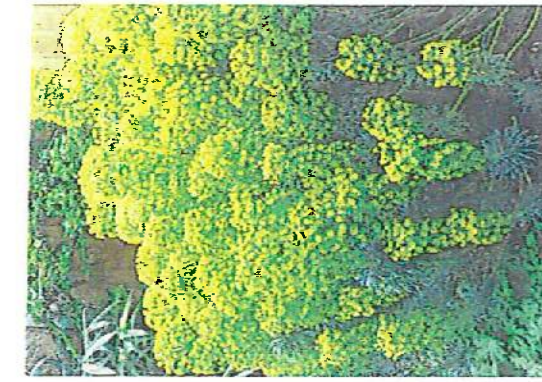
CA // Calamagrostis acutiflora 'Karl Foerster'



KU // Kniphofia uvaria 'Grandiflora'



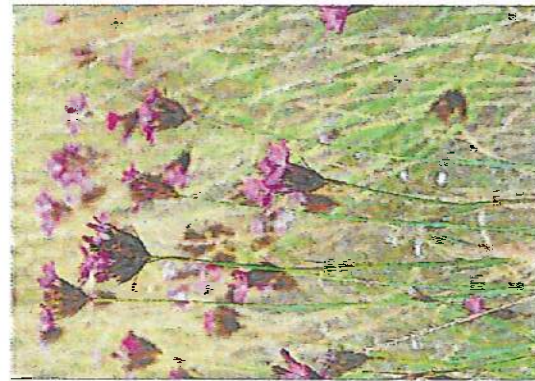
Em // Eremurus stenophyllus



Ec // Euphorbia chariactas



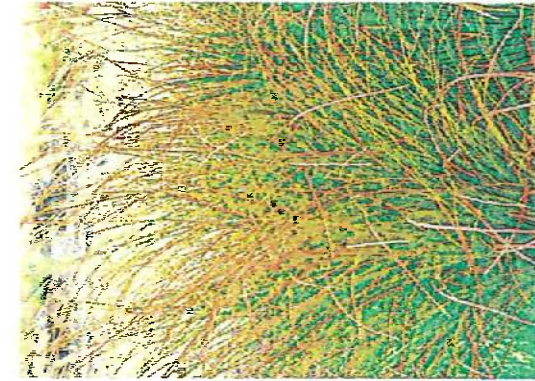
G // Gaura lindheimeri 'Siskiyou Pink'



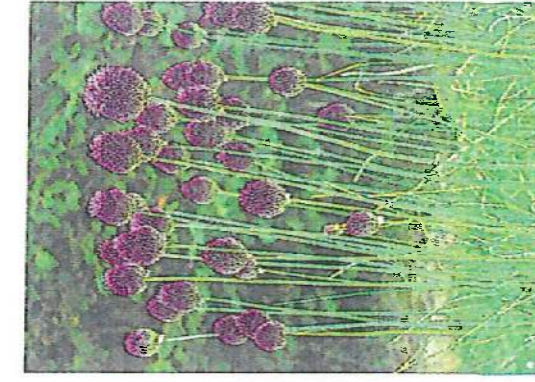
Dc // Dianthus carthusianorum



Ov // Origanum vulgare



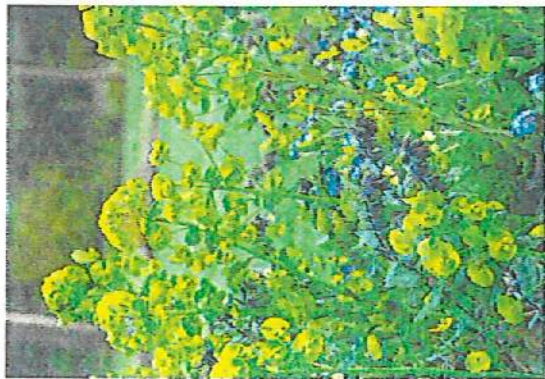
C // Carex testacea



All // Allium sphaerocephalon

03. LE PROJET PAYSAGER

PALETTE VÉGÉTALE TYPE : MASSIFS MIXTES OMBRE SÈCHE



Euphorbia amygdaloides 'Robbiae'



Acanthus mollis



Viburnum plicatum «Martesii»



Bergenia cordifolia



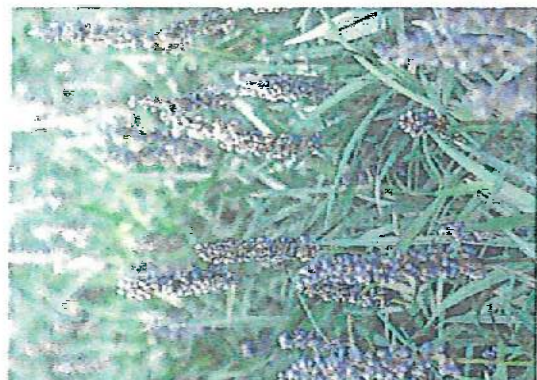
Geranium macrorrhizum Spessart



Helleborus orientalis



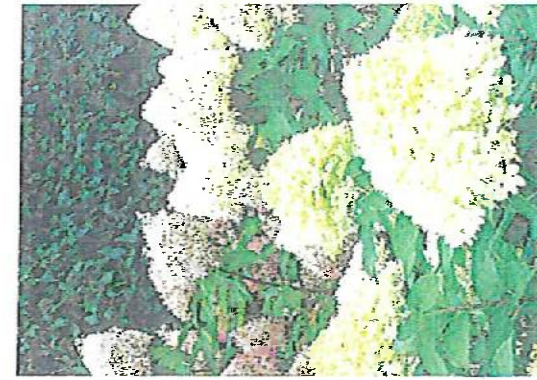
Hydrangea 'Annabelle'



Lilipe muscari



Epimedium x versicolor Sulphureum



Hydrangea paniculata 'Little Lime'

03. LE PROJET PAYSAGER

PALETTE VÉGÉTALE TYPE STRATE HERBACÉE : TABLEAU DES CARACTÉRISTIQUES ESTHÉTIQUES, TECHNIQUES ET ÉCOLOGIQUES

| 3. STRATE HERBACÉE | | | | | | | | | | | | |
|-----------------------------------------------------------|------|-----|------|--|--|--|--|--|--|--|--|---|
| VIVACES FLEURIES EN GESTION ÉCOLOGIQUE (jaune/orangé) | | | | | | | | | | | | |
| | S | F | 1/20 | | | | | | | | | |
| | S | S/F | 1/20 | | | | | | | | | |
| <i>Foeniculum vulgare</i> (Fenouil) | S | S/F | 1/20 | | | | | | | | | |
| <i>Calliargis scutiflora</i> "Carl Foerster" (calliargis) | S | S | 100 | | | | | | | | | |
| <i>Eremurus stenophyllus</i> (Quenouille de Cléopâtre) | S/MO | S/F | 100 | | | | | | | | | 2 |
| <i>Xiphophya varia</i> "Grandiflora" (Lisson de Satan) | S | S/F | 75 | | | | | | | | | |
| <i>Achillea Terracotta</i> (Achille de Terracotta) | S | S/F | 40 | | | | | | | | | |
| <i>Nepeta ssp. Hills giant</i> (Menthe des chats) | S | S | 30 | | | | | | | | | |
| <i>Origanum vulgare</i> "Aureum" (Origan doré) | S/MO | S | 30 | | | | | | | | | |
| <i>Carex testacea</i> (Jaiche orange) | S/MO | S | 30 | | | | | | | | | |
| <i>Euphorbia cyparissias</i> (Euphorbe petit-cyprès) | S | S | 30 | | | | | | | | | |
| VIVACES FLEURIES EN GESTION ÉCOLOGIQUE (rose/mauve) | | | | | | | | | | | | |
| <i>Andropogon gerardii</i> (Baton) | S | S | 150 | | | | | | | | | |
| <i>Verbena bonariensis</i> (Vervaine de Buenos Aires) | S | S/F | 170 | | | | | | | | | |
| <i>Echinacea purpurea</i> (Muguet/Rudbeckia pourpre) | S | S/F | 100 | | | | | | | | | |
| <i>Echinops ritro</i> "Violet's Blue" (Chardon boule) | S/MO | S | 80 | | | | | | | | | |
| <i>Achillea Millefolium</i> (Achille millefeuille) | S | S/F | 80 | | | | | | | | | |
| <i>Xenautia a renensis</i> (Petite Scabieuse) | S | S/F | 80 | | | | | | | | | |
| <i>Gaura lindheimsii</i> "Crimson Butterfly" (Gaura) | S/MO | S/F | 70 | | | | | | | | | |
| <i>Dianthus carthusianorum</i> (Sillet des Chartreux) | S | S | 60 | | | | | | | | | |
| <i>Origanum vulgare</i> (Marjolaine sauvage) | S | S | 60 | | | | | | | | | |
| <i>Allium sphaerocephalum</i> (ail à tête ronde) | S | S/F | 60 | | | | | | | | | |
| <i>Dalea purpurea</i> "Stephanie" (Purple Prairie Clover) | S | S/F | 40 | | | | | | | | | |
| COUVRE-SOLS ARBRES PLEIN SOLEIL | | | | | | | | | | | | |
| <i>Nepeta racemosa</i> "Snowflakes" (Menthe des Chats) | S/MO | S/F | 30 | | | | | | | | | |
| <i>Centaurea bella</i> (Centauree élégante) | S | S | 30 | | | | | | | | | |
| <i>Teucrium chamaedrys</i> (Germandrée petit-chêne) | S | S | 20 | | | | | | | | | |
| <i>Achillea artemisiifolia</i> (Achille) | S/MO | S | 20 | | | | | | | | | |
| <i>Tanacetum densum</i> "Amanii" (Tanaisie d'Arménie) | S/MO | S | 15 | | | | | | | | | |
| <i>Thymus ciliatus</i> (Thym Cillé) | S | S | 10 | | | | | | | | | |

03. LE PROJET PAYSAGER

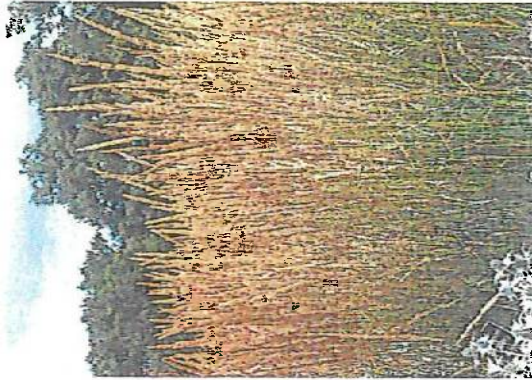
PALETTE VÉGÉTALE TYPE : MASSIFS VIVACES FLEURIS JAUNE ORANGÉ



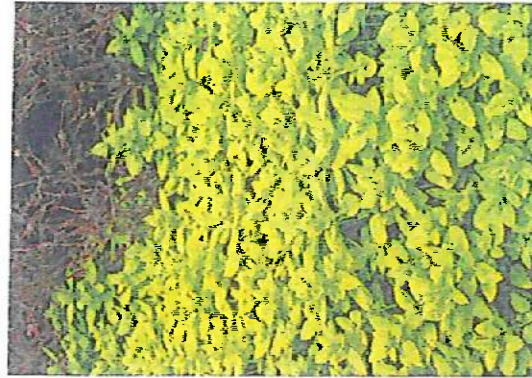
Achillea Coronation Gold



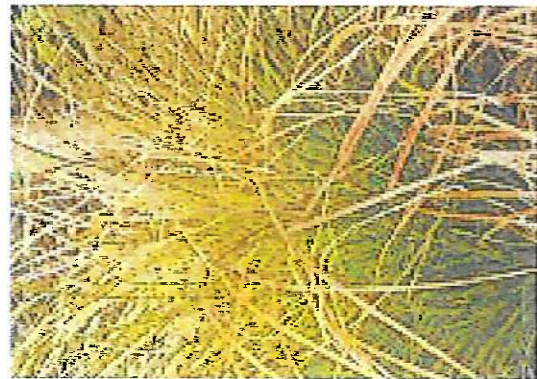
Kniphofia uvaria



Calamagrostis a. Karl Foerster



Origanum vulgare Thumbs Variety



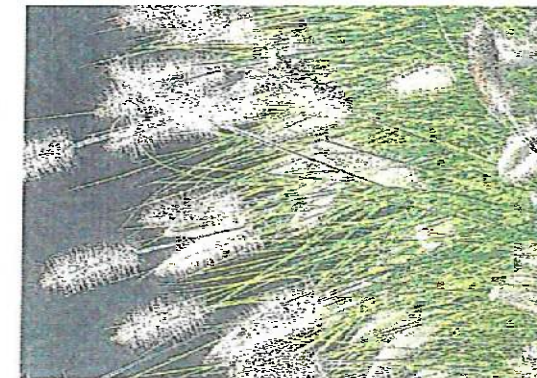
Carex testacea



Euphorbia cyparissias



Rudbeckia



Pennisetum alopecuroides Hameln

03. LE PROJET PAYSAGER

PALETTE VÉGÉTALE TYPE MILIEUX SPÉCIFIQUES : TABLEAU DES CARACTÉRISTIQUES ESTHÉTIQUES, TECHNIQUES ET ÉCOLOGIQUES

| MASSIFS DE BIODIVERSITÉ | | | | | | | | | | |
|-------------------------------------------------------------|----|------|---|-----|---|----|------|---|-----|-------------|
| Plante | MO | MO/O | F | F/H | S | MO | MO/O | F | F/H | Spécificité |
| Cornus mas (cornouiller mâle) | | | | | | | | | | |
| Cornus sanguinea (cornouiller sanguin) | | | | | | | | | | |
| Arne anchiter-ovatis (Arne à branches à feuilles ovales) | | | | | | | | | | Toxicité |
| Lonicera xylosteum (Chevrefeuille des haies) | | | | | | | | | | Toxicité |
| Rosa canina (Églantier) | | | | | | | | | | |
| Rosa arvensis (Rosier arvensis) | | | | | | | | | | |
| Dryopteris filix-mas (fourrière mâle) | | | | | | | | | | |
| Iris foetidissima (iris étié) | | | | | | | | | | |
| Asplenium scolopendrium | | | | | | | | | | |
| Geranium macrorrhizum (Bac de Grue) | | | | | | | | | | |
| Galium odoratum (Asperule odorante) | | | | | | | | | | |
| 6 LES NOUÏES | | | | | | | | | | |
| Eupatorium cannabinum (Eupatoire chanvrine) | | | | | | | | | | |
| Carex pendula | | | | | | | | | | |
| Deschampsia cespitosa (Carriche cespitueuse) | | | | | | | | | | |
| Petasites japonicus 'Giganteus' (Pétasite japonaise géante) | | | | | | | | | | |
| Dryopteris affinis (fourrière mâle) | | | | | | | | | | |
| Polystichum setiferum (Aspidie à cils mildes) | | | | | | | | | | |
| Comunda renalis (Osmonde royale) | | | | | | | | | | |
| Iris pseudacorus (iris des marais) | | | | | | | | | | |
| Lythrum salicaria (Salicaire commune) | | | | | | | | | | |
| Carex elata (Lalche élévée) | | | | | | | | | | |
| Alchemilla mollis (Alchemille) | | | | | | | | | | |
| Campanula mediumata (Campanule à bourneuts) | | | | | | | | | | |
| Tiarrella 'Tiger Stripe' | | | | | | | | | | |
| Persicaria affinis 'Darreine Red' (Renouée Darreine) | | | | | | | | | | |
| Petasites fragrans (Héliotrope d'hiver) | | | | | | | | | | |
| Lysimachia nummularia (Lysimachie) | | | | | | | | | | |
| Asarum europaeum | | | | | | | | | | |
| mélange pour prairie de milieux (non-débiles) | | | | | | | | | | |
| 7 LE BASSIN LUDRIQUE | | | | | | | | | | |
| Salix purpurea (saule pourpre) | | | | | | | | | | |
| Salix rosmarinifolia (saule romarin) | | | | | | | | | | |
| Gumera maculata (rhubarbe géante) | | | | | | | | | | |
| Comunda renalis (Osmonde royale) | | | | | | | | | | |
| Eupatorium cannabinum (Eupatoire chanvrine) | | | | | | | | | | |
| Stachys palustris (Epiaire des marais) | | | | | | | | | | |
| Lythrum salicaria (Salicaire commune) | | | | | | | | | | |
| Equisetum hyemale (prêle d'hiver) | | | | | | | | | | |
| Equisetum fluviale (prêle des rivières) | | | | | | | | | | |
| Potentilla palustris (Potentille des marais) | | | | | | | | | | |
| Carex pseudocyperus (Lalche faux-cyprès) | | | | | | | | | | |
| Ranunculus flammula (Ranuncule flammette) | | | | | | | | | | |
| Mentha aquatica (menthe d'eau) | | | | | | | | | | |
| Thymus praecox (thym) | | | | | | | | | | |
| Iris pseudacorus (iris des marais) | | | | | | | | | | |
| Sagittaria latifolia (sagittaire) | | | | | | | | | | |
| Lilipuris vulgaris (Presse d'eau) | | | | | | | | | | |
| Nymphaea polata (Faux-nénuphar) | | | | | | | | | | |
| Nymphaea alba (nénuphar blanc) | | | | | | | | | | |

03. LE PROJET PAYSAGER

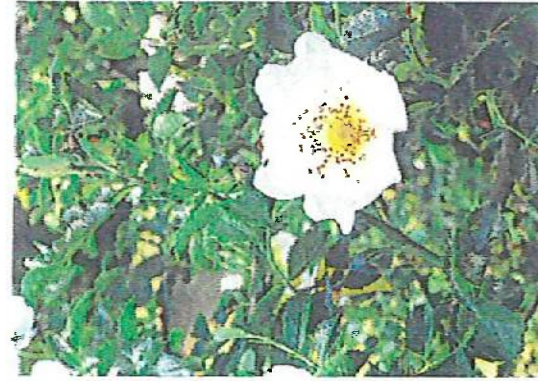
PALETTE VÉGÉTALE TYPE : MASSIFS DE BIODIVERSITÉ



Lonicera xylosteum



Geranium macrorrhizum



Rosa arvensis



Dryopteris filix-Mas



Galium odoratum



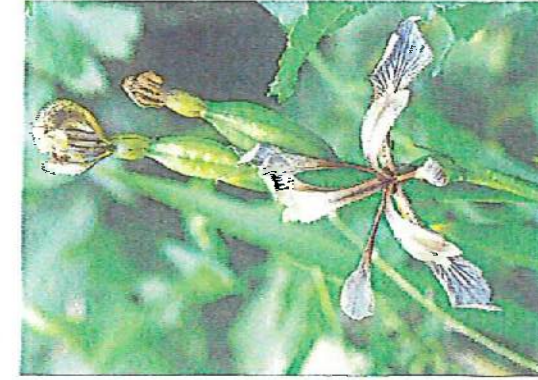
Cornus sanguinea



Asplenium scolopendrium



Amelanchier ovalis



Iris foetidissima



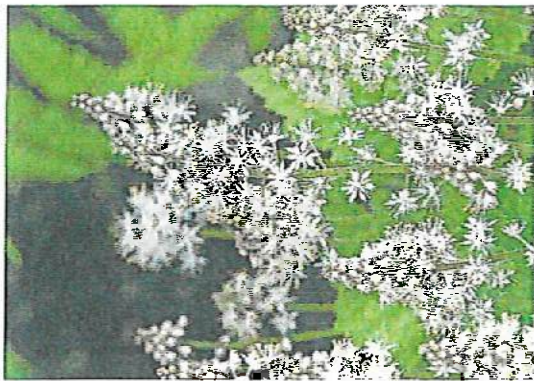
Cornus mas

03. LE PROJET PAYSAGER

PALETTE VÉGÉTALE TYPE : MASSIFS NOUÉS



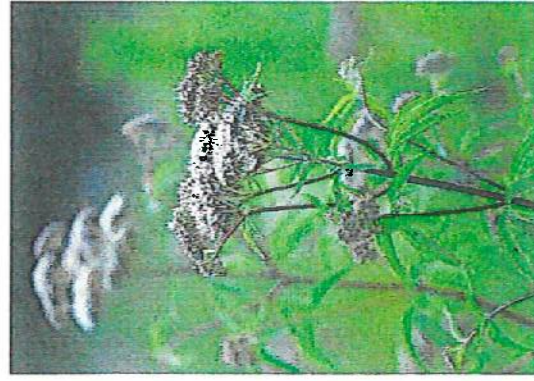
Persicaria affinis 'Darjeeling Red'



Tiarella 'Tiger Stripe'



Lythrum salicaria



Eupatorium cannabinum



Petasites hybridus



Carex elata



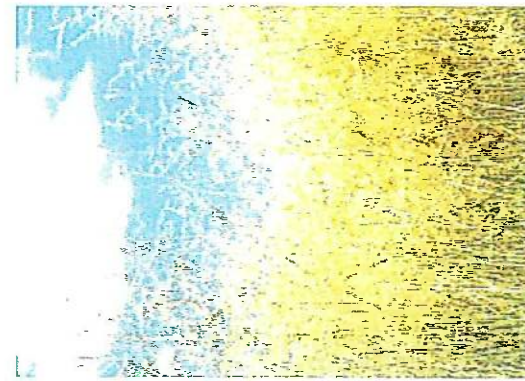
Polystichum setiferum



Lysimachia nummularia (Lysimachie)



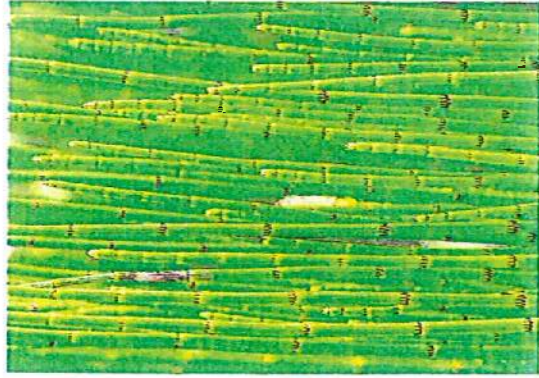
Acaun europaeum



Deschampsia cespitosa

03. LE PROJET PAYSAGER

PALETTE VÉGÉTALE TYPE : MASSIFS D'EAU



Equisetum fluviatilis (berge)



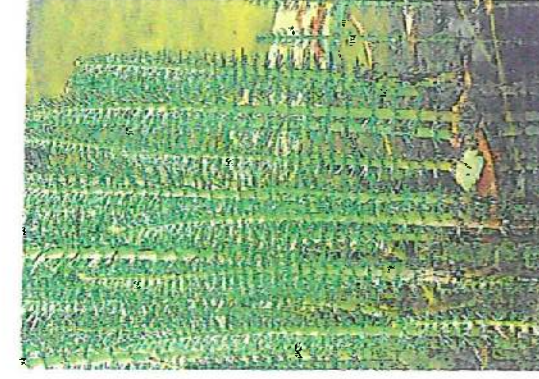
Mentha aquatica (prof -5/10cm)



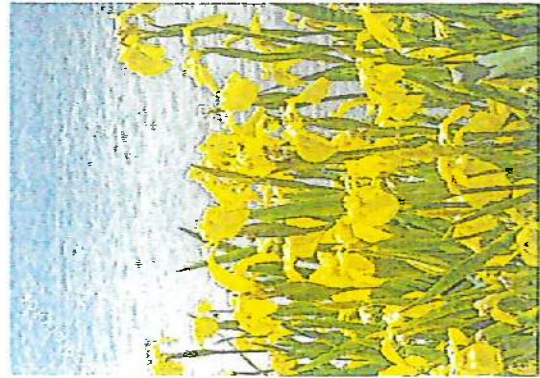
Osmunda regalis (berge)



Nymphoides peltata (prof -20/40cm)



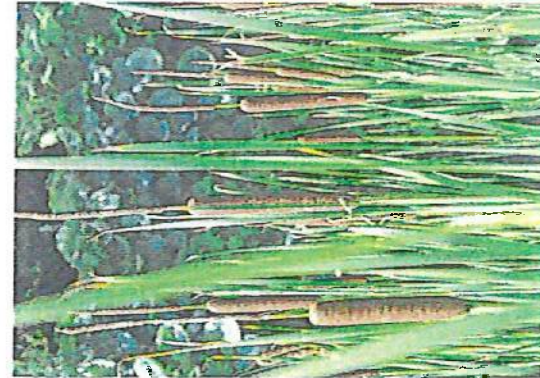
Hippuris vulgaris (prof -10/20cm)



Iris pseudacorus (berge)



Gunnera manicata (berge)



Typha gracilis (prof -5/10cm)



Sagittaria latifolia (prof - 10/20cm)



Salix rosmarinifolia (berge)

04

LE MOBILIER

04. LE MOBILIER

LES ORIENTATIONS POUR LE CHOIX D'UN MOBILIER ADAPTÉ AUX DIFFÉRENTS USAGES DE LA PLACE

RÉPONDRE AUX DIFFÉRENTES ATTENTES ET USAGES



Assises simples, pour pauses courtes, en passant



Assises confortables, pour pauses longues, et intergénérationnelles



Assises individuelles, plus genrées



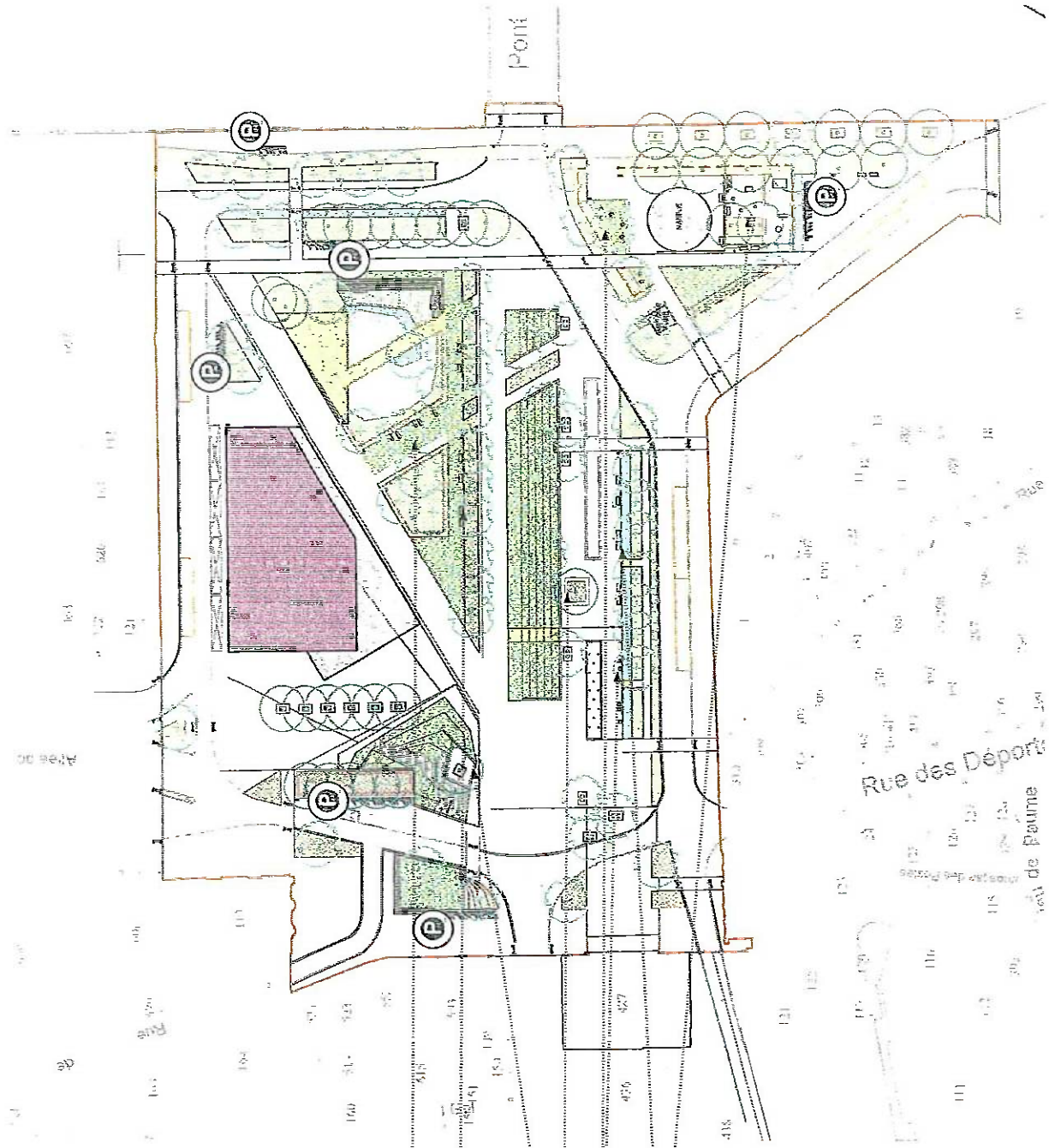
Assises singulières, mobilier totem, marqueur d'une identité



Mobilier connecté

04. LE MOBILIER

PLAN D'IMPLANTATION DU MOBILIER




Méridiennes

Bancs avec dossier

Mobiliers sur-mesure

Fauteuils individuels

Larges banquettes

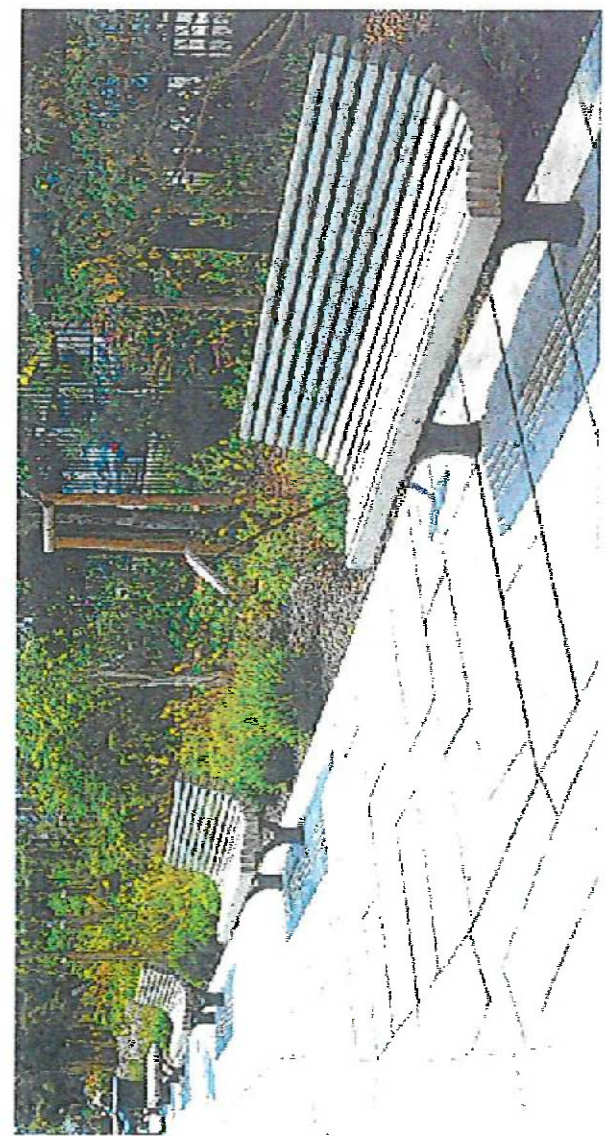
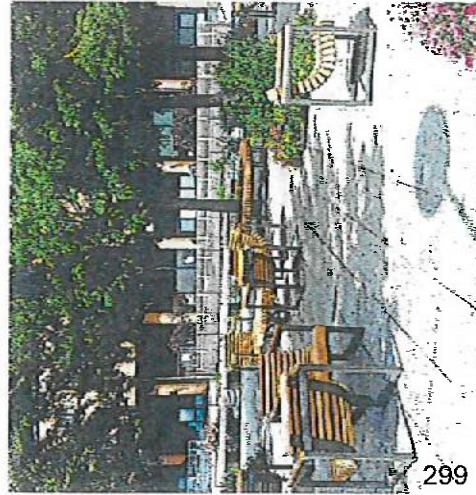
 Appuis vélos

04. LE MOBILIER

LE MOBILIER DE DÉTENTE

MOBILIER D'ASSISE

SINEU GRAFF - Bancs, banquettes et fauteuils IDYLLE en bois Méléze monté d'Autriche // METALCO - Chaises longues TWIST en UHPC

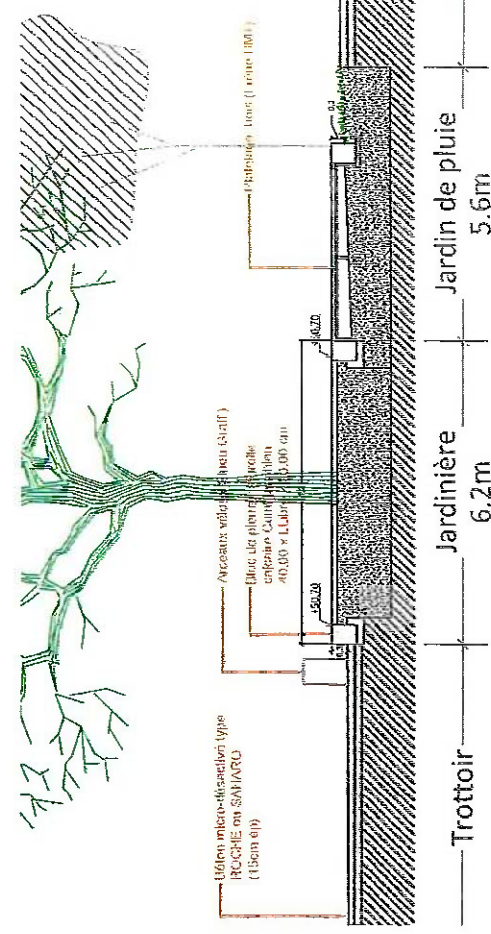
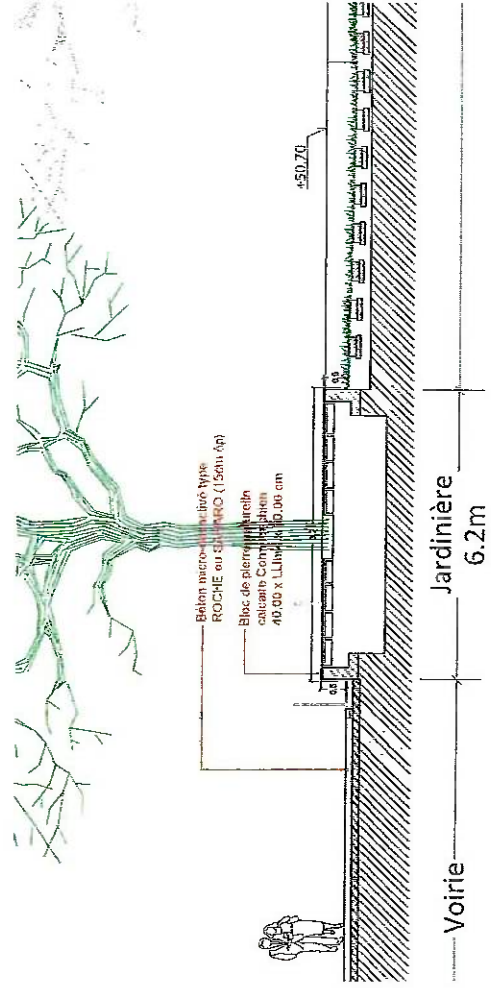
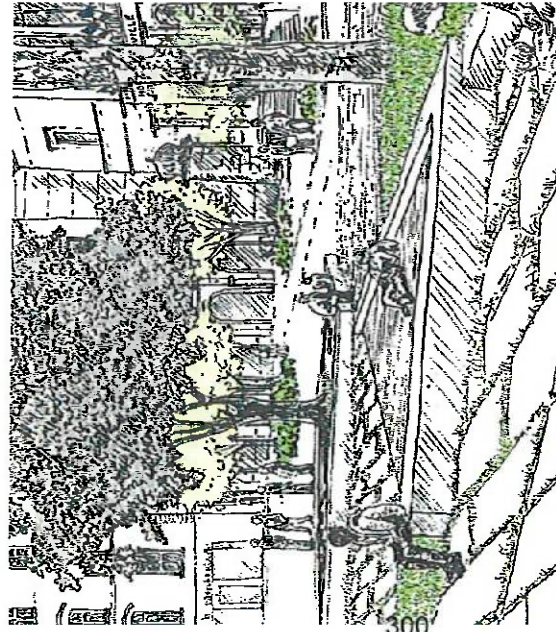


04. LE MOBILIER

LE MOBILIER DE DÉTENTE

MOBILIER D'ASSISE

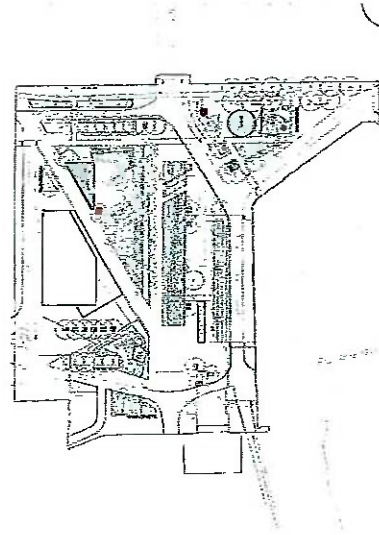
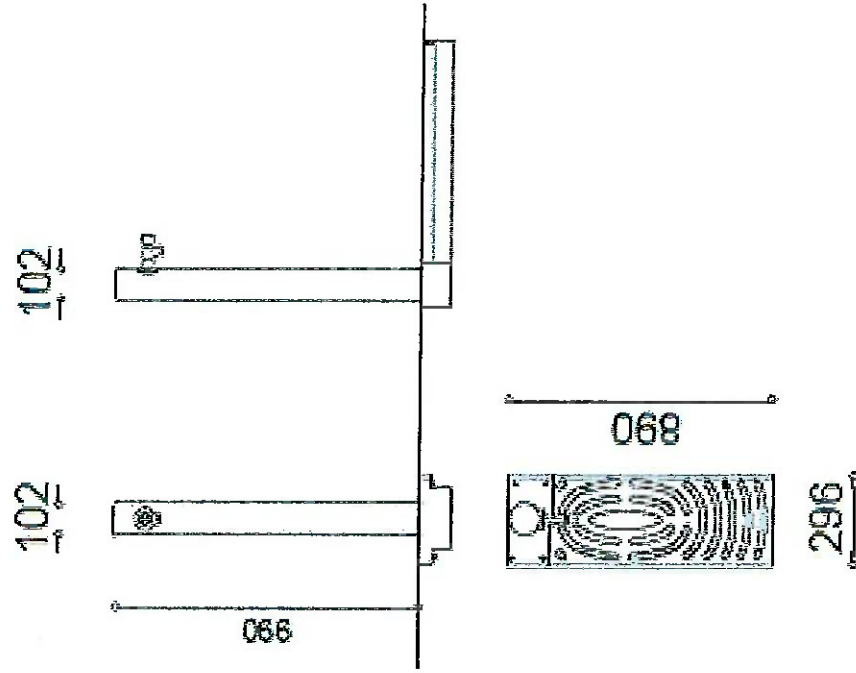
Mobilier sur-mesure



07. LE MOBILIER

LE MOBILIER DE DÉTENTE

MOBILIER DE SERVICE - FONTAINE À EAU METALCO gamme FUENTE

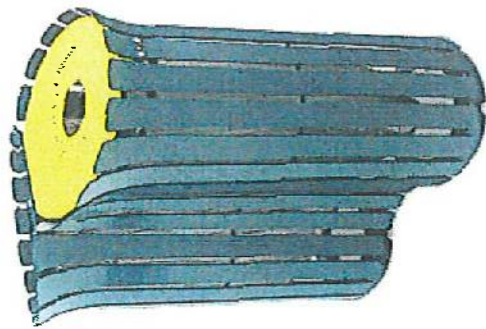


Localisation des fontaines à eau

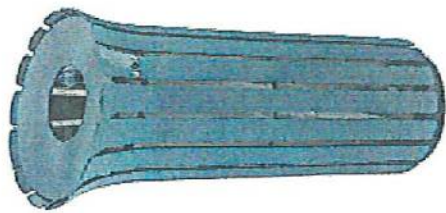
04. LE MOBILIER

LE MOBILIER URBAIN

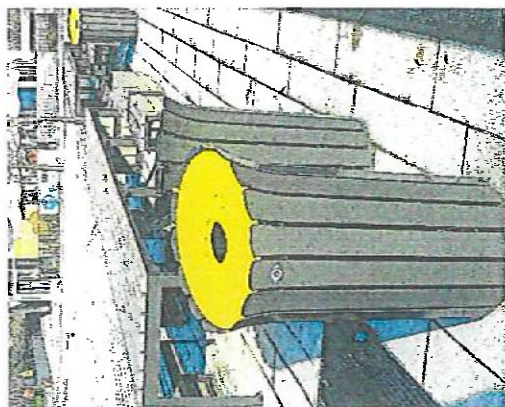
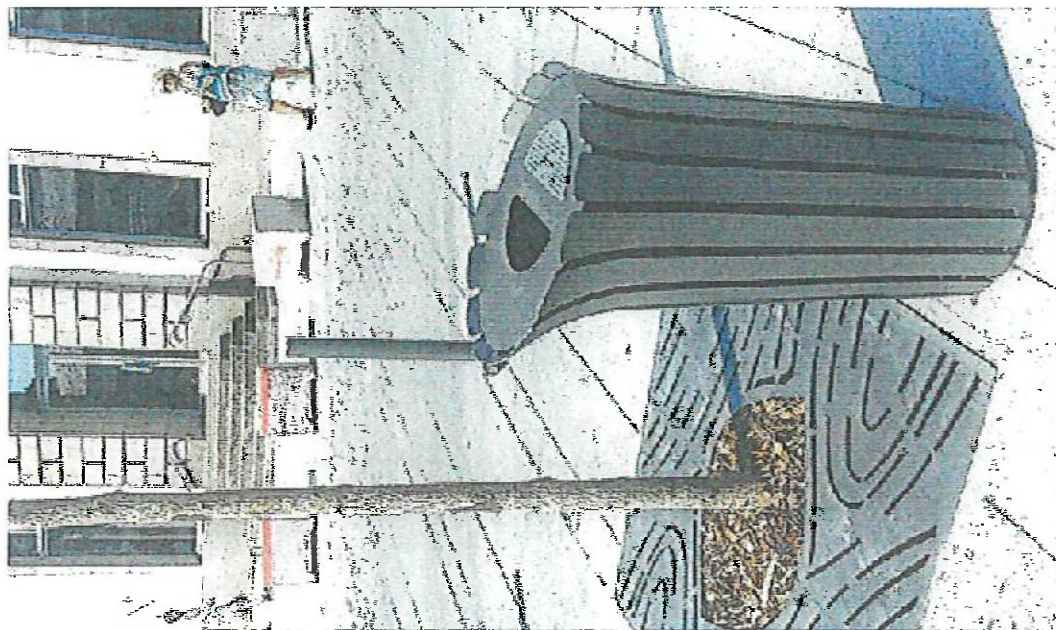
MOBILIER DE SERVICE - PROPRETÉ SINEU GRAFF Gamme TULIPE



TULIPE EVOLUTION BI-FLUX
2 x 70 litres
Polypropylène - 100% recyclé
Rég. 20108141N



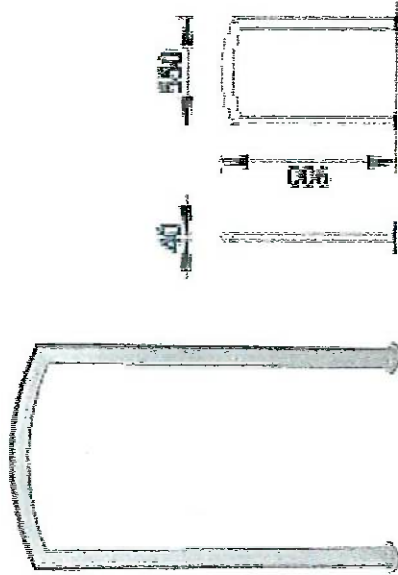
TULIPE EVOLUTION
70 litres
Polypropylène
Rég. 2010809N



03. LE MOBILIER

LE MOBILIER URBAIN

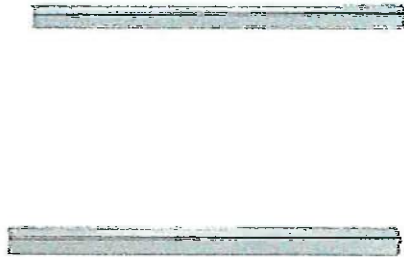
MOBILIER DE SERVICE - APPUIS VÉLOS (90U) SINEU GRAFF Gamme ARCHE CARRÉE



ARCHE CARRÉE
RM. 43 0151

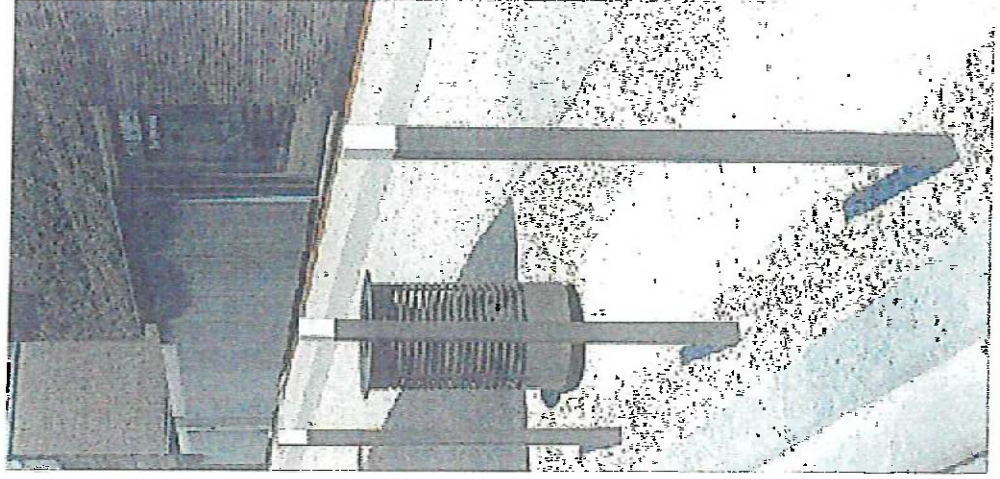
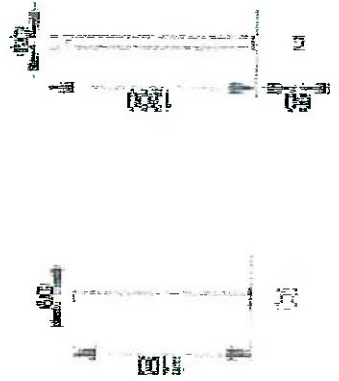


MOBILIER DE SECURITE - POTELETS SINEU GRAFF



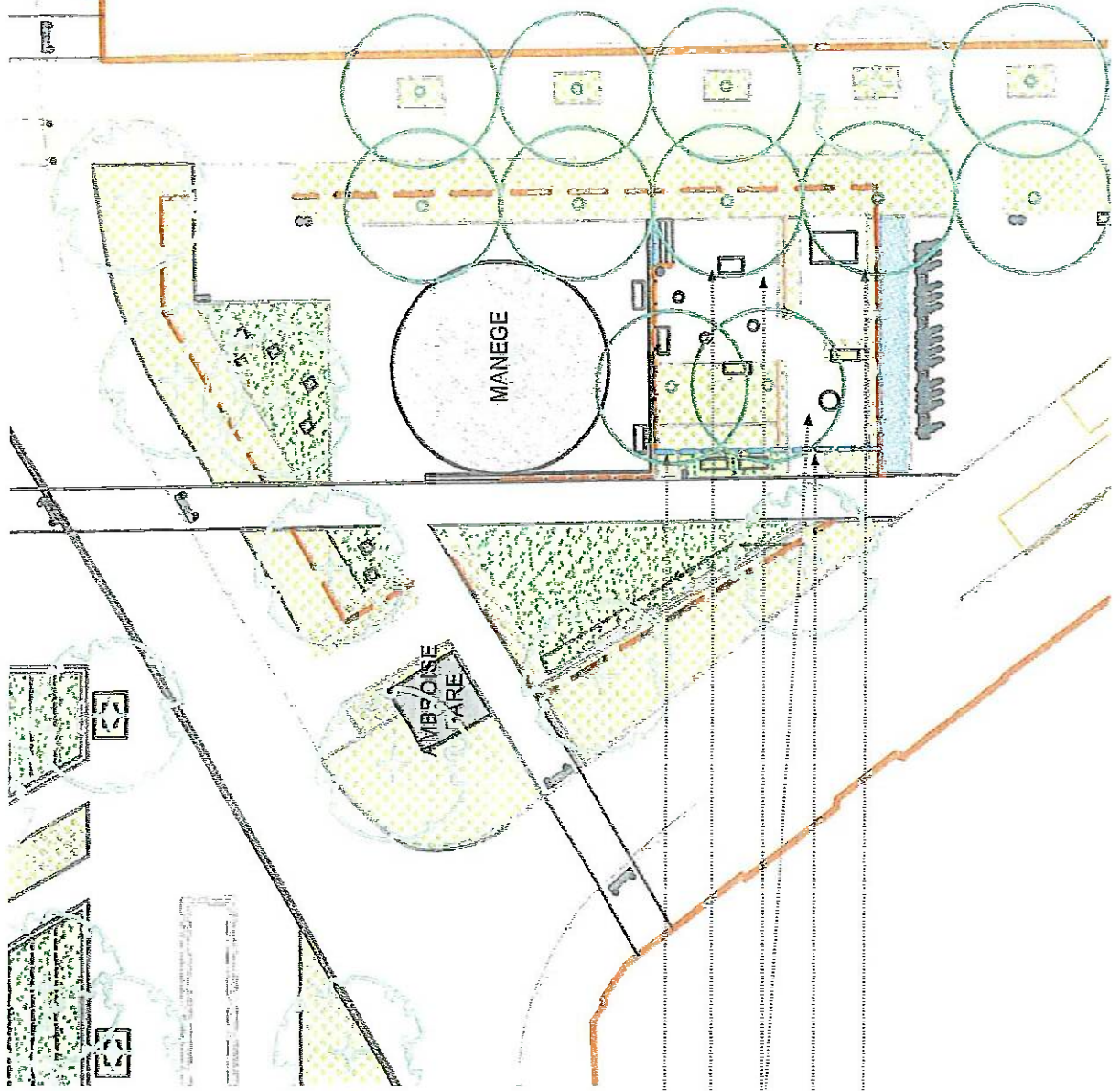
POTELET ACIER
3000
RM. 43 3280

POTELET ACIER
3000
RM. 43 3280



04. LE MOBILIER

PLAN D'IMPLANTATION DES JEUX D'ENFANTS



Cloture basse en barreaudage

Sol souple en copeaux de bois

Espaces jeux d'enfants

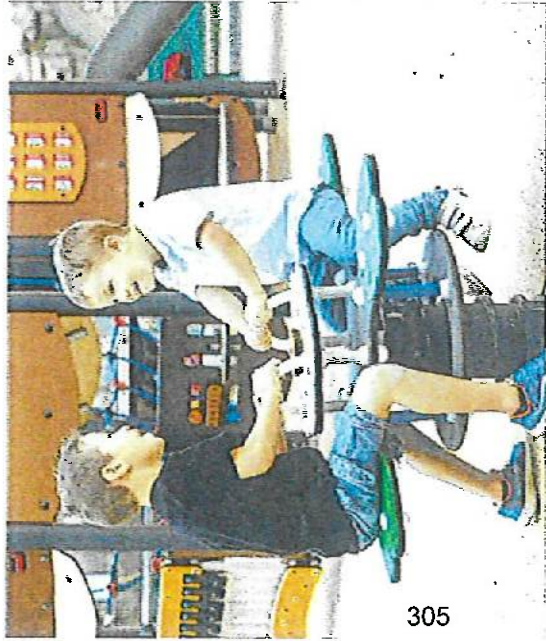
Récupération du portail square Foch

Espace « Théâtre de marionnettes » (à confirmer)

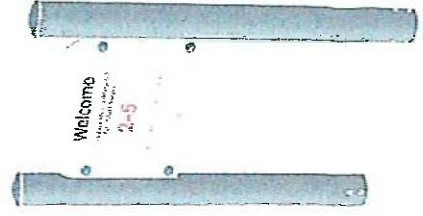
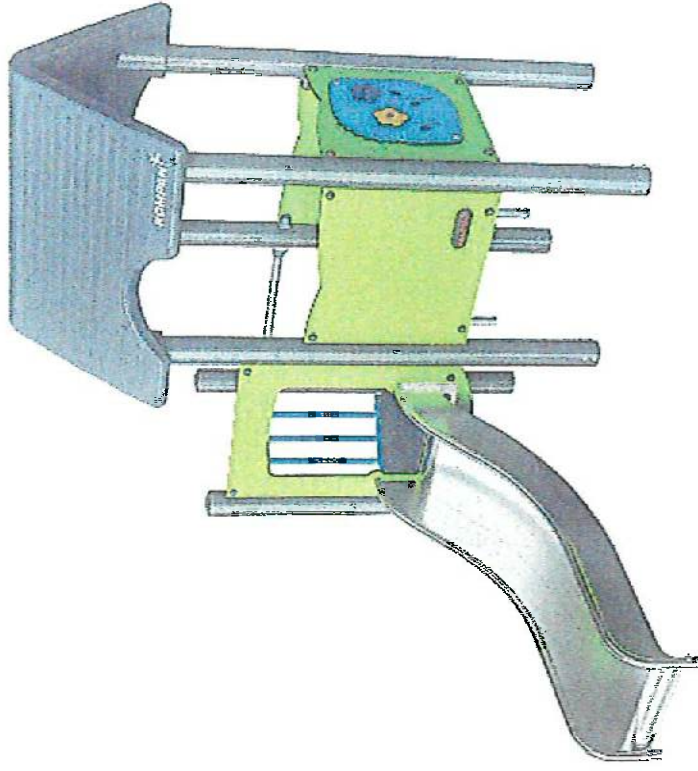
04. LE MOBILIER

LES JEUX D'ENFANTS

MOBILIER DE JEUX KOMPAN - Gamme GREENLINE



305



05

LES AMBIANCES NOCTURNES

05. LES AMBIANCES NOCTURNES

LES INTENTIONS

- / Créer une identité et une singularité nocturne, ainsi qu'une harmonie lumineuse
- / Différencier les espaces, les usages et les ambiances
- / Respecter la biodiversité urbaine (trame noire) tout en assurant la sécurité des usagers
- / Valoriser et mettre en scène le patrimoine architectural et les univers singuliers de la place (perspectives, ouvrages d'eau, ...)
- / Harmoniser les ambiances lumineuses entre la halle et les espaces publics
- / S'inscrire dans la politique de sobriété énergétique et de préservation de la biodiversité définie par la collectivité (matériels pilotables en couleur, intensité etc.).

LÉGENDE

Éclairage fonctionnel

- - Chaussée
- - Piétons
- - Voie verte

Éclairage de mise en scène

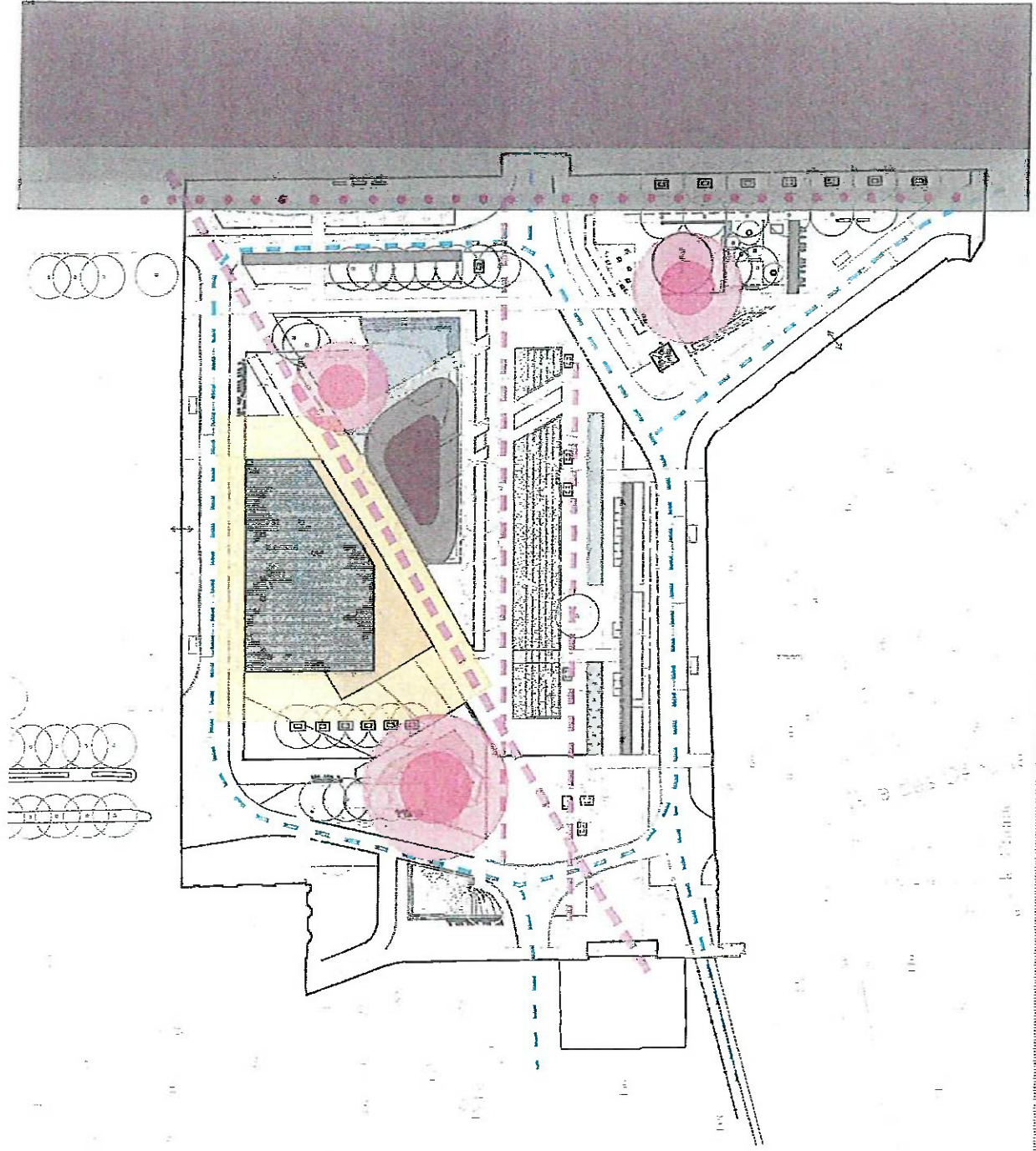
- Éclairage sous-secteur spécifique

Éclairage de mise en valeur

- Mise en valeur des ouvrages d'eau
- Mise en valeur des façades

Zone d'interface avec le projet d'éclairage de la halle

- Trame noire

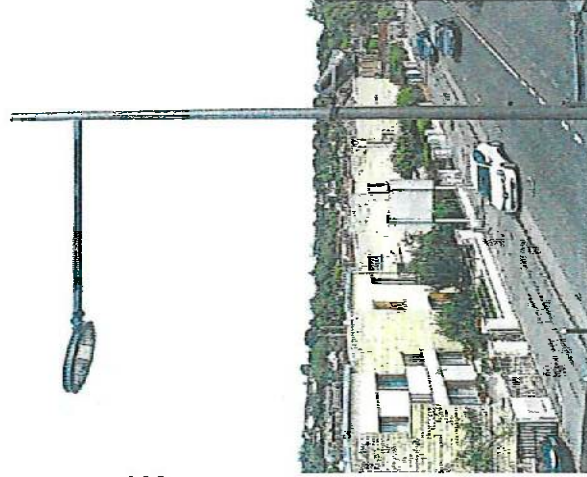


05. LES AMBIANCES LUMINEUSES

LE MOBILIER D'ÉCLAIRAGE : LIGNE CONTEMPORAINE

- > Pour l'éclairage des chaussées : gamme Comatelec YOA sur mat avec crosse TRESSA, pour les piétons Gamme Comatelec YOA sur mat spécifique LYRE.
- > Pour la piste cyclable : gamme Rolh LAMPION
- > Pour les sous-secteurs spécifiques : Gamme Comatelec SHUFFLE, colonne intelligente et modulaire pouvant intégrer caméra, haut-parleur, capteur de mouvement, borne wifi, système SOS, alimentation électrique, etc.

Chaussée

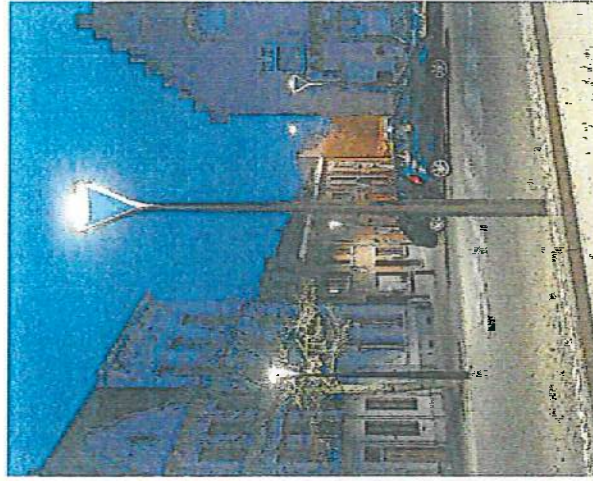


Comatelec YOA + crosse TRESSA

Mat + console

h: 7m

Piétons

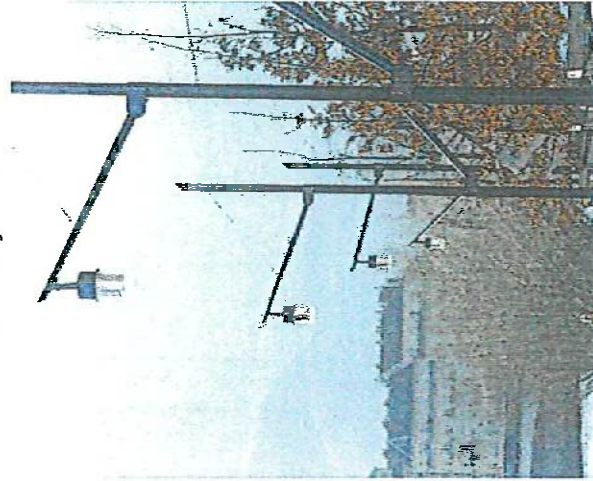


Comatelec LYRE YOA

Mat + console

h: 4.20m

Piste cyclable

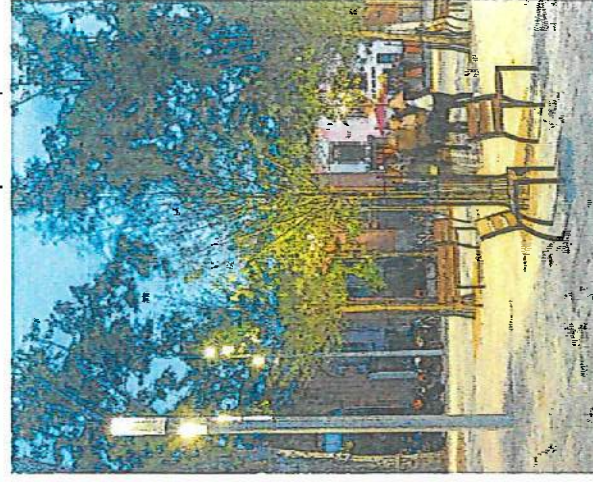


Rolh LAMPION

Mât + console

h : 3.5/4.5m

Sous-secteurs spécifiques



Comatelec SHUFFLE

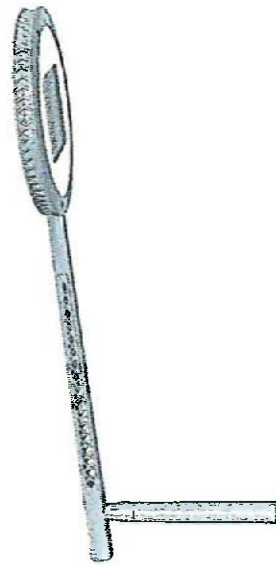
Colonne

h: 4.00m - (5.40m avec modules)

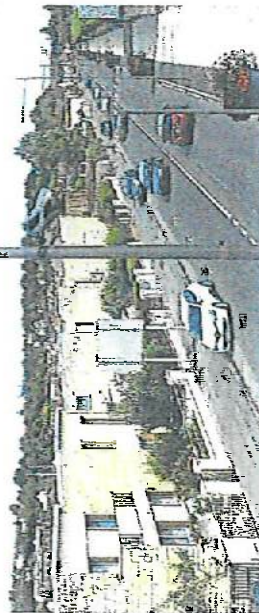
04. LE MATÉRIEL D'ÉCLAIRAGE

UNE LIGNE CONTEMPORAINE

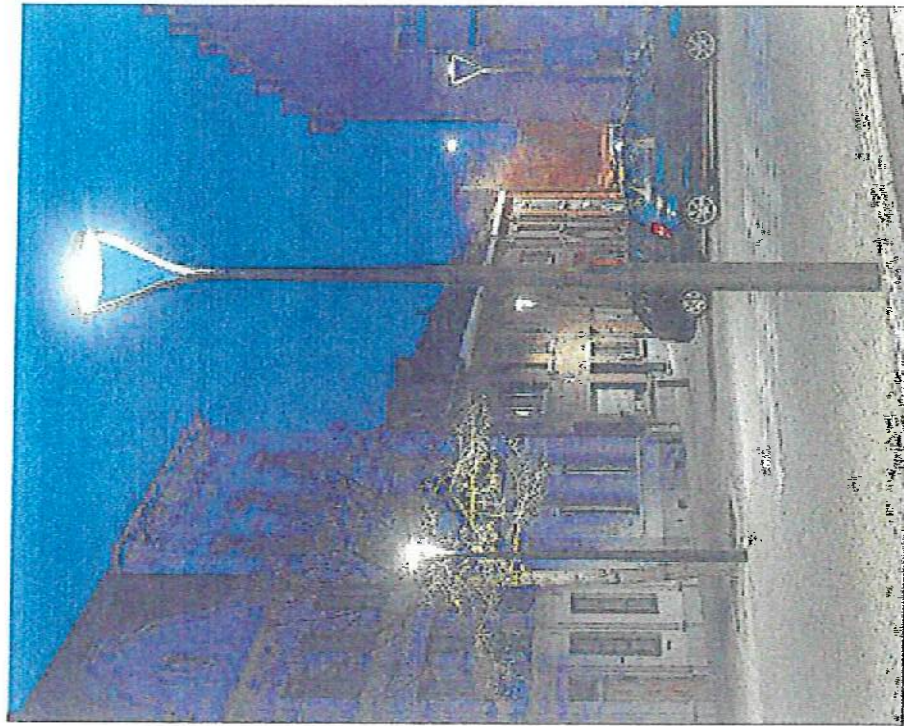
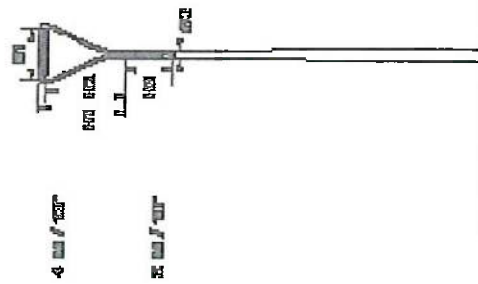
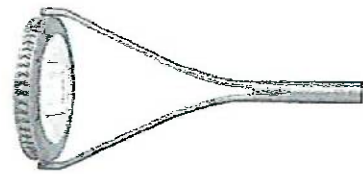
ÉCLAIRAGE DES CHAUSSEES ET DES ESPACES PIÉTONS COMATELEC Gamme YOA



309



Lanterne Comatelec YOA sur mat cylindro-conique de 7m de hauteur, avec crosse TRESSA.



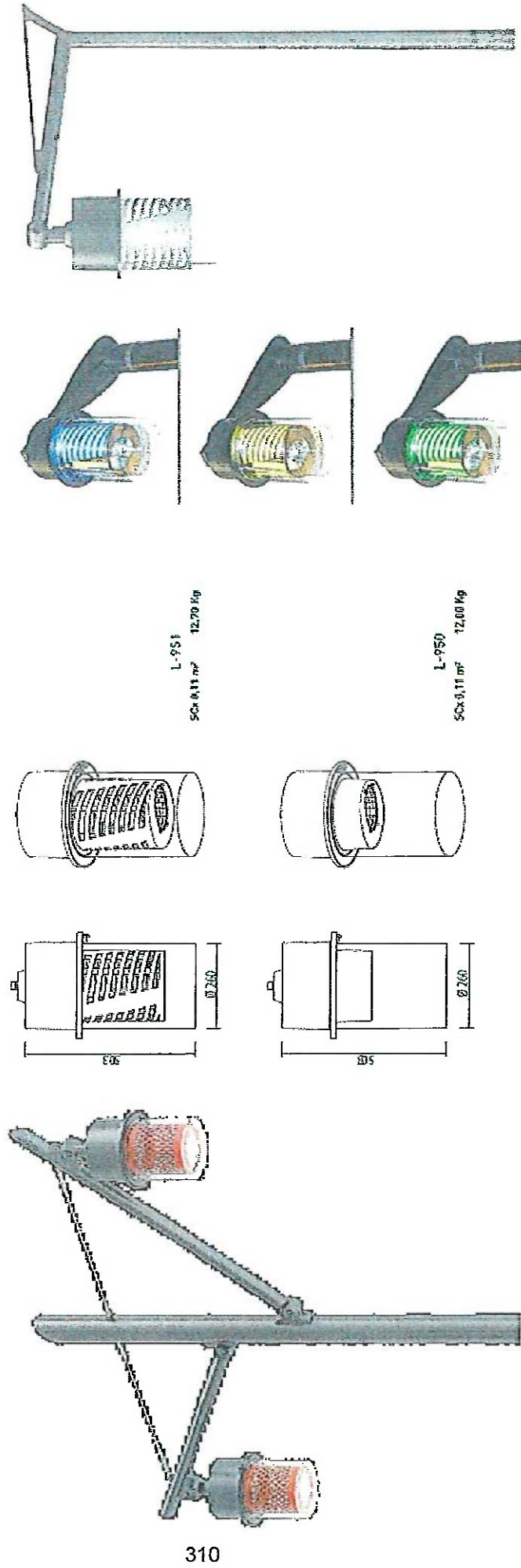
Lanterne Comatelec YOA sur mat dédié LYRE.
Hauteur de 4m.

05. LE MATÉRIEL D'ÉCLAIRAGE

LE MOBILIER D'ÉCLAIRAGE : LIGNE CONTEMPORAINE

ÉCLAIRAGE DE LA PISTE CYCLABLE

Rohl Gamme LAMPION



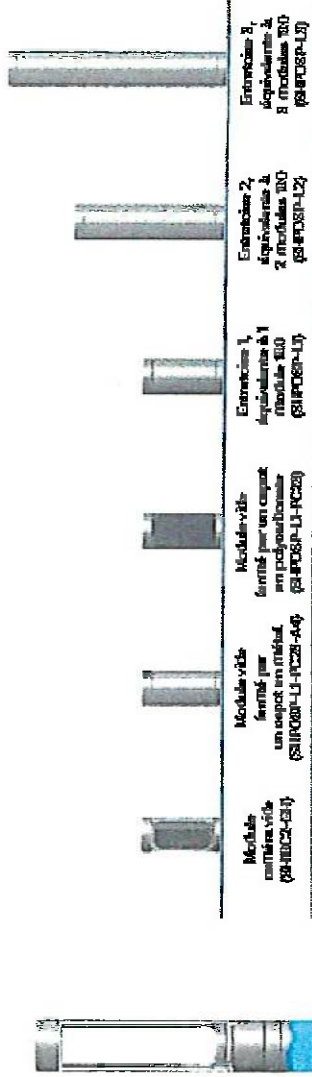
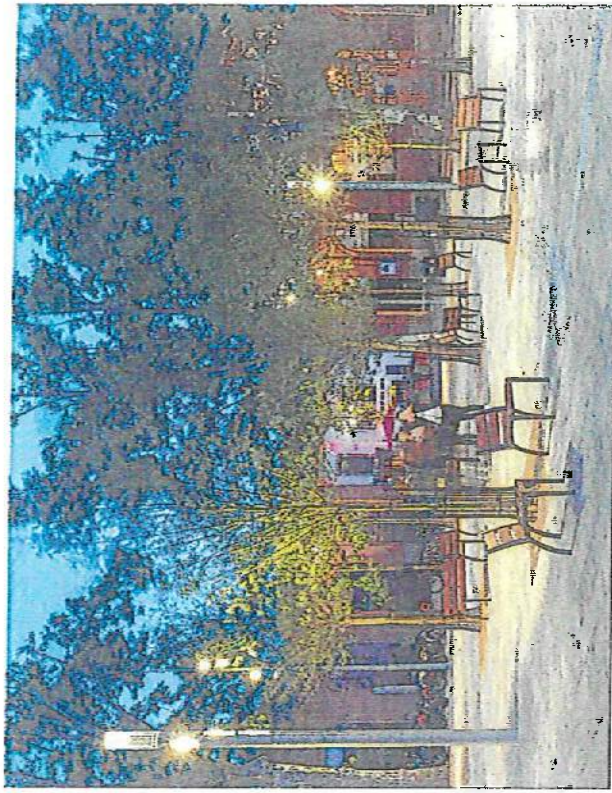
310

Luminaire ROHL de la gamme LAMPION sur mât déporté de hauteur variable 3.50 - 4.50 m. Luminaire programmable et piloté, grâce à son système bi-source il permet à la fois d'assurer un éclairage de qualité fonctionnel mais peut aussi apporter une animation RGBW colorée grâce à sa vasque diffusante et son masque adaptable à souhait.

04. LE MATÉRIEL D'ÉCLAIRAGE

UNE LIGNE CONTEMPORAINE

ÉCLAIRAGE DES SOUS-SECTEURS SPÉCIFIQUES COMATELEC Gamme SHUFFLE



4,24 m / 13,9'

Max. 5 Modules

4 m / 13'

2,23 m / 7,3'

Hauteur filaire
des poteaux

Colonne intelligente et modulaire de la gamme SHUFFLE pouvant intégrer caméra, haut-parleur, capteur de mouvement, borne wifi, système SOS, alimentation électrique, etc.

05. LE MATÉRIEL D'ÉCLAIRAGE

LE MOBILIER D'ÉCLAIRAGE : LIGNE CONTEMPORAINE

ÉCLAIRAGE DU FIL D'EAU

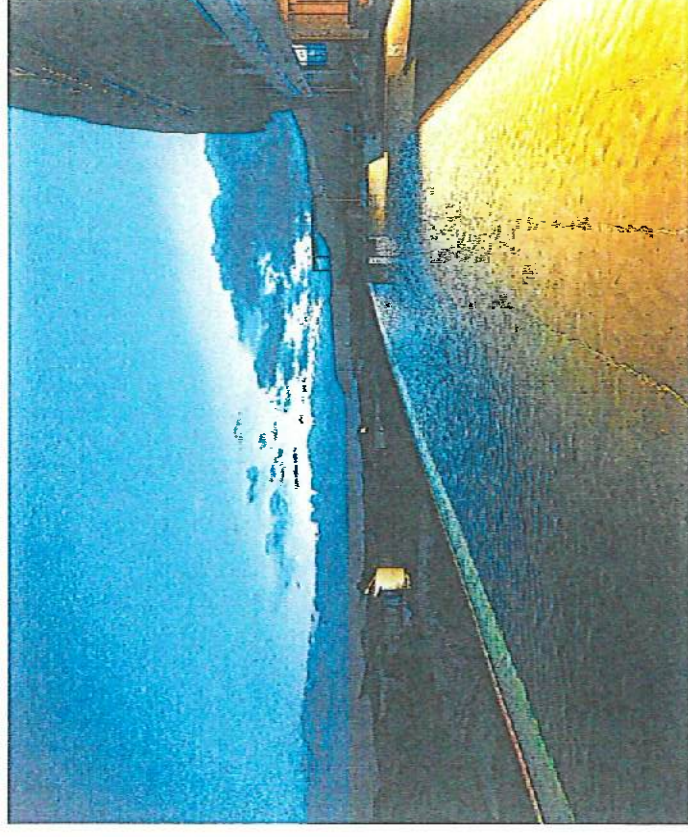
Led LINEAR gamme NEPTUNE IP68

Le fil d'eau sera éclairé par un bandeau LED encastrable et résistant à l'eau.

La gamme NEPTUNE IP68 proposée par Led LINEAR permet d'avoir un matériel pilotable et dimmable.

La gamme a spécialement été conçue pour la mise en lumière d'ouvrages en eau.

312



06

LES TRAVAUX

06. LES TRAVAUX

LE PLANNING PRÉVISIONNEL

| ANNEE | 2022 | | | | | | | | | | | | 2023 | | | | | | | | | | | | 2024 | | | | | | | | | | | | 2025 | | | | | | | | | | | |
|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------|-----|------|------|------|-----|-----|-----|------|------|------|-----|------|-----|------|------|------|-----|-----|-----|------|------|------|-----|------|-----|------|------|------|-----|-----|-----|------|------|------|-----|------|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|--|
| | Nov | Déc | Janv | Févr | Mars | Avr | Mai | Jun | Juil | Août | Sept | Oct | Nov | Déc | Janv | Févr | Mars | Avr | Mai | Jun | Juil | Août | Sept | Oct | Nov | Déc | Janv | Févr | Mars | Avr | Mai | Jun | Juil | Août | Sept | Oct | Nov | | | | | | | | | | | |
| Phase 1 Rue de Verdun + triangle de 314 | APS | | | | | | | | | | | | APB | | | | | | | | | | | | PC | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Validation AVP | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Phase PRO | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Mise en cohérence avec projet halle | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Dossier de consultation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | consultation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Analyse offres - choix entreprises | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | Période préparation | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | travaux préparatoires terrassement empiètement EP | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| | réseaux éclairage feux... | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| maçonnerie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| bordures revêtements | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mobilier | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| plantations | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| travaux préparatoires terrassement empiètement EP | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| réseaux éclairage feux... | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| maçonnerie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| bordures revêtements | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mobilier | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| plantations | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| travaux préparatoires terrassement empiètement EP | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| réseaux éclairage feux... | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| maçonnerie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| bordures revêtements | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mobilier | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| plantations | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| travaux préparatoires terrassement empiètement EP | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| réseaux éclairage feux... | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| maçonnerie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| bordures revêtements | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mobilier | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| plantations | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| travaux préparatoires terrassement empiètement EP | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| réseaux éclairage feux... | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| maçonnerie | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| bordures revêtements | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| Mobilier | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
| plantations | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

06. LES TRAVAUX

L'ESTIMATION EN PHASE APD : BUDGET PRÉVISIONNEL

| | |
|-------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|
| Phase préparatoire | 195 000 € |
| Installation de chantier | 60 000 € |
| Dépotes des éléments existants | 40 000 € |
| Démolition et nettoyage | 45 000 € |
| Protection et abattage des arbres existants (hors transplantations) | 50 000 € |
| Terrassements, réseaux et assainissement | 1 535 000 € |
| Terrassements et fonds de forme | 855 000 € |
| Assainissement EP | 125 000 € |
| Eclairage/électricité | 115 000 € |
| Vidéosurveillance (hors caméras et câblage) | 25 000 € |
| Eau potable | 270 000 € |
| Feu tricolore | 145 000 € |
| Revêtements et éléments structurants | 1 785 000 € |
| Maçonneries (retenus, emmarchements et jardinières arbres conservés) | 235 000 € |
| Revêtements | 1 550 000 € |
| Fi d'eau | 145 000 € |
| Fontaine sèche | 395 000 € |
| Bassin écologique | 275 000 € |
| Aménagements paysagers | 435 000 € |
| Apports des terres de plantations | 155 000 € |
| Sirate arborée | 90 000 € |
| Plantations (arbustes, vivaces, semis) | 100 000 € |
| Autres éléments liés aux plantations (paillages, garanties et entretiens sur 2 ans) | 90 000 € |
| Mobilier sécuritaire et de protection | 240 000 € |
| Mobilier urbain | 145 000 € |
| Mobilier spécifique anti-intrusion | 95 000 € |
| Mobilier de détente | 140 000 € |
| Assises, corbeilles et fontaines d'eau | 90 000 € |
| Mobilier spécifique sur-mesure (jardinières/bancs pour arbres existants) | 50 000 € |
| Mobilier d'éclairage | 195 000 € |
| Luminaires chauffées et place | 155 000 € |
| Luminaires connectés | 25 000 € |
| Eclairage spécifique des façades (encastré au sol, lumière blanche) | 15 000 € |
| Equipement jeux d'enfants | 40 000 € |
| Signalétique | 20 000 € |
| TOTAL TRAVAUX H.T | 5 400 000 € |
| TOTAUX HT avec aléas de 550 000€ | 5 950 000 € |
| SOUTIEN AMÉNAGEMENT TIC | 7 140 000 € |

M. le Maire : *On passe au projet de modification du droit commun concernant le PLUi de Laval Agglomération.*

AVIS SUR LE PROJET DE MODIFICATION DE DROIT COMMUN N 2 DU PLUi DE LAVAL AGGLOMÉRATION

Rapporteur : Isabelle Eymon

I - Présentation de la décision

Le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de l'ancien périmètre de Laval Agglomération a été approuvé, par délibération du conseil communautaire, le 16 décembre 2019 et a fait l'objet d'une modification simplifiée (N° 1) approuvée le 27 septembre 2021, puis d'une modification de droit commun (N° 1) approuvée le 20 décembre 2021 en conseil communautaire.

Une procédure de modification de droit commun (N° 2) a été prescrite par arrêté du président de Laval Agglomération en date du 4 avril 2022. Une consultation des personnes publiques associées a eu lieu durant 3 mois, à compter du 7 juillet 2022. Les communes peuvent formuler par un avis motivé des demandes d'ajouts ou de corrections, elles peuvent également intervenir sur le dossier en cours d'enquête publique.

Par suite de la consultation des personnes publiques associées (PPA), la ville de Laval prend acte du projet de modification N °2 du PLUi.

Des modifications supplémentaires et des précisions sont apparues nécessaires au dossier initial, aussi vous est-il proposé d'émettre une demande de complément au dossier de modification avec les mesures suivantes :

- préciser la portée de l'article 4.3 "Éléments de paysage" des conditions générales, sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique et notamment la prescription concernant les espaces paysagers à préserver ou à planter (bois, parcs et jardins) ; afin de les préserver le plus possible en limitant les possibilités d'extensions et de constructions annexes telles que les piscines ;
- secteur AU-1 et UH-1 : modification de l'article 2.2 "Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives", pour permettre aux constructions existantes ne respectant pas la règle de pouvoir être surélevées ;
- secteur UA-1: extension de la prescription "linéaires commerciaux" à la rue Bernard Le Pecq, afin de sauvegarder les cellules commerciales à rez-de-chaussée des immeubles ;
- zone UR : modification de l'article 3.4 "Clôtures", afin de clarifier la règle et de permettre l'utilisation de matériaux contemporains, de qualité ;
- orientations d'aménagements et programmations (OAP) de la ville de Laval : article V "Programmation" de chaque OAP, ajout de la mention suivante : "la charte de l'urbanisme durable de la ville de Laval devra être signée et appliquée par l'aménageur du site". Cette mention a pour objectif une meilleure prise en compte de la question environnementale et d'améliorer la qualité architecturale des projets ;

- apporter des corrections et précisions à l'OAP de La Malle afin de mieux encadrer les projets d'aménagements futurs et de s'inscrire en cohérence avec la connaissance du contexte, les objectifs et les enjeux territoriaux :
 - corrections d'erreurs matérielles aux orientations littérales de l'OAP ;
 - apporter des informations sur la pollution du sol ;
 - préciser que les projets prendront en compte la globalité du site afin d'assurer une cohérence entre aménageurs et une cohérence d'accès (éviter les opérations de types "raquette", garantir l'objectif de mixité fonctionnelle et une diversité de logements) ;
 - proposer une notion de phasage en 3 phases : phase 1, le site des anciennes serres Sauvé (à l'Ouest, rue Albert Thomas), phase 2, la partie centrale du site et phase 3, la partie Est proche de la rue Léon Jouhaux. Cette notion de phasage a pour objectif d'ordonner l'urbanisation d'Ouest en Est pour une question d'accessibilité. En effet, l'accès naturel du site se fait depuis la rue Albert Thomas à l'Ouest ;
 - proposer des hauteurs différentielles des constructions en fonction de leur implantation sur le secteur de projet (différencier les bâtiments le long des grands boulevards et au cœur du site) ;
 - apporter des précisions sur les partis pris d'aménagement à privilégier (voiries partagées, aménagement de lieux de convivialité de type place, implantation de commerces en rez-de-chaussée, création d'une frange paysagère le long de la rue du Bourny afin d'atténuer l'impact visuel des opérations et de limiter les nuisances sonores) ;
 - ajouter une liaison de type zone de rencontre au niveau de la rue Léon Jouhaux afin de compléter le maillage viaire au sein de l'OAP.
- apporter des corrections et précisions à l'OAP N° 64 LAVAL-Thévalles-Commanderie, afin de mieux encadrer les projets d'aménagements futurs et de s'inscrire en cohérence avec la connaissance du contexte, les objectifs et enjeux territoriaux :
 - corrections d'erreurs matérielles aux orientations littérales de l'OAP et notamment la notion de densité : indiquer une densité "de l'ordre de 30 logements par hectare et de s'assurer de l'aménagement d'espaces de respiration communs" au lieu de "au minimum 30 logements par hectare", afin de sécuriser les accès du site relativement enclavés et s'assurer de l'aménagement d'espaces de respiration ;
 - ajout d'une mention concernant les haies protégées repérées au schéma d'organisation afin qu'elles soient préservées et renforcées ;
 - préciser que les projets prendront en compte la globalité du site afin d'assurer une cohérence entre aménageurs et une cohérence d'accès (éviter les opérations de types "raquette"), et définir la notion de phasage indiqué au schéma d'organisation ;
 - préciser la hauteur des opérations au niveau de la pointe Nord du site, bordée par la rue de Commanderie et le chemin des Merceries, afin de ménager une politesse avec le tissu de maisons individuelles riveraines du site.

II - Impact budgétaire et financier

Néant

Pour que les modifications demandées soient prises en compte dans la procédure de médiation de droit commun N° 2 du PLUi, la délibération qui vous est proposée sera versée au registre d'enquête publique.

Isabelle Eymon : *Donc, nous sommes dans le cadre d'une procédure de modification numéro 2 de ce plan local d'urbanisme intercommunal. Donc la ville de Laval, après la consultation des personnes publiques, valide, prend acte du projet de modification, mais il ressort de la consultation qu'un certain nombre de modifications supplémentaires ou précisions apparaissent comme nécessaires. C'est ce que l'on vous propose d'observer ce soir. Donc il s'agit de modifications, je dirais d'abord de règlement tant sur le plan écrit que sur le plan graphique. Donc il faut préciser, nous souhaitons préciser l'article 4.3, concernant des éléments de paysage et nous souhaitons limiter la constructibilité dans les bois, les parcs et jardins, et donc on a cette formulation « protéger pour des motifs d'ordre écologique ». Une question également de limite d'implantation de construction par rapport aux limites séparatives, une dérogation. En ce qui concerne les clôtures, nous souhaitons une simplification et une clarification de la règle, de manière à ce que les clôtures puissent être choisies dans des matériaux contemporains de qualité. Donc de même que sur le secteur UA1, il faudrait étendre la prescription linéaires commerciaux à la rue Bernard le Pecq, de façon à protéger les cellules commerciales qui sont déjà implantées dans cette rue en rez-de-chaussée d'immeuble. Autre domaine, les orientations d'aménagement et de programmation, OAP, donc pour toutes ces OAP, l'article 5, nous souhaitons la mention de la charte de l'urbanisme durable, sa signature et son application, autant que cela s'intègre dans les programmes, son application par l'aménageur du site. En ce qui concerne l'OAP, tout particulièrement l'OAP 29 de la Malle, correction d'erreurs matérielles, cela c'est tout à fait classique, indiquer que les projets doivent être conçus en prenant en compte la globalité du site, pour avoir un aménagement cohérent et de qualité, pour ne pas avoir des tranches qui au bout du compte seraient choquantes les unes par rapport aux autres, n'ayant pas tenu compte des autres espaces concernés par cet OAP. L'ajout du coût de la question du phasage en trois parties, là encore pour rendre cohérent l'aménagement. Des hauteurs différentielles en fonction de l'implantation des projets sur le secteur et une précision sur les partis pris d'aménagement en ce qui concerne les voiries partagées, les lieux de convivialité, places, de façon à ce que ce soit un petit quartier où il soit possible de vivre. Et l'ajout d'une liaison type zone de rencontre au niveau de la rue Léon Jouhaux. Autre OAP sur laquelle nous souhaitons des précisions, donc à Thévalles, donc là encore des corrections d'erreurs matérielles, une précision sur la notion de densité, nous souhaitons, pour préserver le caractère de « bourg » de ce quartier-là, une densité de l'ordre de 30 logements par hectare et l'aménagement d'un espace de respiration commun pour sécuriser et préserver le style du quartier, ne pas densifier à l'excès. Nous souhaitons aussi une notion de schéma d'organisation pour que les haies soient protégées et renforcées dans ce secteur-là. Là encore, une cohésion d'ensemble du secteur, de la même façon que pour la Malle ou la notion de phasage, qui est en droite ligne avec cette notion de cohérence.*

Et par rapport aux maisons individuelles qui sont riveraines du site, une forme de politesse en limitant la hauteur des constructions du côté de la pointe nord, qui est bordée des rues de la Commanderie et du chemin des Merceries. Donc c'est l'essentiel de ce que nous avons à vous présenter. Il n'y a pas d'impact budgétaire ni financier, et donc pour que les modifications demandées soient prises en compte dans la procédure de modification de droit commun numéro 2 du PLUi, donc cette délibération sera reversée au registre d'enquête publique.

M. le Maire : *Merci. Est-ce qu'il y a des questions, observations ? Non ? On passe au vote. Donc c'est adopté, je vous remercie.*

N° S516 - TUEC - 4

AVIS SUR LE PROJET DE MODIFICATION DE DROIT COMMUN N 2 DU PLUi DE LAVAL AGGLOMÉRATION

Rapporteur : Isabelle Eymon

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L2121-29,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-36 à L153-44 et R153-1,

Vu le transfert de compétence sur la planification urbaine adoptée par délibération du conseil communautaire en date du 23 juin 2015,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2015 portant modification des statuts de Laval Agglomération,

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de Laval Agglomération approuvé le 16 décembre 2019 et modifié les 27 septembre 2021 et 20 décembre 2021 en conseil communautaire,

Vu l'arrêté du président de Laval Agglomération du 8 avril 2022 prescrivant la procédure de modification et établissant son contenu,

Considérant le projet de modification notifié aux personnes publiques associées (PPA) et notamment la notice explicative en annexe de la présente délibération,

Que la ville de Laval, en tant que PPA, peut émettre un avis dans le cadre de cette notification,

Que la présente délibération sera jointe au dossier lors de l'enquête publique,

Sur proposition de la commission transition urbaine écologique et commerciale,

DÉLIBÈRE

Article 1er

Le conseil municipal prend acte du projet de modification n° 2 du PLUi de Laval Agglomération, tel qu'annexé à la délibération, en demandant l'ajout des modifications suivantes :

- préciser la portée de l'article 4.3 "Éléments de paysage" des conditions générales, sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique et notamment la prescription concernant les espaces paysagers à préserver ou à planter (bois, parcs et jardins) ; afin de les préserver le plus possible en limitant les possibilités d'extensions et de constructions annexes telles que les piscines ;
- secteur AU-1 et UH-1 : modification de l'article 2.2 "Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives", pour permettre aux constructions existantes ne respectant pas la règle de pouvoir être surélevées ;
- secteur UA-1: extension de la prescription "linéaires commerciaux" à la rue Bernard Le Pecq, afin de sauvegarder les cellules commerciales à rez-de-chaussée des immeubles ;
- zone UR : modification de l'article 3.4 "Clôtures", afin de clarifier la règle et de permettre l'utilisation de matériaux contemporains, de qualité ;
- orientations d'aménagements et programmations (OAP) de la ville de Laval : article V "Programmation" de chaque OAP, ajout de la mention suivante : "la charte de l'urbanisme durable de la ville de Laval devra être signée et appliquée par l'aménageur du site". Cette mention a pour objectif une meilleure prise en compte de la question environnementale et d'améliorer la qualité architecturale des projets ;
- apporter des corrections et précisions à l'OAP de La Malle afin de mieux encadrer les projets d'aménagements futurs et de s'inscrire en cohérence avec la connaissance du contexte, les objectifs et les enjeux territoriaux :
 - corrections d'erreurs matérielles aux orientations littérales de l'OAP ;
 - apporter des informations sur la pollution du sol ;
 - préciser que les projets prendront en compte la globalité du site afin d'assurer une cohérence entre aménageurs et une cohérence d'accès (éviter les opérations de types "raquette", garantir l'objectif de mixité fonctionnelle et une diversité de logements) ;
 - proposer une notion de phasage en 3 phases : phase 1, le site des anciennes serres Sauvé (à l'Ouest, rue Albert Thomas), phase 2, la partie centrale du site et phase 3, la partie Est proche de la rue Léon Jouhaux. Cette notion de phasage a pour objectif d'ordonnancer l'urbanisation d'Ouest en Est pour une question d'accessibilité. En effet, l'accès naturel du site se fait depuis la rue Albert Thomas à l'Ouest ;
 - proposer des hauteurs différentielles des constructions en fonction de leur implantation sur le secteur de projet (différencier les bâtiments le long des grands boulevards et au cœur du site) ;
 - apporter des précisions sur les partis pris d'aménagement à privilégier (voiries partagées, aménagement de lieux de convivialité de type place, implantation de commerces en rez-de-chaussée, création d'une frange paysagère le long de la rue du Bourny afin d'atténuer l'impact visuel des opérations et de limiter les nuisances sonores) ;
 - ajouter une liaison de type zone de rencontre au niveau de la rue Léon Jouhaux afin de compléter le maillage viaire au sein de l'OAP.

- apporter des corrections et précisions à l'OAP N° 64 LAVAL-Thévalles-Commanderie, afin de mieux encadrer les projets d'aménagements futurs et de s'inscrire en cohérence avec la connaissance du contexte, les objectifs et enjeux territoriaux :
 - corrections d'erreurs matérielles aux orientations littérales de l'OAP et notamment la notion de densité : indiquer une densité "de l'ordre de 30 logements par hectare et de s'assurer de l'aménagement d'espaces de respiration communs" au lieu de "au minimum 30 logements par hectare", afin de sécuriser les accès du site relativement enclavés et s'assurer de l'aménagement d'espaces de respiration ;
 - ajout d'une mention concernant les haies protégées repérées au schéma d'organisation afin qu'elles soient préservées et renforcées ;
 - préciser que les projets prendront en compte la globalité du site afin d'assurer une cohérence entre aménageurs et une cohérence d'accès (éviter les opérations de types "raquette"), et définir la notion de phasage indiqué au schéma d'organisation ;
 - préciser la hauteur des opérations au niveau de la pointe Nord du site, bordée par la rue de Commanderie et le chemin des Merceries, afin de ménager une politesse avec le tissu de maisons individuelles riveraines du site.

Article 2

La présente délibération sera affichée durant un mois au centre administratif municipal, place du 11 novembre à Laval et sera transmise à Laval Agglomération.

Article 3

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document qui s'avérerait nécessaire à cet effet.

Article 4

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : *On passe à un échange de foncier et le déclassement d'un terrain. Bruno Bertier.*

ÉCHANGE FONCIER AVEC LA SCCV CONVERGENCES ET DÉCLASSEMENT D'UN TERRAIN RUE ANDRÉ BELLESORT

Rapporteur : Bruno Bertier

I - Présentation de la décision

Dans le cadre du projet de construction, par la SCCV Convergences, d'un immeuble à usage d'habitation à l'angle du boulevard Félix Grat et de la rue André Bellesort à Laval, il apparaît nécessaire de procéder à un échange foncier afin d'une part d'améliorer la visibilité à l'angle de la rue et d'autre part d'aménager l'accès à l'immeuble.

Ainsi, la SCCV Convergences céderait à la ville de Laval une emprise de 13 m² environ à prendre sur la parcelle cadastrée AT553p, située boulevard Félix Grat.

En contrepartie, la ville de Laval cèderait à la SCCV Convergences une emprise de 35 m² correspondant à un délaissé de terrain dépendant du domaine public, situé rue André Bellesort.

Afin de permettre la cession de la partie dépendant du domaine public, il convient de déclasser, au préalable, cette emprise n'étant pas affectée à la circulation routière.

II - Impact budgétaire et financier

L'échange foncier s'effectuerait à titre gratuit.

Les frais seront proratisés entre les parties en fonction des surfaces acquises.

Il vous est proposé d'accepter cet échange foncier, ainsi que le déclassement du terrain situé rue André Bellesort et d'autoriser le maire à signer tout document à cet effet.

Bruno Bertier : *Oui Monsieur le Maire, mes chers collègues, dans le cadre du projet de construction par la SCCV Convergences d'un immeuble à usage d'habitation à l'angle du boulevard Félix Grat et de la rue André Bellesort à Laval, c'est un échange de terrain à titre gratuit entre la ville de Laval et ladite société. Dans un cas il s'agit de 13 m² contre 35 m² de l'autre.*

M. le Maire : *Est-ce qu'il y a des questions ? Non ? On passe au vote. Donc c'est adopté, merci.*

N° S516 - TUEC - 5

ÉCHANGE FONCIER AVEC LA SCCV CONVERGENCES ET DÉCLASSEMENT D'UN TERRAIN RUE ANDRÉ BELLESORT

Rapporteur : Bruno Bertier

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-29 et L2241-1,

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment son article L1111-1,

Vu le code de la voirie routière et notamment son article L141-3 alinéa 2,

Considérant que la SCCV Convergences a pour projet la construction d'un immeuble de 20 logements à l'angle du boulevard Félix Grat et de la rue André Bellesort à Laval,

Qu'il apparaît nécessaire de procéder à un échange foncier avec la SCCV Convergences afin d'une part d'améliorer la visibilité à l'angle du boulevard Félix Grat et de la rue André Bellesort et d'autre part d'aménager l'accès à l'immeuble,

Vu l'avis de France Domaine en date du 28 octobre 2022,

Qu'il convient, au préalable, de déclasser l'emprise de 35 m² que la ville de Laval compte céder à la SCCV Convergences, correspondant à un délaissé de terrain dépendant du domaine public, situé rue André Bellesort,

Sur proposition de la commission transition urbaine écologique et commerciale,

DÉLIBÈRE

Article 1er

L'emprise de 35 m² environ dépendant du domaine public rue André Bellesort à Laval conformément au plan joint, qui n'est pas affectée à la circulation routière, est déclassée sans enquête publique préalable, conformément à l'article L141-3 alinéa 2 du code de la voirie routière. La désaffectation sera effective par la pose d'une clôture qui sera installée sous un délai de deux années.

Article 2

La vente à la SCCV Convergences ou toute société qui s'y substituerait, à titre gratuit, d'un délaissé de terrain de 35 m² environ précédemment déclassé situé rue André Bellesort à Laval est approuvée.

Article 3

En échange, l'acquisition auprès de la SCCV Convergences ou toute société qui s'y substituerait, à titre gratuit, d'un terrain de 13 m² environ situé boulevard Félix Grat à Laval à prendre sur la parcelle cadastrée section AT numéro 553p est approuvée.

Article 4

L'acte authentique sera reçu par Maître Collet notaire à Laval.
Les frais d'acte seront proratisés entre les parties en fonction des surfaces acquises.

Article 5

Le maire ou son représentant est autorisé à signer tout document à cet effet.

Article 6

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

M. le Maire : *Une dernière délibération. C'est une convention de partenariat entre la ville de Laval, la prévention routière et la Fédération des professionnels de la micromobilité, toujours dans cette logique de trouver des alternatives à l'automobile. Geoffrey Begon.*

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE LAVAL, LA PRÉVENTION ROUTIÈRE ET LA FÉDÉRATION DES PROFESSIONNELS DE LA MICRO MOBILITÉ POUR L'ORGANISATION DE JOURNÉES DE SENSIBILISATION À L'USAGE DES UTILISATEURS DE TROTTINETTES ÉLECTRIQUES

Rapporteur : Geoffrey Begon

I - Présentation de la décision

Une réunion multi partenariale, organisée le 17 octobre 2022, a entériné l'idée de la mise en place d'actions de sensibilisation au bon usage des trottinettes électriques mises à disposition des Lavallois, ciblant dans un premier temps la population cœur de cible, c'est-à-dire les étudiants.

Le respect des règles du code de la route, l'information sur les équipements de sécurité optionnels mais fortement recommandés, et apprendre aux utilisateurs des trottinettes à se situer par rapport aux autres utilisateurs de la route, sont autant d'axes sur lesquels la ville de Laval souhaite travailler en collaboration avec les partenaires institutionnels du secteur.

Mwheel Mobility, via son axe "prévention" et la mise à disposition d'un simulateur simulant la conduite d'une trottinette en milieu urbain, a contacté la ville pour lui proposer de s'associer à des journées de sensibilisation organisées conjointement par la ville de Laval, la Prévention routière et notre partenaire Bird Rides France.

Elles s'inscrivent dans le programme Mobiprox, lequel entend accompagner le déploiement des mobilités douces et permet entre autres d'assurer des actions d'information, de sensibilisation (sécurité, code de la route, économie d'énergie, respect des autres usagers) et d'initiation sur des sites proposés par la collectivité.

Seul impératif : les actions permettant leur participation au moyen de ce dispositif doivent être réalisées avant le 31 décembre 2022.

Deux opérations sont donc prévues entre le 28 novembre et le 9 décembre prochain, l'une organisée sur le pôle universitaire Nord de Laval, l'autre quartier Ferrié, pour associer les étudiants du pôle santé.

La première se déroulerait sur le parking proche du CROUS et devant l'ESTACA. Le simulateur pourrait être installé dans le hall de la faculté de droit ou celui de l'ESTACA, le tout dans les meilleures conditions de sécurité pour les participants.

La seconde se déroulerait le lendemain, quartier Ferrié, sur le parking Madeleine Brès, dans des conditions qui restent à déterminer.

L'objectif est, via une information de la population étudiante, de rappeler les bonnes pratiques et informer sur les conditions d'un usage raisonné (respectueux de l'environnement) d'engins soumis aux règles du code la route et qui, en l'absence de protection naturelle, peuvent être dangereux pour les utilisateurs comme les autres usagers de la route.

La ville de Laval (et Laval Agglomération, dans le cadre de ses compétences relatives à l'enseignement supérieur) apportera, conformément à la convention, le soutien logistique nécessaire et communiquera largement en amont des manifestations.

Notre prestataire Bird, la Prévention Routière et Mwheel Mobility s'associeront à ces actions (mise à disposition de matériel et de "formateurs").

II - Impact budgétaire et financier

Il n'y aura pas de coût direct lié à l'opération pour la ville de Laval.

Coûts connexes (prêt d'un barnum, accès à un raccordement électrique pour le simulateur, barriérage éventuel de la zone de démonstration...) et de communication sur le sujet.

Il vous est demandé d'approuver la convention tripartite entre la ville de Laval, la Prévention Routière et la Fédération des Professionnels de la micro mobilité pour l'organisation de journées de sensibilisation à l'usage des trottinettes électriques et d'autoriser le maire à signer cette convention, ainsi que tout document nécessaire à cet effet

Geoffrey Begon : *Merci Monsieur le Maire, bonsoir chers collègues. Donc oui, une convention tripartite entre Laval, la prévention routière et la Fédération professionnelle de la micromobilité pour deux manifestations, je vais pouvoir être plus précis que la délibération, qui auront lieu si nous le votons, l'une le 29 novembre au quartier Ferrier de 10 heures à 17 heures et l'autre le 30 novembre sur le pôle universitaire de 9 heures à 16 heures. C'est des manifestations qui visent le public étudiant, en lien avec des marquages qui vont être créés dans le courant du mois pour de nouveaux emplacements trottinettes au pôle universitaire. Donc sans coût pour la ville, il y aura à la fois un parcours pour prendre en main des trottinettes, des distributions de casques gratuits par Bird, la prévention routière qui rappellera les bons usages et surtout la mise à disposition par Mwheel Mobility d'un simulateur pour sensibiliser avec la réalité virtuelle aux risques qui peuvent surgir quand on est en ville et qu'on conduit une trottinette, face à différents types d'usagers, automobilistes ou piétons notamment. Voilà.*

M. le Maire : *Est-ce qu'il y a des questions ? Non. On passe au vote. Donc c'est adopté, je vous remercie.*

N° S516 - TUEC - 6

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE LAVAL, LA PRÉVENTION ROUTIÈRE ET LA FÉDÉRATION DES PROFESSIONNELS DE LA MICRO MOBILITÉ POUR L'ORGANISATION DE JOURNÉES DE SENSIBILISATION À L'USAGE DES UTILISATEURS DE TROTTINETTES ÉLECTRIQUES

Rapporteur : Geoffrey Begon

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment son article L2121-29,

Considérant que la ville de Laval souhaite que des actions de sensibilisation concernant l'usage des trottinettes électriques soient mises en place à destination des utilisateurs,

Que Mwheel Mobility, via son axe "prévention" et la mise à disposition d'un simulateur simulant la conduite d'une trottinette en milieu urbain, a contacté la ville pour lui proposer de s'associer à des journées de sensibilisation organisées conjointement par la ville de Laval, la Prévention routière et notre partenaire Bird Rides France.

Que dans ce cadre, un projet de convention tripartite a été transmis par MWheel Mobility, membre de la FPMM,

Sur proposition de la commission transition urbaine écologique et commerciale,

DÉLIBÈRE

Article 1er

La convention tripartite entre la ville de Laval, la Prévention Routière et la Fédération des Professionnels de la micro mobilité pour l'organisation de journées de sensibilisation à l'usage des trottinettes électriques est approuvée.

Article 2

Le maire ou son représentant sont autorisés à signer cette convention, ainsi que tout autre document nécessaire à cet effet.

Article 3

Le maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

CONVENTION DE PARTENARIAT
Action de sensibilisation MOBIPROX

ENTRE

L'ASSOCIATION PRÉVENTION ROUTIÈRE, association déclarée reconnue d'utilité publique, enregistrée sous le numéro 77571979202650, dont le siège social est situé 33 rue de Mogador à Paris (75009), représentée par Madame Anne LAVAUD, Déléguée générale dûment habilitée aux Présentes,

ET

LA FÉDÉRATION DES PROFESSIONNELS DE LA MICRO-MOBILITÉ, association déclarée régie par la loi de 1901 enregistrée sous le numéro 832 010 300 dont le siège social est situé 9 rue des Fanouilletts à Nanterre (92000), représentée par son Délégué général, Monsieur Jocelyn LOUMETO, dûment habilité aux Présentes,

Ci-après collectivement désignés les « **Porteurs du Programme** »

D'une part,

ET

La Ville de LAVAL (53), représentée par son maire, Florian BERCAULT, dûment habilité par une délibération du conseil municipal en date du 21 novembre 2022,

Ci-après désignée le « **Bénéficiaire du Programme** » ou le « **Bénéficiaire** »,

D'autre part,

Étant préalablement rappelé que :

Dans le cadre de la Convention instituant le Programme CEE MobiProx (ci-après le « **Programme** »), signée le 27 avril 2020 entre le Ministère de la Transition écologique et solidaire, l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie d'une part, l'Association de Prévention Routière, la Fédération des Professionnels de la Micro-Mobilité (les Porteurs du Programme) et TOTAL Marketing France (financeur du Programme) d'autre part, visant à promouvoir le développement des micro-mobilités de proximité et, notamment, à améliorer l'organisation de la mobilité des entreprises, les Parties se sont rapprochées pour mettre en œuvre un Partenariat répondant au cahier des charges du Programme, la Présente Convention définissant leurs obligations réciproques au sein de ce Programme.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit

ARTICLE 1/ OBJET DU PARTENARIAT

Le Programme, au sein duquel le Présent Partenariat a été conclu entre les Parties, répond aux objectifs de mieux connaître et accompagner le développement des micro-mobilités, d'évaluer l'impact CO2 des engins de micro-mobilité et des actions de promotion associées, et enfin de diffuser et communiquer les résultats collectés.

En considération de ces objectifs, les Parties conviennent que l'objet de la Présente Convention de Partenariat réside dans l'accompagnement du Bénéficiaire dans la conduite du changement vers des mobilités plus respectueuses de l'environnement.

Les Parties reconnaissent expressément que la prestation des Porteurs du Programme se limite aux seuls objectifs ci-dessus définis. Toute demande complémentaire de la part du Bénéficiaire ne peut être traitée qu'en dehors du Programme et selon un devis et une facturation spécifiquement établis par les intervenants sollicités.

ARTICLE 2 / ENGAGEMENTS

Les Porteurs du Programme reconnaissent que le Bénéficiaire répond à toutes les conditions pour être sélectionné en vue de bénéficier du Programme et que son insertion dans le Programme est validée.

Le Bénéficiaire déclare accepter son insertion dans le Programme et reconnaît vouloir bénéficier des avantages liés à ce dispositif comme en assumer les obligations.

ARTICLE 3 / OBLIGATIONS DES PARTIES

3.1 – Obligations des Porteurs du Programme

Les Porteurs du Programme s'engagent à accompagner le Bénéficiaire tout au long de l'opération et à fournir leurs meilleurs efforts pour assurer la bonne exécution du Présent Partenariat.

Les Porteurs du Programme s'engagent à assurer une action de sensibilisation et d'information pour le grand public sur le territoire du bénéficiaire.

3.2 – Obligations du Bénéficiaire

Le Bénéficiaire s'engage à informer le public de la mise en œuvre du Programme.

Le Bénéficiaire s'engage à fournir ses meilleurs efforts pour assurer la bonne exécution du Programme :

- un barnum et un raccordement électrique pour l'installation de l'espace de sensibilisation
- la communication sur l'événement afin de fournir la visibilité nécessaire au succès de la prestation
- le jour de la sensibilisation, de ...h à ...h : la mise à disposition d'un espace extérieur

ARTICLE 4 / CONTREPARTIES

4.1 – Contrepartie financière

Les Parties reconnaissent expressément que la prestation des Porteurs du Programme ne fait pas l'objet d'une transaction financière avec le bénéficiaire. Toute demande complémentaire de la part du Bénéficiaire ne peut être traitée qu'en dehors du Programme MobiProx et selon un devis et une facturation spécifiquement établis par les intervenants sollicités.

4.2 – Communication sur le Programme MobiProx

En contrepartie de sa participation au Programme, le Bénéficiaire est autorisé à mentionner son inclusion dans MobiProx dans sa communication interne comme institutionnelle, et à utiliser la marque collective MobiProx, dans les limites des règles instituées par son cahier des charges (extrait en annexe), afin d'afficher publiquement son appartenance au Programme.

ARTICLE 5 / Données personnelles

Les Porteurs du Programme se portent garant pour eux-mêmes et pour leurs sous-traitants, de l'exploitation conforme à la loi des Données collectées et garantit au Bénéficiaire qu'ils sont en règle avec les dispositions relatives à la protection des données personnelles et que, le cas échéant, il leur appartient de se mettre en conformité avec la réglementation en vigueur applicable au traitement de Données à caractère personnel et, en particulier, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

ARTICLE 6 / CONFIDENTIALITÉ

6.1 – Informations confidentielles

Les supports réalisés à l'occasion de l'élaboration de sondages, les documents en restituant l'analyse, propriété des Porteurs du Programme et communiqués au Bénéficiaire, sont couverts par le Présent engagement de confidentialité jusqu'à leur divulgation publique par les Porteurs du Programme.

ARTICLE 7 / DURÉE DE LA CONVENTION

La Présente Convention prend effet entre les Parties à la date de sa signature. Elle est conclue pour une durée de vingt-quatre (24) mois.

ARTICLE 8 / LOI APPLICABLE – RÈGLEMENT DES LITIGES

La Présente Convention est soumise au droit français et interprétée conformément à celui-ci.

Les Parties s'efforcent de chercher une solution amiable, dans un délai de deux (2) mois, à toute difficulté qui pourrait surgir de la formation, la validité, l'interprétation, l'exécution et/ou l'inexécution, la résiliation de la Convention. À défaut, le différend sera soumis au juge compétent.

Fait à Paris, en trois (3) exemplaires originaux de huit (8) articles et quatre (4) pages, Le

2022,

| | | |
|--------------------------------|-------------------------------------|--------------------------------------|
| Pour l'APR, Mme Anne Lavaud | Pour la FPMM, M. Jocelyn Loumeto | Pour la ville de Laval, Le maire, |
| | | Florian BERCAULT |

M. le Maire : *Je vous souhaite une très bonne fin de journée. À bientôt. C'est terminé.*

La séance est levée à 20 h 23.